



Aperçu sur l'histoire de Bischoffsheim

de Joseph SCHAHL

Mot du Maire

Mesdames, Messieurs, chers Beschemers,

Les archives de Bischoffsheim regorgent de documents historiques qui témoignent de la richesse et de la profondeur du passé de notre cité, surnommée la « cité de l'évêque ». Dans cette dynamique de sauvegarde et de valorisation de notre patrimoine communal, nous avons déjà entrepris la restauration de manuscrits et de plans anciens, véritables témoins d'une histoire locale pluriséculaire.

Parmi ces documents, figure un ouvrage emblématique : *Streiflichter in die Geschichte von Bischoffsheim*, écrit par l'abbé Joseph Schahl et publié en 1924. Ce livre est une source historique précieuse retraçant près de deux millénaires de vie locale, de la période romaine jusqu'au XIX^e siècle. Hélas, sa rédaction en allemand et en lettres gothiques en limite la portée, tant en termes de compréhension que de diffusion.

L'année 2024 marquant le centenaire de cette publication, l'idée de le traduire en français nous a été soufflée par une personne native de Bischoffsheim. Elle a immédiatement retenu notre attention. Le projet a fait l'unanimité au sein de la mairie, tant il nous semblait essentiel d'exhumer ce trésor du passé et de le rendre accessible au plus grand nombre. Grâce aux recherches méticuleuses et aux descriptions précises de l'abbé Schahl, nous avons eu l'opportunité unique de (re) découvrir des pans méconnus de notre histoire.

Le défi majeur restait de taille : trouver une personne capable de déchiffrer, comprendre et traduire fidèlement le texte original. Christian Braun, adjoint au maire et porteur du projet, en partenariat avec l'association des Amis de l'orgue et du patrimoine de Bischoffsheim, a mobilisé son réseau. C'est ainsi que Patrick Schnabel, professeur d'allemand à la retraite, a généreusement accepté de se lancer dans cette aventure. Il aura fallu une année entière pour achever ce travail minutieux de traduction d'un ouvrage de 201 pages.

Aujourd'hui, l'édition actualisée et numérisée est disponible en ligne, et 150 exemplaires imprimés ont été réalisés pour une diffusion locale. Je suis heureux et fier du travail collectif accompli. Il incarne notre volonté de transmettre l'histoire de notre commune, ainsi que son patrimoine immatériel, aux générations futures.

L'ouvrage ne manquera pas de faire sourire les lecteurs actuels par de nombreuses anecdotes savoureuses. Il décrit également, avec une précision remarquable, les litiges historiques entre Bischoffsheim et ses voisines — Boersch et Krautergersheim — concernant le partage de la forêt et du Ried. En cela, les écrits de l'abbé Schahl se révèlent être un outil précieux pour mieux comprendre l'évolution de notre commune.

Bonne lecture à toutes et à tous.

Claude LUTZ *Maire de Bischoffsheim*

Remerciements

Par ces quelques lignes, je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance à celles et ceux qui ont contribué à la réalisation de cet ouvrage traduit, fruit d'un travail collectif remarquable.

Mes remerciements vont tout d'abord à **Monsieur Jean-Marc MULLER**, à qui nous devons l'idée première de cette traduction.

Un immense merci à **Monsieur Christian BRAUN**, véritable moteur du projet, qui en a assuré la coordination avec rigueur et détermination.

Toute notre reconnaissance à **Monsieur Patrick SCHNABEL**, pilier central de cette entreprise, qui a pris en charge l'essentiel du travail de traduction avec compétence et passion.

Merci également à **Monsieur Bernd FISCHER** pour son appui linguistique précieux sur certains passages délicats.

Nos remerciements à **Madame Irène SCHNABEL**, qui s'est investie dans les corrections avec une grande attention aux détails.

Nous saluons l'implication de **Monsieur Fernand HUBSCHER** pour sa relecture attentive et les compléments historiques qu'il a su apporter avec justesse.

Nos sincères remerciements à **Monsieur Alphonse TROESSLER**, dont l'analyse a permis de replacer le livre dans le contexte de son époque, lui donnant ainsi toute sa profondeur.

Un grand merci à l'Association des Amis de l'Orgue et du Patrimoine de Bischoffsheim, pour son soutien technique dans la concrétisation et la diffusion de cette version traduite.

Enfin, un remerciement sincère à la **Municipalité de Bischoffsheim**, pour avoir cru en ce projet, l'avoir initié et soutenu financièrement, contribuant ainsi à faire revivre un pan emblématique de notre patrimoine local.

À vous toutes et tous, un grand merci. Ce travail est aussi le vôtre.

Claude LUTZ

Maire de Bischoffsheim



Joseph SCHAHL 1882-1966

Le curé Joseph Schahl est né à Bischoffsheim le 5 juillet 1882, fils de Aloïs Schahl et de Maria Legin. Sa vocation et ses études le menèrent à la prêtrise et il devint successivement curé de Littenheim, de Kintzheim et de Rosenwiller.

Il avait deux passions : les roses et l'histoire de son village natal. Trois ouvrages sont le fruit de ce patient travail. Le premier, « *Streiflichter in die Geschichte von Bischofsheim* », est paru en imprimerie gothique en 1924 chez Alsatia-Colmar. Chaque foyer de la commune reçut à l'époque un exemplaire gratuit de cet ouvrage devenu introuvable aujourd'hui.

Puis en 1962, parut chez Alsatia-Sélestat, « der Wald von Bischofsheim ». En effet, en 1952, Alphonse Grau de Boersch met à mal Bischoffsheim dans les procès au sujet du partage de la forêt. Sur ce, Schahl réagit : « j'ai interpelé mon ami Grau et voulait le voir pour défendre les intérêts de mon village, mais quelques jours plus tard je devais malheureusement l'accompagner au cimetière ». Cependant, cela ne l'empêcha pas de sortir un livre de 98 pages afin de remettre les choses à leurs places.

L'année suivante en 1963, il publia un livret de 31 pages, « *Das Bischofsheimer Ried* », concernant son partage entre Blaesheim, Krautergersheim et Bischoffsheim. Cette édition n'était pas pour contrecarrer l'historien Laurent Pfleger de Krautergersheim mais pour compléter ses propos.

Joseph Schahl avait du caractère. Têtu, il ne lâchait rien, mais toujours avec un grand coeur et ne pouvait pas comprendre que l'on puisse faire du mal à quelqu'un. Ce petit défaut lui causa des ennuis quand il fut curé de Kintzheim. Il construisit avec ses propres deniers la chapelle de l'Aigle dans la forêt, à l'emplacement de l'ancienne.

Puis il décida de construire une salle paroissiale, encouragé par des soi-disants amis qui lui promirent une aide financière qui n'arriva jamais. Cela lui causa de sérieux tracas et soucis, ces difficultés provoquèrent son départ de Kintzheim dès qu'il eut remboursé les dettes.

Il arriva à Rosenwiller ou il s'investit pleinement à la rénovation de l'église qu'il entoura de magnifiques rosiers, sa deuxième passion. En 1958, il édita un livre « *Chronick von Rosenwiller* ».

Il fut secondé durant son sacerdoce par sa soeur Eugénie. Son autre soeur Françoise entretenait la maison paternelle située à l'emplacement actuel de la banque du Crédit Mutuel. C'est dans cette maison à briques rouges, à un étage avec balcon et séparé de la rue par un jardin plein de rosiers qu'il se retira à sa retraite. Il se consacra à la chapelle du Bruderberg où il célébra une messe toutes les semaines.

Après le décès de ses deux soeurs, il allait prendre ses repas à la maison de retraite Marie-Roberta. Il s'est éteint le 29 septembre 1966 et conformément à son souhait, il repose au cimetière de Rosenwiller, sa dernière paroisse à laquelle il était très attaché.

En mémoire des services rendus à la commune, la municipalité lui dédia le square qui se trouve devant la maison de retraite.

Fernand HUBSCHER



Le curé SCHAHL (au centre en soutane), lors la visite en 1954 à Rosenwiller, de l'évêque Monseigneur WEBER, avec le Conseil de fabrique et le Conseil municipal (col. part.).

Prologue

Le livre « *Streiflichter in die Geschichte von Bischofsheim* » couvre l'histoire de Bischoffsheim de l'époque romaine à la révolution française jusqu'au XIX^e siècle. Pour cette période, l'ouvrage est une référence et une source d'information inépuisable.

Depuis sa publication en 1924, les connaissances sur l'histoire de Bischoffsheim ont été enrichies, notamment grâce aux fouilles archéologiques menées ces dernières décennies. Elles ont démontré que des communautés importantes étaient présentes à Bischoffsheim, du néolithique à l'âge du fer. Par exemple, lors des fouilles du lotissement du stade, des habitations du néolithique ont été découvertes, parmi les plus étendues en Alsace, voir en France. Evidemment, le curé Schahl n'a pu s'étendre sur cette période, les informations archéologiques étant quasiment inexistantes à son époque. De même, la période « post-révolutionnaire » n'est pas ou peu traitée dans l'ouvrage.

Pour compléter l'histoire de notre village, le lecteur pourra se reporter à l'ouvrage « *Regards de mémoire* » publié par la commune de Bischoffsheim en 2000. Par ailleurs, les journaux municipaux, édités deux fois par an, comportent dans chaque numéro une rubrique sur l'histoire locale. Ces pages regorgent d'informations détaillées sur l'histoire de Bischoffsheim et la vie de ses habitants.

Christian BRAUN

Joseph SCHAHL et son ouvrage, un homme de son temps, une œuvre toujours actuelle

La publication en 1924 de l'ouvrage du curé Joseph Schahl, « *Streiflichter in die Geschichte von Bischofsheim* », s'inscrit délibérément dans son temps, celui d'un autre siècle. Elle s'insère également dans un contexte politique et religieux qui a une résonnance particulière dans l'histoire de notre région.

Quelques années à peine après la fin de la « Grande guerre », celle qui devait être la « der des ders », et le retour de l'Alsace à la France, l'année même où la commune de Bischoffsheim inaugure son monument aux morts sur lequel sont gravés les noms des 43 victimes de ce conflit, cette parution prend également place dans le vécu d'une région qui, après l'enthousiasme manifesté en 1918 par sa population à l'occasion de l'arrivée des troupes françaises, était rapidement passée de cette « illusion tricolore » à un profond « malaise alsacien », né d'une politique d'assimilation maladroite et d'une francisation brutale mises en place par les nouvelles autorités.

L'année 1924 est, pour nous, aujourd'hui, celle d'un autre monde. Celui d'une Alsace à la population aux trois quarts catholique, vivant au sein de « ce beau diocèse » si cher à son évêque, Monseigneur Charles Ruch, nommé en 1919, « à la foi magnifique de ses habitants » qui lui réservaient « des réceptions enthousiastes jusque dans les plus petits villages ». C'est celui d'un clergé encore trois fois plus nombreux que de nos jours et fortement présent dans chaque paroisse, celui des ordres et congrégations d'hommes ainsi que de religieuses, largement implantés dans l'ensemble du diocèse, sans oublier les nombreux membres de ces congrégations qui étaient en grande partie occupés à l'enseignement public des garçons et surtout des filles. Autre exemple, particulièrement significatif, de cette forte vitalité religieuse : le nombre des évêques missionnaires, des préfets apostoliques et de missionnaires vivants, plus de 1000, originaires de la région et répartis à travers le monde. Enfin, haut-lieu spirituel et symbole fort de l'Alsace catholique, le Mont Sainte-Odile connaît, pour sa part, une profonde transformation et une fréquentation jamais atteinte auparavant.

Ce monde était aussi, en Alsace, celui d'un catholicisme fortement organisé sur le plan politique, qui prône, à travers le rôle prépondérant de l'UPR (l'Union populaire républicaine), largement marquée par l'esprit démocrate-chrétien, le maintien du particularisme juridique en matière sociale et administrative, du statut scolaire et du régime concordataire et qui soutient fortement le bilinguisme.

C'est durant cette même année 1924 que le « malaise alsacien » connaît sa crise la plus profonde, à la suite de la déclaration incendiaire du président Edouard Herriot à la Chambre des députés, après la victoire du Cartel des gauches lors des élections législatives, concernant l'introduction en Alsace de l'ensemble de la législation républicaine. Cette menace grave proférée à l'égard du droit local alsacien-mosellan, en particulier à l'encontre du statut scolaire et du Concordat, et ce, malgré les nombreuses promesses solennelles précédemment faites à ce sujet, provoque une réaction forte et indignée de la part de la grande majorité des élus alsaciens, largement soutenus par l'ensemble du clergé catholique et, en premier lieu, par son évêque, Monseigneur Ruch. Les manifestations de masse, d'une ampleur sans précédent à ce jour, organisées dans toute la région feront reculer le gouvernement sur cette question. Mais ces évènements vont être, en partie, à l'origine du fort mouvement autonomiste qui va animer, sous ses différentes composantes, la vie politique alsacienne jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Est-il vraiment nécessaire d'insister sur cette profonde mutation que nos communes ont connues depuis la parution de cet ouvrage ? Bischoffsheim, en tout cas, s'inscrit pleinement dans ce mouvement. Le seul chiffre concernant l'augmentation de sa population, multipliée par deux, n'est qu'un indice parmi d'autres. L'évolution des modes de vie et la diffusion des nouvelles technologies de communication sont bien plus impressionnantes encore, entre l'arrivée, en 1923, du premier téléphone dans la commune et la généralisation d'internet et l'irruption du portable dans notre vie quotidienne.

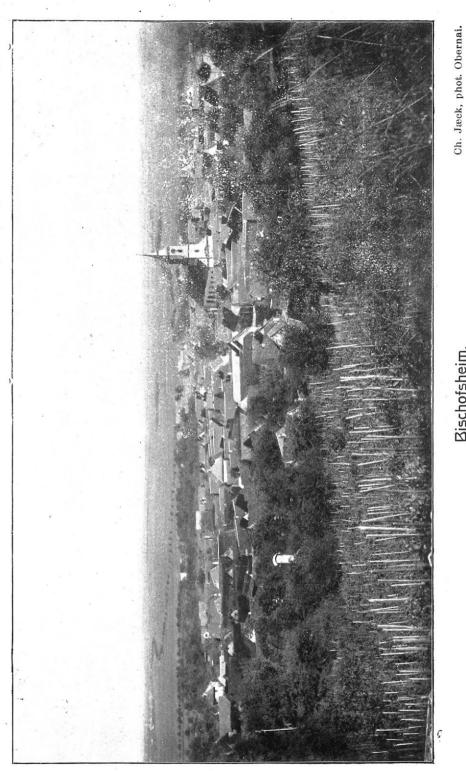
C'est dans cet « autre monde », celui d'il y a un siècle, que l'abbé Schahl publie son remarquable travail consacré à l'histoire de Bischoffsheim. Il le fait avec brio, dans sa langue maternelle allemande qui est encore très majoritairement connue, pratiquée et partagée par la population de sa région. Il le fait avec ses grandes compétences, mais aussi avec sa sensibilité et ses convictions qui sont très largement celles des hommes et des femmes de son temps. Si l'on peut, parfois, être surpris par le caractère tranché de ses opinions, voire par la nature très directe de ses jugements par rapport à certains de ses contemporains ou leurs prédécesseurs,

il faut, bien sûr, remettre ces propos dans leur contexte, celui d'une époque où les cloisonnements sociaux, politiques ou religieux étaient bien différents de ceux que nous connaissons aujourd'hui.

Cela n'enlève absolument rien à la grande valeur des recherches effectuées par ce grand érudit, qui couvrent deux millénaires d'une histoire aussi dense que féconde, ni au caractère précieux et irremplaçable de cette publication, désormais traduite et plus largement accessible à nos jeunes générations. Sa diffusion et sa consultation restent, aujourd'hui encore, particulièrement précieuses pour approfondir la connaissance du riche passé de cette belle cité de Bischoffsheim.

Toute notre reconnaissance va à celles et à ceux qui ont contribué, par leur engagement et leur talent, à ce remarquable renouveau!

Alphonse TROESTLER



Bischofsheim.

STREIFLICHTER

in die

Geschichte von Bischofsheim

von

JOSEPH SCHAHL

Pfarrer in Littenheim.



COLMAR Société Alsacienne d'Edition "Alsatia" S. A. 1924

Dédié à mes chers parents Alois SCHAHL et Maria-Anna LEGIN Avec toute ma gratitude

En introduction

Mon amour pour mon village m'a motivé à consacrer mon temps libre à la recherche de son passé. Mon oncle, le curé Legin, avait déjà commencé à rassembler les sources disponibles. Un décès prématuré l'a empêché d'achever son œuvre qui a disparu depuis, sans laisser de trace. Ce travail a donc dû être recommencé à partir de zéro.

J'ai rassemblé dans ce livre tout ce que j'ai pu trouver sur l'histoire de notre village dans les différentes archives.

Le titre à lui seul indique qu'il ne s'agit en aucun cas d'une histoire détaillée du village. Nous manquons de documents pour donner une description plus précise.

Néanmoins, je crois que grâce à ce livre, mes concitoyens auront un aperçu de l'histoire de notre village.

L'histoire du couvent du Bischenberg étant actuellement écrite par un prêtre rédemptoriste, je ne l'ai pas incluse dans mon programme.

De plus, la commune et le monastère entretenaient dès le début des rapports très distants

Nous tenons également à remercier ici ces messieurs du conseil municipal de la commune de Bischofsheim, pour leur bienveillance qui a permis l'impression de cet ouvrage.

Littenheim, 20 avril 1924

L'AUTEUR.

Histoire de Bischofsheim

Table des matières

Chapitre 1. Bischofsheim à l'époque romaine	29
Chapitre 2. Bischofsheim à l'époque alamanne	33
Chapitre 3. Bischofsheim à l'époque des francs	34
Chapitre 4. Bischofsheim et Saint Rémy et son origine	35
§ 1. La tradition Saint Rémy et son origine	35
§ 2. La source de la tradition de Saint Rémy	36
§ 3. Le testament de Saint Rémy	
§ 4. Comment expliquer l'origine de la tradition de Saint Rémy ?	39
Chapitre 5. La donation Dagobertienne	40
§ 1. La raison du don	40
§ 2. L'acte de donation Dagobertienne	41
§ 3. L'acte de donation et la donation à la lumière des critiques	
§ 4. A qui doit être attribué la donation ?	44
Chapitre 6. Bischofsheim à l'époque de la rédaction	
de la donation Dagobertienne	45
§ 1. Le district de Bischofsheim.	45
§ 2. La Cour Dagobertienne	46
§ 3. Les fonctionnaires résidant à la cour.	48
§ 4. Les serfs.	50
§ 5 Les paysans	53
§ 6. Les situations juridiques des citoyens libres du village	50
§ 7. Les chevaliers au service de l'évêque	56
§ 8. Les Ministériels	57
§ 9. L'administration du village au moment de la rédaction de la donation Dagobertienne	58
Chapitre 7. L'autorité épiscopale sur le village	59
§1. Evolution de la règle épiscopale	59
§2. Le différend à propos des droits d'immunité entre l'évêque etl'empereur	62
Chapitre 8. Les propriétaires fonciers étrangers à Bischofsheim au XII° siècle	65

Chapitre 9. Conditions de vie du village au XIVe siècle	67
§1. La cour épiscopale vers l'an 1350	67
§2. Les fonctionnaires de la cour	68
§3. Le <i>Vogt</i>	69
§4. Le Schultheiß	69
§5. Les hommes libres	70
§6. Les gens de la cour épiscopale	72
§7. La gestion épiscopale	73
§8. Le tribunal du Dinghof	76
§9. Propriétaires étrangers	79
§10.Un procès des années 1373 -1410	79
§11.L'auberge des misères	82
Chapitre 10. Conditions de vie du village au XVI ^e siècle	84
§1. Le pouvoir de l'évêque	84
§2. Le <i>Vogt</i>	85
§3. Le Schultheiß	85
§4. Le <i>Keller</i> et le <i>Meier</i>	87
§5. La cour du Dinghof	91
§6. Le tribunal du village	91
§7. Le Heimburger	92
§8. Les habitants	93
§9. Divers règlements épiscopaux du XVI° siècle	
§10. Le destin et la fin du « Freihof »	98
§11. La Halle	
§12. Les Juifs à Bischofsheim	102
Chapitre 11. Les familles nobles de Bischofsheim	105
§.1. La famille des chevaliers de Bischofsheim	
§.2. Les Waffeler de Bischofsheim	106
§.3. Les Münch de Bischofsheim	107
§.4. Les Flesche de Bischofsheim	
§.5. Les Ramstein	108
Chapitre 12 Les seigneurs de la dîme de Bischofsheim	109
§1. Le premier tiers de la dîme des grains et du vin	109
§2. Les deux autres tiers de la dîme des grains	
§3. Le deuxième tiers de la dîme du vin	112
§4. Le troisième tiers de la dîme du vin	113
Chapitre 13. Patronage de l'Église	114
Chanitre 14 La naroisse de Rischofsheim	116

Chapitre 15. Les églises de Bischofsheim	120
§1. L'ancienne église romane	120
§.2. L'église actuelle	125
Chapitre 16. L'Oberschloß, Château épiscopal	126
Chapitre 17. L'Unterschloß, Château allodial	135
Chapitre 18. Le sort du village durant les différentes guerres	140
§1. Bischofsheim dévasté par les Strasbourgeois en 1262	
§2. Le passage des Armagnacs en 1444	141
§3. Le passage du Prince d'Orange et de Wolfgang von Zweibrücken en 1569	142
§4. Le passage des armées de 1579	
§5. Le passage du Comte Palatin Johan Casimir en 1587	143
§6. La guerre des évêques de 1590-1592	
§7. Le passage du margrave Ernst von Brandebourg en 1610	
§8. Le sort du village pendant la guerre des Suédois	
§9. Le passage du duc Charles de Lorraine en 1651	
§10. Les différentes campagnes militaires de 1672-1710	148
Chapitre 19. Les victimes des procès de sorcières de Bischofsheim	150
Chapitre 20. Les conditions scolaires dans le passé	157
Chapitre 21. Aperçu général des conditions économiques du village	
aux siècles précédents	160
§1 Culture de la vigne	160
§2. Agriculture	163
§3. Pâturage	166
Chapitre 22. La forêt de Bischofsheim	168
§1. L'origine des droits forestiers de Bischofsheim	168
§2. La forêt propriété indivise de Bischofsheim et de Boersch	170
§3. Litiges avec la manufacture d'armes de Klingenthal	
§4. Le processus de partage de la forêt	
Chapitre 23. Le Bischofsheimer Ried	187
§1. La partie du Ried qui appartient depuis toujours à la commune	187
§2. Le « Gemein » Ried commun	
§3. Le partage du Ried	192
Chapitre 24. Bischofsheim pendant la Révolution française	194
Chapitre 25. Le procès des biens nationaux	197
§1. Origine du procès	197
§2. Le déroulement et la prolongation du procès	200
§3. Le jugement	205
Chanitre 26 François Antoine Kirmann, baron de l'Empire 1768-1850	206

Bischofsheim à l'époque romaine

Plus par amour pour le pays natal que pour l'histoire objective, des hypothèses parfois audacieuses sont proposées comme preuves fiables de l'histoire locale ancienne. Laissant de côté toute hypothèse sur l'origine probable de notre village, nous voulons d'emblée nous placer sur le terrain sûr de l'histoire. Et pourtant, nous pouvons affirmer que Bischofsheim était peuplé très tôt.

Une hache en pierre retrouvée au lieu dit de «Keigenbach», mais malheureusement perdue, indique que des gens vivaient ici dès l'âge de pierre. De l'époque du bronze ou gauloise, cinq bracelets fins et ouverts en fil de bronze de 3 mm d'épaisseur et un bracelet pour les jambes ou la tête ont été retrouvés à Bischofsheim en 1861 et sont toujours au musée de Strasbourg¹.

Cette trouvaille montre qu'il y avait aussi un peuplement à Bischofsheim à l'époque des Gaulois. Ce n'est donc pas une hypothèse sans fondement lorsque l'on prétend que Bischofsheim est une ancienne terre de peuplement.

Pour garantir leur domination sur l'Alsace contre d'incessantes attaques ennemies, les Romains installèrent en divers points des Castels, ou camps militaires, qui servaient à la fois de lieux de repos pour les troupes de passage et de refuges pour les troupes vaincues au combat. Un tel castel fut construit au pied du Bischenberg, le long duquel passait la route dite romaine de la montagne, qui existait déjà à l'époque celto-gauloise². Dans notre région, cette route romaine allait de Niederehnheim (Niedernai via le village aujourd'hui disparu de FIHEY (près d'Obernai) à Bischofsheim puis à Dorlisheim³.

Cette route de montagne romaine peut-elle être identifiée dans le ban de Bischofsheim?

Je pense que oui, parce que nous en avons des preuves. Sur la Oberehneimer Straße (route d'Obernai) dans la zone de la première maison du garde barrière vers la montagne, nous avons une désignation de terrain de «*Herrenweg*». Un ancien chemin, le «*Herrenweg*», est parallèle à la rue jusqu'au point où le fossé du village de Bischofsheim change de direction. A partir de là, le chemin n'existe plus. Le fait que ce chemin menait autrefois au village ressort du terrier de la commune de Bischofsheim de l'année 1534⁴, qui stipule : « De même que, à partir du

¹ Musée Romain, Château des Rohan N° 1237.

² Pour plus de détails : les routes militaires romaines et les routes commerciales, page 20.

³ COSTE l'Alsace-romaine.

⁴ Arch Bischofsh fol 6

Bruderbergsbronnen jusqu'à la croix de pierre, la voie entre les champs fait 30 pieds de large, de la croix de pierre à la large route jusqu'au ban d'Immersheim à côté du fossé du village, la route entre les champs a une largeur de 32 pieds ». Autrefois, le chemin longeait le fossé du village jusqu'à l'actuelle rue du village. De là, il existe toujours, il descend par la «Stiermatt» jusqu'au «Steinern Kreuz» et de là, à l'ouest du Bruderberg, directement jusqu'à Dorlisheim. En bas sur le Bruderberg, nous avons à nouveau le toponyme «am Herrenweg». Ce nom «Herrenweg» n'est sans doute rien d'autre qu'une transformation du nom «Heerweg», c'est-à-dire route militaire. Ce chemin, qui porte le nom de « Heerweg » aux limites sud et nord du ban, doit être l'ancienne route romaine de la montagne.

Longeant le fossé du village, ce chemin traverse directement le lieu-dit «Kastel». Cependant, ce nom «Kastel» rappelle sans aucun doute l'ancien «Castellum» ou camp militaire romain, qui se trouvait ici à proximité immédiate de la route romaine de la montagne. Avec cela, nous n'avons pas encore prouvé l'existence réelle du camp militaire romain. Cependant, nous avons la chance de pouvoir également fournir des preuves fiables qu'il doit y avoir eu une colonie romaine à Bischofsheim, à savoir les vestiges de l'époque romaine.

Lors de l'agrandissement de l'église en 1835, diverses découvertes romaines ont été faites dans les fondations de l'ancienne église romane, dont la plupart ont été réutilisées comme matériau de construction. Seules quelques-unes ont été préservées et apportées à la bibliothèque de Strasbourg, à savoir les pièces suivantes :

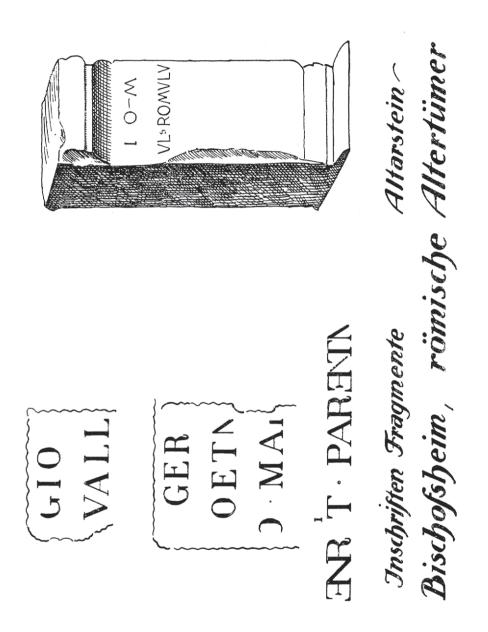
- 1. Un bas-relief de la déesse Minerve :
- 2. Un bas-relief d'un prêtre sacrificiel païen;
- 3. Un bas-relief d'une personne debout ;
- 4. Trois fragments d'inscriptions qu'il n'est plus possible de déchiffrer par suite de mutilations excessives, mais parmi lesquels Brambach soupçonne des informations d'ordre militaire⁵ telles qu'on les trouvait sur chaque Castell romain.
- 5. Une partie d'une pierre d'autel à quatre côtés dédiée au dieu Jupiter.

On peut supposer à juste titre que les numéros 1, 2 et 5 proviennent sans aucun doute d'un lieu de culte romain.

Malheureusement, ces restes ne sont plus conservés aujourd'hui, car ils ont disparu lors du siège de Strasbourg en 1870. Heureusement, il nous en reste encore les copies⁶.

⁵ BRAMBACH, Corp. Secret. Rhénan p. 343 n°1921, 1922.

⁶ Bei Krautz Bull.des Monum. Hist p. II t XII, p. 364.



Vestiges mis à jour en 1835 lors des travaux de transformation de l'église actuelle.

Raoul Rochette avait également publié un article détaillé sur ces trouvailles dans le «Journal du Haut et Bas-Rhin 1835», je n'ai plus pu le retrouver malgré toutes mes recherches

Étant donné que ces vestiges romains ont été utilisés comme matériau dans la construction de l'église romane et que la partie arrière de l'église actuelle repose toujours sur les fondations de cette église romane, elles contiennent probablement d'autres vestiges romains. Du fait de ces vestiges romains, on est en droit de supposer que le nom de lieu «Castel» (*Castellum*) vient aussi de l'époque romaine avant la période franque, ce qui serait également possible. (*Dagobertinische Hof*) (Cour Dagobertienne)

Alors, où se trouvait ce « castellum » romain ? Sans doute à l'endroit que l'on appelle encore Castel aujourd'hui. La montée en terrasses de cette zone était idéale pour l'implantation d'un Castel romain, on peut se demander si les terrasses elles-mêmes n'ont pas été créées par les Romains lors de la construction du castel. L'étendue du castel romain ne peut plus être déterminée avec certitude, car nous manquons d'indices pour cela. Cependant, on peut bien supposer, en se basant sur le plan habituel des castels, qu'il s'étendait jusqu'au sommet de *l'Oberschloss* et jusqu'à la ferme de Dagobert, qui, je suppose, ne sont rien d'autre que la transformation des principales fortifications du castel romain en une cour royale fortifiée, au gré des changements politiques.

Voilà toutes les connaissances sur les débuts de notre village. Peut-être y a-t-il encore un nom romain dans l'appelation actuelle «*Marxburne*» - *Marsbrunnen* - puisque le nom officiel de cette fontaine est *Martinsbrunnen* depuis 1360⁷. Ce puits était la source la plus proche du camp romain, et les soldats romains auraient pu le placer sous la protection de Mars, le dieu de la guerre. Cependant, aucune autre preuve ne peut étayer cette supposition. De ce qui a été dit jusqu'à présent, l'on peut affirmer que même avant l'arrivée des Romains, le village de Bischofsheim actuel était un lieu habité, qui a pris de plus en plus d'importance en raison de la présence du Castel romain.

⁷ Archives d'Alsace G 1082.

Bischofsheim à l'époque alamane

On peut supposer à juste titre que les premiers habitants se sont progressivement installés en nombre de plus en plus important autour du camp militaire romain de Bischofsheim.

Que ce soit pour cultiver les champs fertiles, que ce soit pour échanger les produits de la région avec les caravanes marchandes de passage, puisque la route romaine de la montagne était principalement utilisée comme route commerciale, mais avait également une importance militaire⁸.

Lorsque les Romains durent céder la place aux envahisseurs Alamans venus en Alsace en 407, les sites romains furent repris par ces derniers. Nous ne savons pas ce qu'il est advenu du castel romain de Bischofsheim, car nous n'avons aucune information sur cette époque. Une seule circonstance permet de tirer une conclusion : comme nous le verrons plus loin, les rois francs possédaient une importante cour royale à Bischofsheim qui, compte tenu de sa situation, devait faire partie d'une façon ou d'une autre du Castel romain. Comme il a été incorporé au domaine royal lors de la conquête du pays par les Francs, il est fort possible qu'il ait appartenu sous une forme ou une autre au domaine fiscal à l'époque des Alamans.

Notre hypothèse gagne donc en probabilité : les Alamans ont dû s'établir à Bischofsheim, car sinon nous n'avons guère d'explication pour le fait qu'une partie des vestiges de l'ancien castel romain soient devenus propriété royale des Francs.

Nous savons également que les Alamans attribuaient un lot dans le ban à tous les membres de leur clan.

Alors que la forêt et les pâturages restaient propriété commune du clan⁹, une partie du clan fonda une nouvelle colonie dans la région en raison de la surpopulation, de cette façon ceux-ci conservèrent leurs droits sur la forêt et les pâturages. Ce fait est important pour nous dans la mesure où c'est la seule explication de l'origine de la propriété partagée de la forêt et du Ried entre Bischofsheim et les villages environnants. Cette disposition date sans doute de cette époque.

Nous clôturons l'exposé sur cette époque, pour laquelle aucune source historique ne nous donne d'informations fiables.

⁸ Naher die römischen Militärstraßen und Handelswege, p 20.

⁹ HERTZOG, die Markgenossenschaft des Ehnthales.

Bischofsheim à l'époque des francs

Au début du VI^e siècle, les Alamans durent céder leur domination au roi franc victorieux, Clovis, mais ils restèrent en grande partie dans les anciennes places¹⁰.

Comme nous le savons par des rapports ultérieurs, les rois francs possédaient une propriété importante à Bischofsheim, qui s'appelait encore le *Dagorbertinische Hof* ¹¹ au XI° siècle. On peut probablement supposer qu'il ne s'agissait que d'une conversion de l'élément principal du castel romain en une cour royale qui est donc devenue propriété royale lors de la conquête du pays par les Francs, car elle était déjà propriété royale à l'époque des Alamans.

Cependant, puisqu'il s'élevait au milieu des anciennes fortifications, il convenait parfaitement à un centre administratif, et dès l'origine il devait avoir l'importance telle que mentionnée dans le document de Dagobert, notamment en ce qui concerne le district de Bischofsheim. Il serait maintenant intéressant de connaître plus en détail la cour et les conditions qui prévalaient à cette époque, mais nous n'en avons aucune idée. Tout ce que l'on sait, c'est que la ferme n'a pas appartenu trop longtemps aux rois francs. Un roi franc, probablement Dagobert II, l'a donnée à l'église de Strasbourg et a ainsi établi la domination épiscopale ultérieure sur Bischofsheim.

D'après ce qui a été dit jusqu'à présent, il est clair que nous devons nous fier plus ou moins à des hypothèses pour les périodes alamanes et franques, car aucune source historique ne nous donne un aperçu de cette période. Avec le début de la domination épiscopale sur le village, nous passons en terrain sûr. Mais avant de franchir cette étape, nous devons examiner de plus près la dite « *Remigiustradition* » la tradition de Saint Rémy.

¹⁰ SCHRICKER älteste Gaue im Elsaß.

¹¹ Als. Dipl. I nr 221.

Bischofsheim et Saint Rémy

§1. La tradition de Saint Rémy et son origine

La tradition villageoise d'aujourd'hui ainsi que toutes les topographies récentes mentionnent Saint Rémy, évêque de Reims (437-532 ?), comme premier propriétaire terrien du village. On dit que le roi Clovis a fait don à Saint Rémy du village lors de son baptême et pour marquer sa gratitude, il l'a appelé Bischofsheim en son honneur. Cette tradition peut-elle s'appuyer sur des sources historiques ou peut-elle remonter si loin dans les siècles qu'elle aurait la même valeur qu'une source historique ?

La seule preuve de la tradition de Saint Rémy dans l'histoire du village est la fontaine Saint Rémy, qui n'a été construite qu'en 1874 ¹².

Nulle part ailleurs je n'ai pu en découvrir la moindre trace. Et pourtant l'on devrait trouver des indices de cette tradition, si elle avait déjà existé dans les siècles passés. Le nom de Saint Rémy a un tel retentissement dans la tradition villageoise, principalement parce que de nos jours les droits forestiers du village se référent à Saint Rémy. Mais jusqu'au partage définitif de la forêt en 1799, les droits forestiers ne se sont pas appuyés sur un héritage provenant de Saint Rémy. Combien de fois les tribunaux ont demandé au village de Bischofsheim, lors les différents procès forestiers avec Boersch, de fournir des informations précises sur l'origine de ses droits forestiers! La commune les a toujours fait remonter à l'évêque Hetzel de Strasbourg.

A deux reprises¹³, elle a déclaré expressément qu'elle ne savait rien d'autre et que ses droits forestiers provenaient de l'évêque Hetzel. Pas une seule fois le nom de Saint Rémy n'a été associé à la forêt. Mais cette référence à Mgr. Hetzel a été accueillie avec beaucoup de scepticisme par les tribunaux et n'a jamais été considérée comme une preuve suffisante. Il eût mieux valu pour la commune de se référer à Saint Rémy qui avait effectivement donné des droits aux habitants de ses deux villages sur des forêts avoisinantes. Si la tradition de Saint Rémy avait existé plus tôt dans le village, cette référence aurait sans doute été utilisée. L'absence totale de référence à Saint Rémy permet cependant de conclure avec certitude que la tradition de Saint Rémy n'a été connue qu'au moment du partage de la forêt,

¹² Arch. Bischofsheim. Dans le procès de 1710 et dans le partage de la forêt en 1793.

¹³ cf. Inscription sur la chambre d'eau, érigée en même temps que la fontaine Saint Rémy.

mais son émergence à l'époque moderne ne remettrait nullement en cause sa raison d'être, si elle pouvait être basée sur des preuves solides.

Ainsi, avant de porter un jugement sur la tradition de Saint Rémy, nous devons examiner ses sources de plus près.

§2. La source de la tradition de Saint Rémy

L'origine d'une tradition qui a été séparée par des siècles des faits auxquels elle fait référence doit avoir son origine dans une cause extérieure. Comment la tradition de Saint Rémy est-elle née à Bischofsheim, ou plutôt, qui a été le premier à établir un lien historique entre notre Bischofsheim et Saint Rémy ?

Le premier historien qui rattache historiquement notre Bischofsheim à Saint Rémy est Grandidier (1752-1787) dans son ouvrage «Histoire de la province d'Alsace»¹⁴, il écrit ce qui suit : «L'Alsace est mentionnée dans un document très ancien, à savoir dans le testament de Saint Rémy, écrit vers l'an 510. Ce célèbre évêque de Reims avait reçu de Clovis dans la région des Vosges, où il avait aussi quelques possessions, deux villages, que ce roi appelait «*Piscofesheim*», c'est-à-dire la demeure de l'évêque. Ces deux communes existent encore aujourd'hui en Basse-Alsace sous le nom de Bischofsheim, l'une près de Strasbourg et l'autre à une demi-heure de Rosheim. Le testament de Saint Rémy impose aux dits lieux l'obligation de fournir annuellement aux chanoines de la cathédrale de Reims la poix dont ils ont besoin pour enduire les tonneaux de vin.»

En second lieu¹⁵ Grandidier écrit : «Le village de Bischofsheim est très ancien et semble avoir été l'un des deux lieux de ce nom que le roi franc Clovis donna à l'évêque Saint Rémy de Reims, comme ce dernier l'écrit dans son testament vers l'an 510 ».

Dans ces écrits, Grandidier est le premier à établir une relation entre notre Bischofsheim et Saint Rémy. Il fonde son rapport, comme il l'écrit lui-même, sur le testament de Saint Rémy. Il nous faut donc examiner de plus près si le testament de Saint Rémy justifie cette hypothèse.

§3. Le testament de Saint Rémy

Le testament de Saint Rémy, sur lequel s'appuie Grandidier et qui contient le passage en question, nous a été transmis par l'historien ecclésiastique Flodoard de Reims (894-966). Le passage cité se lit mot pour mot : «A ceux-ci (c'est-à-dire les dons susmentionnés) j'ajoute (à savoir Saint Rémy) Berna, qui appartient à l'évêché et appartenait d'une manière spéciale à mes prédécesseurs, avec les

¹⁴ t 1. III p. 310.

¹⁵ Œuvres inédites t V p. 278.

deux villages de Cossle et Glen, que Chlodwig que j'ai baptisé, m'a donné et a appelé *Piscofesheim* dans leur langue pour me faire plaisir, avec les forêts, prairies et pâturages, que j'ai achetés par l'intermédiaire de diverses personnes dans les Vosges et les environs, tant de ce côté que de l'autre côté du Rhin, afin qu'ils puissent annuellement approvisionner les monastères actuels et futurs de Reims en poix nécessaire au traitement des tonneaux de vin »¹⁶.

Tout d'abord, il convient de noter que le testament de saint Saint Rémy reproduit par Flodoard n'est pas l'original et l'authentique, mais une version étendue du testament original de Saint Rémy, qui était déjà achevé à l'époque de Flodoard.¹⁷ Le passage en question ne se trouve pas du tout dans le véritable testament de Saint Rémy¹⁸. Bien que ce passage soit une insertion postérieure, il prouve indéniablement que la tradition existait déjà à Reims vers l'an 900 selon laquelle le roi Chlodwig avait fait cadeau des deux villages de Cossle et Glen, qui à cette époque appartenaient encore à l'église de Reims et s'appelaient Bischofsheim dans leur langue. S'il pouvait être avéré que notre Bischofsheim était l'un de ces deux endroits, alors la légitimité de la tradition Saint Rémy serait prouvée.

Nous arrivons maintenant à la question centrale : peut-on attester que notre Bischofsheim est l'un des deux villages mentionnés dans le testament de Saint Rémy? La réponse affirmative à cette question dépend principalement de notre capacité à déterminer exactement la position des deux Bischofsheim cités par Flodoard et dont les vrais noms sont Cossle et Glen.

D'après le texte du testament de Saint Rémy, les forêts, les prés et les pâturages appartenant aux deux «*Piscofesheim*» dans les Vosges et ses environs sont situés à la fois de part d'autre du Rhin, comme les villages auxquels ils appartiennent. Mais le texte ne donne pas d'informations plus précises sur leur localisation. Les deux villages doivent se trouver quelque part au pied des Vosges dans la plaine du Rhin. C'est la seule conclusion à laquelle le texte ci-dessus nous autorise. Aucune conclusion précise ne peut être tirée du nom « Vosges », car depuis l'époque romaine toute la chaîne de montagnes de la rive gauche du Rhin jusqu'à Mayence porte ce nom. Un terme qui, on le verra, est sans doute encore en usage chez Flodoard. Nous devons donc chercher d'autres indices.

Concernant le texte ci-dessus du testament de Saint Rémy, Flodoard donne dans un autre passage le complément d'information suivant¹⁹ : « Le Saint Evêque (*Remigius*) avait acheté une grande partie de la forêt vosgienne. On dit qu'il y construisit de petits villages du nom de Cossle et Glen. Il y installa les habitants d'un village épiscopal voisin, Berne, qui lui avait depuis longtemps été donné par les Francs, avec les

¹⁶ FLODOARDI Historia Remensis ecclesiae Edit. Lejeune Reims 1854 T1 p.112.

¹⁷ Br Kusch Reimser Remigiusfälschungen Neues Archiv XX 1895 p.511.

¹⁸ cf. Migne P.P. lat.L XV 969.

¹⁹ FLODOARDI Hist. Eccl t I p. 140.

conditions que les monastères de Reims perçoivent la poix dont ils ont besoin. Il leur a également accordé une somme que leurs descendants reçoivent toujours.

Selon ce texte²⁰, qui vient de Flodoard lui-même, Saint Rémy fonda lui-même les deux villes de Cossle et Glen. Le nom «*Piscofesheim*» semble avoir été hors d'usage à l'époque de Flodoard, puisque Flodoard ne le cite plus dans ses propres écrits. Ces villages sont situés dans les Vosges et appartiennent toujours à l'église de Reims. Leurs habitants perçoivent encore une somme. On verra cependant par la suite qu'à l'époque de Flodoard, c'est-à-dire dans la première moitié du X^e siècle, notre Bischofsheim était la propriété exclusive de l'église de Strasbourg. L'appartenance politique de notre village à cette époque, nous interdit absolument de l'identifier à l'un des lieux, « Cosle ou Glen qui s'appellent «*Piscofesheim*» dans leur langue ». Et qui d'après Flodoard sont mentionnés dans le testament de Saint Rémy.

Ces deux dernières localités se situent également dans une région très différente de notre Bischofsheim, comme il ressort des autres explications de Flodoard. Il rapporte en effet que l'église de Reims dut souvent défendre ses biens dans les Vosges contre des incursions de brigands. Pour défendre les droits de l'Eglise de Reims, l'évêque Hincmar de Reims (810-882) écrivit à son ami Manigaudus (Menigaud était comte de Nahegau en 868-870)²¹ au sujet des possessions de Saint Rémy dans les Vosges, dont certains junkers (gentilshommes terriens) cherchaient à s'emparer.

Il lui demande de garder cette propriété de son église jusqu'à ce qu'il y vienne lui-même avec l'archevêque Luitbert de Mayence et règle le différend²². Hincmar se tourne également vers le comte palatin Erloin et lui demande de protéger ces biens qui livrent la poix aux monastères de Reims²³. Il en ressort avec certitude qu'il s'agissait des lieux Cosle et Glen mentionnés dans le testament de Saint Remigius, qui devaient chaque année livrer la poix nécessaire à Reims. Ils sont dans la sphère de pouvoir du comte du Nahegau et dans le diocèse de Mayence²⁴. Car l'évêque de Mayence participera avec Himcmar à l'arbitrage du litige. Dans tous les passages où Flodoard parle des possessions de l'église de Reims dans les Vosges, elles sont toujours dans le diocèse de Mayence. Ainsi Flodoard appelle également la chaîne de montagnes de cette région les Vosges, comme c'est le cas depuis les Romains. Nous pouvons donc supposer que c'est le cas dans ce testament de Saint Rémy sur lequel s'appuie Flodoard. Dans cette région, il existe encore trois villages avec les noms mentionnés dans le testament de Saint Rémy et par Flodoard, à savoir Berne Gusel (Kusel) (Gossle) et Altenglau (Glen).

²⁰ Cf. chapitre VI.

²¹ F REMMLING: Geschichte der Benediktiner Probstei Sankt Remigiberg p.323.

²² FLODOARDI, Hist. Rem.eccles.T II p 357.

²³ FLODOARDI, Hist. Rem.eccles.T II p 358.

²⁴ FLODOARDI, Hist. Rem.eccles.T I p. 157, T II p. 190,198, 298.

Que les trois lieux de l'époque la plus ancienne jusqu'au XII° siècle de l'église de Reims appartenaient à l'Abbaye de Saint Rémy à Reims, Fr. X. Remling le prouve dans son « Histoire du benedictiner Probstei Sankt Remigius » (prieuré de Saint Rémy) près de Kusel dans le Palatinat²⁵. Ils sont donc identiques aux lieux Cossle et Glen mentionnés dans le testament de Saint Rémy et par Flodoard, qui dans leur langue s'appelaient *Piscofesheim*, un nom qui, cependant, n'a pas été conservé, comme il ressort déjà de Flodoard.

Par ailleurs, si l'on parcourt les différents documents que Marlot cite dans son ouvrage « Histoire de Reims ²⁶ » sur les biens de l'Eglise de Reims dans les Vosges, on arrive à la même conclusion avec une certitude absolue : tous les biens de l'Eglise de Reims dans les Vosges se trouvent dans le diocèse de Mayence.

Après cette enquête nous devons répondre à la question : « Les sources de la tradition de Saint Rémy nous autorisent-elles à maintenir cette tradition » ?

La réponse est clairement « Non ».

§4. Comment expliquer l'origine de la tradition de Saint Rémy à Bischofsheim ?

Comme nous l'avons vu, Grandidier est le premier à mettre en relation notre Bischofsheim avec Saint Rémy. La désignation « Bischofsheim dans les Vosges » telle qu'elle est inscrite dans le testament de Saint Rémy a sans doute conduit Grandidier à cette hypothèse sans qu'il approfondisse la question. S'appuyant sur l'autorité du grand maître, les historiens ultérieurs acceptèrent son récit sans aucune vérification.

Cela a naturellement conduit à la tradition de Saint Rémy dans le village au cours du XIX^e siècle, alors que le processus de division de la forêt était depuis longtemps terminé. Cela explique pourquoi nous ne trouvons jamais une référence à un droit forestier remontant à Saint Rémy dans les procès forestiers. Cependant, la commune savait par expérience qu'il était difficile de faire remonter les droits forestiers de l'évêque Hetzel. Elle pouvait à juste titre supposer que les deux villages de Bischofsheim nommés dans le testament de Saint Rémy avaient également des droits du fait de leur obligation de livrer la poix aux monastères de Reims.

Il est clair que l'annonce de cette tradition remontant aux temps anciens a été accueillie très positivement dans la commune. Par reconnaissance, la commune érigea en 1874 un monument à Saint Rémy, le supposé ancien seigneur et donateur de la forêt : il s'agit de la fontaine Saint Rémy qui n'est cependant qu'un témoin d'une tradition plus récente et sans fondement historique.

²⁵ Traité de la classe historique de la famille royale Bayr Académie des Sciences XIII 8 dept. 2 S 322 et suiv.

²⁶ MARLOT, Histoire de Reims" t. 1IIp612,809,832,833.

Chapitre 5

La donation Dagobertienne

§1. La raison du don

Nous savons que notre Bischofsheim a appartenu aux évêques de Strasbourg jusqu'à la Révolution française, dont il tire probablement aussi le nom de Bischofsheim. La question se pose maintenant, quand et comment le village de Bischofsheim est-il passé sous la domination des évêques de Strasbourg?

Le début et la pierre angulaire de la domination épiscopale ultérieure sur le village est sans aucun doute la donation d'une importante ferme, appelé *Dagobertinischer Hof Cour Dagobertienne*, à Bischofsheim par un roi mérovingien, probablement Dagobert II, à l'église de Strasbourg en la personne de l'évêque Arbogast.

Arbogast est né en Aquitaine, une province de culture romaine ancienne, d'où de nombreuses familles ont émigré vers le nord sous les Mérovingiens. Durant son épiscopat, dans la deuxième moitié du VIe siècle, il fréquenta souvent la cour royale, comme beaucoup d'évêque de cette époque. Il y donna des conseils dans les affaires temporelles et prit part aux affaires du gouvernement²⁷. Cette activité politique des évêques de Strasbourg pourrait bien avoir été la véritable raison pour laquelle les rois mérovingiens ont fait des dons à l'église de Strasbourg. Le cadeau le plus important était probablement celui que, selon un rapport légendaire, le roi Dagobert I^{er} fit à l'évêque Arbogast parce qu'il ressuscita son fils qui avait été tué par un sanglier alors qu'il chassait près d'Ebersmunster. Lorsque le roi lui offrit de l'or et de l'argent en guise de remerciement, la légende rapporte que Arbogast répondit : « Si tu veux remercier Dieu et faire du bien à l'église de la bienheureuse mère du Christ, qui t'a rendu ton fils, alors agrandis son domaine trop exigu. Les serviteurs de Dieu s'en nourriront et prieront pour vous. Un don de terre et de sol garantira durablement et fermement votre bonheur, vos ancêtres et vos descendants, mieux que ne pourrait le faire l'or, dont la vue réjouit les cœurs et dont la perte attriste les cœurs²⁸ ».

A la suite de cette demande, le roi aurait fait don de trois importantes fermes à l'église de Strasbourg, dont une à Bischofsheim. Un ancien « acte de donation » relatif à cela a survécu, qui se lit comme suit :

²⁷ KIENER. Etudes sur les territoires des Evêques de Strasbourg.

²⁸ A.A.S.S. Boll. 22. Juli V 178 § 7.

§2. L'acte de donation Dagobertienne²⁹

« Au nom de la Sainte et Indivisible Trinité. Moi Tagebertus illustre roi par la grâce divine. Que tous les fidèles de la Sainte Église de Dieu, présents et futurs, sachent que moi Tagebertus, roi selon la volonté du Christ, sans avoir mes propres fils, j'ai choisi Marie comme mon héritière et en l'honneur de la Mère du Seigneur, j'ai fait don au monastère de l'église de Strasbourg, de mes trois plus belles et meilleures fermes, que j'ai distinguées au-dessus des autres de telle manière qu'elles priment sur toutes. Parmi ceux-ci, l'une se trouve dans le district de Bischofsheim dans le comté de Silchheim, l'autre dans le district de Ruffach dans le comté d'Ichicha, le troisième dans le district de Spezies et dans le comté de Bargen. J'ai donné ces fermes au monastère mentionné, avec les serfs, les hommes libres et même les chevaliers avec le statut juridique qu'eux et leurs descendants paient 4 schillings par an au titre de loyer au territoire dont ils font partie. Mais j'ai séparé les serfs de ces derniers de manière à ce qu'ils donnent 12 schillings, à l'exception de ceux qui épousent une femme libre. Leurs fils ne doivent pas payer de loyer, mais rester dans la même situation juridique que leurs pères. Le cas échéant, leur amende (Bannstrafe) est de 3 schillings. Mais s'ils commettent un crime contre l'église, alors ils l'expieront à la discrétion du procureur de ce lieu, mais ils ne perdront pas entièrement leurs biens ni leur vie. De plus, j'ai séparé la ferme Spécies des autres, de telle manière que tous les domestiques masculins n'y paient pas d'impôt, mais les femmes doivent payer l'impôt légal. De plus, pour que je puisse recommander mon corps ou plutôt mon âme à Dieu et à la Sainte Mère, j'ai juré de servir toute ma vie cette institution, afin qu'elle aussi un jour me recommande à son divin Fils, surtout parce que les hommes libres qui exploitent un de ces domaines jurent de la servir, sur mon conseil, non comme des esclaves, mais selon les droits des hommes libres.

À leur demande, j'ai décrété que s'ils ont fauté de quelque manière que ce soit, il leur sera imposé la moitié de la peine d'interdiction réservée aux autres hommes libres (l'interdiction royale).

De plus, s'ils fautent d'une manière ou d'une autre contre le bailli, ils doivent payer une amende de 7,5 schillings, mais ils doivent avoir le droit d'approuver la nomination du bailli, ou plutôt de l'exécuter. Si, toutefois, l'un d'eux a commis une faute grave, il devra payer la peine la plus élevée de 30 schillings s'il est reconnu coupable. Oui, si le bailli du lieu convainc l'un d'eux de trahison ou de complot commis en parole ou en acte, il sera puni comme un homme libre. S'il veut prouver son innocence, il doit se laver de l'accusation selon les droits d'un homme libre. J'ai donné à ces hommes libres, qui, sur mon conseil, se soumettent

²⁹ Straßbg Urkdb. I nr1.

volontairement à la fondation, le droit d'acheter, de posséder, de donner, de vendre et de transmettre leurs biens à leurs descendants, et nul ne sera considéré comme leur égal hormis les hommes libres des fermes et qui se sont soumis à l'institution sur mes conseils. Eux-mêmes sont au-dessus de tous et ont des droits supérieurs aux serfs du lieu. De plus, si des personnes libres se mettent sous la domination de l'institution, elles ne doivent être considérées comme relevant de nos droits libres qu'après le début du troisième mois de mars. Et ces hommes libres ne doivent rendre aucun service au seigneur de ce lieu ou au roi à moins qu'ils n'aient eu un fief de sa part et que chaque chevalier armé n'ait dix mances, alors il peut se rendre où il veut aux frais de l'évêque ou du roi avec l'accord des fonctionnaires des trois cours. Mais si l'un d'eux, qui n'a pas de fief, est appelé au service armé du seigneur de ce lieu, il servira trois semaines dans l'armée pour la défense du royaume. S'il ne veut pas lui donner un fief au début de la quatrième semaine, il peut entrer au service de qui il veut en présence de son maître.

Fait à Isenburg le 2 avril 662 de la 32^e année du règne du roi Tagebertus ».

§3. L'acte de donation et la donation à la lumière des critiques

1) L'acte de donation reproduit ici est-il authentique?

C'est la première question que nous devons traiter. Ce faisant, nous devons cependant faire une double distinction : l'acte de donation est-il authentique tant dans sa forme que dans son contenu ?

Il n'est pas nécessaire de prouver que le document est un faux. Grandidier en a déjà apporté la preuve³⁰. Ceci est encore généralement admis aujourd'hui. Aucun Dagobert ne régnait en Alsace en 662. Néanmoins, le document est extrêmement précieux car il nous donne, comme nul autre document, un aperçu précis de la situation dans les trois fermes à l'époque où il a été rédigé.

Il serait donc extrêmement intéressant que nous puissions déterminer avec précision l'époque de sa rédaction. Ce n'est malheureusement pas possible et je dois me contenter de citer l'avis de nos meilleurs historiens.

Grandidier³¹ suppose que le document a été rédigé au XI^e siècle.

Johannes Fritz³² y voit « une formulation rappelant de vrais documents mérovingiens ».

Fritz Kiener³³ écrit « le moment où il a été écrit ne peut pas être déterminé exactement. Sur le plan de la forme, le document s'apparente si peu à des documents

³⁰ GRANDIDIER, hist de l'église de Strasbourg I p. 83.

³¹ GRANDIDIER, hist.de l'église de Strasbourg I p. 83.

³² FRITZ, Territoire du Strasbourg historique p.55.

³³ Études Kiener p. 23.

authentiques et laisse une telle marge de manœuvre dans ses expressions qu'il ne peut être daté ni sur la base de caractéristiques diplomatiques ni sur la base de caractéristiques philologiques ; cependant, son contenu rappelle le Xº ou XIº siècle, il ne peut guère avoir été écrit plus tard, puisqu'un document de 1070 fait déjà référence à ces décrets.

Wentzke³⁴ suppose qu'il a été écrit au tournant des XI^e et XII^e siècles.

De tous ces avis, il ressort que le document date au plus tard du XI^e siècle, sans que l'on puisse déterminer quand, où et par qui il a été rédigé.

2) Le contenu de l'acte de donation

Passons maintenant à la deuxième question : le document est-il également un faux quant à son contenu ? Le fait qu'il ne peut en être ainsi est évident pour la raison suivante : dès le Xe siècle, la plus ancienne biographie de saint Arbogast³⁵, attribuée à l'évêque Uthon II (950-965), mentionne la donation Dagobertienne en faisant référence à Rufach (Rouffach) et à plusieurs autres biens.

Ainsi la tradition de la donation Dagobertienne, qui est précisée dans le document cité, existait déjà au X^e siècle.

La cour Dagobertienne étant également incluse dans la donation Dagobertienne à cette époque, un document de l'année 1070³6 montre que la cour épiscopale de Bischofsheim s'appelle « *fiscus Dagobertinus* », c'est-à-dire la ferme donnée par Dagobert. Cependant, cette tradition d'une époque très ancienne ne peut pas provenir de nulle part, mais nécessite une donation effective. Donc le contenu du document ci-dessus n'est pas un faux, mais est basé sur des faits réels.

Wentzke l'admet également indirectement lorsqu'il écrit « Une chose ressort clairement du contenu du document, que la plus ancienne propriété vérifiable de l'église de Strasbourg se situait exactement là où la prétendue donation de Dagobert la plaçait³⁷ ».

3) Comment expliquer la falsification du document ?

L'église de Strasbourg a peut-être perdu les titres de propriété de son ancien bien au X° ou XI° siècle, c'est pourquoi ce faux un peu maladroit a été utilisé, non pour acquérir de nouveaux biens, ce qui était aussi peu possible à l'époque que de nos jours, mais pour pouvoir justifier de possessions anciennes avec un titre de propriété légal. Que la tradition de la donation Dagobertienne repose sur ce faux est impossible, car la tradition est certainement antérieure à la rédaction du document.

³⁴ Zeitschrift für Geschichte des Oberrheins B. XXIV p.23.

³⁵ GRANDIDIER, hist de l'église de Strasbourg I pièce justific. N° 18.

³⁶ GRANDIDIER, historique De l'église de Strasbourg une pièce justificative N°18.

³⁷ COMME, Dipl. I nr 221 Archives d'Alsace G 14 (copie du XVe siècle).

§4. A qui doit être attribué la donation?

Comme nous l'avons vu, le document et la tradition attribuent la donation au roi Dagobert.

Dagobert I^{er}, à qui la donation est attribuée, ne peut l'avoir faite car il ne vivait plus en 662 et parce que les historiens de son temps, qui tenaient des registres précis de ses actes officiels, ne mentionnent pas de telle donation.

Grandidier³⁸ et Hanauer voient donc, sans doute avec raison, le roi Dagobert II comme le donateur présumé.

Hanauer justifie son hypothèse comme suit : « Dagobert II fut porté au trône d'Austrasie en 656 comme jeune homme. Il en fut bientôt expulsé et banni dans un monastère en Irlande. Mais il ne mourut pas dans ce monastère comme on l'avait cru, il s'enfuit et se maria. Il fut rappelé et régna sur une partie de l'Austrasie, l'Alsace actuelle, de 673 à 679. Irlandais par son éducation, il accorda sa faveur aux Irlandais Arbogastius et Florentius, qu'il éleva au trône épiscopal de Strasbourg.

Il avait été éduqué par les moines et était remonté sur le trône avec l'aide du clergé. De ce fait il voulut leur témoigner sa reconnaissance³⁹ par de pieuses donations ».

Bien sûr, cette justification semble très plausible, mais elle ne reste toujours qu'une simple hypothèse. D'après les informations en notre possession, la question ne sera probablement jamais complètement tranchée. Une chose est certaine cependant, c'est que la donation a dû intervenir très tôt, vraisemblablement dès le VII^e siècle.

³⁸ GRANDIDIER, hist.de l'église de Strasbourg I pièce justific. N° 18.

³⁹ Revue cath d'Alsace Nov. 1903.

Chapitre 6

Bischofsheim à l'époque de la rédaction de la donation dagobertienne

§1. Le district de Bischofsheim

Bien que dans sa forme, l'acte de donation Dagobertienne soit sans aucun doute un faux, c'est le document le plus important pour le passé de notre village. Sans ce document, les conditions villageoises des IX^e, X^e et XI^e siècles resteraient plongées dans une obscurité impénétrable. En quelques mots, il nous dresse un portrait complet de la situation du village à cette époque.

D'abord, nous apprenons dans ce document qu'il existait encore un district de Bischofsheim au moment où il a été rédigé, car la ferme qui a été donnée se situe dans le district de Bischofsheim. Un autre passage du document y fait peut être également allusion, selon lequel le roi « a privilégié aux autres fermes, les fermes données de telle manière qu'elles aient la priorité » – ou comme nous pouvons l'interpréter – « au-dessus de toutes », c'est-à-dire qu'elles seraient une sorte de centre administratif.

Il serait très intéressant de mieux connaître ce district de Bischofsheim, mais nous n'avons pas d'autres indices. Une chose est sûre, le *Gau* (district) Bischofsheim ne peut être qu'un *Untergau* (sous-district) (*Hundertschaftsgau*), puisque nous connaissons exactement les grandes circonscriptions de cette époque. A l'époque franque, les « centaines » de circonscriptions représentaient le nombre d'hommes capables de porter les armes pour l'armée et la cour. Le fait que Bischofsheim était un district judiciaire au temps des francs peut être déduit du fait qu'à l'époque où le document a été rédigé, il y avait encore un bailli, qui n'était rien d'autre qu'un représentant légal de l'ancien comte franc, qui – comme le comte jadis dans la circonscription – agissait maintenant en tant que juge dans son district d'immunité. Les anciennes dispositions de la période franque subsistent sous une forme différente dans les mêmes lieux.

Je n'oserai pas affirmer que la copropriété du Ried entre Bischofsheim, Krautergersheim et Blaesheim ou la copropriété forestière avec Boersch ne seraient pas uniquement dues à une appartenance à un espace commun mais également à une ancienne appartenance à une circonscription avec Bischofsheim. Car aucune dépendance juridique d'un de ces villages ne peut être prouvée sur la base des sources qui nous sont parvenues. Nous devons donc nous contenter de la seule constatation, selon les termes du document, qu'il existait un sous-district à Bischofsheim.

§2. La Cour Dagobertienne

1) L'importance de la Cour

L'importance de la Cour à l'époque de la rédaction de la charte, c'est-à-dire aux X° et XI° siècles, est illustrée par ce passage selon lequel le roi fit don à l'Église de Strasbourg « de ses trois plus belles et meilleures fermes, qu'il a tellement distinguées au-dessus des autres, qu'ils ont la priorité sur toutes les autres ». Mais la traduction « qu'ils sont supérieurs à toutes » est tout aussi justifiée. Il est impossible de dire avec certitude laquelle de ces deux traductions est la seule légitime, ni d'un point de vue étymologique, ni d'un point de vue grammatical. Si, toutefois, nous considérons ce qui est relié à cette Cour ou dépendant d'elle, celleci nous apparaît, sans aucun doute, comme un centre administratif avec le bailli comme responsable de la justice dans le district juridique de Bischofsheim. Avec également le procureur, qui régit les serfs appartenant à l'évêque et qui perçoit les intérêts de son aire de recouvrement pour les remettre à la trésorerie épiscopale, avec les serfs acquis avec la Cour, avec les métayers, les hommes libres et les chevaliers qui, d'une part possèdent des biens de la Cour en fiefs et d'autre part payent leurs impôts annuels à cette Cour.

Nous sommes donc en droit de supposer que toute l'administration du pouvoir dans le district de Bischofsheim était concentrée à cette Cour.

Mais nous n'avons aucune indication précise dans le document quant à la taille de la propriété appartenant à la Cour à cette époque. Un vaste domaine devait lui appartenir, car la Cour possède sa propre ferme et les hommes libres. Les chevaliers ont en fiefs des biens non négligeables appartenant à la Cour. Nous savons par le document que chaque chevalier s'est vu attribuer 10 *mansus* (mances), soit environ 300 acres, pour l'entretien. Il ne s'agit donc pas d'une hypothèse sans fondement si nous concluons qu'un vaste ensemble de biens doit avoir appartenu à la cour.

2) L'emplacement de la Cour

Dans le document nous ne trouvons aucun indice permettant de déterminer l'emplacement de la ferme dans le village. Cela ne devrait pas nous surprendre non plus, puisque le document n'a pas été rédigé spécifiquement pour la Cour Dagobertienne de Bischofsheim.

Afin de déterminer l'emplacement exact de la ferme, il faut donc tenir compte des informations ultérieures. Dans le terrier épiscopal rédigé vers 1350, la cour épiscopale

est mentionnée à divers endroits ⁴⁰. Peut-être que certaines personnes qui connaissent les lieux pensent au *Fronhof*. Diverses raisons, que nous souhaitons expliquer plus en détail, indiquent que le *Fronhof* ne doit pas être identifié à la cour Dagobertienne.

Dans le terrier cité, nous trouvons la mention du *Fronhof*. Le passage pertinent se lit dans sa traduction littérale comme suit : « d'une certaine ferme appelée *Vronbudenhof*, qui est autrefois revenue à l'église par la renonciation volontaire de Ludwig Waffeler et est louée à Monsieur Koler et à ses descendants par un bail héréditaire, deux onces (Uncen) sont payées annuellement à la Saint Martin (11 novembre)⁴¹ ». Comme on peut le voir d'après le nom *Vronbudenhof*, il ne peut s'agir que du Fronhof, qui s'appelle probablement *Vronbudenhof* parce que les baraques, c'est-à-dire les petits appartements (cf. cabane de la misère à Bischofsheim 1326)⁴² du *Fronen* (des gens de la cour) étaient regroupés autour de cette cour, ce qui est d'ailleurs indirectement indiqué par un document de 1431⁴³. Ce *Vronbudenhof* n'est donc pas sous domination épiscopale à cette époque et ne doit pas être identifié avec la cour épiscopale mentionnée à plusieurs reprises, il ne reste donc qu'une seule cour qui peut entrer en ligne de compte : la cour appelée *Mittelhusenhof*.

En 1413, l'évêque Wilhelm a délivré une lettre de libération au propriétaire du *Mittelhusenhof* ⁴⁴, qui parlait de la ferme « *située dans notre village Bischofsheim en montant par le Waffelers Turm, par le Rust et le fournil communal et par le chemin dit de Mittelhusen, tout comme il devrait libre au regard de la loi et selon la coutume – elle a toujours été exemptée, de tous les impôts, terres, récoltes, auberge, de service et commandement - lui et ses héritiers devraient avoir un taureau et un verrat tant qu'ils sont à la ferme sans frais ni préjudice pour le village ». Cette ferme a toujours été exempte de tout impôt, ses fermiers doivent garder un taureau et un verrat à la disposition des gens de la commune. Nous pouvons déduire de ces obligations qu'il s'agit là bien du Freihof du village c.a.d. de la cour épiscopale, puisque cette liberté et ces charges ont toujours été associées aux anciennes fermes libres⁴⁵.*

La ferme elle-même s'appelle encore *Freyhoff* dans un document de 1580⁴⁶ et la ruelle entre la ferme et le château supérieur s'appelle encore Freygaß* en 1534 et 1684⁴⁷.

*Freygaß. De nos jours Rue Monseigneur Frey et rue de la Forge.

⁴⁰ Archives d'Alsace G377 fol.14a, 93b, 138a.

⁴¹ Archives d'Alsace G377 fol. 14a.

⁴² Archives d'Alsace G377 D38.

⁴³ Archives Bischofsheim.

⁴⁴ Archives d'Alsace G1083.

⁴⁵ HANAUER Cours Colongères p. 18.

⁴⁶ Archives d'Alsace Fonds Zabern fasc 90.

⁴⁷ Archives Bischoffsheim Allmendbuch von 1534 1.3u Behausungsbuch von 1684.

Cette ferme devait être l'ancienne ferme épiscopale (Dagobertienne !), qui s'appelait Freihof non seulement parce qu'aucun impôt ne lui était imposé, mais aussi parce que quiconque se réfugiait dans cette cour lors des persécutions d'autrefois était libre, c'est-à-dire qu'il ne pouvait pas être arrêté, tout comme aucune marchandise introduite dans cette cour ne pouvait être saisie⁴⁸.

La protection de cette cour relevait sans aucun doute de la responsabilité de la famille des chevaliers Waffler de l'époque, qui vivaient en face dans la tour Waffler, probablement construite pour protéger la cour, mais qui était peut-être aussi un vestige de la tour de l'ancien château romain. Il est raisonnable de supposer, et cela comporte également un certain degré de probabilité, que le Freihof et la tour Waffler ont été construits sur les décombres du château romain. Sa transformation en cour royale franque est due au fait que tous deux se sont élevés à l'emplacement du Castel romain. Je crois ainsi avoir prouvé avec certitude l'emplacement de la ferme ; elle devait se trouver en face du *Wafflerturm* ou de *l'Oberschloß*, entre *l'Oberschloßgasse* et la *Schmidtgasse* actuelles.

Tournons maintenant notre attention vers les conditions qui prévalent à la Cour.

§3. Les fonctionnaires résidant à la Cour

Comme nous l'avons vu, la Cour était très probablement un centre administratif qui gérait à la fois la règle politique et la règle privée de l'évêque. Ainsi, nous trouvons également deux fonctionnaires à la Cour, le bailli, qui avait compétence sur la juridiction dit d'immunité et le procureur, qui devait gérer l'exploitation de la cour.

1) Le bailli

Le district seigneurial qui appartenait au tribunal et qui était géré par celui-ci formait ce qu'on appelle le district d'immunité dans lequel l'évêque seul avait le droit de commander et d'interdire. On ne sait pas si ce district coïncidait avec l'ancien *Untergau* Bischofsheim ou s'il s'étendait au-delà de celui-ci, mais on y retrouve les anciennes institutions des anciens quartiers de Gau.

Chaque district d'immunité était à la fois un comté et une *centaine* : « le comté et la centaine ont été regroupés en une entité parce que la petite étendue du district ne permettait pas de le diviser en une pluralité de sous-districts »⁴⁹. À l'époque franque, à la tête du comté se trouvait le comte, qui organisait trois

⁴⁸ HANAUER, Cour Colongères pg.300.

⁴⁹ KIENER, Studien S.59.

fois par an la « *echte Ding* », c'est-à-dire une journée d'audience dans le district pour mener à bien les procès difficiles, auxquels tous les habitants du district devaient assister pour participer au verdict, sous la présidence du comte. Le maire s'occupait quant à lui de la juridiction inférieure.

Ce dernier n'est pas encore mentionné dans le document mais n'apparaît dans le village qu'environ deux siècles plus tard, ce qui n'exclut pas qu'il soit en fonction à cette époque. Au moment de la rédaction du document, nous trouvons le bailli comme successeur légal de l'ancien tribunal franc, comme nous le savons par d'autres informations concernant les droits du bailli⁵⁰, en tant que juge dans des procès importants. Il exerce sa charge en toute indépendance par rapport à l'évêque. Oui, l'évêque n'a même pas le droit de nommer le bailli qui est en fonction dans son district, car le document donne aux sujets libres du district le droit « d'approuver la nomination du bailli, ou plutôt de l'exécuter ».

L'exercice de la justice est également confié au bailli, non pas par l'évêque, mais par l'empereur, comme nous l'apprend la première loi de la ville de Strasbourg du XII^e siècle : « Le pouvoir de verser le sang, de pendre, de décapiter, de mutiler et d'infliger des châtiments similaires ne doit pas être confié à une personne du clergé. Dès que l'évêque a nommé un bailli, l'empereur lui donne ce droit (*Bann*), qui comprend le châtiment des coupables par le glaive et tout autre pouvoir coercitif⁵¹ ».

Nous pouvons supposer que tel était également le cas du bailli nommé par les hommes libres.

En récompense, le bailli recevait à chaque audience du tribunal un tiers de la somme que doit payer le condamné ainsi que de la nourriture comme l'ancien comte, nous l'apprenons également par d'autres sources postérieures⁵².

La désobéissance au bailli est punie de la même manière que la désobéissance au seigneur : s'ils (les gens libres) ont fait du tort au bailli, ils doivent être condamnés à une amende de 7 schillings et demi, mais si l'un d'eux a gravement offensé ce dernier, il est condamné à une amende de 30 schillings ». Ceci décrit les caractéristiques essentielles de la fonction du bailli en sa qualité de juge.

Mais c'était probablement aussi le bailli qui devait transmettre les ordres féodaux aux vassaux de l'évêque. Cependant, cette autorité de la fonction publique semble s'être développée jusqu'à devenir le contrôle de l'évêque. Il n'y a guère d'autre manière d'interpréter le décret contenu dans le document, selon lequel les fonctionnaires des tribunaux devaient donner leur consentement à toute décision

⁵⁰ Arch. D'Alsace. G.377 fol 23b ss und Straßburg. Urkdb. I 469.

⁵¹ Strasbourg Urkdb I 468.

⁵² Strasbourg Urkdb I 469.

féodale de l'évêque ⁵³: « Alors chacun d'eux peut les envoyer où il veut aux frais de l'évêque ou du roi avec l'approbation des fonctionnaires des trois cours ». L'évêque était donc soumis à la critique et au contrôle de ses fonctionnaires, donc le bailli n'était pas obligatoirement un serviteur docile de l'évêque dans le ressort duquel il exerçait sa charge, mais en raison de sa totale indépendance, il pouvait même devenir son adversaire. C'est probablement aussi la raison pour laquelle l'évêque a révoqué ce fonctionnaire indépendant dès qu'il en eu le pouvoir. En plus de sa fonction judiciaire, le bailli avait également le devoir de protéger chaque membre de son baillage contre toute injustice, c'est pour cela qu'il recevait d'eux le droit du bailli (*Vogtrecht*).

2) Le procureur

Le document montre que les serfs qui appartiennent aux fermes sont subordonnés à un fonctionnaire appelé procureur.

« S'ils commettent quelque chose contre l'Église, ils doivent être punis pour cela, à la discrétion du procureur local ».

En plus de ce contrôle sur les serfs, qui ne justifiait pas à lui tout seul l'emploi d'un fonctionnaire, le procureur avait d'autres fonctions officielles, il s'occupait surtout de l'administration des biens de la cour épiscopale. Les serfs qui lui étaient soumis fournissaient la main-d'œuvre nécessaire à la gestion de l'exploitation de la cour. Au XIVe siècle, le procureur nous apparaît souvent comme un fonctionnaire de gestion épiscopale⁵⁴, on peut donc supposer que la gestion des biens de la cour lui incombait auparavant. Selon toute vraisemblance, comme nous l'avons vu précédemment, la cour épiscopale de Bischofsheim était le centre administratif des biens de l'évêque dans la région, de sorte que le procureur devait percevoir les loyers de tout son district et les remettre à la cour épiscopale. Bien que ce loyer fût presque exclusivement payé en nature à l'époque, ces produits purent être acheminés sans difficulté jusqu'à Strasbourg par la voie romaine de la montagne qui passait aux abords immédiats de la cour épiscopale.

§4. Les serfs

Selon les règles du droit du début du Moyen Âge, chaque cour seigneuriale possédait des serfs qui devaient fournir le travail nécessaire pour cultiver le domaine. Autrefois, les serfs, sans aucun droit de propriété, étaient soumis à l'arbitraire complet de leur maître et vivaient dans une servitude indigne d'êtres humains. En cas de délits et, faute de propriété, ils étaient punis non pas par des

⁵³ KIENER, Études S 91.

⁵⁴ Arch d'Alsace G377 fol.9, 21b, 45b.

amendes mais par des châtiments corporels⁵⁵. Ils étaient considérés comme faisant partie de la terre, si la terre était vendue ou donnée, ils étaient également vendus ou donnés, nous en avons encore un exemple en 1070⁵⁶.

Il va sans dire que l'imprégnation de la vie sociale par les principes chrétiens leur a également profité. Leur sort s'est progressivement adouci et ils ont acquis un statut juridique au fil du temps. La charte Dagobertienne montre que les pires moments de la servitude indigne des serfs attachés aux cours appartenaient au passé. Leur situation était maintenant bien meilleure, grâce à l'influence du christianisme, même s'il existait encore un gouffre entre eux et les hommes libres.

Concernant leurs délits, ils n'étaient plus soumis à l'arbitraire absolu de leur maître, mais ils encourraient une faible amende de 3 schillings, qui tenait compte de leur situation économique. Ce n'est qu'en cas de haute trahison que la punition était à la discrétion totale du procureur épiscopal, « S'ils commettent un crime contre l'église, alors ils en paieront à la discrétion du procureur de ce lieu ». Mais même l'homme libre coupable de haute trahison pouvait être condamné à mort, les non-libres ne pouvaient pas perdre plus que la vie.

D'autre part, le souverain avait toujours le plein droit de propriété sur sa personne. S'il vend ou donne sa propriété, les serfs font partie de la vente ou de la donation. Le document de Siegfried de l'année 1070⁵⁷ nous en fournit la preuve. Qu'ils ne puissent pas quitter la cour de rattachement sans la permission du Seigneur est évident. Ils ne sont autorisés à se marier qu'avec des membres de leur rang social. S'ils veulent épouser une personne d'un statut différent, ils ont besoin de l'autorisation de leur maître, ce qui est encore le cas dans bien des cours au XIVe siècle⁵⁸.

Les enfants de tels mariages ne deviennent pas libres selon les dispositions du document. « J'ai séparé les serviteurs inférieurs de ceux-ci de telle manière qu'ils donnent 12 schillings à l'exception de ceux qui épousent une femme libre, dont les fils ne doivent pas payer de loyers, mais ils demeurent dans la même situation juridique que leurs pères ». Les serfs doivent payer 12 schillings comme loyer annuels au tribunal.

La condition préalable à l'expiation de leurs crimes au moyen d'une amende et de l'impôt annuel (capitation) est le droit de propriété. Là aussi ils sont mieux lotis que les serfs sans biens propres des temps anciens. Le document stipule " Ils ne doivent être complètement privés de leurs biens ni de leur vie ". L'acte ne révèle

⁵⁵ Cap. De Villis 4 ed. Gareis, p. 26.

⁵⁶ als. Dipl. I nr. 321.

⁵⁷ als. Dipl. I nr. 221.

⁵⁸ Arch. D'Alsace G377 fol 54b.

pas par quelles mesures leur droit de propriété a été restreint ; nous n'avons pas non plus d'autres renseignements concernant ce problème à cette époque. Mais s'ils avaient le droit d'acquérir des terres, ils devaient aussi pouvoir les cultiver.

C'est probablement ce que signifie l'expression « Ne pas craindre pour sa propre vie ». Ils devaient donc avoir droit à un certain temps libre pour cultiver leur terre. Cependant, le fait que le travail de cette sorte d'esclaves apportait profit et richesse personnels et ne soit pas totalement nécessaire aux seigneurs et la vie agricole de l'époque avec le faible développement des échanges marchands et commerciaux, entraînait une concentration des récoltes entre les mains des grands propriétaires donc une exploitation à outrance des serfs ne rapportait pas grand-chose, ces travailleurs avaient plutôt droit à des approvisionnements suffisants et même à une certaine indépendance économique⁵⁹.

Nous pouvons affirmer que la cause profonde de ce changement fut l'influence bienfaisante du christianisme.

Si le serf meurt, son maître perçoit la « Taxe de décès » de sa personne. Dans le document nous n'en avons aucune preuve, mais au XIV^e siècle, il est dit des serfs de la cour de Bischofsheim : « Les serfs mentionnés donnent aussi la taxe de décès sur leur personne⁶⁰ ». Cette taxe consistait au début en la remise de la meilleure tête de bétail ou du meilleur vêtement, mais elle a ensuite été remplacée par un impôt en numéraire.

Si le comportement des serfs était bon, ils pouvaient être élevés au statut d'homme libre. Cette coutume nous est attestée à la cour de Bischofsheim par un document de l'année 1070⁶¹, déjà cité. Dans ce document, un certain Siegfried éleva au statut d'homme libre ceux, parmi ses serfs de sa cour d'Ulm, qui se distinguaient par la parenté et leur application au travail. « Comme c'était la coutume à Bischofsheim à la cour donnée par Dagobert ».

Bien sûr, la perspective d'être élevé au statut d'homme libre grâce à un bon travail a eu une grande influence sur le comportement des serfs.

Nous avons maintenant retracé la situation juridique des serfs au moment de la rédaction de la charte. Ils ont déjà fait un grand pas sur le chemin séculaire vers la liberté, mais d'un autre côté, ils sont toujours indissolublement liés à la cour, dont ils tirent leur subsistance. Selon toute vraisemblance, ils vivaient ensemble dans ce qui est aujourd'hui le *Fronhof*, qui vers 1350 s'appelait encore le « *Vronbudenhof* 62 », c'est-à-dire la ferme avec les *Vronbuden* ou la demeure des *Fronen* c.a.d. les serfs.

⁵⁹ KIENER, Studien p. 85.

⁶⁰ Arch. D'Alsace G 377 fol. 14b.

⁶¹ Als dipl. I nr 221.

⁶² Arch. D'Alsace G 377 fol. 14a.

Ceci est également exprimé dans une lettre de créance à ordre du village de Bischofsheim de 1431⁶³, qui commence ainsi : « Nous Eberlinus Lienhard, les Heimburger, Heimburger Lamelin et Zerringer Lamelin, les membres du jury du village Bischofsheim, ainsi que Eberlinus Lamelin, Wilhelm Henselin, Krüttelin Hanus Hesse, Henselin Kethshenselin du « Fronehoffe » puis suivent les noms de quatre « villageois ». Que les quatre « du Fronehoffe » en soient les fonctionnaires est tout à fait impossible, car nous savons qu'à cette époque un seul fonctionnaire, le dénommé KELLER,(sommelier) se trouvait au Fronhofe, à partir duquel la gestion du domaine épiscopal était alors assurée. Ceux du «Fronhofe» ne sont rien d'autre que les descendants des anciens serfs qui vivaient encore sur le Fronhofe, et y étaient probablement encore liés d'une certaine manière, mais avaient désormais le droit de participer aux affaires du village au même titre que les autres.

De ce qui vient d'être dit, il résulte que le sort des serfs à cette époque n'était certainement pas enviable. Et pourtant, l'un des meilleurs experts des conditions de l'époque dit : « L'esclavage et la servitude du passé étaient à bien des égards plus faciles et plus agréables que l'existence de nos fermiers et journaliers dans les usines »⁶⁴.

§5. Les paysans

Dans le document, nous trouvons, en plus des humbles valets ou serfs, une autre mention d'une classe, qui appartient également à la cour et est limitée dans sa liberté. Ils sont appelés « servientes», c'est-à-dire des serviteurs. Et pourtant, ce ne sont pas des serviteurs comme les serfs mentionnés ci-dessus, car toutes les restrictions à la liberté évoquées dans le document ne se réfèrent qu'aux serfs. Quelle était la position économique et juridique de cette classe, qui était au-dessus des serfs ? Il est impossible de reconstituer cela à partir du document, car il ne nous fournit aucun indice à ce sujet.

Le chroniqueur d'Ebersheim du XII^e siècle différencie les trois cours citées dans le document comme une classe « payant des loyers et obéissante » et une classe « payant des loyers et servile », mais dit de la première qu'elle est « d'une grande importance et satisfaite de sa situation »⁶⁵. Mais en quoi consiste la différence réelle entre les deux classes, il ne nous éclaire pas davantage. Et pourtant, on dit que cette classe se serait contentée de sa situation. Leur situation devait donc être similaire à celle des hommes libres. Le fait qu'ils soient cités en même temps que les hommes libres, et

⁶³ Archy. Bischofsh. Document de 1431.

⁶⁴ GRIMM. Deutsche Rechtsaltertümer 15.

⁶⁵ Chron. Ebersh. M. G. S.S. XXIII 433.

le fait qu'ils aient à payer les redevances du même montant que les hommes libres, semble également confirmer cela. Il faudrait alors comprendre que les fermiers devaient payer à la cour des loyers pour les terres louées, mais qu'ils étaient aussi astreints à des corvées obligatoires, et par ailleurs étaient libres parce qu'ils payaient uniquement ces loyers. Au début du XII° siècle, nous trouvons également de tels fermiers au monastère d'Ettenheimmünster⁶⁶. Ils étaient détenteurs de terres qui avaient été prêtées contre loyer. "Celui qui recevait un bien prêté contre loyer ne devenait pas un sujet du seigneur et donc un esclave, il était uniquement limité dans cette activité dans laquelle il était alors soumis au seigneur "⁶⁷. En raison des documents trop incertains il est impossible de se faire une opinion définitive sur la classe des « serviteurs » qui sont au-dessus des serfs.

§6. Les situations juridiques des citoyens libres du village

A l'époque où fut rédigé la « donation Dagobertienne », l'évêque n'était pas seulement le propriétaire de la cour épiscopale, mais aussi le seigneur du village. Les citoyens libres du village lui devaient fidélité et obéissance en tant que sujets. Cela découle de l'ensemble des droits des hommes libres que contient le document. La même chose est stipulée pour les hommes libres qui renonçaient à la juridiction de l'État et se rangeaient sous la juridiction de l'évêque. Ils ne voulaient pas mettre en place un nouveau système juridique pour eux, mais plutôt les persuader d'entrer dans la juridiction de l'évêque, en leur décrivant une situation bien meilleure dans le cas où ils se soumettaient à cette juridiction.

Ces lois s'appliquent donc également aux hommes libres résidant dans le domaine épiscopal.

Les hommes libres doivent allégeance à leur seigneur, l'évêque. Bien que cela ne soit pas expressément souligné, il résulte des conséquences de la haute trahison : « Si le bailli du lieu condamne l'un d'eux pour trahison ou agression, il doit se racheter comme un homme libre qui – c'est ce qui ressort du contexte – a commis un crime contre son roi, ce qui signifie qu'il va perdre sa vie et ses biens ⁶⁸ ». S'il veut prouver son innocence, il doit le faire selon les droits d'un homme libre, c'est-à-dire qu'il a été autorisé à prêter serment et à se battre en duel pour prouver son innocence, ce qui a été refusé aux serfs. Pour le serment, un certain nombre d'hommes libres juraient qu'ils avaient foi en son serment. Dans un duel, sa victoire sur l'accusateur était considérée comme une preuve de son innocence. La désobéissance aux décrets officiels des seigneurs est punie d'une amende, mais celle-ci n'était que la moitié

⁶⁶ KIENER, Studien, p. 139.

⁶⁷ KIENER, Studien, p. 34.

⁶⁸ KIENER, Studien, p. 81.

de celle en vigueur dans le domaine du comte et s'élevait à 7,5 schillings pour les délits mineurs et 30 schillings pour les délits graves. Cette peine réduite était, bien sûr, destinée à inciter les hommes libres à choisir la juridiction épiscopale. En tant que taxe d'État annuelle, les hommes libres doivent payer 4 schillings à la cour épiscopale qui était le centre administratif. Leur liberté personnelle reste également totalement intacte dans la juridiction de l'évêque. Le document garantit expressément aux hommes libres qu'ils ne doivent pas vivre comme des esclaves mais selon les droits des hommes libres. Et : "Comme sous le régime de l'état, ils doivent pouvoir : posséder des biens, les faire croitre, les vendre, en faire don, les transmettre à leurs descendants ». La valeur de sa personne devant le tribunal reste la même. En se basant sur une ancienne loi germanique, qui ne mesure pas la véracité du serment en fonction d'une déclaration évidente mais en fonction du statut de celui qui prête serment, le document décrète que le serment de l'homme libre doit avoir plus de valeur que celui du serf. C'est la signification de la phrase : « Toi-même tu es au-dessus de tout et il te sera fait justice avant tout serf ».

Le document prévoit également une période d'essai pour toute personne libre qui entre dans la juridiction épiscopale : « Si des personnes libres se placent sous la juridiction de l'Église, elles ne doivent être considérées comme sujets de notre juridiction qu'après trois mois de mars ».

L'évêque était tellement convaincu de l'excellence de son système de gouvernement qu'il a accordé la même période probatoire, accordée autrefois par le droit alémanique à l'épouse, née libre, d'un esclave afin de dissoudre le mariage et ainsi échapper à la servitude⁶⁹. Les prérogatives spéciales données aux hommes libres par le document étaient « d'approuver l'élection du bailli, et même sa nomination ». Voilà en bref, le statut juridique des citoyens libres à cette époque tels qu'ils ressortent de ce document. Nous aimerions certainement en savoir plus, surtout sur leurs conditions de vie. Mais le document n'a pas été rédigé comme un document économique contemporain, mais comme un document historique. Et comme en général les informations sur cette époque, surtout celles des petites villes, sont extrêmement rares, il faut se contenter de ce qui nous est proposé.

Malheureusement, il n'est pas possible de déterminer exactement quelle était l'importance du nombre d'hommes libres vivant dans le village, par rapport au nombre de serfs.

⁶⁹ Lex Alam. 17,2 M.G. LLV, 1; 80.

§7. Les chevaliers au service de l'évêque

La grande propriété foncière plaçait l'évêque au rang de ces Seigneurs qui aidaient l'État dans ses besoins militaires et recrutaient une armée de mercenaires⁷⁰.

Le recrutement de l'État s'est avéré insuffisant pour mettre sur pieds une armée professionnelle. En conséquence, le recrutement privé a pris le relais. Ce recrutement se faisait par un contrat féodal, en vertu duquel le propriétaire promettait protection à ses mercenaires et leur donnait une propriété en fief pour leur subsistance, en échange de quoi ils prêtaient allégeance à leur seigneur et assumaient des fonctions officielles, principalement d'ordre militaire.

Le nombre et l'importance de ces vassaux pour l'armée impériale est attesté par la composition d'un contingent impérial contre les Arabes en l'an 981. Dans cette armée l'évêque de Strasbourg est le plus important contributeur avec un contingent de 100 chevaliers en armures⁷¹.

Le chevalier en armure formait le noyau de l'armée. Accompagné de deux ou trois écuyers, il partait au combat, portait une cotte de mailles et un casque, était armé d'une lance, d'une épée et d'un bouclier et était supérieur à tout autre combattant. Les normes de la règle féodale des chevaliers qui sont au service de l'évêque dans les trois cours sont les suivantes. Les chevaliers sont uniquement pris dans la classe des hommes libres. Il est dit dans le document : « Les hommes libres ne doivent rendre aucun service au seigneur de ce lieu ou au roi avant d'avoir obtenu un fief de sa part ». En compensation de l'engagement et pour subvenir à ses besoins, le chevalier reçoit de son seigneur un fief qui s'élève à 10 mansus (mances), soit 300 acres dans les termes actuels. Un fief aussi vaste pourrait nous surprendre si l'on ne reconnaissait pas que les compétences du destinataire ainsi que l'équipement coûteux valaient cette récompense. De plus le chevalier n'était autorisé qu'à entrer dans une seule relation de fief. La dernière section du document montre que les personnes susceptibles de recevoir un fief pouvaient soit devenir chevaliers de l'évêque ou du roi ou, s'ils n'étaient pas acceptés par l'évêque, ils pouvaient devenir vassal d'un autre Seigneur. Donc entrer dans une relation féodale avec deux maîtres était impossible. Par conséquent, le chevalier devait recevoir des revenus suffisants de son suzerain.

Durant la campagne militaire, les chevaliers étaient nourris par leur seigneur, comme en témoigne le texte du document : « alors chacun peut les envoyer où il veut, aux frais de l'évêque ou du roi ». L'employeur payait rarement cette nourriture de sa poche, mais la répercutait généralement sur ses paysans ; qui devaient payer des taxes spécifiques et faire des corvées ⁷². Le nombre de personnes aptes au service

⁷⁰ KIENER, Studien p. 49.

⁷¹ UHLIRZ, Otto II. I 247.

⁷² KIENER, Studien p. 50.

militaire était restreint mais la demande était forte, ce qui explique les efforts de l'évêque pour recruter tous les hommes capables de servir en tant que chevalier. Il exhorte donc les détenteurs des fiefs pris aux trois cours, et qui dépendaient auparavant du roi mais désormais, suite à la donation, dépendent maintenant de l'évêque, de renoncer à leur engagement et d'adhérer à l'armée épiscopale. La plupart des gens auront probablement accédé à cette demande, car la vie était meilleure sous la crosse de l'évêque qu'au service de l'état.

De plus, le document stipulait que le sujet soumis à l'autorité du seigneur, ne pouvait jurer allégeance à un autre seigneur que s'il avait servi trois semaines dans l'armée et n'avait pas reçu de fief. Par contre il devait inviter l'évêque à cet acte solennel. Grâce à cette procédure, l'évêque a pu s'accaparer les hommes capables de porter les armes. Le fait que le nombre de chevaliers à chaque cour ne pouvait pas être grand est dû à la taille de la propriété qui leur était assignée en fief. Les premiers chevaliers à la cour de Bischofsheim sont mentionnés en 1097, ce sont Hugo, Lenzelin et Heinrich von Bilcofcheim, qui signèrent un document du monastère d'Altdorf en cette année⁷³. Nous détaillerons plus tard la généalogie des chevaliers de Bischofsheim.

Avec cela, nous aurions épuisé le contenu du document. Les informations montrent que la donation Dagobertienne, malgré son inauthenticité, est le document le plus important pour l'histoire de notre village aux X° et XI° siècles.

§8. Les Ministériels

Le document dagobertin montre que l'évêque choisissait ses chevaliers exclusivement parmi ses propres sujets libres. Il l'a probablement fait pour qu'un chevalier, qui avait tendance à la désobéissance, ne puisse monter les autorités contre le seigneur féodal. Ces chevaliers ne devaient guère être des sujets très dociles. L'orgueil d'un fier soldat, élevé dans des fonctions héréditaires, et le sentiment de leur caractère indispensable renforçaient leur arrogance⁷⁴. C'est pourquoi les seigneurs féodaux ont créé une chevalerie issue des serfs non libres, qui en raison de leur statut devaient rester soumis, ils étaient appelés les ministériels. Ils ne sont pas encore mentionnés dans le document dagobertin, et il est peu probable qu'ils aient existé à cette époque. Cependant, ils apparurent bientôt dans toutes les cours épiscopales. L'infériorité de leur origine freinait leur arrogance, qui ne manquait de s'installer en raison de l'importance croissante et de l'hérédité de leur fonction. Ils devaient être obéissants et comme leurs revenus dépendaient de la prospérité de leur seigneur, ils étaient les meilleurs défenseurs de la règle épiscopale, et représentaient le meilleur contrepoids aux chevaliers.

⁷³ Als.dipl. I nr 230.

⁷⁴ KIENER, Studien p. 88.

Ils sont d'abord apparus comme chevaliers légers, puis en armure complète aux côtés des chevaliers. Le fait de combattre à cheval, a élevé les ministériels bien au-dessus de leurs origines premières, de sorte que l'évêque pouvait totalement compter sur eux. Ce n'est qu'au milieu du XIV^e siècle que l'on trouve une mention des ministériels épiscopaux à Bischofsheim, à savoir les Ramstein. Un document du village de 1375 commence ainsi : « Walter Waffler chevalier, Henselin von Ramstein, un noble écuyer ». L'écuyer apparaît ainsi en pleine égalité aux côtés du chevalier. Tous deux vivaient dans le village, à savoir les Waffler dans le château épiscopal (Oberschloß) et les Ramstein dans le château allodial (Unterschloß), comme nous le verrons dans la description des deux châteaux.

§9. L'administration du village au moment de la rédaction de la donation Dagobertienne.

Ce que nous apprend le document Dagobertin concerne la gestion privée de l'évêque ou l'administration du village. Mais nous ne pouvons pas nous faire une image complète de ce dernier. Le maire, qui avait sans doute le pouvoir de juridiction inférieure dans le village en tant que successeur légal de l'ancien chef de la centaine (le centenier), n'est pas du tout mentionné. Il ne nous apparaît pas non plus comme l'adjoint du seigneur qui doit veiller à l'exécution de ses ordres. Nous n'avons aucune information à son sujet concernant cette époque. Nous n'examinerons donc son rôle que plus tard, lorsque nous disposerons d'une documentation suffisante.

On ne voit pas non plus comment fonctionnait l'administration municipale à cette époque. Et pourtant elle était sans doute déjà organisée de la même manière qu'au XIV^e siècle. Nous allons donc examiner son fonctionnement plus tard lorsque nous aurons des informations fiables.

De ce qui a été dit jusqu'ici, il ressort que le village était une circonscription administrative distincte aux IX^e, X^e et XI^e siècles, qui comprenait également d'autres dépendances. Il est probable que les conditions régnant à la cour épiscopale décrites dans la donation Dagobertienne existaient depuis des siècles. Le pouvoir seigneurial et l'administration judiciaire sont concentrés à la cour épiscopale. Le premier est exercé par le représentant de l'évêque (maire), le second est sous la responsabilité du bailli, qui juge lui-même les délits les plus graves commis par les habitants du district.

Jusqu'en 1651 ⁷⁶ on trouve mention du *Schelmenacker*, c'est-à-dire de l'endroit où les condamnés à mort étaient autrefois enterrés.

⁷⁵ Arch.Obernai, JJ 24.

⁷⁶ Arch.Bischofsh livre foncier de 1651 fol.185.

Chapitre 7

L'autorité épiscopale sur le village

§1. Evolution de la règle épiscopale

La donation Dagobertienne a sans doute été préparée dans le but de pouvoir justifier les anciens droits de propriété de l'évêque dans ses trois cours au moyen d'un titre légal. Mais dans le document, l'évêque apparaît non seulement comme le propriétaire des fermes, mais aussi comme le souverain des trois lieux, comme nous l'avons déjà vu. L'auteur du document n'avait probablement aucune idée qu'en décrivant ces droits souverains, il apportait lui-même une preuve aussi flagrante de sa contrefaçon.

La question se pose maintenant de savoir comment l'évêque en est venu à avoir ces droits sur notre village, ou plutôt comment la domination épiscopale sur le village s'est développée depuis la donation de la cour Dagobertienne jusqu'à la rédaction du document, époque à laquelle cette domination était déjà entièrement en place.

Pour répondre à cette question nous n'avons aucun document dans l'histoire de notre village sur lequel nous baser. Mais une chose dont nous pouvons être sûrs, c'est que le développement à Bischofsheim s'est déroulé de la même manière que dans les autres possessions épiscopales. Kiener nous montre dans son ouvrage : « Etudes sur la Constitution du Territoire des Evêques de Strasbourg » comment s'est développé le droit souverain épiscopal. Nous allons donc reproduire ses propos dans leurs grandes lignes.

Par la donation Dagobertienne, l'évêque était sans aucun doute devenu le propriétaire foncier le plus puissant du village. Selon les lois de l'époque, il avait droit à la pleine juridiction sur les serfs appartenant à sa cour. Cependant les évêques ne se contentaient pas de ce droit privé, mais étendaient leurs pouvoirs, aux dépens de l'État, en forçant tous ceux qui déposaient plainte contre leurs sujets de le faire devant le tribunal épiscopal.

Puis, ils allèrent plus loin et revendiquèrent le pouvoir judiciaire sur les hommes libres résidant dans le territoire dit seigneurial, dans les affaires mineures, et dans

⁷⁷ Etudes sur la Constitution du Territoire des Evêques de Strasbourg.

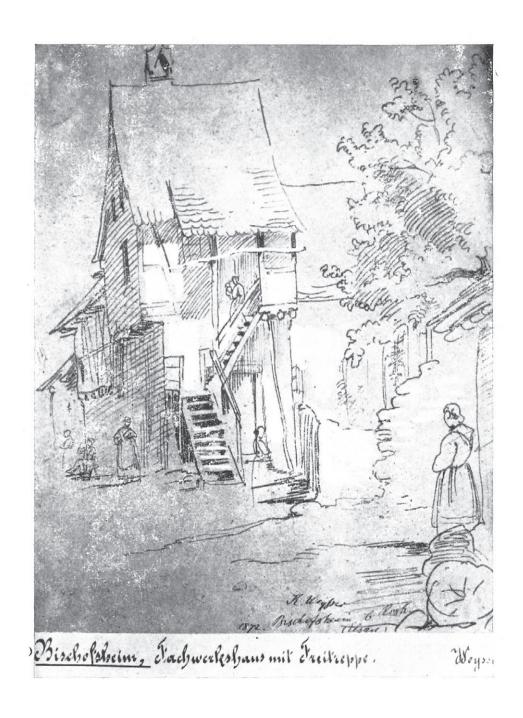
les affaires plus importantes, qui restaient du ressort des tribunaux publics, le droit de présentation et de représentation. Ce droit était accordé aux évêques par privilège royal, généralement en récompense des services rendus, mais variait selon chaque district. Au IX^e siècle, ce droit, que nous appelons droit d'immunité, signifiait que tous les procès des personnes non libres et les procès mineurs des personnes libres résidant dans les zones seigneuriales étaient portés devant le tribunal épiscopal. Si les plaintes venaient de l'extérieur, les plus graves restaient devant le tribunal de l'État, tandis que les plaintes mineures allaient devant le tribunal épiscopal, que les accusés soient libres ou non.

L'expansion de ces pouvoirs immunitaires fut facilitée par une ordonnance interdisant aux fonctionnaires royaux d'entrer dans le domaine du pouvoir épiscopal. Si l'État voulait convoquer devant sa juridiction les personnes bénéficiant de l'immunité épiscopale ou appeler les hommes libres sous les armes, l'ordre de se présenter n'était pas donné directement par l'officier royal mais par le seigneur de l'immunité, c'est-à-dire l'évêque. Selon deux privilèges accordés par le roi Louis le Pieux dans les années 856 et 87378, l'évêque de Strasbourg dispose d'un pouvoir coercitif, tant sur les libres que sur les serfs, sur tout le territoire de sa juridiction et l'on doit recourir à chaque fois à une médiation de l'évêque pour faire valoir les droits de l'État. Cela donnait à l'évêque le droit de gouverner et d'interdire dans le domaine de sa juridiction donc y compris dans le village de Bischofsheim. C'était là le fondement de base de son pouvoir, qui auparavant ne s'étendait qu'à ses serfs et qui désormais s'étendait également aux sujets libres vivant dans le village. Cette règle ne signifiait pas un pouvoir discrétionnaire mais était plutôt une administration exercée au nom de l'empire, ce qui se traduisait par le fait qu'elle pouvait être révoquée à tout moment par le roi. Mais comme il se transmettait d'un évêque à l'autre sans intervention royale⁷⁹, il se transforma rapidement en pouvoir indépendant, c'est-à-dire en véritable pouvoir épiscopal, qui atteignit son point de rupture au moment où les hommes libres résidant dans la juridiction de l'évêque n'avaient plus à prêter serment d'allégeance à l'état mais à l'évêque.

Ce processus s'est achevé au moment de la rédaction de l'acte de donation. A cette époque, l'évêque était déjà le seigneur du village de Bischofsheim, auquel même les habitants libres doivent allégeance. Une trahison ou un attentat contre l'évêque est puni de la même façon qu'une trahison ou un attentat contre le roi. « Si le gouverneur du lieu condamne l'un d'eux pour l'attentat commis en parole ou en acte, il devra en payer le prix comme un homme libre» qui – sous-entendu – a commis une offense envers son roi. L'administration du village est donc sous le

⁷⁸ Straßbg Urkdb I nr 27,22.

⁷⁹ FUSTEL DE COULANGES. Les origines du système féodal.362.



Bischofsheim, maison à colombage avec escalier extérieur

contrôle de l'évêque. Mais le roi reste le chef suprême de la guerre et de la justice. Car l'armée est appelée selon le document : « pour la défense de l'empire ». De plus, c'est le roi qui transfère l'exercice de la juridiction au bailli.

Nous avons donc évoqué les principaux traits de l'évolution présumée du pouvoir épiscopal sur le village.

§2. Le différend à propos des droits d'immunité entre l'évêque et l'empereur

En tant que souverain, l'évêque percevait tous les revenus du village, les impôts et les deux tiers des taxes du tribunal. Or, au XII° siècle, l'évêque avait pour voisins les Hohenstaufen qui avaient des possessions allodiales à Obernai et Rosheim 80. Cette coexistence des possessions épiscopales et des Hohenstaufen, comme dans de nombreux autres endroits, n'avait semble-t-il provoqué aucune friction jusqu'à la fin du XII° siècle. Bien que cela aurait pu se produire facilement. Bien qu'il n'y ait pas eu de conflits majeurs. Cette proximité a eu pour conséquence inévitable que l'empereur se soit vu attribué des biens épiscopaux ou le bailliage de biens tels qu'un fief 81.

Le bailliage, qui n'était normalement que la charge de la juridiction publique, était entre les mains de puissants dynastes et devenait en réalité synonyme de fief.

Pour le propriétaire effectif, dont les revenus se limitaient au soi-disant Dinghof (cour colongère), aux loyers des terres arables et aux taxes judiciaires, cette situation était extrêmement pénible.

Ainsi, au XII^e siècle, un nombre important de villages épiscopaux, dont Bischofsheim, ont été donnés en fief aux Staufer. On ne sait pas quand le bailliage du village fut cédé à l'empereur par l'évêque. Il le possédait probablement déjà en 1163, année où l'empereur Friederich prend sous sa protection les possessions du monastère de Saint-Thomas de Strasbourg, que celui-ci avait à Bischofsheim, et ordonne aux habitants du fief de payer les loyers le jour de la Saint-André, sinon le bailli se verrait obligé de les recouvrir sans qu'il puisse y avoir d'opposition⁸².

Bien que les droits de l'évêque aient été violés par l'empereur, ils ont longtemps été en bons termes. Mais lorsque le frère de l'évêque Conrad von Hünenburg est assassiné par le comte palatin Otto de Bourgogne, frère de l'empereur, les relations amicales prennent fin. Dès que l'annonce de la mort d'Henri VI arriva en Alsace, l'évêque se réconcilia avec son ancien ennemi, le comte de Dagsburg, et avec

⁸⁰ GYSS, Hist. De la ville d'Obernai II.

⁸¹ FRITZ, Territorium: p. 58.

⁸² Als. Dipl. I nr 307.

lui et le duc de Zahringen et l'évêque de Bâle, ils s'emparent des possessions des Hohenstaufen en Alsace⁸³. A partir de ce moment le village de Bischofsheim appartient à nouveau entièrement à l'évêque de Strasbourg.

Lorsque le duc Philippe de Souabe revint en hâte d'Italie en Alsace, il put faire la paix provisoirement, mais seulement au prix de grandes concessions, ce qui lui paraissait opportun vue la proximité de l'élection du roi. Afin d'apaiser l'évêque Conrad et de le gagner à ses prétentions au trône du roi, Philippe abandonna non seulement tous les fiefs de l'église de Strasbourg que son père et son frère avaient détenus, mais aussi toutes les possessions allodiales qu'il détenait dans l'évêché⁸⁴. L'évêque de Strasbourg, lors de la réunion d'Andernach, complota pour soutenir l'élection de Berthold von Jähringen et après la démission de ce dernier, il soutient la candidature du Guelfe Otton comme empereur. Lorsque Philippe de Souabe fut désigné comme empereur par le parti adverse en mars 1198, il prit sa revanche sur l'évêque.

L'été 1198, il envahit l'Alsace avec 3 000 hommes, incendia Molsheim et ravagea tout le territoire du diocèse⁸⁵. L'année suivante, il y a eu une nouvelle incursion. Bien que Strasbourg ait été entièrement prise, la paix intervint grâce à la médiation de Berthold von Zähringen. L'empereur rendit à l'évêque tous les fiefs que son père et son frère détenaient dans le diocèse⁸⁶, en contrepartie l'évêque se rangeait du côté de l'empereur. Même après la mort de Philippe, son successeur Otto IV laissa les fiefs à l'évêque.

En 1219, la querelle entre l'évêque Heinrich et l'empereur Otto IV éclata à nouveau parce que l'empereur exigea la restitution des anciennes possessions des Hohenstaufen. Dans un document de 1220⁸⁷ l'évêque parle de tortures et de persécutions qui menacent son église. Pour éviter cela, il décide et jure avec tout le chapitre de la cathédrale de ne vendre aucune propriété de l'église de Strasbourg ni de la donner en fief, ni celles qu'il possède encore ou celles qui lui ont déjà été enlevées de force. Comment ce différend est-il né? Nous ne le savons pas. Le bailli d'Haguenau et le bailli d'Alsace ont probablement joué un rôle majeur dans ce conflit. C'est probablement ce dernier qui a confisqué de force les anciens bailliages épiscopaux détenus par les Staufer, dont le bailliage de Bischofsheim, comme en témoigne le contrat de 1221. Le 25 août 1221, à l'instigation du pape Honorius III, les arbitres nommés par l'empereur se réunirent pour régler ce différend. Il s'agissait de l'abbé de Murbach, de l'abbé de Neuenburg et du

⁸³ Annal. Marbac 70.

⁸⁴ Als.Dipl I nr 413.

⁸⁵ Annal Marbac 73.

⁸⁶ Annal Marbac 74.

⁸⁷ Als. Dipl. I nr 419.

landgrave de Werd. Suite à ce tribunal arbitral, l'empereur conserva le bailliage de Bischofsheim, ainsi que le Dinghof (ferme colongère) et tous les autres droits, puisque plus aucun droit de l'évêque n'est mentionné dans le village⁸⁸.

Bien que cet arbitrage ne respectât, et de loin, pas les droits de l'évêque, celuici approuva le traité. Par contre, l'Empereur refusa de donner son consentement. Suite aux efforts de l'évêque Berthold von Teck, un nouvel arbitrage eut lieu le 5 mai 1223 à Haguenau⁸⁹. Le bailliage du village fut attribué à l'empereur, tous les autres revenus du village devaient être partagés. Même cet arrangement, dont l'entrée en vigueur dépendait du consentement de l'Empereur, ne semble pas avoir trouvé son approbation. Car en 1224, un nouveau traité a été conclu dans lequel Conradus, évêque de Porto et Sainte Rufine, ont agi en tant que médiateurs et légat papal. Ce traité attribua à l'évêque le bailliage et tous les autres droits⁹⁰.

Il a été modifié une fois de plus en mars 1236, vers la version désormais définitive pour Bischofsheim : le bailliage, le droit de patronage et tous les autres droits et revenus étaient attribués à l'évêque⁹¹.

Cela a finalement réglé le différend sur le contrôle du village. A partir de cette date la domination épiscopale sur le village se poursuivit sans interruption jusqu'à la Révolution française.

⁸⁸ Als. Dipl. I nr 428.

⁸⁹ Als. Dipl. I nr 432.

⁹⁰ Als. Dipl. I nr 436.

⁹¹ Archives d'Alsace. G 50.

Chapitre 8

Les propriétaires fonciers étrangers à Bischofsheim au XII^e siècle

Outre l'évêque en tant que propriétaire foncier le plus puissant, nous avons également trouvé très tôt à Bischofsheim d'autres propriétaires étrangers que nous aimerions mentionner brièvement.

- Le monastère Saint-Léonard. En 1109, le monastère Saint-Léonard possédait une ferme dans le village. Cette année, Eribo et Judenta von Bischofsheim ont vendu leurs champs autour de cette ferme au monastère⁹².
 En 1219, divers vignobles appartenaient également au monastère, qui furent cependant gagés pour 8 talents chez les Juifs de Rosheim⁹³.
- 2) Le chapitre Saint-Thomas de Strasbourg. En 1163, le Monastère Saint-Thomas de Strasbourg possédait à Bischofsheim un important domaine composé d'une ferme, de champs et de vignes. Mais comme les seigneurs féodaux tardaient à payer les intérêts, le chef du monastère se plaignit auprès de l'empereur Friederich. Celui-ci ordonna sans tarder au bailli du village de percevoir les intérêts s'il n'était pas livré à la Saint-André⁹⁴.
- 3) Le couvent de Baumgarten. Grâce à la donation de Walafried von Bischofsheim, une superficie importante est revenue au monastère de Baumgarten. Issu de la famille chevaleresque von Bischofsheim et propriétaire de grands domaines, Walafried se déshérite et entre au monastère de Baumgarten comme simple frère convers et fait don de tous ses biens à ce monastère. Dans le document confirmant cette donation de l'évêque Heinrich de 1180 %, nous trouvons ce qui suit : jusque-là, les frères étaient peu nombreux car leur mode de vie strict et le manque de biens terrestres effrayaient les gens habitués à une vie plus temporelle. Mais finalement la patience des serviteurs de Dieu a triomphé du cœur du peuple, et peu à peu les habitants ont commencé à donner leurs terres à la maison de Dieu. Surtout le noble Walafried von Bischofsheim. Plus zélé que tous les autres dans la foi et la piété, il se déshérita ici-bas, où il se trouvait sans héritier physique, pour devenir cohéritier du Christ au ciel, et donna au monastère, une quantité extrêmement généreuse de biens :

⁹² Als.dipl. I nr 239.

⁹³ Als.dipl. I nr 401.

⁹⁴ Als.dipl. I nr 307.

⁹⁵ Als. Dipl. nr 340.

- a) à Bischofsheim : 5 exploitations agricoles, 1 cave à vin, 70 acres de champs, 1,5 acres de prairies, 29 acres de vignes ;
- b) à Boersch: 2 fermes;
- c) à Andlau : 10 acres de vignes ;
- d) à Geispolsheim : 3 fermes, 1 cave à vin, 25 acres de champs, 25 acres de prairies ;
- e) à Valf : 7 acres de prairies ;
- f) à Zellweier : 4 acres de prairies ;
- g) à Krautergersheim : 4 fermes, un moulin, 32 acres de champs, 2 acres de prairies ;
- h) à Kerzfeld : 4 acres de prairies.

Au total 14 fermes, 2 caves à vin, 127 acres de champs, 39 hectares de vignes et 43,5 acres de prairies.

Nous ne savons pas entre quelles mains ces biens sont ensuite passés. On ne retrouve plus tard aucune mention des propriétés du monastère de Baumgarten dans le village.

- 4) des donations aux Frères de Marie de la Cathédrale de Strasbourg. Dans le registre paroissial de l'église de Strasbourg, qui a été rédigé vers 1180%, on trouve enregistrées les donations suivantes des XI° et XII° siècles de Bischofsheim:
 - a) à sa mort, Eribo, un laïc, a fait don de 2 Seidel (= un ohm) de vin aux frères de Marie au monastère de Strasbourg;
 - b) Berthe de Bischofsheim de 2 vignobles, un denier à chaque frère ;
 - c) Trutkind de Bischofsheim de 2 onces et 10 deniers ;
 - d) Trutkind de Bischofsheim d'une ferme et d'un vignoble, à chaque frère 2 deniers ;
 - e) Burckhard, laïc, de 3 vignobles à Bischofsheim à chaque frère, un denier ;
- 5) Le couvent St d'Arbogast de Strasbourg.

Vers 1259, le couvent St d'Arbogast de Strasbourg possédait également des propriétés à Bischofsheim, sans plus de précisions dans le document correspondant⁹⁷ car les vignes, fermes et champs du monastère dans les différents villages ne sont mentionnés que de manière générale.

⁹⁶ Gedruckt in Zeitschrift für Geschichte des Oberrhein. N.F. Bd 3 p.84, 94, 194.

⁹⁷ Strbg. Urkdb. I nr 438.

Chapitre 9

Conditions de vie du village au XIVe siècle

Il a fallu environ trois siècles à partir du moment où la donation Dagobertienne a été rédigée jusqu'à ce que nous ayons à nouveau un aperçu précis des conditions de vie du village. Il serait certainement très intéressant de pouvoir utiliser des documents pour suivre de près combien d'institutions séculaires ont progressivement dû céder sous la pression d'une ère nouvelle. Mais de tels documents des XII^e et XIII^e siècles manquent totalement pour notre village. Ce n'est qu'au moment où tant de relations anciennes ont pris une forme nouvelle, respectivement remplacées par de nouvelles qu'elles réapparaissent en pleine lumière grâce aux registres assez précis de *l'Urbar* (terrier) mis en place vers 1350⁹⁸. Dans ce qui suit, nous voulons reproduire exactement les informations qu'il contient.

§1. La cour épiscopale vers l'an 1350

Depuis le XI^e siècle, époque à laquelle nous avons vu la cour épiscopale en tant que lieu de gestion principal et centre administratif, cette cour a perdu beaucoup de son importance et de son prestige. Entre-temps, ses prérogatives ont été transférées à la cour épiscopale de Molsheim, dont l'intendant (*Procurator*) est désormais chargé de la gestion des différents impôts ecclésiastiques de Bischofsheim⁹⁹.

Le bailli, dont la résidence donnait une importance particulière à la cour de Bischofsheim, a disparu du village et son successeur habite le château de Guirbaden¹⁰⁰. L'intendant (*Procurator*), qui assurait la direction du district seigneurial qui faisait partie de la cour épiscopale ne réside plus à Bischofsheim. L'exploitation est toujours préservée et est assurée par le «*Keller*» respectivement le «*Meier*» avec l'aide de très nombreux serfs soumis à la corvée¹⁰¹.

Mais elle n'est sans doute pas aussi étendue qu'elle l'était au XI^e siècle, puisqu'entre-temps de plus en plus de domaines épiscopaux avaient été accordés aux vassaux épiscopaux en fiefs, comme en témoignent de nombreux passages du Cordex¹⁰². Cependant, les rapports incomplets du Cordex ne permettent pas de

⁹⁸ Archives d'Alsace G 377.

⁹⁹ Archives d'Alsace G 377 fol. 22a.

¹⁰⁰ Archives d'Alsace G 377 fol.90b.

¹⁰¹ Archives d'Alsace G 377 fol. 14b.

¹⁰² Archives d'Alsace G 377 fol. 14b, 96a, 97a, 102a, 109b, 122b, 151a, 143a, b.

porter un jugement approximatif sur la taille des opérations commerciales de la ferme à cette époque.

La raison pour laquelle la cour perdit de plus en plus d'importance était probablement le manque de fortifications protectrices. La tour Waffler, située à proximité immédiate de la cour, pouvait bien offrir une protection suffisante contre les voleurs et la racaille de passage mais elle offrait peu de résistance aux armées qui se présenteraient. C'est peut-être la principale raison pour laquelle la cour de Bischofsheim a dû céder sa position dominante à la cour de Molsheim. On ne sait pas quand cela s'est produit, en tout cas la réorganisation autour de l'an 1350 était depuis longtemps un fait accompli.

§2. Les fonctionnaires de la cour

Le procureur était le seul fonctionnaire mentionné dans le document Dagobertin. Vers l'an 1350, il avait disparu de la cour. Deux autres fonctionnaires sont maintenant employés à cette cour, le *Keller*¹⁰³ et le *Meier*.¹⁰⁴ « Il est difficile de déterminer l'étendue de leurs fonctions car les informations du terrier (*Urbar*) à leur sujet sont trop rares. On rapporte seulement du fermier qu'il cultive les champs appartenant en propre à l'évêque et qu'il doit livrer chaque année 46 quarts de méteil à la cour de l'évêque¹⁰⁵. Il semblerait donc que le fermier cultivait en régie propre les champs de l'évêque et devait payer un intérêt fixe en nature. Il est possible que le *Keller* ait dû s'occuper des vignes de l'évêque, comme son nom semble l'indiquer, mais nous ne trouvons aucune autre preuve de cette hypothèse dans le terrier. Par contre, nous savons que le *Keller* était le chef du *Dinghof*, il devait donc collecter les loyers pour le compte de l'évêque et présider les tribunaux du *Dinghof*¹⁰⁶.

En guise de salaire, les biens dits viticoles sont mis à la disposition du « Keller », au total environ 8 acres de champs et 1,25 acres de prés et 2 acres de vignes¹⁰⁷. Pour la mise à disposition de ces biens, il doit payer annuellement à l'évêque une redevance de dix quartiers de grains mélangés¹⁰⁸.

C'est là que s'arrêtent notre connaissance de la position des deux fonctionnaires de la cour. Contrairement au « *Procurator* » avant eux, ni le « *Keller* » ni le « *Meier* » n'ont le pouvoir souverain sur les personnes qui dépendaient de la cour épiscopale.

¹⁰³ Archives d'Alsace G 374 fol. 14a.

¹⁰⁴ Archives d'Alsace G 377 fol. 13b.

¹⁰⁵ Archives d'Alsace G 377 fol.13b.

¹⁰⁶ Archives d'Alsace Fonds Zab, Fasc, 73.

¹⁰⁷ Archives d'Alsace G 377 fol 14b.

¹⁰⁸ Archives d'Alsace G 377 fol 14b.

§3. Le Vogt – Le bailli

Au XI^e siècle, l'exercice de la juridiction suprême est confié au bailli. Mais parce que les baillis, qui appartenaient pour la plupart aux familles les plus puissantes. allaient souvent bien au-delà de leurs pouvoirs, les évêques s'efforcèrent de se débarrasser de ces baillis indépendants. Ils ont disparu vers l'an 1350. Le bailliage de Bischofsheim est désormais confié au ministériel épiscopal Burkard Flesche. qui réside au château du Guirbaden¹⁰⁹. En tant qu'indemnité pour sa charge, il a 13 quartiers de blé, une parcelle de onze acres de vignes et 14 livres d'argent de Bischofsheim et de Griesheim. Il reçoit également 32 quartiers de blé d'Innenheim pour ses services au château de Guirbaden¹¹⁰. Mais ce bailli, qui obéit à l'évêque, a maintenant perdu la plupart de ses prérogatives officielles, il n'est plus le chef des « tribunaux », qui ont le pouvoir de vie ou de mort. Ils ne font plus qu'appliquer les peines aux criminels condamnés. Il reçoit en contrepartie un tiers des amendes pour vol et outrage. Nous n'avons aucune preuve spécifique que cela concernait le bailli de Bischofsheim, mais nous pouvons le déduire de la situation du bailli de Boersch à cette époque¹¹¹. Nous voyons maintenant le bailli dans sa nouvelle fonction, dans laquelle nous ne l'avions pas vu auparavant, c'est à dire en tant que patron du ban et des droits du village. Il perçoit 4 livres d'argent pour la « bangardie » (Banwartum)¹¹². En cette qualité officielle, les derniers baillis signent également diverses ordonnances forestières avec Boersch.

§4. Le Schultheiss

Dans le terrier épiscopal apparait un nouvel officier épiscopal dans le village. Il est sans doute en fonction depuis des siècles, mais nous n'en avons trouvé mention nulle part, c'est le maire ou écoutète. En tant que successeur légal des centenaires francs (chef de la centaine), il exerça la basse juridiction dans le village dès le XI^e siècle et bien avant. Plus le pouvoir de l'huissier était réduit, plus le sien grandissait. A cette époque, il ne jugeait plus seulement les affaires insignifiantes, mais aussi les affaires d'outrage, c'est-à-dire ces offenses qui ne sont expiées qu'avec des châtiments corporels ou avec de l'argent¹¹³. Tandis que les cas graves sont réglés devant la haute justice du tribunal épiscopal. En même temps, le maire est le représentant du seigneur dans le village. Il doit veiller à l'exécution des différentes ordonnances épiscopales dans le village.

¹⁰⁹ Archives d'Alsace G 377 fol 14b.

¹¹⁰ Archives d'Alsace G 377 fol 102a.

Hanauer, constit. des campagnes p.21.

¹¹² Archives d'Alsace G 377 fol 90b.

¹¹³ Kiener, Studien p. 62.

Lors de l'attribution de son office, l'évêque lui donne divers biens dont il peut jouir pendant son mandat. Cependant, ceux-ci restent soumis à des loyers pour l'évêque, de sorte que le maire ne reçoit pas seulement ses honoraires officiels en espèces, mais doit également payer des impôts à l'évêque, comme on peut le voir dans le décret suivant de *l'Urbar*: « Le maire donne 6 sesters (boisseaux) de seigle et 6 quartiers d'orge pour ses champs »¹¹⁴. De part l'exercice de la juridiction, diverses taxes lui reviennent, que nous décrirons plus en détail plus loin, mais dont il doit remettre annuellement une somme forfaitaire de 3 livres à l'évêque¹¹⁵.

§5. Les hommes libres

Il est difficile de savoir avec certitude si les conditions des hommes libres sont pour l'essentiel les mêmes qu'au XI^e siècle. Les informations du terrier sont trop succinctes.

Cependant, il ne semble pas y avoir eu de changement significatif de leur condition. Comme jadis, ils doivent allégeance à l'évêque et ne peuvent déménager sans sa permission. Au XIVe siècle, en raison du manque de protection en temps de guerre, divers citovens de Bischofsheim sont partis à Obernai et Rosheim et s'y sont installés en tant que soi-disant *Pfahlbürger*. En 1323, Obernai avait obtenu de l'empereur le droit de recevoir des Pfahlbüger¹¹⁶. Au début, ils vivaient à l'extérieur des portes de la ville et étaient autorisés à apporter leurs biens dans la ville en cas de danger. Plus tard, leur habitat a été inclus dans les fortifications. Bien sûr, ces paysans étaient les bienvenus, car ils augmentaient les forces militaires et les revenus de la ville. Cependant, les droits de souveraineté de l'évêque étaient compromis par leur départ. Ce dernier proteste à Obernai et à Rosheim contre l'admission de ces citoyens de Bischofsheim. Après diverses négociations infructueuses, l'évêque Johan von Lichtenberg déclare la guerre aux deux villes d'Obernai et de Rosheim. Il captura divers citoyens des deux villes et confisqua leurs biens chaque fois qu'il y avait une bonne occasion de le faire. En conséquence, les deux villes se sentent obligées de composer avec l'évêque et s'engagent à ne plus accepter de ces citoyens de Bischofsheim jusqu'à la Saint Jean-Baptiste de 1359¹¹⁷. De son côté, l'évêque a libéré les citoyens capturés et les biens confisqués. Passé ce délai, le contrat a été prolongé jusqu'à la Saint-Georges 1360¹¹⁸. Cependant, les deux parties ont réservé leurs droits pour plus tard. Nous ne savons pas comment le différend a finalement été réglé par la suite.

¹¹⁴ Archives d'Alsace G 377 fol 90b.

¹¹⁵ Archives d'Alsace G 377 fol 13b.

¹¹⁶ GYSS, hist. De la ville d'Obernai I 110.

¹¹⁷ Archives d'Alsace G 12755.

¹¹⁸ Archives d'Alsace G 12755.

Il semble cependant que les villes aient continué à accepter les *Pfahlbürger*, car la convention forestière de Bischofsheim-Boersch était principalement dirigée contre ces citoyens émigrés : « parce que les actions des étrangers et les *Pfahlbürger* ont causé de nombreux dégâts dans la forêt, à l'avenir tout étranger qui prélève du bois dans la forêt payera 3 livres le jour et 5 livres la nuit »¹¹⁹.

D'autres citoyens de Bischofsheim s'étaient eux-mêmes inscrits comme «citoyens extérieurs» (*Ußbürger*) sur la liste des citoyens de la ville d'Obernai, prêtaient serment en tant que tels et versaient un impôt de 5 livres. Cela leur donnait le droit de se réfugier à Obernai en cas de danger. En 1358, par exemple, on retrouve les chevaliers Walter et Ludelin Waffelarius, le bourgmestre Nicolaus, le Keller Anselmus et divers autres inscrits comme tels sur le registre des citoyens de la ville d'Obernai¹²⁰.

On trouve dans *l'Urbar* des informations plus détaillées, bien que incomplètes, concernant les impôts que les sujets libres devaient payer au seigneur. Nous les mentionnerons brièvement :

- 1) La *BEET*. On sait qu'au XI^e siècle les hommes libres devaient payer 4 schillings par an comme impôt à la cour.
 - Au XIV^e siècle cette taxe était payée en deux versements, le premier versement, payé en argent en février, était de 12 livres pour tout le village, le second versement, payé en nature à l'automne, était de 5 foudres de vin¹²¹.
- 2) Selon les lois médiévales, le souverain possédait le droit suprême de propriété sur tous les biens de son domaine. Pour cela, les propriétaires doivent payer à l'évêque un petit loyer sur leurs biens. Cette redevance s'élève au total à 10 ohms de vin de toutes les vignes du ban¹²². Nous n'avons aucune indication en ce qui concerne les champs.
- 3) Une petite taxe doit également être payée sur le vin produit annuellement. C'est le *ungelt* à payer à l'évêque. Cette taxe n'est pas directement mentionnée, mais nous pouvons le prouver indirectement par l'octroi d'un fief « *de six Ohmen Ungelt en fonction de ce que rapportent ces vignes »*¹²³. L'évêque prélève également un impôt sur le vin servi dans les débits de boisson, dont nous parlerons plus en détail plus loin.

D'autres impôts qui existaient également à cette époque, par exemple impôt sur le décès, l'obligation de donner des poulets, ainsi que les corvées à exécuter. Mais ils ne sont pas mentionnés dans le terrier. Cependant, la gestion des affaires de la

¹¹⁹ Arch. Bischofsh. Waldakten.

¹²⁰ Arch. Obernai. C C 13.

¹²¹ Archives d'Alsace G377 fol 13 b.

¹²² Archives d'Alsace G377 fol 13 a.

¹²³ Archives d'Alsace G377 fol 153 a.

commune proprement dites n'était pas confiée au maire, mais au « *Heimburger* et à ses acolytes » qui sont mentionnés pour la première fois en 1353 dans une reconnaissance de dette¹²⁴.

Nous parlerons de la position du *Heimburger* plus en détail plus tard.

§6. Les gens de la cour épiscopale

Comme nous l'avons vu, au moment de la rédaction de la donation Dagobertienne, les serfs avaient fait un grand pas vers une existence décente. Leur vie n'était plus un esclavage mais une existence régie par des normes et des lois. Ils ont toujours marché sur leur chemin vers la liberté, grâce à l'amour toujours plus pénétrant du christianisme, qui recommandait d'aimer le serviteur comme un frère uni en Dieu et d'exercer une bonté jusque-là inconnue et d'autre part en raison de l'immunité épiscopale qui soumettaient les serfs et les hommes libres à la même domination, et ce qui comptait pour les hommes libres comptait également pour les serfs¹²⁵. Vers le milieu du XIV^e siècle, le servage avait complètement disparu. Les serfs ne sont désormais soumis qu'aux autorités comme tout autre citoyen. Les successeurs du procureur à la cour épiscopale, le Keller et Meier, n'ont plus de pouvoir sur les gens de la cour. Les gens de la cour épiscopale, par contre, sont encore liés à la cour par diverses restrictions, dans lesquelles on retrouve leur ancienne servitude. Ils vivaient probablement encore dans une organisation fermée, au Frohnhof d'aujourd'hui, c'est pourquoi on l'appelle le «Fronbudenhof» 126. Les anciens devoirs des serfs leur incombent toujours comme des charges spéciales :

- 1) L'impôt *per capita*, qui leur est prélevé deux fois par an, en février et en automne, et s'élève en tout à 38 livres¹²⁷.
 - Il n'est payé qu'en argent, et non pas moitié en argent et moitié en nature, comme c'est le cas avec les hommes libres.
- 2) La taxe sur les décès qui est recouvrée à la mort d'une personne ¹²⁸, mais dont le montant n'est pas précisé.
- 3) Ils doivent effectuer des corvées pour cultiver la ferme épiscopale aussi souvent que nécessaire¹²⁹. L'*Urbar* ne nous permet pas de savoir s'ils étaient soumis à d'autres restrictions. Ce n'était probablement pas le cas. Le plus oppressant de ces fardeaux était sans aucun doute les corvées illimitées. Mais comme nous le verrons, l'activité économique réelle de la cour était déjà relativement

¹²⁴ Arch. Bischofsh.

¹²⁵ Kiener Studien p. 84.

¹²⁶ Archives d'Alsace G 377 Fol 14^a.

¹²⁷ Archives d'Alsace G 377 Fol 14a.

¹²⁸ Archives d'Alsace G 377 fo 14b.

¹²⁹ Archives d'Alsace G 377 fo 14b

faible par rapport au XI^e siècle, de sorte que les corvées devinrent de moins en moins nombreuses jusqu'à ce qu'elles s'arrêtent définitivement avec l'arrêt de l'exploitation de la cour épiscopale. Les deux autres impôts n'étaient pas seulement perçus sur les gens de la cour, mais aussi sur les hommes libres.

Du fait que les gens de la cour et les hommes libres se côtoyaient sous la même domination, peu à peu ils se côtoyèrent dans la vie sociale. Nous ne pouvons pas dire exactement à quel moment cette fusion s'accomplit. Une reconnaissance de dette de la commune de 1431 commence ainsi : « Nous Eberlinus Lienhard, le Heimburger, Heimburger Lawelin et Zehringer Lawelin, les membres du conseil du village de Bischofsheim, ainsi que Eberlinus Lawelin, Wilhelm Henselin, Krütelin Hans Heß, Henselin Kethshenselin du Frohnhoffe, Lawis Lamelin, Gunßen Henselin, Glehen Gunßelin et Schüre Werlin habitants du village mentionné etc » 130. Cela montre que les habitant du Fronhof c'est-à-dire ceux de la cour épiscopale, ont le droit de participer à la gestion des affaires du village au même titre que les villageois, c'est-à-dire au même titre que les hommes libres. D'autre part, la juxtaposition du « uff dem fronhoff » avec les « habitants du village » indique qu'une fusion complète n'a pas encore eu lieu, mais elle a dû se produire peu de temps après, car c'est la dernière fois que nous rencontrons une distinction entre les gens de la cour épiscopale et les villageois.

§7. La gestion épiscopale

1) L'exploitation du domaine de la cour épiscopale (Saalgut).

On ne trouve dans *l'Urbar* du XIV^e siècle et ailleurs aucun repère permettant de tirer des conclusions sur l'importance du domaine épiscopal à cette époque.

Au total, environ 147 hectares de champs, 30 acres de vignes et quatre acres de prés sont répertoriés. En outre, de nombreux domaines ont été accordés aux chevaliers épiscopaux et aux ministériels en tant que fiefs, leur taille n'est généralement pas précisée. Nous savons cependant qu'au début du XIX° siècle environ 600 acres ont été confisqués comme ancienne propriété épiscopale. Le domaine épiscopal faisant partie de la cour épiscopale était peut-être aussi important au XIV° siècle, puisque l'évêque ne fit guère de nouvelles acquisitions significatives à partir de cette époque en raison de la réduction de l'exploitation du domaine épiscopal.

Ce domaine épiscopal n'était pas un complexe cohérent mais était dispersé dans tout le ban, même dans les bans de Rosheim ¹³¹, Griesheim ¹³², Ingmarsheim ¹³³ l'évêque possède des domaines qui appartiennent à la cour de Bischofsheim. Peu à

¹³⁰ Arch. Bischofs. Schuldbrief von 1431.

¹³¹ Archives d'Alsace G 377 fol 14 a.

¹³² Archives d'Alsace G 377 fol 14 a. 90 b.

¹³³ Archives d'Alsace G 377 fol 14 a.

peu, chaque fois que l'occasion se présentait, le domaine s'était agrandi au fil des siècles. On retrouve le *Fronreben*¹³⁴ les *Gebreiten*¹³⁵ et le *Ramesberg* mentionnés comme les plus grands ensembles du domaine épiscopal¹³⁶. Seule la plus petite partie de ce domaine semble avoir été gérée par l'évêché. Nous savons qu'il a vendu sa ferme de 140 acres peu après¹³⁷, ces 140 acres appartenaient peut-être à la ferme personnelle de l'évêque à l'époque et était gérée par le *Keller* et le *Meier* avec l'aide des corvées illimitées des gens attachés à la ferme.

2) les biens loués (biens à fermage)

La majeure partie du domaine épiscopal était soit donnée en fief à des vassaux épiscopaux, d'après le terrier ces fiefs se composent d'environ 140 arpents de vignes, soit en prêt aux habitants du village, qui devaient payer des fermages en nature. La taille normale de la propriété prêtée était à l'origine la « *Hufe* «, c'est-à-dire un ensemble de biens suffisamment vaste pour faire vivre une famille. Elle était composée d'une trentaine de champs disséminés dans le ban.

La propriété et la jouissance de ces biens (*Hubgut*) pouvaient être vendues et étaient héréditaires, ce qui a eu pour conséquence que les anciens biens étaient divisés entre de plus en plus de propriétaires et devenaient de plus en plus petits. Le nombre de Huber épiscopaux dans le village au XIV^e siècle ne peut pas être déterminé avec le terrier. Dans le *Dinghofbüchel* (registre du tribunal) de 1512, sont répertoriés 54 *Hubers*¹³⁸.

Le fermage n'était initialement payé qu'en nature, puis moitié en argent et moitié en nature. Alors qu'au XI^e siècle les produits naturels étaient probablement livrés exclusivement à la cour épiscopale, ils servent désormais à approvisionner les châteaux épiscopaux ou à entretenir les vassaux épiscopaux. Le château de Guirbaden obtient 16 quartiers d'avoine et 56 quartiers d'orge des taxes épiscopales¹³⁹. En outre, divers vassaux épiscopaux, par exemple les Waffeler¹⁴⁰, les Flesche¹⁴¹, les Ramstein¹⁴² et d'autres reçoivent une certaine quantité de céréales – un total de 200 quartiers – pour leur entretien. En général, la quasi-totalité des revenus du village dus à l'évêque, même les cotisations annuelles du maire et des serfs ¹⁴³ servent à l'entretien des vassaux de l'évêque.

¹³⁴ Archives d'Alsace G 377 fol 12b.

¹³⁵ Archives d'Alsace G 377 fol 102 a.

¹³⁶ Archives d'Alsace G 377 fol 135 a.

¹³⁷ Archives d'Alsace G 377 fol 1083.

¹³⁸ Archives d'Alsace G 1082.

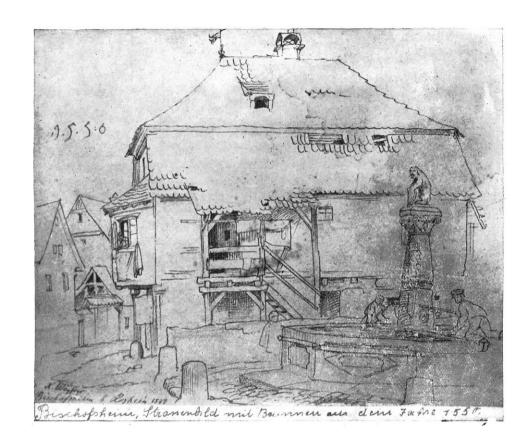
¹³⁹ Archives d'Alsace G 377 fol14a. 22a.

¹⁴⁰ Archives d'Alsace G 377 fol.153a, b.

¹⁴¹ Archives d'Alsace G 377 fol 90b, 96 a.

¹⁴² Archives d'Alsace G 377 fol 90 b, 135 a.

¹⁴³ Archives d'Alsace G 377 fol 195 b.



Vue d'une place de Bischoffsheim en l'an 1550.

Cette maison existe toujours à côté de la fontaine Ste Aurélie. Le lion de la fontaine se trouve actuellement (2025) sur la fontaine de l'esplanade de l'église. Les fermages étaient différents. Pour certaines des vignes de l'évêque, par exemple, la moitié du vin devait être livré au titre du fermage, pour d'autres seulement un tiers¹⁴⁴. Pour un champ dans le «*Bitzen*» l'on doit un quart de grain et demi d'avoine par an¹⁴⁵. En l'an 1465, voilà les produits donnés au Dinghof au titre du fermage :

- Deux sesters d'orge pour une vignes au Buchbronnen;
- Un sester d'orge pour un demi-champ au Castell;
- Un sester pour un demi acre au lieu dit *Haulpfad* etc¹⁴⁶.

§8. Le tribunal du Dinghof

Les biens prêtés étaient non seulement regroupés sous la direction du *Keller* pour former une unité administrative, mais tous les litiges les concernant étaient tranchés par un tribunal spécial : le *Dinghofgericht*.

Cette instance est d'origine seigneuriale, c'est pourquoi elle est présidée par le premier président de la cour épiscopale, le Keller.

Ce tribunal est composé des Huber, qui participent au jugement. Le jugement du tribunal de *Dinghof* est définitif en première instance, il n'y a pas d'appel devant une juridiction supérieure.

Nous n'avons pas la moindre information sur ce *Dinghofgericht* dans le terrier, le *Dinghof* du village n'est mentionné qu'une seule fois, parce que le Vogt Burkard Flesche doit percevoir 4 livres¹⁴⁷. Ce n'est que 150 ans plus tard que nous apprenons à connaître la composition exacte du *Dinghofgericht*, tel qu'il existe sous une forme inchangée à la cour épiscopale depuis des siècles. Toutes les classes sociales figurent comme Huber au *Dinghof* en 1465 : Le prévôt du couvent Allerheiligen en Forêt Noire, le monastère de Saint-Nicolas et Sainte-Claire à Strasbourg, les nobles Vollmar von Künheim, Lutold von Ramstein côtoient les simples villageois¹⁴⁸. Les monastères et les nobles avaient bien entendu sous-loué aux citoyens du village, les terres qui leur étaient données en fief, si bien que ces sous-locataires avaient en réalité deux seigneurs, le *Dinghof* et le seigneur féodal, dont ils louaient les biens. Cependant, ce dernier contrat ne relevait pas de la compétence du tribunal du *Dinghof*.

Il est du devoir des Huber de se rassembler à certaines dates au *Dinghof* pour le *Dinghofgericht*. La non-comparution sera sanctionnée d'une pénalité, qui revient aux Huber. Le *Dinghofbüchel* de Bischofsheim de l'année 1502 déclare « le *Huber*

¹⁴⁴ Archives d'Alsace G 377 fol 12.

¹⁴⁵ Archives d'Alsace G 377 fol 14a.

¹⁴⁶ Archives d'Alsace G1082.

¹⁴⁷ Archives d'Alsace G 377 fol. 90b.

¹⁴⁸ Archives d'Alsace G 1082.

qui ne vient pas au *Dinghofgstag* s'est rendu coupable et paye 1 Schilling »¹⁴⁹. Le *Keller* fixe le jour du *Dinghof* et invite les *Huber* par l'intermédiaire d'un messager : « *Il est également reconnu que le meier s'il habite à Bischen doit annoncer au Huber et à chaque Huber quand le Dinghof aura lieu* »¹⁵⁰. Les Huber se présentent lorsque la « *cloche a été frappée* ». Le contrôle était strict : « *Il est connu que tous les Hubers figurent dans le livre du Dinghof, cette liste est lue à chaque journée du Dinghof, quiconque est absent à ce moment paye l'amende prévue¹⁵¹ ».*

Tout ce qui devait être discuté lors d'une réunion de Huber était traité de manière procédurale, tant le caractère judiciaire de la réunion était strictement respecté.

Le président, le *Keller*, a posé des questions sur chaque point, et les *Huber* ont toujours répondu sous forme d'un verdict. Si un *Huber* n'était pas en mesure de défendre lui-même sa cause, un « intercesseur » lui était accordé. « *Quiconque est un Huber du Dinghof à Bischen et a quelque chose à défendre et qu'il souhaite faire appel à un» intermédiaire «peut être autorisé à être assisté au Dinghof et ce dernier qui est son défenseur ne devra pas participer au jugement » ¹⁵². Si un nouveau <i>Huber* est admis au *Dinghof*, il doit payer le *Hubgeld*. Ces frais consistent en une mesure de vin ou en quelques centimes. Cela représente le paiement d'un droit d'entrée à l'Association *Dinghof*, entrée organisée par le *Meier* et les *Huber* et leur est donc versé : Quiconque devient un nouveau *Huber* au *Dinghof* à Bischen doit donner au *Meyer* une mesure de vin et aux *Huber* deux mesures ¹⁵³. La désobéis au *Dinghofstag* est également punie de peines : « celui qui désobéit au *Dinghofstag doit donner deux mesures de vin* » ¹⁵⁴.

Au *Dinghoftag*, était jugé tout ce qui concernait les relations juridiques entre les *Huber* et leurs domaines, ainsi les problèmes entre eux et avec les seigneurs ou avec des tiers. En conséquence, tout ce qui concernait les biens était couvert par la garantie du tribunal du *Dinghof*: les rendements des domaines, les changements de propriété, la protection des droits réciproques du *Huber* et du seigneur du *Dinghof*. Les dispositions applicables étaient consignées dans un registre « la RODEL », qui était lue à chaque réunion des *Huber*, et était considérée comme la coutume adoptée par le tribunal, que les *Huber* devaient prendre en compte dans leurs verdicts.

Malheureusement, la *Dinghofs* Rodel du Bischofsheimer Hof ne nous est pas parvenue, seuls quelques points de statuts d'une époque ultérieure sont parvenus jusqu'à nous.

¹⁴⁹ Archives d'Alsace G 1082.

¹⁵⁰ Archives d'Alsace G 1082.

¹⁵¹ Archives d'Alsace G 1082.

¹⁵² Archives d'Alsace G 1082.

¹⁵³ Archives d'Alsace G 1082.

¹⁵⁴ Archives d'Alsace G 1082.

Les moyens de coercition du Dinghof étaient initialement une amende de 30 schillings : « Le lendemain de la fête de la Sainte-Catherine en 1502, Hanns Zerringer, *le Keller*, a pris un jugement du Dinghof devant les autres propriétaires. S'il (le miséricordieux Seigneur) loue à quelqu'un un bien et que celui-ci ne respecte pas les conditions générales dans lesquelles l'octroi a eu lieu. Le tribunal décide qu'il sera condamné ; s'il s'agit d'une vigne ou d'une maison, le tout sera également confisqué au profit de notre seigneur avec une amende de 30 schillings »¹⁵⁵.

En cas de retard de paiement des intérêts, la sanction était une confiscation effectuée par l'assemblée du Dinghof. Elle n'était initialement que provisoire mais, au bout d'un an et un jour, si le débiteur ne remplissait pas ses obligations, la propriété revenait au plaignant, comme en témoigne le procès-verbal suivant :

« Le lendemain de la fête de la Sainte-Catherine (le 25 novembre) en 1502, Gieshold, le gestionnaire, du Gentilhomme (Junker) Jakob von Windeck, se présenta au Dinghof et exigea un verdict. En 1501, il représenta son Junker au Dinghof à Bischoffsheim et intenta une action en justice pour le loyer et les chapons que son Junker réclamait pour le loyer de la maison et la ferme de feu Diebold Mußler. A cette époque, la maison et la ferme lui auraient été transférées pour un an et un jour, si quelqu'un venait pendant cette période et lui donnait son dû, le Junker rendrait le bien à Mußler. Après un an il n'avait pas honoré sa dette, si le délai d'un an est dépassé et que personne ne s'était présenté pour payer, alors le plaignant devait demander au Dinghof comment il devait agir avec la maison et la ferme à l'avenir.

Après avoir entendu le procès du gestionnaire de von Windeck, le jugement suivant a été rendu : Comme il était employé à la place de son Junker depuis un an et qu'il avait respecté ce délai, Jakob von Windeck ou son gestionnaire peuvent faire ce qu'ils veulent de cette maison et des autres biens »¹⁵⁶.

La journée du *Dinghof* se terminait par un repas commun dont les frais étaient couverts par le responable du *Dinghof*. Cette organisation de la cour du *Dinghof* était autant avantageuse pour les *Hubers* que pour le seigneur du *Dinghof*.

Cette organisation protégeait le *Huber* contre les exigences excessives du Seigneur et l'expulsion arbitraire du bien, le Seigneur contre ses *Huber* contre le défaut de paiement du fermage. La date de sa création ne peut pas être déterminée avec précision. Elle peut être prouvée pour la première fois vers l'an 1350¹⁵⁷ à Bischofsheim, mais à cette époque, elle existait probablement déjà depuis des siècles comme dans les autres cours colongères, elle est due à la coutume médiévale de laisser certains groupes d'intérêt régler leurs affaires de façon autonome¹⁵⁸.

¹⁵⁵ Archives d'Alsace G 1082.

¹⁵⁶ Archives d'Alsace G1082.

¹⁵⁷ Archives d'Alsace G 377 fol 90b.

¹⁵⁸ Kiener Studien S 43.

§9. Propriétaires étrangers

Son mentionnés les propriétaires étrangers suivants qui possédaient au XIVe siècle des biens importants dans le ban de Bischofsheim :

- 1. Le monastère de St. Michael de Ensmingen possédait deux fermes et 16 acres de terre et retirait chaque année 56 ohms de vin de différents domaines. En 1360, le prieur du monastère vendit ces biens à un certain Johann Phüderts pour 100 livres strasbourgeoises, à condition qu'il puisse les racheter pour la même somme à tout moment¹⁵⁹. Mais dès l'année suivante, les héritiers de Phüdert vendirent les biens à Dietrich Schelmen von Finstigen. Ce n'est qu'en 1564 que le prieur Johannes von Saxuris du monastère voulut à nouveau racheter ces biens. Mais lorsqu'il présenta sa requête lors d'une journée d'audience du Dinghof, tous les témoins cités ont déclaré sous serment qu'ils ne connaissaient plus ces biens¹⁶⁰. Nous ignorons comment le litige fut réglé.
- 2. En 1305, Magdalena Mechttildis lègue une ferme de 11 arpents au grand chœur de Strasbourg¹⁶¹.
- 3. Au cours du XIV^e siècle, divers nobles du village dotèrent l'hôpital de Molsheim de donations totalisant environ 20 acres¹⁶².
- 4. En 1361, Elfina, femme de chambre d'Adeleid von Landsberg, lègue ses biens situés à Bischofsheim à l'église de Haslach¹⁶³.
- 5. En 1336, l'église hospitalière de Strasbourg possédait environ 14 acres dans le lieu-dit Briehling, dont elle tirait annuellement 3 livres 3 schillings¹⁶⁴.

§10. Un procès des années 1373 – 1410 165

Un aperçu très intéressant de la situation juridique du XIV^e siècle nous est donné par les minutes d'un procès, dont nous voulons décrire brièvement le déroulement et qui nous montre les difficultés qui survenaient lors d'un procès parce que les parties impliquées dans le litige étaient soumises à des juridictions différentes.

¹⁵⁹ Archives d'Alsace G 1082.

¹⁶⁰ Archives d'Alsace G 1082.

¹⁶¹ Archives d'Alsace G 1082.

¹⁶² Archives d'Alsace D 38.

¹⁶³ Archives d'Alsaceg 5240.

¹⁶⁴ Strabourg Hôpital archv.Lad I fasc 5.

¹⁶⁵ Les minutes du procès se trouvent dans les archives d'Haguenau. Chancel.de l'évêché f 363 et dossier Blumenau f 144.

En juin, une certaine Dina Kecke, fille du défunt Nicolaus Eichower de Strasbourg, loua au maître-baigneur Henzelin Blumenau, pendant cinq ans pour un intérêt hebdomadaire de 5 schillings les articles suivants : 22 lits, 12 plumons, 24 oreillers, 60 draps et 24 couvertures. Mais le baigneur Henzelin n'a rien payé parce qu'il prétendait que le taux d'intérêt était trop élevé. Dina dut donc aller devant le tribunal, où Henzelin fut condamné à payer le 19 janvier 1381 ; Henzelin a alors fait appel de cette décision. Entre temps Dinah est décédée. Son neveu, Lanzelin Eichoffer, mourut également peu de temps après, après quoi l'héritage revint à deux parents au troisième degré, à savoir Hänselin Henlin et Fritsche, dit Merer, tous deux de Bischofsheim. Cependant, ce dernier avait disparu sans laisser de traces et c'est pourquoi Henselin Henlin en devint l'unique héritier. Il poursuivit le procès de la défunte Dina Kecke. Il se rendit à Haguenau, fit citer le baigneur Henzelin Blumenau devant le Sénat, produisit ses titres de succession et réclama sa propriété. Mais le sénat ne voulait pas s'immiscer dans une affaire qui avait déjà été entendue par un autre tribunal et le renvoya devant le tribunal épiscopal. Henzelin Henlin continua alors le procès devant le tribunal épiscopal et obtint un verdict le 20 décembre 1390, qui confirma le verdict de 1381.

Henlin a attendu 4 ans, mais n'a rien reçu de Henzelin Blumenau. Alors, il a porté l'affaire devant la cour de Rinstette. Mais lorsque le tribunal de Hagenau a appris cela, il a écrit au tribunal de Rinstette qu'il ne devait pas s'occuper de l'affaire et a ainsi empêché Henlin d'obtenir son droit et sa propriété. Henlin a ensuite fait prisonnier le baigneur Blumenau en pleine rue et l'a emprisonné, mais après un long emprisonnement, lui a accordé un délai de paiement.

Dans une audience à Strasbourg, le baigneur Blumenau promit à Henlin 64 livres, payables en 6 ans en 24 termes, 1 terme tous les trimestres, il lui promit également 6 lits, les meilleurs des 24, chacun avec deux oreillers, 1 couverture et 2 draps en lin. Il renouvela ses engagements au tribunal épiscopal de Strasbourg. Les lits et les accessoires devaient être livrés immédiatement à la maison de Peter von Mutzig sur le haut pont. Il s'engagea à faire constater par le tribunal d'Haguenau la dette de 24 livres en hypothèque sur sa propriété. Cependant, lorsqu'il soumet l'entente conclue au Sénat de cette ville, ce dernier interdit au tribunal d'inscrire l'hypothèque et empêche ainsi une fois de plus Henlin d'exercer ses droits. En réalité, ils n'avaient pas seulement droit aux 64 livres convenus, mais aussi aux frais engagés, qu'il estimait à 300 livres. Comme Henlin ne reçut plus rien du baigneur Blumenau et ne put rien contre lui non plus, il se vengea sur les citoyens de Haguenau. Il porta alors l'affaire devant le tribunal de Bischofsheim, qui lui permit par un jugement d'intercepter 2 chariots de vin qu'un citoyen de Haguenau, Albert zum Boum, avait achetés chez des viticulteurs. Les chariots avec les 8 chevaux et les deux tonneaux de vin ont été confiés à la garde de la cour, qui a informé la ville

d'Haguenau par l'intermédiaire de son huissier. Passé le délai légal du 11 mars 1395, le tribunal attribua les deux chariots à Henlin, aucune protestation n'ayant été reçue d'Haguenau entre-temps.

Haguenau déposa plainte hors délai et poursuivit Henlin devant l'évêque pour violation des droits et privilèges de la ville. Le tribunal de l'évêque a rejeté l'accusation et a conclu que les actions de Henlin et du tribunal de Bischofsheim étaient légales. Cependant, il a ordonné la restitution des deux chariots en échange d'une caution.

Mais cet ordre n'est arrivé que lorsque les deux chariots avaient déjà été attribués au Henlin et n'étaient plus sous la juridiction du tribunal. Le tout doit maintenant être soumis à l'avis de 3 arbitres, à savoir Schwartz Rudolf von Andlau, Henri Eckenbrecht von Türkheim et Jean von Kageneck. Henlin a accepté à condition qu'ils rendent également un jugement définitif sur la culpabilité du baigneur Blumenau. Hagenau a refusé avec l'excuse que si Henlin avait un différend avec le baigneur Blumenau, il devrait se tourner vers la cour impériale de la ville de Hagenau.

Encouragé par son premier succès, Henlin confisque une seconde fois un chariot de vin avec 4 chevaux appartenant au même citoyen d'Haguenau. Cette fois, le tribunal de Molsheim l'a soutenu dans l'obtention de ses droits. Hagenau est informé par le tribunal de Molsheim et passé le délai légal du 28 août 1396, le chariot est attribué à Henlin. Haguenau déposa à nouveau plainte devant le tribunal épiscopal, qui ordonna la libération de la voiture sans caution, alors qu'elle avait déjà été remise à Henlin. Par conséquent, l'on proposa à nouveau le passage devant un tribunal arbitral, qui devrait être présidé par le bailli Friederich von Linange. Nous ne savons pas comment l'affaire a été réglée. Mais le règlement de la dette n'a pas été affecté par ce tribunal. Ce qui ressort d'une audience du tribunal du 20 janvier 1400 à Bischofsheim, s'est passé de la façon suivante : le baigneur Blumenau se plaint d'abord de sa séquestration par Henselin, avec qui il n'a rien à voir. Le tribunal en décidera, a-t-il répondu. Acceptez-vous notre verdict demanda le maire Sigmar. Le baigneur Blumenau a répondu oui. Henselin se plaint alors que Blumenau lui retient son héritage, c'est pourquoi il l'a fait prisonnier. Sur quoi le baigneur Blumenau demande une assistance juridique. Choisissez-en un, répondit le maire. Je suis un étranger ici et personne ne peut mieux me défendre que vous, répondit le baigneur Blumenau. Je suis maire, ma tâche est de rendre la justice et non de plaider lui répondit celui-ci. La demande a alors été examinée et le jury a désigné le maire pour assister le baigneur Blumenau. Henlin a donc répété sa plainte au sujet de son héritage. Le baigneur Blumenau a prétendu ne rien lui devoir.

Par conséquent, Henlin a lu publiquement ses titres de propriété. Qu'est-ce que tu veux répondre à ça ? demanda le maire à son client. Rien, répondit le baigneur Blumenau, je veux un récapitulatif de mes dettes. Le tribunal a ensuite additionné le tout et le baigneur Blumenau a reconnu qu'il devait à Henlin 234 livres et a promis de le payer.

Dix ans après ! Le baigneur Blumenau n'a pas plus tenu ses promesses que les précédentes. Le différend a duré dix ans et n'a été réglé que lorsque les deux parties étaient déjà décédées. L'arbitrage eut lieu le 16 novembre 1410 par les arbitres Walter von Thann, Vollmar von Kühnheim et Johan Klein Cuntze. Les deux parties qui leur soumettaient le litige étaient d'une part les frères Hennemann et Lamelin, fils de Helin von Bischofsheim et d'autre part Uhlrich Goldsmit zu dem Bocke, Albrecht zum dem Boum et la ville de Haguenau. Ulrich Goldsmit était l'héritier du baigneur Blumenau. Le différend portait sur :

- 1. une somme de 56 livres, provenant du prêt par Dina Kecke du linge et des lits au baigneur Blumenau.
- 2. Selon un jugement de l'archidiacre Rodolf von Schönenburg, une pension annuelle de 5 livres, à laquelle Dina Kecke du bain public avait droit en raison d'un défaut de paiement d'intérêts.
- 3. Tous les frais engagés, les frais de justice et les confiscations.

Autorisés à régler le litige à l'amiable mais dans le strict respect de la loi, les arbitres ont statué globalement : qu'Ulrich Goldsmit devait payer 50 florins en or aux héritiers Henlin et ignoré les autres demandes. Ces 50 florins d'or représentaient environ la moitié de la valeur des 56 livres. Ulrich Goldsmit a immédiatement payé cette somme. Huit jours plus tard, les autres cohéritiers déclarent accepter la décision du tribunal arbitral devant le maire de Rosheim. Ainsi s'est terminé un procès de 37 ans avec un maigre règlement.

§11. L'auberge des misères

L'auberge des misères, tire son nom du mot misère (Elend), qui au Moyen Âge désignait les étrangers par opposition aux habitants du village. Elle était destinée à accueillir les voyageurs pauvres, notamment les pèlerins de passage. Cependant, elle n'accordait le gîte et le couvert gratuits que pour une seule journée.

On les retrouve mentionnés pour la première fois dans le village en 1326 sous le nom de « *Ellendbunde* » ¹⁶⁶, et également en 1342 ¹⁶⁷. Elle a été fondée et entretenue

¹⁶⁶ Archives d'Alsace D 38.

¹⁶⁷ Archives d'Alsace 1561.

grâce à la charité publique. Dans le registre des habitations de la communauté de 1684, il est fait mention par exemple de deux propriétés, dont l'une doit 1 schilling 6 pfennigs d'intérêt pour la *Elendherberge*¹⁶⁸ l'autre 4 schillings pour la *Elendherberge*¹⁶⁹.

L'auberge se trouvait dans l'actuel *Pflegg*, qui en tire également son nom. Les informations que nous possédons ne permettent pas de déterminer sa localisation précise. Elle n'a probablement plus été reconstruite après la guerre de trente ans, car on ne la trouve plus mentionnée dans le registre des habitations de 1684.

Le souvenir de l'auberge était encore vivace au XVIII^e siècle dans la langue populaire qui appelait habituellement l'actuelle *Pfleggasse* la « ruelle des pauvres gens ou *Wisslisgasse* » (ruelle des poux).

¹⁶⁸ Arch Bischofsh. Fol. 18 b.

¹⁶⁹ Arch Bischofsh. Fol. 20 a.

Chapitre 10

Conditions de vie du village au XVI^e siècle

Plus le temps passe, plus les rapports sur les conditions régnant dans le village deviennent clairs et complets. Le codex rédigé en 1574 : « *Les droits de l'évêque dans le territoire de Dachstein* »¹⁷⁰ nous donne un aperçu complet de l'histoire du village de cette époque. Comme nous le verrons, certaines conditions déjà en déclin au XIV^e siècle alors complètement disparues, ont été remplacées par de nouvelles. Nous aimerions expliquer ci-dessous plus en détail ce que ce codex nous apprend.

§1. Le pouvoir de l'évêque

« Dans le village de Bischofsheim¹⁷¹, la coercition et l'interdiction, la justice haute et basse appartenaient uniquement à l'évêque ». C'est ainsi que commence le document qui mentionne les droits de l'évêque en ce qui concerne le village de Bischofsheim. Le prévôt et ses adjoints, le tribunal du village, les juges de terrain et les jaugeurs des vins ont prêté serment à l'évêque et lui ont ainsi rendu hommage pour tout le village¹⁷².

Le montant de toutes les amendes pour violation de l'ordre public revient à l'évêque et étaient perçues par les huissiers de l'évêque¹⁷³. Le recueil des lois précise que, comme cela a toujours été le cas, seul l'évêque a le droit de chasser, de chasser à courre et de poser des collets dans les forêts¹⁷⁴.

Mais nous savons qu'en 1507, l'évêque Wilhelm accorda le droit de chasse dans le ban au propriétaire de l'époque du château allodial, Albrecht von Ramstein, et à ses descendants¹⁷⁵. Nous voyons par là que l'autorité épiscopale sur le village est toujours la même qu'autrefois. Au XI^e siècle, nous avons connu le village comme ayant son propre centre administratif, au XIV^e siècle, il était rattaché à l'administration épiscopale de Molsheim, maintenant c'est une dépendance de Dachstein, dont le responsable devait signaler tous les cas graves au maire¹⁷⁶.

¹⁷⁰ Archives d'Alsace Fonds Zabern fasc 88.

¹⁷¹ Archives d'Alsace Fonds Zabern fasc 88 fol 138a.

¹⁷² Archives d'Alsace Fonds Zabern fasc 88 fol 139a.

¹⁷³ Archives d'Alsace Fonds Zabern fasc 88 fol 145a.

¹⁷⁴ Archives d'Alsace Fonds Zabern fasc 88 fol 145b.

¹⁷⁵ Archives d'Alsace G1089.

¹⁷⁶ Archives d'Alsace Fonds Zabern fsc 88 fol. 140a.

§2. Le Vogt

Au XIV^e siècle, comme nous l'avons vu, l'ancien bailli a vu ses pouvoirs considérablement réduits. Le bailli n'est plus du tout mentionné dans les droits villageois de l'évêque. Seuls les impôts de l'ancien Vogtrecht (droit de baillage), qui s'élèvent à 1 livre 50 schillings, existent encore et, avec les impôts du Bannwartum (bangardie), sont attribués en fief aux nobles de Windeck, ce fief a été transféré à «Wolf Krantz von Geispolsheim» en 1604 et la même année, elle passa à la famille Utenheim¹⁷⁷.

Ce droit de bailliage était le seul lien qui existait entre le titulaire du bailliage et le village. Le bailli n'avait plus d'autres droits dans le village.

§3. Le Schultheiß

Comme au XIV^e siècle, l'organe exécutif du régime épiscopal est toujours le maire, mais on retrouve désormais ses pouvoirs officiels consignés de manière plus précise que dans le terrier épiscopal.

« L'évêque doit accepter et nommer un maire, le suspendre et le révoquer sans l'avis de personne» « Il doit être un juge impartial pour les pauvres comme pour les riches et dans toutes les affaires et actions favorables ou défavorables, amitié, inimitié, non pas pour son propre bénéfice ni pour utiliser un avantage ou une animosité contre qui que ce soit, mais au mieux de ses capacités pour permettre au droit et à l'équité de prévaloir dans tous les cas¹⁷⁸ ».

Il est donc le président du tribunal nommé par l'évêque et « tient la crosse à la place de l'évêque »¹⁷⁹, c'est pourquoi on l'appelle aussi le porteur de la crosse épiscopale, nom qu'il porte encore au XVIII^e siècle. Il n'est pas autorisé à donner à ses sujets et citoyens l'autorisation de se réunir sans sa présence, mais lorsque quelque chose de tel a lieu, un huissier doit y être dépêché¹⁸⁰. Il doit enregistrer par écrit tous les crimes, dont il a connaissance et tout doit être remis à un huissier. Il ne doit rien dissimuler. Les bonnes ordonnances et les statuts qui ont été faits ou voudraient être établis afin d'honorer notre miséricordieux Seigneur et de servir le bien commun de la commune, ainsi que les commandements et les interdictions qui existent de temps à autre, il doit les aider fidèlement et donner aux transgresseurs des gages et des amendes en fonction de la nature des délits en respectant son serment¹⁸¹. « Sa deuxième tâche est d'être un gardien de l'ordre public, qui, dans

¹⁷⁷ Archives d'Alsace G1089.

¹⁷⁸ Archives d'Alsace Fonds Zabern fsc 88 fol. 139b.

¹⁷⁹ Archives d'Alsace Fonds Zabern fsc 88 fol. 138a.

¹⁸⁰ Archives d'Alsace Fonds Zabern fsc 88 fol. 140a.

¹⁸¹ Archives d'Alsace Fonds Zabern fsc 88 fol. 140a.

ses relations avec ses subordonnés, «utilisent des paroles bonnes et amicales et toute action contre le résident doivent agir avec lui à tout moment, s'efforcer d'être utile et solidaire dans leurs affaires et de ne pas parler de manière indécente»¹⁸².

Troisièmement, « il a droit à la supervision générale de l'administration municipale et il est censé veiller avec diligence à ce que les maires, les résidents ou les citoyens n'utilisent ou ne gaspillent inutilement le bien de la municipalité. Pour cette raison et pour d'autres, vous devez chaque année faire attention à vos factures et rapporter ce qui s'y trouve d'anormal à un huissier ». ¹⁸³ Cela décrit le rôle officiel du maire tel qu'il a été pendant des siècles.

En compensation le maire a droit à l'utilisation de divers biens ainsi que de 4,5 coudées de tissu noir pour sa tenue¹⁸⁴, chaque année le jour de la Saint-Georges. Il y a aussi les différents droits de justice et l'argent du sceau pour les lettres cachetées.

Cependant, ces derniers revenus du village semblent avoir été très faibles, comme le montrent les registres du bourgmestre Melchior Stolz dans les rôles de la cour de 1571, comme on le verra plus loin.

Concernant les différences de fonctions et les droits d'usage du maire¹⁸⁵ :

- 1. Si quelqu'un souhaite que les biens d'autrui soient confisqués à son décès en raison de dettes impayées, il paie au maire 6 schillings pour cet acte officiel.
 - *NB*: Cela arrive rarement, tous les trois ans environ. Un bourgmestre ne peut pas s'en réjouir, car cela constituerait une grande perte pour les citoyens ainsi que pour lui. De plus, le maire et l'ensemble du tribunal, y compris le Heimburger et le jury, doivent veiller à ce que les veuves et les orphelins conservent leurs biens, même si le maire doit donner de l'argent pour qu'ils gardent leurs biens.
- 2. Le maire devait certifier tous les documents avec son sceau et reçoit 2 schillings pour chaque sceau apposé.
 - *Remarque*: Le maire n'a pas reçu d'argent du sceau pour de telles scellées depuis six mois ou plus, parce qu'elles sont faites là où elles peuvent être réalisées gratuitement, parce que nous ne voulons pas former de scribes à rémunérer, nous sommes des pauvres gens.
- 3. Pour chaque sceau apposé, 1 schilling.

Commentaire : si durant un an je ne devais pas apposer plus de quatre sceaux, je renoncerai volontiers à l'argent des scellés. Tout ce qui est scellé pour les besoins du village le sera sans contrepartie pour moi. Cet argent revient au secrétaire qui a rédigé la lettre.

¹⁸² Archives d'Alsace Fonds Zabern fsc 88 fol. 141a.

¹⁸³ Archives d'Alsace Fonds Zabern fsc 88 fol. 140a.

¹⁸⁴ Bez Fonds Zabern fsc 88 fol. 142a. Arch.

¹⁸⁵ Voir Arch. 1083.

Nous ne voulons pas non plus nourrir quiconque qui pratique un tel art.

- 4. S'il est attribué un domaine sur décision du tribunal ou qu'il s'agisse d'une privation d'un bien, le maire doit recevoir 2 schillings.
 - *Commentaire* : Tant que j'étais maire, je n'en ai pas reçu ; il est très rare qu'une telle chose soit portée devant un tribunal.
- 5. Si une personne présente au tribunal ne respecte pas les règles du tribunal et que le tribunal le décide, le maire et le tribunal reçoivent 1 schilling.
 - *Remarque*: Cependant, les règles du tribunal sont rarement ignorées, et même si elles sont mises en cause, la personne censée payer l'amende est si pauvre que le maire et le tribunal en ont pitié.

Les revenus des frais de justice étaient donc symboliques. Et pourtant le maire devait payer les taxes suivantes :

- 1. Il donne annuellement à l'évêque 2 livres 10 schillings pour le droit de sceller.
- 2. Il doit également à la communauté 10 schillings à titre d'impôt personnel. Il en a été dispensé en raison de son important travail.
- 3. Il donne également au tribunal 6 schillings par an pour frais de collation¹⁸⁶.

Nous avons ainsi retracé la position du maire en tant que représentant du Seigneur. Mais dans la seconde moitié du XVI^e siècle, le maire était aussi un fonctionnaire privé de l'évêque ; à cette époque, il exerçait également la fonction de responsable du *Keller* et du *Dinghof*.

§4. Le Keller et Meier

Les *Keller* et les *Meier*, anciens chefs des affaires épiscopales, n'existent plus en 1574. Quelle était la raison pour laquelle ces deux officiers n'étaient plus nécessaires?

Rien d'autre que la transformation ou la dissolution de la gestion épiscopale des affaires. Comme nous le verrons au § 10 de ce chapitre, l'évêque vendit probablement l'ancien Freihof avec divers biens vers l'an 1400.

Le résultat fut que la fonction de Meier (administrateur du domaine), qui ne devait cultiver que les champs de l'évêque, fut supprimée, probablement à cette époque, c'est-à-dire vers 1400.

¹⁸⁶ Archives d'Alsace Fonds Zabern fasc 88 fol. 142 b.

En revanche, l'office du *Keller* survécut encore quelque temps, l'évêque conservant encore un certain nombre de vignobles. Mais même parmi ceux-ci, l'évêque en attribuait de plus en plus en fief. Vers 1550, il ne possédait que 4 acres de vignes, mais peu de temps après, elles furent attribuées pour 10 ohms de vin¹⁸⁷. Après la mort du dernier Keller Bottendörfer, qui était encore en fonction en 1550¹⁸⁸, mais décéda probablement à cette époque, la fonction de Keller fut supprimée¹⁸⁹, car la direction du Dinghof n'avait plus besoin de son propre fonctionnaire. L'évêque confie désormais la collecte des taxes du Dinghof et la tenue de la Journée du Dinghof au maire, qui reçoit donc également comme indemnités les biens précédemment affectés au Keller et devient ainsi un fonctionnaire privé de l'évêque.

Dans les droits villageois de l'évêque de 1574, il est écrit : «Un certain nombre de propriétés à Bischofsheim sont sous contrôle depuis toujours et à la suite *sont mentionnés 43 acres dans les 3 champs*¹⁹⁰, *appelés Kellereygüter (biens du Keller).* Il a utilisé ces biens pour une personne appelée Keller qui en jouit, mais d'un autre côté il était également responsable de la collecte de toutes les taxes de la Colonge et de gérer les biens de la ferme. Cependant, à cette époque, de telles propriétés viticoles étaient attribuées chaque année au maire en fonction, Melchior Stolzen, pour 30 quarts de méteil et le maire actuel, en tant que propriétaire des propriétés viticoles, devait s'occuper de ce Dinghof selon l'usage et l'ancienne tradition¹⁹¹. Pour la gestion, le maire recevait également 4 quartiers de grains du Dinghof ¹⁹². Le maire était désormais le seul dirigeant et responsable administratif de l'évêque dans le village.

Le 13 octobre 1582, dans la déclaration de prise de fonction, le maire Hannes Stolz jura de remplir fidèlement les devoirs de sa double fonction¹⁹³.

« Moi Hannes Stolz, citoyen et résident à Bischofsheim près de Molsheim, reconnais publiquement par cette lettre après que le révérend Prince et Seigneur, Johan évêque de Strasbourg et Landgrave d'Alsace, m'ait nommé à leur grâce princière, serviteur et maire dans la ville susnommée de Bischofsheim, avec ce qui s'est passé, recommandation spéciale gracieusement ordonnée et acceptée. J'ai alors juré, devant mes citoyens réunis en assemblée, un serment, la main levée vers Dieu et ses saints, d'être loyal et bon envers leurs grâces princières et leur domaine, de mettre en garde contre tout préjudice, de promouvoir leur bénéfice avec ma meilleure diligence et capacité. Je veux et je dois être un juge juste, envers

¹⁸⁷ Archives d'Alsace G 1083.

¹⁸⁸ Archives d'Alsace Fonds Zab. Fasc.73.

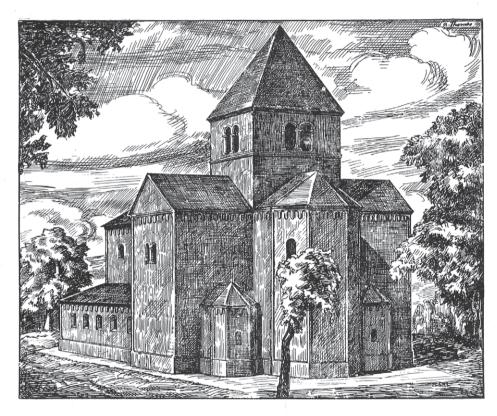
¹⁸⁹ Archives d'Alsace Fonds Zab. Fasc.73.

¹⁹⁰ Archives d'Alsace G 1083.

¹⁹¹ Archives d'Alsace Fonds Zab. Fasc 88 fol.144a.

¹⁹² Archives d'Alsace G 1083.

¹⁹³ Archives d'Alsace G 1083.



Bischofsheim, die frühere romanische Kirche.

L'ancienne église romane de Bischofsheim du XIIe siècle

les pauvres comme envers les riches, et dans toutes les affaires et différends, sans faveur ni défaveur, amitié ou inimitié, ni pour mon propre bénéfice, n'utilisant ni avantage ni désavantage contre qui que ce soit, mais selon le droit et l'équité, pour être donnés à l'un aussi bien qu'à l'autre.

Ensuite, je devrais et je veux superviser avec diligence et fidélité tous les règlements et statuts antérieurs et futurs de mon maître, qui ont été remis à la commune et que j'aimerais transmettre, et relever les contrevenants, les dénoncer au tribunal et les signaler au magistrat concerné à Dachstein.

Je veux exercer la fonction de maire qui m'a été assignée avec l'aide de Dieu, comme il se doit, et me comporter honnêtement, honorablement et modestement. Signalez-le honnêtement à votre Grace ou au magistrat et ne le gardez pas secret.

Je veux aussi veiller avec diligence afin que la commune et les citoyens de Bischofsheim restent en bon ordre, et que les bâtiments de l'église et ceux du village soient maintenus en bon état par ceux qui sont obligés de le faire. En même temps, je ne veux pas non plus permettre au tribunal, ou à toute autre personne agissant au nom de la commune, d'engager des frais inutiles tout au long de l'année et dans des transactions contraires à la respectabilité. De la même manière, je ne veux pas m'en tenir aux vieilles églises catholiques, mais je veux également les attirer et encourager les citoyens et les habitants. Je veux également m'abstenir autant que possible de boire trop de vin afin de ne pas être réprimandé.

En plus de tout cela, je devrais également gérer chaque année le bureau du domaine viticole de l'évêque, réunir aux dates habituelles le Dinghof, comme c'était la tradition, à la place de Votre Grâce et faire respecter sa loi et sa justice, et préserver son rendement afin que rien ne se perde.

Je dois collecter consciencieusement les loyers et les rentes, l'argent des grains et du vin de Bischofsheim de Votre Grâce et les enregistrer fidèlement auprès du bailli de Dachstein.

De plus, je veux me satisfaire de l'usage et de la jouissance des biens destinés au Keller. Je dois les maintenir en bon état, en échange de la livraison de 30 quartiers d'orge et de seigle au Bailliage de Dachstein, ainsi que de jouir des autres recettes, comme mes prédécesseurs.

Quels que soient les secrets que j'apprends au cours de mon service et qui affecteront votre Grâce ou le village, je me tairai et ne le dirai à personne, mais je les emporterai avec moi dans la tombe.

S'il m'arrivait de décéder pendant mon activité ou de perdre ma charge pour une quelconque raison, mes héritiers ou moi-même devrons, en ce qui concerne mes affaires officielles, remettre sans refus les lettres, sceaux, registres, etc. dans leur intégralité ».

Il s'agit là d'un serment officiel qui, sur certains points, pourrait être recommandé aux responsables publics de toutes les époques.

§5. La cour du Dinghof

Vers 1570, l'ancien Dinghof, et avec lui le Dinghofgericht, reçut un nouveau chef en la personne du bourgmestre. Mais à cette époque, le Dinghof avait déjà perdu une grande partie de son ancienne importance. La Journée du Dinghof, qui avait lieu chaque année, avait pour seul objectif de fixer le prix des grains, dont la moitié devait être payée en espèces et l'autre moitié en nature pour le loyer du Dinghof.

Sept hommes siègent, fixent le prix et reçoivent 1 schilling 6 pfennigs pour leur travail¹⁹⁴. Le *Meier* collecte les loyers et partage ensuite un repas avec les assesseurs. Ce repas est généralement une oie rôtie¹⁹⁵.

Tous les litiges concernant les biens des Huber, qui étaient auparavant réglés par le tribunal du Dinghof, sont désormais entendus par le tribunal du village sous la présidence du maire, comme le montrent les archives judiciaires du Radbuch de 1590¹⁹⁶. Les échevins ne sont plus les Huber, mais les échevins des tribunaux ordinaires. Le tribunal du Dinghof avait donc complètement disparu. Le Dinghof continua d'exister sous cette forme jusqu'à la Révolution française et disparut avec la confiscation des biens de l'évêque.

Suite aux nombreuses ventes ou au fur et à mesure que les loyers sont rachetés, les rapports du Dinghof diminuent de plus en plus : alors que la moitié des loyers du Dinghof, à payer en argent était encore de 28 livres en 1560¹⁹⁷, cette somme était tombée à 8 livres en 1672¹⁹⁸.

§6. Le tribunal du village

La composition du tribunal du village nous est connue par les lois du village de 1574.

Le tribunal se réunit chaque année en présence du bailli la veille de la Saint-Martin (10 novembre), composé de sept hommes honorables, plus le maire et le greffier. Le maire porte la crosse en tant que représentant de l'évêque¹⁹⁹.

¹⁹⁴ Archives d'Alsace G 1082, 1083.

¹⁹⁵ cf. Dinghofrechnungen: z.B. vom Jahre 1591 Archives d'Alsace G B1092 dem Dinghofmeyer für die Gerechtigkeit der Gans 1 Schilling 3 Pfennige.

¹⁹⁶ Arch. Bischofsh.

¹⁹⁷ Archives d'Alsace G 1082.

¹⁹⁸ Arch. Bischofsh.. Dinghofrechnung von 1672.

¹⁹⁹ Arch. Fonds Zabern, fasc88 fol. 138a.

Le maire, les trois Heimburgers élus et les deux assesseurs les plus âgés du tribunal remplacent deux membres du tribunal par deux autres honorables personnalités²⁰⁰. Mais la compétence du tribunal est désormais considérablement réduite. Seuls les délits et litiges mineurs sont traités devant cette juridiction, comme le montrent les archives judiciaires qui nous sont parvenues ²⁰¹. Tous les cas graves sont envoyés au bailli de Dachstein ou aux conseillers épiscopaux de Saverne. Même les insultes graves sont jugées devant le tribunal épiscopal de Saverne, comme le montre un jugement de 1520²⁰².

§7. Le Heimburger

En plus de l'administration seigneuriale, il existe depuis les temps anciens une administration municipale, chargée de gérer les affaires communales. Ce n'est qu'en 1353 que nous la voyons pour la première fois dans un document²⁰³. Mais elle existait sans doute depuis longtemps.

On ne trouve d'informations plus détaillées à son sujet qu'en 1574.

Les « Droits du village » nous disent ce qui suit à propos de l'administration du village : « Le chef de l'administration municipale est le *Heimburger*, qui est élu chaque année le matin de la Saint-Martin²⁰⁴. L'élection du *Heimburger* et de ses adjoints a lieu comme suit : « Le *Heimburger* est élu par l'ensemble des citoyens, de sorte que chacun vote séparément des autres en présence de l'huissier, du bourgmestre et de l'ancien *Heimburger*. Celui qui obtient le plus de voix doit prêter serment sur la fonction de *Heimburger*.

Puis le nouveau *Heimburger* prend un moment de réflexion en présence de plusieurs membres du conseil et propose trois personnes au bailli, au maire et à l'ancien *Heimburger* parmi lesquelles il faudra choisir un adjoint qui gouvernera avec lui tout au long de l'année. Cet adjoint lui est alors assigné parmi les trois personnes choisies par les citoyens. Par la suite, le *Heimburger* élu et son adjoint proposent trois personnes ou plus parmi les citoyens et demandent qu'un troisième adjoint soit nommé par élection publique²⁰⁵.

La fonction de *Heimburger* correspond à celle du Maire d'aujourd'hui, tandis que ses deux compagnons peuvent être comparés aux adjoints actuels.

Il existait également une sorte de conseil municipal élu par les citoyens, comme le montre la charte du village :

²⁰⁰ Arch. Fonds Zabern, fasc88 fol. 138a.

²⁰¹ Arch. Bischofsh. Registre du conseil municipal de 1590.

²⁰² Arch. Bischofsh.

arch. Bischofh. Schuldbrief von 1353.

²⁰⁴ Archives d'Alsace fonds Zabern, fasc 88 fol 138a.

²⁰⁵ Archives d'Alsace fonds Zabern, fasc 88 fol 138b.

«Il est d'usage dans ce village, que cela concerne ce lieu ou l'intérêt général du village, que treize hommes, y compris le maire et ses deux adjoints, soient nommés pour deux ans, Ces derniers font une promesse de loyauté à la place d'un serment et ils promettent obéissance au maire et de le conseiller au mieux de leur capacités ²⁰⁶».

Le Heimburger et ses deux acolytes, ceux-ci étant généralement appelés les « Jurés » mentionnés dans des documents dès 1353²⁰⁷, appartenaient de droit à la cour. Dans leur administration, ils étaient soumis à la surveillance du maire, qui n'avait pas à leur donner d'ordres directs, mais devait exprimer ses préoccupations à une autorité supérieure.

§8. Les habitants

Tournons maintenant notre attention vers les habitants vivant dans le village. Premièrement, nous constatons que tous les habitants du village ont les mêmes droits et obligations, de sorte que l'ancienne distinction de classe entre personnes libres et serfs a complètement disparu : « Dans ce village, il y a actuellement (c'està-dire en 1574) 103 citoyens²⁰⁸ ». Tous les habitants valides sont tenus d'effectuer le service militaire auprès de l'évêque en cas d'urgence. Le maire Melchior Stolz rapporta en 1569 que, sur ordre du bailli, il devait envoyer 29 habitants avec leurs fusils au château de Dachstein²⁰⁹.

Selon toute vraisemblance, les exercices de tir se déroulent dans les « douves de tir » situées à proximité du village.

Les habitants doivent payer les impôts suivants à leur maître :

- « Chaque année, l'évêque perçoit un impôt la Bed (impôt personnel) à Bischofsheim de 43 livres 19 schillings, plus un tonneau de vin²¹⁰. Depuis le XIV^e siècle, la part de cet impôt payée en argent a augmenté et la part payée en nature a considérablement diminué.
- 2. Chaque habitant du village fait don à l'évêque d'un poulet de carnaval ; ceuxci sont collectés chaque année vers de la St Martin, sont exemptés de cette contribution les femmes ayant accouché qui assurent la collecte, les personnes qui aident à collecter ainsi que le maire et les 3 adjoints²¹¹.
- 3. L'évêque perçoit aussi la taxe sur le décès dans le village, c'est-à-dire que si un citoyen décède, 1 livre 10 schillings est dû²¹².

²⁰⁶ Voir fonds Arch.Zabern, fasc 88 fol.139a.

²⁰⁷ Arch. Suldbrief de 1353.

²⁰⁸ Voir fonds Arch. Zabern, fasc 88 fol. 138a.

²⁰⁹ Arch. F.F. 24.

²¹⁰ Voir fonds Arch. Zabern, fasc 88 fol.145b.

²¹¹ Voir fonds Zabern, fasc 88 fol. 145b.

²¹² Archives d'Alsace fonds Arch. Zabern, fasc 88 fol.145b.

- 4. Au XIV^e siècle, la taxe sur les décès n'était mentionnée que pour les personnes de la cour, maintenant nous savons qu'elle était également prélevée sur les hommes libres à cette époque.
- 5. L'évêque se réserve les droits sur la vente de vin à l'auberge communale, et l'aubergiste doit payer 3 Maas d'impôt à l'évêque pour chaque Ohmen ²¹³.
- 6. Si des contributions de guerre sont imposées au pays, l'évêque en détermine le montant pour le village ²¹⁴.

Voici les taxes que l'on trouve mentionnées dans la charte du village.

L'objectif de l'évêque était de n'avoir dans sa ville que des habitants honnêtes et consciencieux, c'est pourquoi tout étranger avait besoin de l'autorisation de l'évêque pour s'y installer.

Le fait que le tribunal du village ait procédé à une sélection stricte des candidats à la citoyenneté ressort du procès-verbal du conseil du 22 février 1622 ²¹⁵, dans lequel il est dit : « Suite à la demande de Georg Rhinnen et Adam Waechter, ces personnes sont acceptées comme citoyens. Dans la mesure où ils prêteront serment. Christmann Keller est autorisé à habiter ici pendant six mois. En ce qui concerne Martin Hag et Martin Heind, ils devront faire une demande de citoyenneté ailleurs ». Un welche ne peut être accepté comme habitant (ce qui inclut les déserteurs des armées de passage.) et « si une vierge ou veuve épousait un Welsch, elle devrait partir avec son mari et ne pas être acceptée dans le village. Monseigneur l'évêque prévient aimablement les veuves et les filles du village que si l'une, riche ou pauvre, épouse un étranger ou un soldat qui, selon le système actuel, ne peut obtenir la citoyenneté, alors les veuves et les filles seront renvoyées avec leur fiancé et expulsées du village avec leurs biens²¹⁶ ».

Le bien-fondé de cet avertissement peut être vu lors de diverses demandes d'admission de femmes de Bischofsheim en 1570. Elles s'étaient mariées avec des Welsch et avaient suivi leur mari, mais furent abandonnées peu de temps après. Elles souhaitaient rentrer chez elles à Bischofsheim, mais leurs demandes étaient systématiquement rejetées²¹⁷.

En 1571, divers welsch (étrangers) qui voulaient s'installer dans le village furent refoulés par le bailli²¹⁸.

²¹³ Archives d'Alsace Fonds Zab. Fasc 88 fol. 145b.

²¹⁴ Archives d'Alsace Fonds Zab. Fasc 88 fol. 145b.

²¹⁵ Arch. Bischofh. « Radbuch » von 1590.

²¹⁶ Arch. Bischofh. Verordnung des Bischofs Johann von Manderscheid.

²¹⁷ Archives d'Alsace Fonds Zabern fasc 77.

²¹⁸ Archives d'Alsace Fonds Zabern fasc 79.

Si un habitant veut renoncer à sa citoyenneté dans le village, il lui faut l'autorisation de l'évêque pour le faire, car il est dit dans le règlement officiel de Dachstein : « Aucun citoyen ne doit accepter ou rechercher protection et refuge auprès d'un autre seigneur, quel qu'il soit, à moins qu'il ait renoncé auparavant à ses droits civiques et obtenu l'autorisation. Quiconque ne respecterait pas ces règles verrait ses biens confisqués au profit des autorités ».

« Avant de partir, il doit payer et se mettre en règle avec tous ceux à qui il doit quelque chose. Il n'est plus autorisé à avoir un foyer dans le village »²¹⁹.

Nous avons maintenant épuisé le contenu de ce document de 1574. Il ne nous donne certainement pas une image complète de la situation de l'époque, mais nous avons des témoignages supplémentaires très intéressants de cette époque dans les règlements officiels du baillage de Dachstein²²⁰, qui, en plus des règlements des différents métiers, contient également divers règlements par lesquels l'évêque assure le bien-être de ses sujets. Certains de ces règlements seront reproduits cidessous.

§9. Divers règlements épiscopaux du XVIe siècle

1) Vendre des marchandises aux étrangers

« Désormais, aucune propriété du village : vignes, champs, près et jardins ou y compris les biens des autres étrangers qui n'habitent pas dans le village ne devra être mise en vente à l'insu des autorités et si de telles choses se produisent sans leur autorisation, les biens vendus seront confisqués au profit des autorités et le vendeur devra payer une amende de 5 livres ». Le fait que cette ordonnance était strictement appliquée dans le village ressort des ordonnances du maire du 20 novembre 1600 : « Maisons, cours-jardins, les champs, vignes et prés relevant du domaine épiscopal ne peuvent être vendus à aucun étranger. Sous peine de confiscation des biens par les autorités ».

« Si le vendeur et l'acheteur ne s'entendent pas sur le prix, alors deux hommes honorables devraient fixer le prix de manière à ce qu'aucun étranger ne puisse intégrer le ban du village, et que les biens reviennent aux villageois²²¹ ». Cependant, la guerre des Suédois (La guerre de trente ans) bouleversera ces règles, comme nous le verrons plus loin.

²¹⁹ Arch. Bischofh. Verordnung des Bischofs Johann von Manderscheid.

²²⁰ Arch. Bischofh.

²²¹ Straßbg. Kapitels Arch. Liasse Bischofh. N° 5.

2) Héritage aux non-résidents

Si un héritage revient à des étrangers, le maire ne doit pas le laisser faire sans que les héritiers extérieurs n'apportent un certificat indiquant comment les personnes du monastère de Strasbourg sont traitées en cas de succession. Evidemment les autres villes ou villages firent de même.

La ville d'Obernai, par exemple, exigeait des citoyens de Bischofsheim la dîme sur tous les héritages. Le maire de Bischofsheim fit de même lorsqu'un domaine était cédé aux citoyens d'Obernai. Cela a conduit à un différend entre Obernai et l'évêque. En 1585, les héritiers habitant Obernai refusèrent de payer la dîme sur leur héritage de Bischofsheim à l'évêque, la propriété fut placée sous séquestre. Le magistrat d'Obernai protesta donc auprès du conseil épiscopal de Saverne, qui déclara que l'évêque avait les mêmes droits qu'Obernai, et tant que la ville exigerait la dîme des héritiers de Bischofsheim, l'évêque ferait de même à l'égard d'Obernai²²². L'affaire a finalement été portée devant le tribunal de l'empire à Spire. La décision de ce tribunal ne nous est pas connue.

3) Ordonnance concernant la restauration²²³

Nous apprenons la raison de ce décret de l'évêque Erasme de 1549 dans son avant-propos : « Après avoir appris que la nourriture lors des mariages, des baptêmes et des banquets était devenue si excessive que beaucoup se sont retrouvés lourdement endettés ou se sont appauvris avec leurs femmes et leurs enfants. Les dispositions suivantes doivent être respectées :

a) Lors des mariages: si deux personnes se marient, si leurs parents ne payent que deux florins d'impôts par an, elles ne doivent pas proposer plus de deux plats cuisinés au repas de mariage sous peine d'une amende 30 schillings et 8 jours de prison dans la tour avec eau et pain. Si vous payez 2 à 4 florins d'impôts par an, vous pouvez avoir 4 tables (30 convives) avec autant de plats qu'auparavant. Si vous payez 4 à 6 florins, vous pouvez avoir 5 tables (40 invités) avec quatre plats cuisinés.

En cas de non respect vous payerez une amende de 5 livres et 8 jours de prison avec eau et pain. Ceux qui paient plus de 6 florins peuvent avoir huit tables (60 convives) et leur servir 5 plats cuisinés avec la même pénalité en cas de non respect.

b) Concernant les auberges: tous ceux qui demanderont l'aumône ou la demanderont par l'intermédiaire de leurs enfants et de leurs femmes devront s'abstenir d'avoir des invités, ne devront pas manger dans les auberges, sous

²²² Arch. Obernai CC 34.

²²³ Arch. Bischofh. Amtsordnung des pfegdt Dachstein.

peine de prison. Ils devront être sanctionnés par nos officiers le cas échéant. Si vous souhaitez recevoir des invités, vous devez procéder comme lors d'un mariage.

4) Ordonnance concernant la fréquentation de l'église²²⁴

Cela a toujours été une coutume chrétienne pour les parents et les chefs de famille d'exhorter et de contraindre leurs enfants et serviteurs le dimanche et les jours de fête à aller à l'église pour entendre l'Évangile et les ministères divins. Mais voilà, les gens sont devenus négligents. Et comme la crainte de Dieu diminue de jour en jour parmi les jeunes et les vieux, nous décrétons que pour cette raison, tous les sujets, indépendamment de leur âge, et qui ne sont pas empêchés par la maladie ou d'autres raisons valables, sont tenus d'aller à l'église tous les dimanches et jours de fête, d'assister aux offices et entendre les messes et les proclamations de la parole divine.

Tous nos fonctionnaires, maires, conseillers et juges devraient également y prêter une attention particulière et s'ils remarquent que quelqu'un, femme ou homme ou qui que ce soit, est si négligent qu'il ne va pas à l'église le dimanche ou n'amène pas son enfant ou quelque autre personne, ils doivent le réprimander; s'il ne suit pas leurs avertissements, ils le puniront par une amende, le mettront en prison, selon les instructions de nos autorités. En outre, les dimanches et jours fériés avant la fin de l'office, aucun aubergiste ou employé ne doit servir à manger ou à boire à quiconque, ni permettre à quelqu'un de jouer dans leur établissement ou de se livrer à d'autres frivolités pendant le service divin, sous peine d'une amende de 30 schillings.

Et personne ne doit se tenir debout ou s'asseoir devant ou autour de l'église pendant les offices ou les sermons, mais quiconque ne peut pas aller à l'église pour des raisons honorables doit rester à la maison avec une amende de 2 schillings.

Nos fonctionnaires devraient exercer une surveillance active et percevoir les amendes sans pitié. La moitié de cette somme leur revient en tant que salaire, l'autre moitié doit être distribuée aux nécessiteux du village.

C'est ainsi que nous terminons la description des conditions de vie du village au XVI^e siècle. Par ailleurs, je voudrais aborder dans les paragraphes suivants quelques sujets qui ne sont pas sans intérêt.

²²⁴ Arch. Bischofh. Idem.

§10. Le destin et la fin du « Freihof »

Comme nous l'avons vu, au moment de la rédaction du terrier épiscopal, soit vers l'an 1350, l'ancienne Cour Dagobertienne était encore la propriété épiscopale et le centre des affaires épiscopales. Mais soixante ans plus tard, en 1413, la cour est aux mains d'Hugo Dreyzehn, avec tous les bâtiments, tous les droits et dépendances. Elle est située dans notre village de Bischofsheim près de Rosheim, près de la tour des Waffler, près de la Rust et de l'Offenhaus et autour du chemin dit du Mittelhausenhof ²²⁵. Le nom de la ferme « *Mittelhusenhof* », nous permet d'affirmer qu'Hugo Dreyzehn possédait la ferme de *Mittelhusen*. Il s'agit d'une famille noble habitant à Obernai. La ferme a dû être vendue par l'évêque peu après l'établissement du terrier épiscopal.

La question se pose maintenant : pourquoi l'évêque a-t-il vendu ? Nous savons, grâce au terrier épiscopal, que vers 1350 le Fronhof revint à l'évêque, que Ludwig Waffler l'avait pris en fief ²²⁶, mais que l'évêque le donna à nouveau en bail héréditaire. Pour racheter, le Landgraviat d'Alsace en 1359, Mgr Johan von Lichtenberg avait besoin d'une somme énorme pour son époque. On peut probablement supposer que, pour réunir l'argent nécessaire, l'évêque ait vendu de nombreuses propriétés ainsi que sa ferme de Bischofsheim avec les biens associés c'est à dire l'ancien Freyhof.

Il a par la suite transféré son exploitation au Fronhof, qu'il avait repris. Bien sûr, ce n'est qu'une hypothèse, mais il y a de fortes probabilités. Ce qui est sûr, cependant, c'est que la ferme a dû passer aux mains des nobles de Mittelhusen peu après 1350.

En 1413, un strasbourgeois nommé Hugo Dreyzehn en fit l'acquisition. Mgr Wilhelm remit également la « lettre de libération » pour la ferme²²⁷ le vendredi après le grand carnaval. Ce document est l'un des documents les plus importants de l'histoire de la cour, c'est pourquoi ses passages les plus importants sont rapportés ici:

« Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, faisons savoir à tous ceux qui regardent et lisent cette lettre qu'en reconnaissance des bons et fréquents services que notre fidèle Hugo Dreyzehn, citoyen de Strasbourg, nous a rendu à nous et à notre monastère dans le passé, et qu'il continue à le faire quotidiennement et le fera probablement à l'avenir. Afin de le remercier pour de tels services, après mûre réflexion et avec l'accord de notre chapitre (de la cathédrale), nous avons donné à Hugo Dreyzehn et à tous ses héritiers la ferme avec tous les bâtiments, droits et tout ce qui va avec, située dans notre village de Bischofsheim près de Rosheim près de la Tour des Waffler et du Rust et *Ofenhaus* (four communal)

²²⁵ Archives d'Alsace G 1083.

²²⁶ Archives d'Alsace G 377 fol. 14e.

²²⁷ Archives d'Alsace G 1083.

où mène le chemin, qui s'appelle le Mittelhusenhof, et en vertu de cette lettre il doit être exempt de toute loi et obligations. Comme il est en notre pouvoir de le faire en vertu et la souveraineté du comté d'Alsace, auquel appartient notre monastère. Nous exemptons la ferme comme elle l'a toujours été et continuons à faire à Hugo Dreyzehn et à ses héritiers la grâce à eux et leurs domestiques installés à la ferme, Meier et gestionnaires, pour maintenant et pour le futur. Ils pourront cultiver ces terres et doivent désormais être exemptés à jamais de tous les impôts, capitation, services, logement et nourriture (l'obligation d'héberger et de nourrir l'évêque ou ses fonctionnaires) et toutes les obligations qui concernent l'impôt.

La cour comprend cent acres et demie de champs et 28 acres de vignes.

Mais si des loyers et une dîme étaient auparavant donnés sur ces biens, au Meir ou à d'autres, ils devraient également donner des loyers et une dîme à l'avenir. Mais si la ferme passait entre les mains de quelqu'un d'autre, elle ne serait plus exempte de taxes. Hugo Dreyzehn, ainsi que ses héritiers et tous leurs serviteurs installés et vivant sur la ferme, devront pour utiliser le bois, les sentiers, la forêt, l'eau, les biens communs, les prairies et les pâturages ainsi que les pâtures pour les cochons avec tout ce qui s'y rattache, au même titre que les autres sujets de l'évêque de Bischofsheim, payer leur redevance pour l'usage des sentiers et chemins ainsi que pour l'usage du fournil. En revanche, Hugo Dreyzehn et ses héritiers sont obligés de mettre à la disposition de la commune gratuitement un taureau et un verrat tant qu'ils seront propriétaires de la ferme ».

Cette lettre fut confirmée par l'empereur Sigismond en 1418²²⁸. Dans les années 1514-1521, la commune fut engagée dans un long procès avec le propriétaire de la ferme de l'époque, Florent Dreyzehn, qui refusa également de payer sa contribution pour les chemins et le four communal ainsi que pour l'entretien du taureau de la commune. L'affaire a d'abord été portée devant le tribunal de Bischofsheim, puis a été transmise à Speyer et Rottweil et finalement tranchée devant le tribunal de Bischofsheim en défaveur de Florenz Dreyzehn²²⁹.

En 1554, Jörg Hugo Dreyzehn vendit la ferme avec les biens à un citoyen de Bischofsheim, Andreas Lips, qui n'en fut propriétaire que pendant 5 ans et la vendit en 1559 au propriétaire du château allodial, le capitaine von Wyhre²³⁰.

Le capitaine von Wyhre mourut vers 1570. Ses fils vendirent bientôt la ferme à Paulus Hollinger. En 1589, il conclut le règlement suivant avec la commune :

²²⁸ Archives d'Alsace G 1083.

²²⁹ Arch. Bischofsh. Urkunde von 1521.

²³⁰ Archives d'Alsace G 1086.

- 1. Donner à l'évêque 1 livre d'argent par an pour sa protection.
- 2. 10 schillings à la commune pour la taille (impôt).
- 3. Payer 2 livres à la commune pour l'utilisation des pâtures et prairies.
- 4. Assurer 1 journée de corvée pour la commune et une journée de corvée pour le baillage.
- 5. Être responsable des crimes et délits de ses serviteurs à l'encontre des différentes autorités.
- 6. Ne pas tenir plus de bétail que le villageois le plus important.
- 7. Ne pas élever plus de porcs qu'un citoyen moyen.
- 8. Demander justice uniquement au tribunal du village.

L'inventaire du cheptel de la ferme est décrit comme suit dans le contrat : 4 vaches, 2 yeaux et 60 porcs²³¹. En 1590, Hollinger vendit la ferme pour 2 000 florins à Valentin Artzheim, l'ancien responsable épiscopal de Niedermünster, mais la ferme avait encore une dette de 2 400 florins, qu'Artzheim dut également reprendre. Dans le contrat d'achat ²³², la ferme est décrite comme suit : « une ferme ainsi que deux maisons, caves, granges, écuries, jardin clos de murs, appelé Mittelshusenhof, près de la tour des Waffler ou en face du château de Mörspergisch et situé à la Leymengaß avec 103 acres qui font partie de la ferme ». Mais à peine deux ans plus tard, la ferme fut détruite par l'armée du margrave Georges de Brandebourg, comme nous l'apprend un rapport de 1616. « Parce qu'en 1592, pendant la guerre, cette ferme fut détruite par les soldats brandebourgeois²³³ ». Après la guerre, Artzheim voulait reconstruire la ferme et avait déjà coupé du bois d'œuvre dans la forêt²³⁴, mais il lui manquait sans doute l'argent nécessaire à la reconstruction. Afin de l'aider, l'évêque Carl émit la lettre d'exemption pour la ferme le 2 août 1603, déclarant que Valentin Artzheim et ses descendants « possèdent et habitent la ferme ainsi que les biens anciens et encore associés, le tout sur 104,5 acres de champs, quatre et demi d'acres de vignes et 6,5 acres de prairies et taillis qu'ils puissent cultiver librement et sans taxes comme la taille, et être exempté de toutes les autres impositions, aussi de celles qui s'appliquent aux bois, aux terres communes, pâturages, chemins, eau, habitation (feu et fumée). Ils peuvent jouir de tous les droits de nos sujets²³⁵ ».

La seule condition qui lui était imposée pour pouvoir bénéficier des droits était de payer 1 livre à la commune. Mais malgré l'exonération fiscale, les Artzheim n'ont pas pu reconstruire la ferme²³⁶. En 1616, la ferme était toujours en ruine.

²³¹ Archives d'Alsace G 1086.

²³² Archives d'Alsace Fonds Zabern fasc 90.

²³³ Archives d'Alsace G 1083.

²³⁴ Archives d'Alsace G 1086.

²³⁵ Archives d'Alsace G 1083.

²³⁶ Archives d'Alsace G 1083.

Ce n'est probablement qu'en 1661 que la ferme renaissait des décombres, même si nous ne savons pas exactement depuis combien de temps elle n'est plus la propriété d'Artzheim, mais appartient au conseiller du margrave de Baden Heinrich Pleickner²³⁷, qui l'a probablement fait reconstruire. En 1668, l'évêque Franz Egon émit la lettre d'exonération pour la ferme²³⁸. En raison de l'utilisation des prés et pâturages, le propriétaire doit payer une livre par an à la commune. Mais peu de temps après, c'est-à-dire en 1648, la ferme était de nouveau en ruine²³⁹. A l'approche des armées françaises, Heinrich Pleikner quitte l'Alsace et vend, le 14 avril 1674, la ferme et ses biens à l'évêque auxiliaire Gabriel Haug de Strasbourg pour 2 000 florins²⁴⁰.

Désormais, le sort de la ferme était scellé à jamais. Parmi les biens qui appartenaient autrefois à la ferme, 40 acres furent vendus au propriétaire du castel (Oberschloss), le reste aux citoyens du village, et diverses petites fermes furent progressivement construites sur ce site. Aujourd'hui, il ne reste plus la moindre trace de l'endroit où se dressait autrefois le berceau du village et d'où le village reçut ses directives pendant de nombreux siècles.

§11. La Halle

Jusqu'au XVI^e siècle, toute la vie publique se déroulait sous ce qu'on appelle la Halle. Le tribunal, l'administration du village et le pouvoir épiscopal tenaient leurs réunions sous cette Halle. La plupart des lettres de créances mentionnent une réunion de citoyens sous la Halle.

A l'origine, c'était une salle ouverte, mais plus tard, elle a été transformée en salle commune, où avait lieu la seule vente de spiritueux du village. Selon le *Allmendbuch* (registre des biens communaux) de 1534 ²⁴¹, la Halle se trouvait au même endroit que la maison commune actuelle, de sorte que jadis, nos ancêtres discutaient du bien-être du village au même endroit, où ils le font encore aujourd'hui. Le mot Halle a complètement disparu de l'usage quotidien aujourd'hui, mais a été conservé dans un seul cas jusqu'au tournant du XX^e siècle.

Quand le poisson était en vente à la maison commune, les annonces des jeunes crieurs étaient toujours : « Du poisson bon marché sous la halle ».

L'ancien hôtel de ville a été démoli en 1773 et la maison commune actuelle a été construite au même endroit²⁴².

²³⁷ Archives d'Alsace G 1083.

²³⁸ Archives d'Alsace G 1086.

²³⁹ Arch. Bischofh. Behausungsbuch von 1664 fol 12b.

²⁴⁰ Archives d'Alsace Fonds Zab. fasc 69.

²⁴¹ Arch. Bischofh. Fol 1a. 2b.

²⁴² Archives d'Alsace C 150.

§12. Les Juifs de Bischofsheim

Le village n'avait pas d'attrait particulier en tant que lieu d'installation pour les Juifs, qui préféraient s'installer derrière les murs protecteurs des villes. Ce n'est que lorsque les villes se sont senties obligées de se débarrasser des Juifs *avec une main de fer* pour arracher leurs citoyens des griffes des usuriers, qu'une partie des Juifs d'Obernai s'est installée à Bischofsheim. Au XV^e siècle, divers Juifs furent expulsés d'Obernai vers Bischofsheim, où ils ne pouvaient ni devenir citoyens ni sujets de l'évêque, mais restaient des sujets de l'empereur. Cependant, par crainte du pillage des armées mercenaires de passage, ils tentent de regagner Obernai en 1494. La ville a toutefois catégoriquement refusé de les autoriser à entrer dans la cité²⁴³. C'est pourquoi les Juifs se tournèrent vers le bailli pour qu'il leur obtienne l'autorisation de s'installer dans la ville. D'un autre côté, les habitants de Bischofsheim se plaignaient du fait que les Juifs expulsés d'Obernai leur volaient tout. Le bailli se présenta donc avec insistance devant le magistrat d'Obernai, qui, seulement après de longues négociations en 1499, permit à deux familles juives de Bischofsheim de s'installer dans la ville afin de « rendre service au gouverneur²⁴⁴ ».

L'admission ne devait initialement être que temporaire pour la durée de la guerre, mais sur l'insistance du gouverneur, le magistrat autorisa les deux familles juives à rester définitivement dans la ville. Mais ils durent promettre sous serment :

- 1. Respecter les règlements de la ville.
- 2. Ne pas demander justice devant un tribunal autre que le tribunal municipal.
- 3. Payer la taxe de séjour de la ville.
- 4. Prêter de l'argent uniquement sur des garanties mobilières, etc. ne percevoir qu'un intérêt hebdomadaire de 2 pfennigs par livre et ne pas accepter d'accessoires d'autel, de vêtements ou de livres paroissiaux en garantie, car les pilleurs d'église vendaient généralement leur butin aux juifs.
- 5. Ne pas héberger d'étrangers sauf le samedi et payer 3 pfennigs de taxe par nuitée pour chaque proche hébergé.
- 6. À ne pas paraître dans la rue pendant la semaine de carême, Pâques, Pentecôte, Fête-Dieu et les fêtes de la Vierge²⁴⁵.

Cependant, ces deux familles furent bientôt suivies par d'autres et, peu de temps après, des frictions éclatèrent à nouveau entre les juifs et les habitants de la ville, c'est pourquoi les juifs furent à nouveau expulsés d'Obernai en 1507²⁴⁶ et se réinstallèrent à Bischofsheim.

²⁴³ GYSS histoire de la ville d'Obernai I 271.

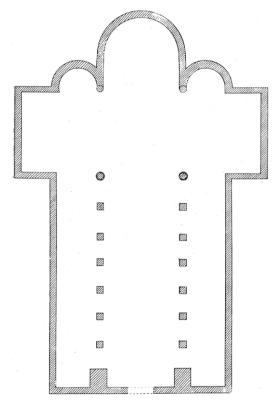
²⁴⁴ Archiv, Obernai, B.B. 9.

²⁴⁵ Archiv. Obernai. B.B. 9.

²⁴⁶ GYSS hist. De la ville d'Obernai I 576.

Le fait que les évêques n'avaient pas beaucoup de sympathie pour les juifs vivant dans le village en raison de leurs affaires d'usure, ressort clairement du décret de l'évêque Johan von Manderscheid de 1571 : « Aucun citoyen du village ne doit avoir affaire à un juif, d'aucune manière²⁴⁷ ». Mais en 1578, il devait encore avertir les citoyens de payer leurs dettes envers les juifs avant la Pâques prochaine afin qu'il ne soit pas obligé de prendre des mesures contre ses sujets suite à la plainte des juifs ou d'expulser les juifs du village²⁴⁸.

Le fait que les autorités du village prêtaient également attention au comportement des juifs ressort par exemple de l'acte de nomination du greffier du tribunal du village de 1583, qui stipule : « En particulier, lors de la rédaction des contrats entre juifs et chrétiens, je dois vérifier si les documents ne contiennent pas de dispositions usuraires ou injustifiées²⁴⁹ ».



Grundriss der früheren romanischen Kirche von Bischofsheim: 1×196

Implantation de l'ancienne église romane

²⁴⁷ Arch. Bischofsh. Amtsordnung der pfgdt Dachstein.

²⁴⁸ Archives d'Alsacefonds Zabern, fasc. 202.

²⁴⁹ Archives d'Alsace G 1083.

Mais malgré l'expulsion de la ville d'Obernai, les juifs tenaient toujours ses habitants entre leurs griffes. En 1595, par exemple, huit citoyens d'Obernai se plaignirent auprès du gouverneur que, malgré les nombreux remboursements, qui atteignaient presque le montant de leur dette, les juifs de Bischofsheim exigeaient d'eux intérêts usuraires sur intérêts usuraires, les vidant de leur sang. Les plongeant dans une profonde misère si le gouverneur ne leur apportait pas protection et aide²⁵⁰. Nous comprenons donc également le comportement de la ville d'Obernai pendant la guerre de Trente Ans, qui a permis aux juifs de Bischofsheim de mettre leurs biens en sécurité dans la ville, mais ne les a pas laissés entrer eux-mêmes²⁵¹.

« Michel, le Juif de Bischofsheim » qui a volé le saint Sacrement dans l'église de Wattweiler et participa à sa souillure, ne put sauver sa vie qu'en s'enfuyant au plus vite, car les habitants du village lui promettaient la mort la plus cruelle²⁵².

Cependant, pendant les périodes terriblement difficiles de la guerre de trente ans, (le blé des juifs prospérait *) dans le village, car les habitants avaient contracté énormément de dettes auprès de ces derniers. Les Juifs ont été impliqués d'une manière ou d'une autre dans la moitié de toutes les affaires judiciaires concernant l'argent ou les biens, comme le prouvent les archives du tribunal qui nous sont parvenues²⁵³. Selon le registre des logements de la commune de 1684²⁵⁴, seules deux familles juives vivent dans le village. Jusqu'à la Révolution française, les juifs étaient exclus des droits civiques ; ils n'avaient droit qu'au pâturage en échange d'une redevance annuelle de 4 livres²⁵⁵.

Les conditions du village, comme nous le montrent clairement les règlements de l'évêque de 1574, sont restées essentiellement les mêmes jusqu'à la Révolution française. Il n'est donc pas utile de les retracer encore une fois en ce qui concerne les XVIII^e et XVIII^e siècles. Tournons plutôt notre attention vers divers autres points de l'histoire villageoise qui n'entraient pas bien dans le cadre de la description générale des conditions de vie des villageois.

^{*} les affaires étaient florissantes

²⁵⁰ GYSS hist. De la ville d'Obernai I 392.

²⁵¹ GYSS hist. De la ville d'Obernai I 393.

²⁵² Arch. Bischfs.

²⁵³ Arch. Bischfs.Radbuch von 1590.

²⁵⁴ Arch. Bischfs.

²⁵⁵ Archives d'Alsace C 150.

Chapitre 11

Les familles nobles de Bischofsheim

Nous avons déjà vu que, dès les premiers temps, un certain nombre de vassaux étaient au service de l'évêque et jouissaient de ses biens. Les vassaux appartenaient soit à la classe des chevaliers libres, soit à la classe ministérielle issue de la classe des serfs et vivaient dispersés dans les possessions épiscopales.

Nous allons maintenant énumérer brièvement les familles vassales qui résident à Bischofsheim ou en sont originaires et qui ont l'appellation Bischofsheim dans leur nom.

§1. La famille des « Chevaliers de Bischofsheim »

La plus ancienne famille de chevaliers que l'on trouve à Bischofsheim s'appelle « Les Chevaliers de Bischofsheim » et elle est mentionnée pour la première fois en 1097, c'est-à-dire à l'époque de la rédaction de la donation Dagobertienne, chez les chevaliers Lenzelin, Hugo et Heinrich von Bischofsheim, qui signent un document du monastère d'Altdorf ²⁵⁶. En 1109, le chevalier Eribo von Bischofsheim vendit ses biens au monastère de St Leonhard ²⁵⁷. Le chevalier Walafried von Bischofsheim entra au monastère de Baumgarten comme frère laïc en 1182, et fit don à ce monastère de tous ses biens.

L'acte de donation de Walafried au monastère de Baumgarten fut signé par les chevaliers Burkard et Cuno de Bischofsheim en 1187²⁵⁸.

Vers 1225, les chevaliers de Bischofsheim détenaient le bailliage du monastère de Saint-Léonard, qu'ils échangèrent contre 4 arpents de vignes à Bischofsheim et une ferme à Griesheim²⁵⁹.

Alebertus von Bischofsheim a signé un document de la ville d'Obernai en 1265²⁶⁰. En 1251, Stehelinus von Bischofsheim servit de témoin dans un document de Günther von Landsberg²⁶¹ et en 1265 il se présenta à la ville de Strasbourg comme garant pour la libération du chevalier Walter Flesche²⁶².

En 1258, Waltramnus, dit Bubelin, Bertus et Querelinus von Bischofsheim signent un document du monastère d'Altdorf. Afin de se venger du bailli du monastère, avec lequel il avait un différend, Querelinus agressa brutalement le monastère²⁶³.

²⁵⁶ Als. Dipl. 1 nr 230.

²⁵⁷ Als. Dipl. 1 nr 239.

²⁵⁸ Als. Dipl. 1 nr 240.

²⁵⁹ Als. Dipl. 1 nr 231.

²⁶⁰ Als. Dipl. 1 nr 278.

²⁶¹ Als. Dipl. 1 nr 253.

²⁶² Straßbg. Urkdb 1 nr 583.

²⁶³ Als. Dipl. nr 576.

Au XIV^e siècle, on ne retrouve plus cette famille de chevaliers à Bischofsheim, mais Einhard von Bischofsheim était, comme vassal, au service des seigneurs de Lichtenberg en 1361²⁶⁴.

La lignée masculine s'éteignit avec Ludwig von Bischofsheim en 1486²⁶⁵. Les armoiries des Chevaliers de Bischofsheim étaient un « bouclier divisé en son milieu, rouge en haut, blanc au milieu, noir en bas²⁶⁶ ».

§2. Les Waffeler de Bischofsheim

Le nom Waffeler signifie porteur d'arme. Les Waffeler sont mentionnés pour la première fois en 1258, lorsque le chevalier Waffelarius signa un document avec le monastère d'Altdorf ²⁶⁷. Lui et ses deux fils tombèrent en combattant pour l'évêque lors de la bataille de Hausbergen en 1262 ²⁶⁸. Un autre Waffeler signa un document de la ville d'Obernai en 1276 ²⁶⁹. Burkard Waffeler vendit ses biens à Bischofsheim en 1295 ²⁷⁰. Le même eut deux fils : Johannes, qui se faisait appeler de Bruneck,

Et en 1311, il est mentionné dans la liste des vassaux de Johannes von der Hohen Rappolstein²⁷¹et de Walter. Ce dernier est probablement identique à Walter Waffler, qui exerçait le « *Schenkentum* » à la cour épiscopale de Strasbourg vers 1350 et possédait 3 arpents de vignes et 28 quarters de céréales à Bischofsheim en prêt²⁷². En 1375, le même Walter Waffler et la commune vendaient probablement « un terrain avec terre commune dans le chemin forestier de la Bütte Gesselin²⁷³ ». Nous trouvons deux représentantes de cette famille, Elsa et Catherina Waffler de Bischofsheim dans les années 1340 et 1344 comme *Canonissae* (canonisables) au couvent de Niedermünster. Ludwig Waffler eut le Frohnhof comme fief vers 1350, mais il le rendit à l'évêque et s'installa au château du Guirbaden²⁷⁴. Wilhelm Waffler possédait divers fiefs épiscopaux vers 1350²⁷⁵. Walter Waffler « Fils de feu Waffler » était au service des Rappolstein en 1427²⁷⁶.

²⁶⁴ HERZOG p. 153.

²⁶⁵ Ibid.

²⁶⁶ Ibid.

²⁶⁷ Als. Dipl 1 576.

²⁶⁸ GOTFRIED DE ENSMINGEN, relatio de conflictu in Hausbergen p. 13.

²⁶⁹ Archives d'Alsace G 548.

²⁷⁰ Archives d'Alsace H 1443.

²⁷¹ RAPP Urkdb. p. 346.

²⁷² Archives d'Alsace G.377 fol.153b.

²⁷³ Arch Oberehnh. D. D. 24.

²⁷⁴ Archives d'Alsace G 377 fol. 14a s 153b.

²⁷⁵ Archives d'Alsace G 377 fol. 16b.

²⁷⁶ Archives d'Alsace E 598.

Son fils Hanns, le plus Jeune, fut le responsable du « *Burgfrieden* » de Mauersmünster et des deux châteaux de Geroldseck en 1441, et maire de Sarrebourg en 1443²⁷⁷. Son fils Hans devint vassal de Rappolstein en 1447 ²⁷⁸ et mourut en 1452 comme le dernier de sa lignée, après quoi le fief Rappolstein des Waffler composé de la bangardie et des 40 quartiers de céréales à Innenheim tomba aux mains des Oberkirch²⁷⁹.

Les armoiries des Wafflers étaient un lion d'or avec une couronne rouge²⁸⁰. Puisqu'aux XIV^e et XV^e siècles, le château supérieur (*Oberschloß*) s'appelait manifestement « Wafflerturm »²⁸¹, nous pouvons en déduire que les Waffler habitaient dans le château supérieur. Nous pouvons donc prouver qu'ils étaient les premiers propriétaires de l'Oberschloß.

Des terres dans le ban à l'actuel lieu dit « Cantzel » et que les Waffler avaient en fief, porte encore le nom « Le champ Waffler » en 1534²⁸².

§3. Les Münch de Bischofsheim

Nous ne trouvons mentionnés que deux représentants de la famille des chevaliers de Münch, à savoir « Ulrich den Münch von Bischofsheim », qui en 1263 se présenta comme garant d'Heinrich von Hausbergen²⁸³, et en 1265 comme garant de Walter Flesche ²⁸⁴ auprès de la ville de Strasbourg dans le but de libérer ces chevaliers capturés lors de la bataille de Hausbergen.

Il s'agit probablement d'un autre Ulrich Münch, qui figurait parmi les vassaux de Johannes von der Hohen Rappolstein en 1311²⁸⁵ et qui est mentionné dans le terrier épiscopal de 1350 comme propriétaire de divers biens de l'évêque²⁸⁶, mais qui mourut à cette époque²⁸⁷.

§4. Les Flesche de Bischofsheim

La famille des chevaliers des Flesche von Bischofsheim était au service de l'armée épiscopale. En 1262, Walter Flesche fut fait prisonnier par la ville de

²⁷⁷ Kinder von Knobloch, Gold. Buch II S.390.

²⁷⁸ Kinder von Knobloch, Gold, Buch II S 391.

²⁷⁹ Archives d'Alsace E598.

²⁸⁰ Arch. Bischofsh, gut erhalten, Siegel der Waffler.

²⁸¹ Belege siehe Kapitel Obeschloß.

²⁸² Arch. Bischofh. Almendbuch von 1534 nr 72.

²⁸³ Straßrg Urkdb. I nr 525.

²⁸⁴ Straßrg Urkdb. I nr 589.

²⁸⁵ Rapp Urkdb S 346.

²⁸⁶ Archives d'Alsace G 377 Fol. 12b, 14a.

²⁸⁷ Archives d'Alsace G 377 Fol. 13b.

Strasbourg lors de la bataille de Hausbergen et présenta Burckard Flesche et Ulrich den Münsch comme garants pour sa libération²⁸⁸.

En 1350, Burckard Flesche reçoit de l'évêque le bailliage du village de Bischofsheim, mais habite au château de Guirbaden²⁸⁹.

Vers 1350, Ulrich Flesche était en charge de divers fiefs épiscopaux²⁹⁰. La même personne a également signé une reconnaissance de dette de la commune en 1355²⁹¹.

La lignée des Flesche s'éteignit avec la mort de Ludwig Flesche en 1486.

D'après la dénomination dans le ban, actuel « Fleschen Reben », l'évêque leur avait donné jadis une parcelle en fief. Nous le retrouvons également mentionnés en 1347 sous le nom de « *Fleschen Gebreite* », (les champs des Flesche) ²⁹² ainsi que dans le terrier épiscopal de 1350.

§5. Les Ramstein

La famille Ramstein n'est mentionnée à Bischofsheim qu'au début du XIVe siècle. Eckard von Ramstein, résidant à Bischofsheim, a signé un document de la ville de Rosheim en 1336²⁹³. Petermannus von Ramstein, noble Gentilhomme, signa une reconnaissance de dette de la commune en 1355²⁹⁴ et exploitait en même temps diverses propriétés épiscopales en fief²⁹⁵. Vers l'année 1350, Johannes von Ramstein possède divers fiefs épiscopaux²⁹⁶. Celui-ci certifie également la vente du terrain communal de la « Bütte Gesselin » par la commune en 1375²⁹⁷. Dans ce contrat d'achat, comme Petermannus, il se qualifie de « Gentilhomme ». Donc les Ramstein seraient des ministériels de l'évêque de Bischofsheim issus de la classe des serfs. Nous évoquerons les autres représentants de la famille Ramstein, qui sont également propriétaires de l'Unterschloss, dans le chapitre « Unterschloss ». Les armoiries des Ramstein étaient un bouclier divisé en biais dans le sens de la hauteur avec une étoile dans le coin supérieur²⁹⁸.

²⁸⁸ Straßrg Urkdb. I nr 589.

²⁸⁹ Archives d'Alsace G 377 Fol. 102a 184b.

²⁹⁰ Archives d'Alsace G 377 Fol. 96a..

²⁹¹ Arch. Bischofh.

²⁹² Archives d'Alsace Fond Zab. Urkd. S 252.

²⁹³ KINDLER VON KNEBLOCH, Gold. Buch S 252.

²⁹⁴ Arch. Bischofsh.

²⁹⁵ Archives d'Alsace G 377 fol 90b, 135a.

²⁹⁶ Archives d'Alsace G 377 fol. 135a.

²⁹⁷ Arch. Oberehnh. D.D 24.

²⁹⁸ Arch. Bischofsh. Wappen des Johannes von Ramstein.

Chapitre 12

Les seigneurs de la dîme de Bischofsheim

L'ancienne coutume de payer chaque année la dîme pour le culte a été rendue obligatoire par Charlemagne dans tout l'Empire franc par une loi. Mais comme la dîme rapportait bien plus que ce qui était nécessaire aux fins spécifiques, les seigneurs des différentes localités prirent l'habitude de donner la dîme en fief, soit pour récompenser les vassaux pour des services rendus, soit pour s'assurer leurs services. Les vassaux chargés de la dîme devaient alors également supporter les charges qui reposaient sur elle.

La dîme à Bischofsheim était répartie comme suit :

- 1) Un tiers de la dîme des grains* et du vin était destiné à subvenir aux besoins du curé et de la chorale de l'église et était lié au patronat de l'église.
- 2) Les deux tiers de la dîme des grains étaient destinés à l'entretien du côté droit de la nef.
- 3) Les deux tiers de la dîme du vin étaient destinés à entretenir le côté gauche de la nef. Nous ne savons pas quand cette répartition a eu lieu ; elle n'est documentée que vers l'an 1300.

La dîme du blé comprenait également la dîme des grains des champs cultivés sur la montagne.

L'évêque avait donné la dîme de Bischofsheim en fief comme suit :

§1. Le premier tiers de la dîme des grains et du vin

Au début du XIV^e siècle, les landgraves de Werden possédaient le « lot de l'église », c'est-à-dire le patronage de l'église avec 1/3 des dîmes de grains et de vin en tant que fief de l'évêque. Un document de l'année 1336²⁹⁹ nous apprend que les Müllenheim l'avait sous-loué ³⁰⁰.

* Früchte = grains : pois, haricots, lentilles, oignons, moutarde, noix, graines de pavot et de chanvre.

²⁹⁹ Archives d'Alsace G 94.

³⁰⁰ Als dipl. I N° 970.

Les Müllenheim le conservèrent jusqu'en 1432, après le rachat du Landgraviat d'Alsace en 1559, l'évêque le leur laissa. En 1432, la dîme fut attribuée aux nobles de Lützelstein-Geroldseck par l'évêque Wilhelm von Diesch³⁰¹. Ils la conservèrent jusqu'en 1491. Cette année-là, elle fut transférée par l'évêque Albrecht de Bavière au chapitre épiscopal de Saverne³⁰², qui le vendit au monastère de Saint-Léonard pour 500 florins en 1498³⁰³. Le monastère de Saint-Léonard le garda jusqu'à la Révolution française, c'est-à-dire : jusqu'à l'abolition des dîmes et du patronage de l'Église.

§2. Les deux autres tiers de la dîme des grains

Les landgraves de Werd possédaient également cette partie de la dîme de l'évêque, mais l'avaient sous-louée aux von Oberkirch, ce que le landgrave Ulrich von Werden confirma en 1336³⁰⁴: « Ainsi les von Oberkirch reçoivent la dîme «*leyen zehenden*» de notre part, et nous la tenons du monastère³⁰⁵. Comme les Oberkirch n'ont toujours eu comme fief que les 2/3 de la dîme des grains, le terme «*leyen zehenden*» doit être interprété comme étant les 2/3 de la dîme des grains.

A moins que l'évêque, après le rachat du Landgraviat d'Alsace, ait séparé les 2/3 de la dîme du vin des 2/3 de la dîme des grains. Les Oberkirch détenaient cette « *leyen zehenden* » depuis longtemps à cette époque, comme le montre un acte de partage des Oberkirch de l'année 1330³⁰⁶. Selon ce document, les frères Siegfried, Rudolph et Marx ainsi que leur sœur Margaretha von Oberkirch en sont les propriétaires. Margaretha von Oberkirch reçoit 100 quarts de la dîme lors du partage de l'héritage, cette quotité devrait être échangeable contre 150 marks d'argent ³⁰⁷. Après le rachat du Landgraviat d'Alsace, l'évêque laissa la dîme aux Oberkirch, qui la conservaient dès 1359 dans leur fief principal.

Après la mort de Johann von Oberkirch en 1414, l'évêque Wilhelm von Diesch transféra à Burkhard von Oberkirch « les deux parties de la dîme des grains à Bischofsheim³⁰⁸».

³⁰¹ Réf. Arch.G 1787.

³⁰² Voir Arch.G 5677 (9).

³⁰³ Voir Arch.G 5677 (6).

³⁰⁴ Voir Arch.G 94.

³⁰⁵ Als Dipl. I n° 970 Les von Oberkirch étaient originaires du village d'Oberlinden, situé en amont de la ville d'Obernai.et aujourd'hui disparu, Ils ont emprunté leur nom à l'église de ce village, « l'église supérieure ». Durant la Réforme, ils se convertirent au protestantisme.

³⁰⁶ Archives d'Alsace G 778.

³⁰⁷ Archives d'Alsace G 94.

³⁰⁸ Archives d'Alsace G 785.

Les derniers propriétaires sont les suivants :

• 1451-1458	Siegfried	von	Oberkirch ³⁰⁹ ,
• 1458-1465	Jacob	von	Oberkirch ³⁰⁹ ,
• 1465-1487	Philipp	von	Oberkirch ³⁰⁹ ,
• 1487-1500	Hanns	von	Oberkirch ³⁰⁹ ,
• 1500-1533	Jacob	von	Oberkirch ³⁰⁹ ,
• 1533-1570	Siegfried	von	Oberkirch ³⁰⁹ ,
• 1570-1590	Wolf	von	Oberkirch ³⁰⁹ ,
• 1590-1615	Nicolaus	von	Oberkirch ³⁰⁹ ,
• 1615-1629	Wolff Thomann	von	Oberkirch ³⁰⁹ ,
• 1629-1664	Thomann Nicolaus	von	Oberkirch ³⁰⁹
• 1664-1686	Johann Wolff	von	Oberkirch ³⁰⁹ ,
• 1686-1748	Johann Wolff	von	Oberkirch ³⁰⁹ ,
• 1748-1750	Christian Friederich	von	Oberkirch ³⁰⁹ ,
• 1750-1770	Philipp Christoph	von	Oberkirch ³⁰⁹ ,
• 1770	Jusqu'à la Révolution Carl Siegfried	von	Oberkirch ³⁰⁹ ,

Les détenteurs de la dîme devaient naturellement remettre aux membres de la famille la part de la dîme à laquelle ils avaient droit en vertu du contrat familial.

Par un contrat de succession de l'année 1330, Margaretha von Oberkirch reçu 100 quarts de la dîme à Bischofsheim, qui pourraient être échangés contre 150 marks en argent, et qui aurait dû être échangés. Cependant, ils n'ont jamais été échangés. Margaretha von Oberkirch a épousé Johann von Clebloch³¹⁰. Sa fille Clara a épousé Claus Dutschemann³¹¹. Sa fille Sophie a épousé Claus von Oberkirch³¹². Trois filles sont nées de ce mariage : Margaretha, la future épouse d'Albrecht von Pfaffenlapp, Ursula, la future épouse de Thomas von Kageneck et Sussana, la future épouse de Friederich von Hochfelden. En 1444, l'évêque Ruprecht inféoda Albrecht von Pfaffenlapp avec les 100 quarts à condition que Thomas von Kageneck et Friederich von Hochfelden reçoivent chacun leur part³¹³.

Thomann von Kagenek décéda sans enfant et Friederich von Hochfelden transféra sa part à Albrecht von Pfaffenlapp l'année suivante, mais ne put plus la racheter³¹⁴. Albrecht von Pfaffenlapp fut donc inféodé des 100 quarts en 1481 en

³⁰⁹ Archives d'Alsace G 785.

³¹⁰ Archives d'Alsace G 778.

³¹¹ Archives d'Alsace G 776.

³¹² Archives d'Alsace G 776.

³¹³ Archives d'Alsace G 776.

³¹⁴ Archives d'Alsace G 763.

tant qu'unique détendeur par l'évêque Albrecht³¹⁵ et le garda jusqu'en 1485. Son fils Conrad en fut propriétaire jusqu'en 1529³¹⁶ mais mourut sans enfant. De 1529 à 1545, son cousin Apolinaris von Pfaffenlapp en devint propriétaire³¹⁷. Ses 4 filles vendirent les 100 quarts pour 1850 florins à Jacob von Pfaffenlapp de Still le 15 décembre 1562³¹⁸. Il les posséda jusqu'en 1623, mais n'eut qu'un fils handicapé qui mourut l'année suivante³¹⁹. L'évêque reprit donc le fief et le donna à Rudolph von Neuenstein, fonctionnaire épiscopal à Molsheim, le 24 février 1624, en tant que fief héréditaire dans la lignée masculine, tant que les Neuenstein seraient catholiques.³²⁰ Il en fut propriétaire jusqu'en 1664. De 1664 à 1686 le fief appartint à son fils Wolff Ludwig³²¹. De 1686 à 1716, Friederich Ernst von Neuenstein en fut le propriétaire³²². On ne trouve plus mentionné les noms des propriétaires suivants. Cependant, les Neuenstein furent propriétaires du fief jusqu'à la Révolution française, car en 1757 les von Oberkirch se plaignirent de ce que la majeure partie de la dîme devrait être livrée aux Neuenstein à Molsheim³²³.

§3. Le deuxième tiers de la dîme du vin

On ne connaît les détenteurs du deuxième tiers de la dîme du vin qu'à partir du début du XV^e siècle. Ce sont les nobles d'Andlau. Le 14 décembre 1434, l'évêque Wilhelm von Diesch inféoda Rudolph von Andlau et le fils de son frère d'un « *Dryttheil an dem wynzehend zu Bischofsheim* » (d'un tiers de la dîme des vins de Bischofsheim)³²⁴.

Cela indiquerait que leur père possédait également ce droit en fief et que les Andlau en étaient probablement en possession depuis longtemps. Les propriétaires successifs furent les suivants de :

```
• 1434-1495 Rudolph von Andlau<sup>325</sup>,
• 1495-1532 Hartung von Andlau<sup>326</sup>,
```

• 1532-1570 Rudolf Weinelff et Arbogast von Andlau³²⁷,

³¹⁵ Archives d'Alsace G 763.

³¹⁶ Archives d'Alsace G 776.

³¹⁷ Archives d'Alsace G 776.

³¹⁸ Archives d'Alsace G 779.

³¹⁹ Archives d'Alsace G 776.

³²⁰ Archives d'Alsace G 776.

³²¹ Archives d'Alsace G 776.

³²² Archives d'Alsace G 776.

³²³ Arch Bischofsh. Prozeßakten wegen Kirchenreparatur 1758.

³²⁴ Archives d'Alsace G 548.

³²⁵ Archives d'Alsace G 549.

³²⁶ Archives d'Alsace G 549.

³²⁷ Archives d'Alsace G 549.

• 1570-1583 Alexandre	von	Andlau ³²⁸ ,
• 1583-1599 Sébastien	von	Andlau ³²⁹ ,
• 1599-1610 Wolff	von	Andlau ³³⁰ ,
• 1610-1664 Wolff	von	Andlau ³³¹ ,
• 1664-1717 Friedrich	von	Andlau ³³² ,
• 1717-??? Wolff Ludwig	von	Andlau ³³³ ,

Nous ne trouvons nulle part pas les noms des propriétaires suivants. Cependant, la famille d'Andlau resta en possession de ce fief, puisqu'elle était encore mentionnée comme propriétaire en 1772³³⁴.

§4. Le troisième tiers de la dîme du vin

Le dernier tiers de la dîme du vin appartenait à Caspar von Rebstock au début du XV^e siècle, depuis quand ? Nous l'ignorons. A sa mort en 1419, l'évêque Wilhelm la divisa en trois parties. Il en donna la moitié à Ulrich von Bock, un quart qu'il garda pour lui et un quart à Virich von Hohenburg³³⁵. Lorsque ce dernier mourut sans enfant en 1460, l'évêque Ruprecht inféoda son beau-frère Swikard von Sickingen avec sa part³³⁶.

En 1574, ce tiers était toujours aux mains des mêmes familles, seul le Hofwart von Kircheim avec les Sickingen furent associés à ce tiers³³⁷. De même dans les années 1587, 1617 et 1772³³⁸, de sorte qu'aucun changement de propriétaire n'a eu lieu jusqu'à la Révolution française.

³²⁸ Archives d'Alsace G 549.

³²⁹ Archives d'Alsace G 549.

³³⁰ Archives d'Alsace G 549.

³³¹ Archives d'Alsace G 549.

³³² Archives d'Alsace G 549.

³³³ Archives d'Alsace G 549.

³³⁴ Arch. Bischofsh. Prozeßakten wegen des Kirchenbaues.

³³⁵ Archives d'Alsace G 1787.

³³⁶ Archives d'Alsace G 1786.

³³⁷ Archives d'Alsace G 1786.

³³⁸ Arch.Bischofsh. (Divers rapports sur l'église).

De tous les impôts, la dîme était certainement le plus pesant. En 1419, la dîme des grains était de 384 quarters, la dîme du vin était de 453 ohmen³³⁹, en 1583 la dîme des grains était de 384 quartiers de grains³⁴⁰, la dîme du vin était de 355 ohmen de vin blanc et 65 ohmen de vin rouge³⁴¹. Au XVIII^e siècle, la moitié du ban était exempt de dîme « Elle (la commune) est exemptée de près de la moitié de la superficie du ban, puisqu'elle possède dans chacune des trois parties 75 acres, ce qui fait 225 acres pour lesquels elle ne paie pas la dîme³⁴² ». Cette exemption s'est naturellement faite par le rachat de l'obligation de livrer la dîme. Il est vrai que les seigneurs de la dîme devaient également supporter des charges pour entretenir l'église, mais comme nous le verrons dans le chapitre « Les églises de Bischofsheim », notamment avec l'exemple des von Oberkirch, ils n'étaient pas pressés de remplir leurs obligations. La seule exception était le monastère de Saint-Léonard, qui maintenait toujours le chœur dans un état digne et payait le curé, à moins qu'il ne se trouve lui-même dans une extrême pauvreté à la suite d'incendies criminels en temps de guerre et ne soit donc pas en mesure de remplir ses obligations.

Par résolution de l'Assemblée nationale du 4 août 1789, la dîme fut abolie.

³³⁹ Référence Arch.G 3671.

³⁴⁰ Arch. Évêques. Registres paroissiaux.

³⁴¹ Archives d'Alsace G 1787.

³⁴² Arch. Bischofs.. Registres paroissiaux.

Chapitre 13

Le patronage de l'église

On peut à juste titre supposer que l'évêque a fondé très tôt une église à l'endroit où se trouvait l'une de ses fermes les plus importantes. En tout cas, l'évêque est le premier détenteur connu du droit de patronage dans le village. Dans les premiers temps, ce droit n'était accordé qu'au constructeur de l'église, qui, en raison de ses services rendus à l'Église, avait le pouvoir de recommander à l'évêque le prêtre à employer dans cette l'église. Cependant, il était également responsable du paiement de ce clergé, pour lequel il recevait traditionnellement une partie de la dîme.

À Bischofsheim – selon des sources plus tardives – un tiers de la dîme des récoltes et du vin était dû au patron de l'église, celui-ci remettait ensuite une certaine partie au clergé employé pour subvenir à leurs besoins. Dans le contrat de 1236 entre l'empereur et l'évêque, le patronage de l'église de Bischofsheim fut attribué à l'évêque³⁴³, ce qui montre que l'évêque en était propriétaire avant le différend avec l'empereur. Peu de temps après, l'évêque donna le patronage de l'église avec les revenus associés en fief aux landgraves de Werden, qui à leur tour le donnèrent en sous-fief aux nobles Von Müllenheim, comme le landgrave Ulrich Von Werden l'atteste en 1336 : il avait donné en fief le « Kirchensatz » (dîme due à l'église) à Eberlin Von Müllenheim, fief qu'il tenait lui-même de l'évêque³⁴⁴. Comme c'était le cas auparavant pour l'évêque, les Von Müllenheim étaient désormais responsables du salaire du « prêtre employé » à l'église, à qui ils allouaient une partie de leurs revenus provenant de la dîme. Dans les siècles précédents – probablement jusqu'au XVI° siècle – ce prêtre vivait dans l'actuelle Rosheimergasse, c'est pourquoi en 1684 on l'appelait encore «Leitgaß», c'est-àdire la ruelle du prêtre³⁴⁵.

³⁴³ Archives d'Alsace G 50.

³⁴⁴ Archives d'Alsace G 94.

³⁴⁵ Arch. Bischofsh. "Behausungsbuch von 1684", fol 5.

Chapitre 14

La paroisse de Bischofsheim

Après avoir racheté le landgraviat, l'évêque laissa aux Von Mullenheim le patronage de l'église. En 1381, l'évêque Friederich von Blankenheim inféoda Johann Rosenberg von Mullheim et son cousin Reinbold, connu sous le nom de *Surer*, avec ce patronage³⁴⁶. En 1398, Reinbold von Mullenheim rendit le droit de patronage à l'évêque en échange du patronage de l'église de Kippenheim³⁴⁷.

Néanmoins, on retrouve la branche Surer de la famille von Mullenheim toujours en possession du patronage de l'église de Bischofsheim dans les années 1401, 1406 et 1411.³⁴⁸ Cette dernière année, « Hanns von Mullenheim, connu sous le nom de *Surer* » fut chargé du patronage de l'église de Bischofsheim par l'évêque Wilhelm³⁴⁹.

En 1422, l'évêque demanda aux Mullenheim³⁵⁰ de lui restituer le patronage de l'église, mais ceux-ci refusèrent. En 1432, Hans von Mullenheim le rendit à l'évêque, car il était le dernier de sa lignée, en demandant qu'il soit donné aux nobles Jacob et Wilhelm von Lützelstein-Geroldseck³⁵¹. L'évêque accéda à sa demande et attribua le patronage de l'église au von Lützelstein en fief ³⁵². Il resta aux mains de cette famille jusqu'en 1491.

Cette année, Mgr Albrecht transféra le patronage de l'église et les revenus associés à son chapitre de Saverne³⁵³.

Le chapitre de Saverne vendit en 1498 les revenus du patronage de l'église de Bischofsheim pour 500 florins au monastère de Saint-Léonard³⁵⁴, qui le conserva jusqu'à la Révolution française, c'est-à-dire jusqu'à l'abolition du patronage de l'église.

L'église du village était probablement dès l'origine une église paroissiale, c'està-dire dotée des revenus nécessaires pour subvenir aux besoins du curé. Il n'y a aucun moyen de déterminer si le village appartenait à un autre district ecclésial,

³⁴⁶ Gen. Land. Arch. Karlsruhe 27/29.

³⁴⁷ Gen. Land. Arch. Karlsruhe 27/29.

³⁴⁸ Gen. Land. Arch. Karlsruhe 27/29.

³⁴⁹ Frw. A. Strasbg Stadt- und Landbuch fol 295a.

³⁵⁰ GRANDIDIER, oeuvr. Inéd. 1 V p 274.

³⁵¹ Archives d'Alsace G 1787.

³⁵² Archives d'Alsace G 1787.

³⁵³ Archives d'Alsace G 6779.

³⁵⁴ Archives d'Alsace G 7666.

c'était improbable, puisque l'organisation ecclésiale coïncidait généralement avec l'organisation politique. Dans le chef-lieu de l'arrondissement de Bischofsheim, avec le Dagobertinischer Hof comme centre administratif, l'église du village était probablement dès les débuts une église paroissiale. Elle n'est documentée comme église paroissiale qu'en 1213, lorsque l'on trouve la première mention écrite d'un curé, c'est-à-dire d'un desservant paroissial payé par le patronat de l'église³⁵⁵.

En 1464, un autel et un chapelain sont mentionnés pour l'église³⁵⁶, qui fut probablement fondée par la famille des chevaliers Waffler, comme en témoigne le nom « le *Waffler kaplaneiengut* »³⁵⁷. Puisque les Wafflers avaient déjà disparu en 1452, l'aumônerie devait avoir été créée quelques temps auparavant. En 1491, le curé employé à l'église recevait de la dîme : 2 foudres de vin, l'impôt sur le vin de 11 ohms, quatre quarts de céréales, 16 quarts d'avoine et vingt quarts d'orge³⁵⁸.

Lorsque la paroisse passa sous le contrôle du chapitre épiscopal de Saverne en 1419, des conflits éclatèrent entre la paroisse et le chapitre car celui-ci ne remplissait pas ses obligations. C'est pourquoi Mgr Albrecht décréta en 1495 qu'un vicaire résidant, personne de bonne moralité, serait nommé et pris en charge par les recteurs des premières églises mentionnées à Bischofsheim, afin d'assurer un bon suivi des curés et paroissiens.

« Le même vicaire devra aussi avoir et garder à tout moment un autre prêtre susceptible de l'aider. Les deux prêtres doivent célébrer une messe chaque dimanche et deux les jours des grandes fêtes avec chant et lecture et dans l'église chaque jour si une ou plusieurs messes sont retardées ou manquées pour une raison quelconque, ils doivent les rattraper et accomplir les actes nécessaires. Ils doivent également célébrer les vêpres tous les samedis et tous les soirs, tous les dimanches et toutes les veilles de jours fériés, et fournir par ailleurs fidèlement aux églises et aux paroissiens le meilleur service dans la tradition héritée des temps immémoriaux³⁵⁹ ».

À partir de 1498, la paroisse dépendait du monastère de Saint-Léonard, mais aucun membre de l'ordre n'y officiait, il confiait l'administration de la paroisse à un ecclésiastique séculier. Cependant, ils changèrent si souvent au XVI^e siècle que la congrégation se plaignit à l'évêque en 1576 que « en 20 ans, elle n'avait pas eu durant 10 ans de prêtres stables³⁶⁰. Et que le seul curé en activité durant quelques mois, Krorgus, se soit converti au protestantisme en 1575³⁶¹ ». Grâce aux

³⁵⁵ Als. Dipl. nr 393.

³⁵⁶ Archives d'Alsace G 1435.

³⁵⁷ Archives d'Alsace G 1435.

³⁵⁸ Archives d'Alsace G 5677.

³⁵⁹ Archives d'Alsace G 1787.

³⁶⁰ Archives d'Alsace Fonds Zab. Fasc 79.

³⁶¹ Archives d'Alsace Fonds Zab. Fasc 79.

soins de l'évêque, la communauté fut épargnée des troubles de la Réforme. Elle comprenait également Veit Ziegler, le doyen apostat du monastère Saint-Léonard qui en 1593 proposa à la commune de transformer pour lui le poste de curé en poste de pasteur, sa demande fut vertement refusée³⁶². Depuis le XII° siècle, la paroisse dépendait du chapitre du Bruderberg et était également le siège de l'archiprêtre à diverses reprises. Comme archiprêtres du chapitre Bruderberg, qui résidaient à Bischofsheim, on trouve les noms suivants :

- 1) Johann von Still 1440³⁶³
- 2) Jacob Weyler 1621³⁶⁴
- 3) Berhard Lix 1780³⁶⁵



Bischofsheim, romanischer Taufstein aus dem 12. Jahrhundert.

Baptistère de l'ancienne église romane du XII^e siècle

³⁶² Straßb. Capit Archiv. Bischofsh nr 39.

³⁶³ Archives d'Alsace G 3224.

³⁶⁴ Archives d'Alsace G 1083.

³⁶⁵ Arch. Bischofsh. Kirchenakten.

Liste des curés de Bischofsheim :

aste u	es cures de discholsheim.	
1)	Wener	1213
2)	Johannes von Still	1430-1440
3)	Malterus Bettwild	1447
4)	Bernhard von Altzheim	1487
5)	Johannes von Keck	1495
6)	Batt	1530
6a)	Martin Brennysen	1549
7)	Bernhard Seyer	1570
8)	Johannes Cyriacus	1572
9)	Krorgus	1575
10)	Ulrich	1575
11)	Johannes Türkhues	1575
12)	Michael Seegmüller	1580
13)	Jean-Jacques Weiler	1621
14)	Jeremie Reeb	1621-1630
15)	Michael Saxo	1640
16)	Philippe Kirchner	1648
17)	Christoph Winkler	1652
18)	Martin Heim	1656-1664
19)	Jacob Weyler	1664
20)	Jacob Weiß	1670
21)	Jean Caspard Wiedmann	1672
22)	Jacques Greff	1683
23)	Leonhard Esslinger	1683-1720
24)	Nicolaus Fischer	1720-1724
25)	Joseph Münch	1752
26)	Bernhard Lix	1752-1800
27)	Jean-Jacques Maccard	1800-1803
28)	Andre Louis Gleize	1803-1806
29)	FranzJoseph Gutzeit	1806-1833
30)	Pierre Kuhn	1833-1845
31)	Jean Adam Mühe	1845-1850
32)	Wolfromm Lorenz	1850-1866
33)	Rapp Charles	1866-1890
34)	Cromer Leo	1890-1912
35)	Rauner Auguste	1912-1917
36)	Neth Peter	1917

Chapitre 15

Les églises de Bischoffsheim

§1. L'ancienne église romane

Jusqu'en 1671, Bischofsheim pouvait se vanter de posséder l'église la plus ancienne et la plus belle architecturalement de toute la région. Il s'agissait d'un édifice de pur style roman, dont le portail principal est encore visible pour l'essentiel dans l'église actuelle, au-dessus de ce portail est également murée la corniche en frise de la nef centrale de l'église antérieure. Si l'ensemble de la conception architecturale de l'église était en harmonie avec les fonts baptismaux encore conservés au musée de Strasbourg, alors il devait s'agir d'un bel édifice qui, comme les fonts baptismaux³⁶⁶, dataient du XII^e siècle.

Les murs inférieurs du clocher actuel se trouvaient également déjà dans l'église romane et appartiennent très probablement à une église antérieure, comme mentionné dans un rapport du 26 mai 1757 : « la commune souhaite également avoir un clocher à l'arrière de l'église, où se trouve l'orgue. Il doit être construit sur les piliers et les murs qui semblent avoir été faits pour le clocher d'une église antérieure³⁶⁷ ». Dans l'église romane, ces murs n'auraient pas pu être utilisés pour le clocher car celui-ci s'élevait au-dessus du transept de l'église. On est donc en droit de supposer que ces murs proviennent d'une église antérieure, dont le clocher au-dessus du portail d'entrée arrière était tel qu'il est aujourd'hui. Lors de la construction ultérieure de l'église romane, ces murs servirent de support à la tribune d'orgue. Mais ils doivent probablement provenir d'une période plus ancienne, même si on ne peut déterminer plus précisément leur âge.

Examinons maintenant de plus près l'histoire de l'église romane : si l'on peut déduire son âge à partir de l'âge de ses fonts baptismaux, elle appartient au XII^e siècle. Mais ce n'est qu'en 1523 que nous trouvons une mention dans un document. Le propriétaire du château supérieur (Oberschloss) de l'époque, le Junker Jacob

³⁶⁶ Se trouve actuellement à Strasbourg dans les jardins du palais du Rhin exposé aux intempéries (situation en 1924 lors de la publication du livre).

³⁶⁷ Arch. Bischofsh : Dossier des réparations de l'église de 1757.

Quintner, a fait réparer cette année la chapelle Saint-Jean du côté de l'Évangile et a doté son autel d'une messe à lire chaque semaine le mercredi³⁶⁸.

Environ 20 ans plus tard, en 1547, l'église nous apparaît à nouveau, bien que dans un état de délabrement avancé. Il n'est pas précisé si son état de délabrement était dû à un incendie criminel pendant la guerre ou à un défaut de construction. Quoi qu'il en soit, cette année-là, la tour devait être démolie afin d'effectuer des réparations approfondies, ce à quoi la commune, responsable de l'entretien de la tour, s'est opposée et a engagé sa responsabilité pour le cas où les autres parties seraient endommagées à la suite de l'effondrement de la tour³⁶⁹.

Mais les seigneurs de la dîme de l'église, qui étaient tenus d'entretenir le bâtiment n'étaient pas pressés d'effectuer les réparations, comme le montre la lettre suivante de l'évêque Erasmus au Bailli de Dachstein en 1554 : « Comme vous le savez, nous avons négocié avec les bénéficiaires de la dîme à Bischofsheim et en particulier avec Alexander von Andlau autant par écrit que verbalement et avons demandé avec insistance que les dommages de l'église soient réparés, vu la grande urgence et que cette situation ne peut plus souffrir de retard. Néanmoins, nous apprenons que cela ne s'est pas encore produit, que l'église s'est partiellement effondrée et qu'il est presque à craindre que le reste suive et cause des dommages graves et irréparables à la population. C'est pourquoi nous ne sommes plus disposés à rester les bras croisés et nous vous demandons de refuser, en notre nom en tant qu'autorités, la dîme du vin de cette année à tous ceux qui doivent réparer le bâtiment et de ne pas leur permettre de percevoir cette dîme jusqu'à ce qu'ils promettent et s'engagent par écrit envers nous à vouloir effectuer les réparations au printemps prochain³⁷⁰ ».

Nous ne savons pas quand la réparation a été effectuée.

Lors du passage de Wolfgang von Zweibrücken en 1569, l'église fut gravement endommagée, comme en témoigne un document daté du 22 mars 1575 :

Dans lequel il est dit : « D'un autre côté, les habitants de Bischofsheim ont mis en avant le fait que les autels, ainsi que les images et tableaux associés, les livres, les vêtements et autres ornements de l'église paroissiale, ont été brisés, vandalisés et emportés, lors du dernier passage de Wolfgang, et que depuis tout cela fait défaut à tel point que les cérémonies chrétiennes et divines doivent être annulées en partie. Le bâtiment de l'église est également complètement délabré ³⁷¹ ».

Compte tenu du triste état de l'église, l'évêque auxiliaire Johann Delphius fit cadeau à la commune d'un autel et d'une chaire.

³⁶⁸ Archives d'Alsace G1787 (Le curé percevait 10 Ohmen Vin, 10 quarts de seigle et 3 livres d'Argent).

³⁶⁹ Archives d'Alsace G 1787.

³⁷⁰ Archives d'Alsacev. G 1787.

³⁷¹ Archives d'Alsace fonds Zab. Fasc.79.

Le rapport d'inspection du fiscal du chapitre du Bruderberg du 8 octobre 1580, dépeint l'église sous le même jour sombre : « L'église de Bischofsheim, qui fut entièrement pillée, profanée et pillée lors du dernier passage de Wolfgang, est tellement endommagée qu'elle risque de s'effondrer complètement, sinon elle serait grande et spacieuse, par contre elle est complètement en ruine et ouverte à tous les vents. Ses voûtes sont tellement lézardées en divers endroits, qu'elles risquent chaque jour de s'effondrer, et ceci est déjà arrivé d'un côté ; « Le pavement du chœur est déformé et usé, les fenêtres sont ruinées et béantes³⁷² ».

Le 1^{er} juillet 1583, la commune adresse une lettre de plainte à l'évêque Johann von Manderscheid concernant le mauvais état de l'église : « elle indique qu'elle avait fait réparer le clocher de l'église il y a de nombreuses années ainsi que les parties et les chapelles dont elle est responsable. Les réparations ont été effectuées en même temps par les responsables des autres parties de l'église : l'abbaye Saint-Léonard, les Hofwart von Kirchheim, les Bock von Blaesheim, les Andlau et les Oberkirch, mais les réparations furent si mal exécutées que la commune dut construire à grands frais de solides piliers et de grands arcs pour prévenir de graves dangers. Elle prie donc l'évêque de rappeler leurs devoirs aux seigneurs de la dîme, sinon la tour risque de s'effondrer elle aussi ³⁷³ ».

L'évêque s'en prend cette fois sérieusement aux propriétaires de la dîme. En 1585, les Andlau recouvrent leur partie de l'église d'un toit au lieu d'une voûte, ce qui prouve qu'elle s'était en grande partie effondrée. Suite à quoi l'évêque leur bloqua la perception de la dîme jusqu'à ce que les réparations soient effectuées en respectant le style de l'édifice³⁷⁴.

Le couvent de Saint-Léonard fit installer de belles « boiseries » dans le chœur lors des réparations générales.

Au cours des années de guerre qui suivirent, l'église fut probablement à nouveau durement touchée. En 1611, la commune se plaignit auprès de l'évêque auxiliaire Adamann que dans l'église tout faisait défaut, les autels, les fenêtres et les parties bâties³⁷⁵. Le 9 mars 1615, par ordre de l'évêque, eut lieu une « inspection » de l'église, au cours de laquelle le procès-verbal suivant fut enregistré.

« L'église forme une croix naturelle avec le chœur, la nef et les chapelles aux deux angles du chœur. Il y a 16 piliers, hauts de 3 toises. Au-dessus se trouve un mur de 3 toises de haut en pierres de taille, fermé par une voûte. Au sommet des chapelles se trouvent deux petits chœurs ronds. En contrebas, de part et d'autre, le

³⁷² Archives d'Alsace G 1788.

³⁷³ Archives d'Alsace Bischofsh. Kirchenakten.

³⁷⁴ Archives d'Alsace G 1787.

³⁷⁵ Arch.Bischofsh. Registres paroissiaux.

long de la nef, se trouve un cloître voûté. Au milieu de la croisée du transept, devant le chœur, sur quatre colonnes cuboïdes se trouve la tour en forme de pyramide.

Les personnes suivantes sont responsables de l'entretien de l'église :

- 1) la tour : la commune,
- 2) le côté droit de la nef et la chapelle latérale : les Oberkirch en tant que détenteur des 2 parts de la dîme des grains,
- 3) le côté gauche de la nef et la chapelle latérale : les Andlau et consorts en tant que détenteurs de la deuxième part de la dîme du vin,
- 4) le chœur : le couvent de Saint-Léonard³⁷⁶.

Jusqu'en 1751 nous n'avons plus aucune nouvelle de l'Église.

Le 23 août 1751, la foudre frappa la tour et y mit le feu. La voûte de l'église fut gravement endommagée par les nombreuses pierres tombées de la tour lors de l'incendie. Le couvent de Saint-Léonard et les Andlau firent immédiatement effectuer les réparations nécessaires, dans la mesure où ils en étaient responsables, afin que l'église ne subisse des dommages encore plus importants. Les Oberkirch, en revanche, se contentèrent de remplacer quelques tuiles sur le toit. En réponse à une plainte de la commune, une inspection avec tous les seigneurs de la dîme eut lieu le 24 mai 1752, au cours de laquelle une réparation approfondie de l'église fut reconnue nécessaire.

Mais les Oberkirch ne voulaient pas entendre parler d'une complète reconstruction, c'est pourquoi les dix autres seigneurs ne purent pas non plus commencer les travaux³⁷⁷.

Après diverses requêtes infructueuses, la commune cita les Oberkirch devant le Directoire des Chevaliers qui, sous toutes sortes de prétextes, traîna l'affaire en longueur pendant trois ans, sans engager de négociations. Pendant ce temps, la pluie et la neige tombaient sur les voûtes, de sorte qu'en hiver elles éclatèrent complètement et soulevèrent les murs latéraux. L'église dû être fermée et les offices furent célébrés dans la salle commune³⁷⁸.

Le 25 janvier 1755, le Directoire des Chevaliers demanda aux Seigneurs de la dîme de déclarer sous 8 jours s'ils étaient d'accords pour que soit effectuée les travaux sans une inspection impartiale préalable de l'église.

³⁷⁶ Arch.Bischofsh. Registres paroissiaux.

³⁷⁷ Arch.Bischofsh. Registres paroissiaux.

³⁷⁸ Arch.Bischofsh. Registres paroissiaux.

L'inspection eut lieu le 19 mars et il a été unanimement reconnu que la construction d'un nouveau bâtiment coûterait moins cher qu'une réparation³⁷⁹.

Lorsque les d'Oberkirch entendirent parler d'un nouveau bâtiment, ils chargèrent en toute hâte l'entrepreneur Ruscher d'Oberehnheim, pour la somme de 500 francs, d'effectuer les réparations dont ils étaient responsables. Celui-ci répara d'abord le toit, recouvrit les murs extérieurs avec du mortier pour boucher les fissures, puis démoli une partie endommagée du mur latéral de la chapelle droite, lorsque soudain toute la voûte de cette chapelle s'effondra, il s'empressa de prendre la poudre d'escampette³⁸⁰.

Le 2 juin 1755 eut lieu une nouvelle inspection des Seigneurs de la dîme. Le procès-verbal révèle les détails intéressants suivants sur l'église : « L'église fait 58 pieds de long jusqu'aux chapelles du transept, les chapelles de la croisée du transept font 25 pieds de long, L'église entière jusqu'au chœur mesure 83 pieds de long et 49 pieds de large, avec 18 pieds pour la nef centrale et 11 pieds chacun sur les deux bas-côtés. Les piliers principaux sur lesquels reposent la tour et la voûte centrale ont une hauteur de 18 pieds entre la base et les corniches de la voûte. Le mur latéral a une hauteur de 15 pieds, le mur supérieur de la nef centrale au-dessus des voûtes latérales a également une hauteur de 15 pieds.

Lors de cette inspection, les experts ont déterminé que les murs latéraux, y compris les voûtes latérales, les piliers de la tour et la tour, devraient être entièrement démolis et reconstruits. Les coûts ont été estimés à 2 330 florins. La commune a alors démoli la tour. Mais la famille Oberkirch s'en tient à son ancienne position et refusa d'effectuer les réparations dont elle avait la charge. La commune a donc proposé de construire un nouveau bâtiment pour une somme de 3 500 florins, mais ne reçut aucune réponse à son offre³⁸¹.

En 1757, la chapelle latérale gauche s'effondra également, de sorte que l'église fut complètement ouverte. Après plusieurs tentatives infructueuses pour amener le Directoire à prendre des mesures contre les Oberkirch, la commune se tourna vers le Conseil d'État, qui par une résolution provisoire du 27 février 1761, autorisa la commune à construire un nouveau bâtiment avec les Andlau. Les coûts de ce nouveau bâtiment furent ensuite répartis entre les seigneurs de la dîme par le Conseil d'État selon le pourcentage de parts de dîme de chaque partie³⁸².

³⁷⁹ Arch.Bischofsh. Registres paroissiaux.

³⁸⁰ Arch.Bischofsh. Registres paroissiaux.

³⁸¹ Arch.Bischofsh. Registres paroissiaux.

³⁸² Archives d'Alsace G 1788.

§2. L'Église actuelle

Le 11 juin 1762, le maître maçon Joseph Elmerich de Weiler fut chargé de la construction du nouveau bâtiment pour la somme de 9200 francs. Ce nouvel édifice a été construit sur les fondations de l'église romane à l'exception des chapelles latérales. Le portail principal et les murs arrière de l'église romane ont également été conservés³⁸³. L'église n'avait pas encore sa taille actuelle, mais allait seulement jusqu'aux portes d'entrée actuelles. Elle n'avait qu'une petite tour, c'est pourquoi l'on construisit en 1823 la tour sous sa forme actuelle sur les anciennes fondations³⁸⁴. L'église se révélant bientôt trop petite, elle fut agrandie d'une travée en direction du chœur en 1835. Le chœur fut reconstruit³⁸⁵. De même, la tribune a été installée à l'intérieur de l'église et tout le toit de l'église a été légèrement abaissé. Nous avons déjà évoqué ailleurs les découvertes romaines faites à cette occasion

³⁸³ Arch.Bischofsh. Registres paroissiaux.

³⁸⁴ Arch.Bischofsh. Registres paroissiaux.

³⁸⁵ Arch.Bischofsh. Registres paroissiaux.

Chapitre 16

L'Oberschloß- château épiscopal

Jusqu'après la Révolution française, un bâtiment majestueux et imposant, le château épiscopal (Castel), se dressait à l'emplacement de l'actuelle cour de l'hôpital, dont il ne reste plus la moindre trace. Seule la maison des domestiques, qui faisait autrefois partie du château supérieur, existe encore et est souvent appelée à tort le château supérieur. Aucune source ne permet de déterminer en quel siècle le château a été construit. Il a été évoqué dans un document pour la première fois en 1326 et s'appelle le « Wafflerturm » (La tour des Waffler)³⁸⁶. Ce nom prouve qu'à cette époque elle était le siège de la famille des chevaliers libres, les Waffler, qui étaient au service de l'évêque.

Vu l'emplacement du château juste à côté de l'ancienne cour épiscopale, nous pouvons conclure que les chevaliers qui y vivaient étaient dès l'origine chargés de la protection de la cour. Le château doit donc être aussi ancien que la cour épiscopale elle-même : il est très probable que le château fut dans les premiers temps la demeure du bailli, que l'on trouve mentionné dans la donation Dagobertienne. Après la suppression du poste de bailli dans le village, l'évêque aurait confié à l'un de ses chevaliers la tâche de protéger la cour et ses sujets, ce qui relevait auparavant du bailli, et lui aurait donc assigné le château comme résidence. Le château est peut-être entré en possession des Waffler au XIIIe siècle. Il a conservé le nom de « Wafflerturm » pendant de nombreux siècles.

Nous ne savons pas qui est entré en possession du château après les Waffler. Au XV^e siècle, on n'avait pas la moindre information sur le château. Seuls des armoiries taillées dans la pierre, et qui comportent trois flèches au centre et l'année 1484, sont murées dans la remise de l'hôpital actuel. Cette pierre vient sans doute de l'ancien château. Mais je n'ai pu trouver aucune famille de chevaliers de cette époque qui portait ces armoiries.

Au début du XVI^e siècle, le château appartenait au Juncker Quinter von Sarrebourg, qui était au service épiscopal et dont il est prouvé qu'il vivait à Bischofsheim en 1523³⁸⁷. Il est mentionné comme propriétaire du château dans le registre des communes de 1534³⁸⁸. La famille Quinter von Saarburg s'éteignit vers 1550. Le château revient désormais à l'évêque de Strasbourg. Dans les archives du chapitre de la cathédrale, il est indiqué que l'évêque Erasmus a vécu quelque temps

³⁸⁶ Archives d'Alsace D38.

³⁸⁷ Archives d'Alsace G 1787.

³⁸⁸ Arch. Bischofsh. Fol 3.

dans ce château après son retour du concile de Trente³⁸⁹. Celui-ci était présent au Concile jusqu'au 5 mars 1552³⁹⁰ de sorte que son séjour au château pourra probablement être placé vers la fin de cette année.

L'année suivante, Philip Ingold de Strasbourg acheta le château. Il fit effectuer d'importantes réparations et modifications au château, de sorte que l'on lit dans divers documents qu'il construisit le château³⁹¹, ce qui signifie uniquement qu'il fit effectuer d'importantes réparations. Il construisit d'abord la maison des domestiques qui existent encore aujourd'hui. Comme la place sur laquelle elle a été construite appartenait encore à la commune à l'époque, il y a eu un procès qui a été réglé par la médiation d'un arbitre épiscopal de telle manière qu'Ingold a été autorisé à inclure toute la place dans le château et à l'entourer d'un mur, « depuis l'entrée du haut jusqu'en bas aux noyers, où se trouvent les écuries ». En compensation il a donné à la commune une maison d'habitation³⁹².

Il entra à nouveau en conflit avec la commune pour une autre raison. Il réclama des droits de pâturage dans le ban de la commune au motif que les propriétaires précédents en possédaient également, et comme la commune lui a refusé les mêmes droits, il s'est tourné vers l'évêque. La commune a répondu que les anciens propriétaires du château n'avaient jamais obtenu de droits de pâturage. « Certains membres de la noblesse et d'autres qui vivaient là n'avaient pas de bétail et s'ils en avaient, ils se montraient si amicaux et de bon voisinage envers la commune que celle-ci leur permettait d'utiliser les pâturages, ce qui ne permettait pas à Ingold d'en faire un droit pour lui ».

Grâce à l'intervention de l'évêque, les droits de pâturage lui furent finalement accordés en 1553 contre le paiement des taxes. En plus de cela, il était autorisé à mener au pâturage autant de bétail que le « citoyen le plus important du village³⁹³ ».

Il n'y avait pas de grand cheptel dans le château à cette époque, car lorsque le bailli du château Sébastian Greyner le vendit à Ingold à son départ en 1568, on ne dénombrait que les bêtes ci-dessous : (le prix de vente est également mentionné)

- 1) un cheval blanc, 20 thalers
- 2) un cheval roux, 20 thalers
- 3) un poulain de trois ans, 12 thalers
- 4) un poulain d'un an, 12 thalers
- 5) deux vaches, 11 florins

³⁸⁹ Straßbg. Kapit. Arch. Liasse Bischofsh. Nr 158.

³⁹⁰ Glöckler Geschiste des Bist. Straßbg. I 400.

³⁹¹ Archives d'Alsace Fonds Zab. Fasc. 77.

³⁹² Straßbg. Kapit. Arch. Liasse Bischofsh. Nr 14.

³⁹³ Capit.. Arch.Liasse Bischofsh. N°14.

- 6) huit moutons et deux agneaux, 8 florins 4 schillings
- 7) une laie et onze porcelets, 18 florins
- 8) quarante poulets, 5 florins 10 schillings³⁹⁴.

Mais les réparations du château avaient nécessité une énorme somme d'argent qu'Ingold ne possédait pas. Il emprunta donc 11 800 florins à l'évêque en 1557 et lui céda en retour le château avec tous ses « revenus et dépendances ». Mais il avait de nombreux autres créanciers et les traitait tous pareillement en ne remboursant rien à personne³⁹⁵. Les différents créanciers l'ont alors assigné en justice devant le tribunal de Strasbourg afin que le château soit saisi, ce que le tribunal a fait. Mais lorsque l'évêque de Strasbourg a également demandé au tribunal d'être mis sur la liste des créanciers, le tribunal l'a débouté, on n'en connait pas la raison. L'évêque n'y alla pas par quatre chemins et, le 18 juillet 1573, fit occuper le château par le maire et 10 hommes armés et y plaça un « chevalier armé » et trois gardes. Il en informa alors le tribunal de Strasbourg. Celui-ci exigea la restitution immédiate du château, mais l'évêque refusa. Strasbourg envoya alors 200 hommes à pied et à cheval avec des fusils, trois pièces d'artillerie de campagne et d'autres équipements militaires pour prendre le château.

Ils arrivèrent au château dans la nuit du 25 août, et comme les gardes refusaient d'ouvrir la porte, les mercenaires escaladèrent les murs et ouvrirent les portes. Grâce à la persuasion du bailli de Dachstein, arrivé dans la matinée, les mercenaires repartirent vers midi sans avoir causé de dégâts³⁹⁶.

Nous ne savons pas comment l'affaire a été réglée. Nous n'avons qu'une protestation de l'évêque auprès de l'empereur de 1575 contre cet empiètement scandaleux de la ville de Strasbourg sur les droits épiscopaux³⁹⁷.

En 1581, le château était la propriété du bailli de Hanau, Jacob Bernhold³⁹⁸, qui le vendit au capitaine Hieronymus von Mörsperg pour 10 000 florins, le 8 mai 1582. Dans le contrat principal les accessoires et l'inventaire du château sont décrits comme suit³⁹⁹:

- l'Oberschloß avec jardin du château et fossés, chenil, parvis, maisons, et abri pour pressoir ainsi que plusieurs pressoirs, des écuries, des pâturages, et droits de glandage dans la forêt, et les autres dispenses données par l'évêque Erasmus;
- 2) un jardin au-dessus du château, dans lequel se trouve également un étang et qui s'appelle *Weyergarten* (Jardin de l'étang) ;

³⁹⁴ Archives d'AlsaceFonds Zab. fasc 77.

³⁹⁵ Archives d'Alsace G1086.

³⁹⁶ Archives d'Alsace G1086.

³⁹⁷ Archives d'Alsace G1086.

³⁹⁸ Archives d'Alsace G1085.

³⁹⁹ Archives d'Alsace fonds Zabern fasc. 90.

- 3) 130 acres de forêt appelée *Roetingswald* située dans le ban de Rosenweiler;
- 4) 4 ½ acres de vignes situées en contrebas du château entre le Castelpfad et la Schafgasse ;
- 5) un grand jardin dans la Schmittgasse près du lavoir pour chevaux ;
- 6) 23 acres de terrain, 11 acres de prés situés dans le ban Bischofsheim, Rosheim, Mollkirch et Rosenwiller;
- 7) 4 hectares de vignes situées dans le ban de Bischofsheim ;
- 8) les ustensiles domestiques suivant :
 - a) dans la chambre de la tour, deux lits sans baldaquin avec cadre marqueté ;
 - b) dans la chambre, un lit avec un baldaquin en bois et deux repose-pieds, également un lit sans baldaquin et deux repose-pieds;
 - c) dans la chambre un lit vernis sans baldaquin;
 - d) dans la chambre il y a aussi un lit sans baldaquin avec un cadre marqueté;
 - e) dans la grande pièce avant, dans l'oriel, une table ronde en noyer, deux fauteuils en sapin et un petit buffet verni avec des ferrures ;
 - f) dans la Stub, un lit marqueté verni avec un lit et un baldaquin en bois et deux pieds de lit et deux repose-pieds et un coffre verni fermant à clé;
 - g) dans la chambre latérale se trouve un lit verni avec un panneau et un baldaquin en bois, deux tabourets et un vieux coffre avec des ferrures.
 - h) dans la cuisine de devant, il y a un petit buffet blanc, avec serrure et ferrures, avec trois tiroirs, ainsi qu'un grand tabouret sur lequel est posée l'eau;
 - i) dans la chambre de la tour, à l'arrière de la tour il y a une table en pin, une table biseautée devant la chambre, un cadre de lit vernis avec un baldaquin en bois et un repose-pied blanc;
 - k) dans l'arrière-cuisine, un buffet blanc aménagé avec tiroirs, un buffet blanc sans fermeture, un banc d'eau ;
 - dans la petite pièce au bas du château il y a une huche blanche, devant la pièce il y a quatre petits sabots;
 - m) dans la cave de la tour, un fût à moitié vide, une grande cuve en chêne, devant la cave une échelle à 32 barreaux.

9) sur l'avant-cour:

a) dans la chambre haute il y a une table biseautée avec un tiroir, un cadre de lit vernis avec un baldaquin en bois ;

- b) dans le séjour, un cadre de lit sans baldaquin avec deux repose-pieds ;
- c) dans la chambre, deux cadres de lit pour domestiques ;
- 10) dans la maison l'on trouve 3 binettes, 2 houes, 1 hache et 1 fourche ;
- 11) dans la cave de l'avant-cour, 6 barriques neuves de 4 foudres et demi chacune, dont cinq à vin. Un tonneau de vin de deux ans de 1,5 foudre, un tonneau de vin rouge de ½ foudre, un petit fût avec deux ohms de vin, un fût vide de cinq ohms, une échelle à 8 barreaux.

Vierling $\frac{1}{4}$ de 500gr = 125gr ici un quart d'un Fuder. 1 Fuder 6 ohmen = 300 litres ;

- 12) un pressoir, 2 cuves, une échelle à 12 barreaux, 1500 échalas de vigne ;
- 13) au-dessus de l'écurie, deux charrettes de foin.

Le 17 septembre 1583, Hieronymus von Mörsperg signa un contrat avec la commune pour les droits de glandée dans la forêt et de pâturage, comme ceux qui avaient été accordés à Ingold en 1553⁴⁰⁰. Il fut exempté des obligations civiques ainsi que ses serviteurs. Par contre s'il venait à nommer un intendant pour le château, celui-ci et ses serviteurs devraient remplir leur devoir civique comme tout autre citoyen.

Le 20 mai 1584, Jérôme von Mörsperg vendit le château avec jardin, chenil, maisons, pressoir, écuries et tous les biens et droits à la Liebfrauenwerk (œuvre Notre Dame) de Strasbourg pour 400 florins⁴⁰¹.

Le 6 mars 1603, l'évêque Carl émit la lettre d'exonération du château, déclarant que son propriétaire était exempté de « toutes obligations civiles, commandements et interdictions, qu'il était libre, sans obligations qu'il pouvait désormais disposer des pâturages et de la glandée⁴⁰² ». Les deux florins pour la protection de l'évêque et qui avaient été précédemment versés à l'évêque ont également été supprimés. Les nobles de Mörsperg possédèrent le château jusqu'en 1635 environ. Le bâtiment devait être réparé vers 1630. C'est pourquoi une « Inspection » du château a eu lieu, au cours de laquelle le secrétaire municipal de Dachstein, Zacharis Benseler, réalisa une description des lieux qui, quoique peu précise⁴⁰³, nous est encore précieuse de nos jours car c'est la seule description historique que nous en ayons.

Elle est rédigée comme suit :

« Tout d'abord, au milieu du château, il y a une tour à quatre côtés de 34 pieds.

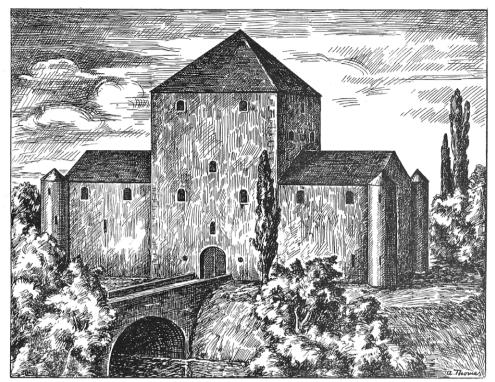
Sans les fondations, elle fait 6 étages de haut, les murs ont, l'un dans l'autre, 5 pieds d'épaisseur.

⁴⁰⁰ Capit. Arch. liasse Bischofsheim nr 27.

⁴⁰¹ Archives d'Alsace G 1085.

⁴⁰² Archives d'Alsace G 1086.

⁴⁰³ Arch. Bischofsh.



Bischofsheim, das Oberschloss nach einer Beschreibung aus dem Jahre 1630.

L'Oberschloß (château épiscopal) d'après une description de 1630.

Il y a 2 bâtiments latéraux autour de la tour, chacun mesurant 34 pieds de long et 24 pieds de large, sur 3 étages en pierre. À l'intérieur de la tour du château se trouve un escalier en colimaçon en pierre avec 46 marches.

Sur les deux autres côtés, près de la tour, il y a deux couloirs et une écurie avec 4 stalles. Vu de face, près de la tour, un puits d'environ 10 toises de profondeur, avec un système à manivelle au sommet.

Aux quatre coins du château 4 petites tours chacune de 13 pieds et haute de 3 étages.

Les bâtiments comprennent 5 pièces, 10 chambres, 2 cuisines, ainsi que plusieurs armoires et une cave sous la tour.

Le fossé qui fait le tour du château sur deux côtés mesure 32 pieds de large, les deux autres côtés sont un peu plus étroits.

Les quatre murs entourant le fossé à l'extérieur mesurent chacun 140 pieds de long et 15 pieds de haut à partir du sol.

Un pont franchit les douves pour entrer dans le château, il s'agit d'un pont voûté des deux côtés avec 3 arches en pierres de taille. Le toit du château est recouvert d'une double couverture de tuiles.

A l'intérieur dans l'avant cour du château se trouve un bâtiment en pierre de 80 pieds de long et 34 pieds de large, à 2 étages, comprenant une cave voûtée, de 39 pieds de long et 28 pieds de large, avec un escalier de 14 marches en pierre. A l'intérieur deux pièces, quatre chambres, une cuisine, un abri pour le pressoir avec un pressoir long-fûts.

Dans la cour se trouve une grange, d'environ 72 pieds de long, 34 pieds de large, d'un étage de haut, en pierre, elle abrite une écurie ainsi que de petits boxes des deux côtés.

Enfin, le domaine y compris le château et le jardin, est entièrement entouré de murs, bien que le mur soit quelque peu délabré à plusieurs endroits ce mur a été construit par Hans Bernhauser, charpentier et Gregorius Fyrlin, maçon de Molsheim. Il a été inspecté, mesuré, décrit et la réfection a été estimée à 2 000 florins, L'ensemble du devis s'élève à 9 000 florins ».

Cependant, la réparation prévue n'a plus été effectuée par les Mösberg, mais par le propriétaire suivant, Rudoph von Berkheim. Il n'est pas possible de déterminer exactement à quelle date le château est entré en sa possession, mais cela doit avoir eu lieu vers 1638, car cette année-là Berkheim habitait déjà à Bischofsheim. Dès le début, il y eut une relation très tendue entre lui et la commune car au plus fort de la guerre des Suèdois (guerre de trente ans) – en 1638 – il avait acheté à vil prix la plupart des prés dit Schumatten aux quelques habitants qui habitaient encore le village⁴⁰⁴.

Voilà pourquoi la commune lui interdit d'utiliser la forêt et les pâturages et le 24 juillet 1642, il se plaint d'avoir été « contraint par la commune de quitter sa maison⁴⁰⁵ ». Il avait probablement déjà réparé le château à cette époque ; il écrivait en 1643 qu'il l'avait refait « avec beaucoup de construction et de dépenses⁴⁰⁶ ». Au cours des années suivantes, les relations s'améliorèrent quelque peu grâce aux concessions de Berkheim. Il écrivait en 1651 « que pendant environ 9 ans, il protégea les habitants autant que possible en leur prêtant beaucoup de grains et d'argent, évitant les incendies et la ruine complète de leur village, car souvent tous les habitants avec femmes et enfants, chevaux, bétail, grains et vin jusqu'à 200 quartiers et plus de 300 ohm venaient à moi et étaient placés sous ma garde, Par sa personne et ses actions de sauvetage de 10 à 12 fois. Il évita les dommages aux personnes, ni le grain ni aucune mesure de vin n'ont été pillés⁴⁰⁷ ».

⁴⁰⁴ Archives d'Alsace G 1083.

⁴⁰⁵ Capit.. Arch. Liasse Bischofsh. Nr 14.

⁴⁰⁶ Capit. Arch. Liasse Bischofsh. Nr 14.

⁴⁰⁷ Archives d'Alsace G 1085.

Cette année, la commune renouvela avec Berkheim le contrat qu'elle avait conclu en 1553 avec le propriétaire du château de l'époque⁴⁰⁸.

Mais même par la suite, les relations restèrent assez tendues. Lorsque Berkheim eut déplaçé les bornes en un point de son domaine en 1661, le 23 août au matin entre 8 et 9 heures le maire de Bischofsheim à cheval et bien équipé se mit en route accompagné d'une cinquantaine d'hommes à pied, dont 30 hommes non armés portant des bûches, l'un d'entre eux avait une hallebarde, les autres portaient des pelles et des pioches pour remettre en place les bornes du domaine de Berkheim⁴⁰⁹.

La durée pendant laquelle les Berkheim ont possédé le château ne peut être déterminée avec précision. Dans le registre des habitations de la commune de Bischofsheim de 1684, Monsieur de Granade⁴¹⁰ est mentionné comme propriétaire du château. Nous ne disposons d'aucune information sur ce monsieur.

Le château passa ensuite à Etienne Augustin Lefebre, contrôleur d'artillerie à Sélestat, qui le vendit à Damien Verly, contrôleur d'artillerie à Strasbourg pour 20 000 livres le 21 août 1715⁴¹¹.

En 1724 le château appartenait à Monsieur de Puget. Celui-ci est probablement décédé la même année, car nous trouvons mentionnée une donation à son nom dans le livre des donations de la paroisse⁴¹².

Nous ne savons rien de plus sur lui.

Nous ignorons si le château est passé directement à la famille Dassier ou est passé par d'autres propriétaires avant.

Au début de la Révolution française le château était la propriété d'Aimé Dassier, dit Lachassagne. Le 20 juin 1793, le château fut vendu aux enchères en tant que propriété des émigrés. Charles Lehn de Sélestat l'acquit aux enchères pour 16 000 livres avec la maison des communs et deux arpents de vignes au lieu-dit Castelpfad⁴¹³.

Après la révolution, il vendit le château au maître maçon Zobel de Bischofsheim, mais à force de jeter l'argent par la fenêtre celui-ci devint bientôt si pauvre qu'il démolit le château et vendit les pierres pour la nouvelle construction de l'église de Krautergersheim⁴¹⁴.

⁴⁰⁸ Archives d'Alsace G 1085.

⁴⁰⁹ Archives d'Alsace G 1089.

⁴¹⁰ Arch. Bischofsh. Fol. 12.

⁴¹¹ Archives d'Alsace G 1084.

⁴¹² Arch. Bischofsh. Fol. 39b.

⁴¹³ Archives d'Alsace O 374.

⁴¹⁴ Schulchronik Bischofsh.



Ch. Jaeck, phot. Obernai.

Bischofsheim, das Unterschloss in seinem heutigen Zustande.

L'Unterschloß dans son état actuel (dans les années 1920)

Chapitre 17

L'Unterschloß- château allodial

Les premiers temps du château allodial, comme ceux du château épiscopal, nous sont totalement inconnue. Il n'est pas possible d'affirmer à quelle date ce château a été construit. En 1444, le château allodial a été mentionné pour la première fois dans un document comme propriété de Jacob von Ramstein. 415 Il est désormais prouvé que les nobles de Ramstein habitaient à Bischofsheim dès le début du XIVe siècle en tant que ministériels épiscopaux, c'est-à-dire en tant que chevaliers au service de l'évêque. Ils sont issus de la classe des serfs et ont été élevés au rang de chevaliers. Dans les années 1350 et 1375, les Petermann et Henselin von Ramstein à Bischofsheim se disaient eux-mêmes « Edelknechte » (sergents à cheval)⁴¹⁶. On peut probablement supposer que les Ramstein étaient déjà propriétaires du château inférieur (allodial) au XIVe siècle. Alors que les premiers habitants vérifiables du château Haut (Castel) étaient des chevaliers libres, les premiers habitants vérifiables du château allodial sont des ministériels épiscopaux. Le chroniqueur d'Ebersheim nous apprend qu'outre les chevaliers libres, des ministériels épiscopaux étaient également attachés aux principales cours épiscopales au XIIe siècle⁴¹⁷. Il est raisonnable de supposer que dès le début le château supérieur était le siège des chevaliers libres qui étaient au service de l'évêque et avaient en fief les biens de la cour épiscopale, tandis que le château allodial était le siège des officiers ministériels épiscopaux. Cependant, les informations que nous avons ne permettent pas d'étayer plus en détail ces hypothèses.

Le jour de la Saint-Michel en 1444 (29 septembre), le château fut pris par les Armagnacs⁴¹⁸. Le propriétaire de l'époque, Jacob von Ramstein, contacta probablement le chef des mercenaires d'Obernai, Clesel von Windenberg, au printemps 1445, afin qu'il puisse en chasser les Armagnacs⁴¹⁹.

Peu de temps avant leur départ, les Armagnacs durent quitter le château dans lequel ils avaient déposé une grande partie de leur butin.

⁴¹⁵ Arch. Obernai E.E. 6.

⁴¹⁶ Arch. Obernai D.D.24 Archives d'Alsace G377 fol 90b.

⁴¹⁷ Chro. Ebersheim §3 M G.S.S XIII 433.

⁴¹⁸ Jakob von Koenigshofen Chronique S 921.

⁴¹⁹ Arch. Obernai E.E. 6.

En 1467, le château appartenait à Lutold von Ramstein jusqu'après 1467⁴²⁰. Puis le château passa à son fils Antoni von Ramstein, qui était en très bons termes avec la commune et leur remit même une partie de la dette que la commune avait envers lui⁴²¹. En 1483, il conclut un contrat avec la commune, selon lequel il s'engage à donner annuellement 30 schillings pour la taille, en échange desquels la commune lui accorde des droits d'utiliser la forêt et les pâturages⁴²².

Après sa mort, le château passa à son fils Albrecht von Ramstein, à qui l'évêque Wilhelm accorda en 1507 les droits de chasse sur le ban de Bischofsheim, droits également transmissibles à ses successeurs⁴²³.

En 1542, le château appartenait à Jacob von Ramstein, dont le métayer refusa de payer la taxe annuelle à la commune. La commune lui a donc interdit l'accès à la forêt et a creusé, à deux reprises, un fossé devant son portail d'entrée⁴²⁴.

Le différend fut réglé en 1545 par la convention suivante :

- 1) Le métayer des Ramstein doit donner 30 schillings pour la taille comme auparavant, mais ce montant ne pourra pas être augmenté.
- 2) Il doit respecter « la règlementation communale » fixée par la commune de Bischofsheim et faire tout ce qu'il peut dans les églises, les locaux, les fours et les bergeries, les sentiers et les passerelles.
- 3) Il est donc autorisé à avoir « les chevaux, les vaches et autres animaux d'élevage qui lui sont nécessaires pour entretenir la ferme du Guldguth et ainsi utiliser les pâturages comme les autres. En qui concerne le droit de glandée, lorsque ces pâturages à glands sont possibles, il est dit que les gérants actuels et futurs des von Ramstein peuvent tenir le nombre de porcs dont ils ont besoin, nombre qui serait connu et pourra être égal à celui des habitants les plus fortunés ».
- 4) Les métayers des forêts partagées entre Bischofsheim et Boersch peuvent y couper des arbres, comme les autres citoyens, conformément à la réglementation forestière.
- 5) L'année dernière, les habitants de Bischofsheim ont repris à leur compte la troisième partie des Schumatten, que les habitants de Krautergersheim détenaient depuis longtemps à titre de prêt. Ils l'ont divisé en parts, chaque année à l'époque de la fenaison ils les vendent aux citoyens par adjudication, mais ils ne voulaient pas donner les mêmes droits aux métayers des Ramstein.

⁴²⁰ Archives d'Alsace G 1083.

⁴²¹ Archives d'Alsace G 1088.

⁴²² Archives d'Alsace G 1089.

⁴²³ Archives d'Alsace G 1089.

⁴²⁴ Archives d'Alsace G 1089.

Les métayers ne peuvent participer aux enchères dès le début, seulement lorsque les habitants du village sont servis. Lorsqu'il reste des lots et que les métayers veulent également enchérir, ils peuvent acheter pour un prix raisonnable avant les étrangers⁴²⁵.

Deux ans plus tard seulement, le château est la propriété de Johannes Sturm, qui a conclu le contrat suivant avec la commune le jour de la Ste Catherine 1547 :

- 1) Il obtient des droits de pâturage pour son bétail et des droits de glandée pour ses porcs au même titre que le « citoyen le plus éminent ».
- 2) Il a droit au captage des eaux du Stokbrunnen pour alimenter les douves du château de 6 heures du soir à 6 heures du matin. Quiconque détourne l'eau pendant cette période encourra une amende de 30 schillings due au seigneur du village.
- 3) Il est autorisé à aller chercher son bois en forêt comme les autres citoyens. Pour ces concessions, il doit payer, à la St Martin, 3 livres par an à la commune⁴²⁶.

Johannes Sturm ne semble pas avoir été propriétaire du château pendant longtemps : en 1559, le château appartient au capitaine Hans Schürlein von Wyhe, qui cette année-là renouvelle le contrat antérieur de Johannes Sturm avec la commune aux mêmes conditions⁴²⁷. Il mourut en 1571 et ses fils vendirent la même année le château à Albrecht von Kippenheim pour 4 000 florins⁴²⁸.

Albrecht von Kippenheim a immédiatement exigé le renouvellement du contrat précédemment conclu avec Johannes Sturm, mais la commune n'a pas voulu en entendre parler⁴²⁹.

C'est pourquoi von Kippenheim se permit tout, refusa de payer quoi que ce soit et menaça, sous la halle municipale, le maire Melchior Stolz d'une inimité éternelle s'il lui demandait quelque chose ou lui mettait des bâtons dans les roues de quelque manière que ce soit⁴³⁰. Suite à la résistance de la commune, il a fait molester dans les champs plusieurs citoyens jusqu'au sang par des serviteurs armés⁴³¹. La commune lui refusa alors catégoriquement tous les droits et porta plainte contre lui auprès de l'évêque. Nous ne savons pas comment le différend a été réglé. Vers 1580, Albrecht von Kippenheim s'installe à Strasbourg et laisse le château inoccupé.

⁴²⁵ arch. Bischofsh. Copie.

⁴²⁶ Archives d'Alsace G 1083.

⁴²⁷ Archives d'Alsace G 1087.

⁴²⁸ Archives d'Alsace G 1085.

⁴²⁹ Archives d'Alsace G 1085.

⁴³⁰ Archives d'Alsace G 1085.

⁴³¹ Archives d'Alsace G 1083.

Le capitaine Octarianus Ludwig von Worms acheta le château à Kippenheim en 1582⁴³². La commune lui a renouvelé le contrat précédent la même année et lui a également garanti qu'il ne payera pas de compensation du fait de guerre. Mais en échange, il devait promettre de ne pas recruter de soldats dans le village, de ne pas organiser de recrutement lorsqu'il partait en guerre, et de soutenir l'évêque en cas de guerre du moins s'il ne s'était pas encore engagé auprès d'un autre seigneur⁴³³. Lorsque le capitaine Octarianus Ludwig von Worms partit en guerre en 1590, il loua le château à son frère Hans Friederich zu Dannweil pour une durée de 7 ans pour un loyer annuel de 130 florins. L'inventaire du château est consigné dans le contrat de location : « 4 vaches, 2 veaux sous la mère, 1 truie avec 5 petits, 7 moutons, 3 canards, 8 poules, un fossé avec des poissons, 20 chevaux et 2 poulains⁴³⁴ ».

La même année, le château fut vendu au capitaine Diebolt von Heilmann⁴³⁵, qui n'en fut propriétaire que pendant une courte période. En 1592, il appartenait à Georg von Landsberg, mais il fut gravement endommagé lors de la guerre Strasbourg-Brandebourg, comme l'écrit le propriétaire⁴³⁶. De même, en 1610, les soldats de la guerre de succession des Juliers-Clèves causèrent de grands dégâts au château inférieur, raison pour laquelle Georg von Landsberg demanda cette année-là son « exemption » des charges communales. Nous ne savons pas.si sa requête a abouti ⁴³⁷.

Lors du passage de Mansfeld, Georg von Landsberg a sauvé son château du pillage en achetant à Mansfeld une lettre de protection pour son château⁴³⁸. Il se voit cependant contraint de donner en gage le château au monastère Saint-Pierre Le Jeune de Strasbourg qui en reçoit encore douze florins d'or en intérêts en 1666; comme le propriétaire ne payait pas ce loyer, le monastère exigea que le château soit mis en gage⁴³⁹.

Nous ne savons pas combien de temps le château resta en possession de la famille Landsberg. Georg von Landsberg n'avait que deux filles, qui vivaient encore dans le village en 1661⁴⁴⁰.

On ignore si elles ont vendu le château aux nobles d'Oberkirch ou si l'une d'elles a épousé un Oberkirch et que le château est ainsi revenu aux von Oberkirch.

⁴³² Archives d'Alsace G 1085.

⁴³³ Archives d'Alsace G 1087.

⁴³⁴ Archives d'Alsace G 1086.

⁴³⁵ Archives d'Alsace G 1086.

⁴³⁶ Archives d'Alsace G 1085.

⁴³⁷ Archives d'Alsace G 1085 Son rapport : « car dans la dernière année de guerre de 1610, j'ai subi de grands dommages au petit château ainsi qu'à d'autres de mes biens, des dimunitions de toutes sortes de revenus, fruits, vin, union» semble indiquer un pillage complet du château.

⁴³⁸ Archives d'Alsace G 1088.

⁴³⁹ Archives d'Alsace G 1086.

⁴⁴⁰ Arch Bischofsh. Schulbuch von 1658 fol. 93.

Quoi qu'il en soit, peu après 1660, le château a dû passer dans la possession de la famille von Oberkirch, car en 1695 Johann Wolfgang von Oberkirch a indemnisé ses deux frères pour leurs droits sur le château⁴⁴¹, ce qui montre que leur père était déjà propriétaire du château.

Après la mort de leur père, ses filles, dont l'une était mariée au noble Reichenstein, vendirent le château à Jean Christoph Oberkirch pour 2075 livres le 4 février 1722⁴⁴²

Le 25 avril 1754, son fils Philipp Christoph Oberkirch rachète leur part du château à ses deux sœurs Dorothea, mariée à Eberhard von Berkheim et Jeanne, mariée à Christian von Dettlingen⁴⁴³. Il décède le 1er novembre 1769 et le château revient alors à son fils Auguste Samson Oberkirch⁴⁴⁴. Au début de la Révolution française, celui-ci fuit l'Alsace pour son domaine de Nonnenweier en Baden, où il meurt. Le 25 juillet 1793, le château fut vendu aux enchères par le gouvernement en tant que propriété d'émigrés, avec les 92 acres de champs, 13 acres de prairies et 14 acres de vignes.

Pour 52 000 livres, le citoyen Großjean de Sélestat a remporté aux enchères le château ainsi que les 92 acres de champ, 13 acres de près et 14 acres de vignes⁴⁴⁵. Il ne le garda cependant pas en sa possession, mais le vendit en 1797 pour 3 300 livres. Les acheteurs étaient Franz Schlepp, Anton Briemel et Anton Geißel, qui partageaient désormais le château entre eux. Le château actuel revint à Anton Zug, à Anton Briemel la dépendance à gauche du château et à Anton Geißel la dépendance arrière⁴⁴⁶.

Peu de temps après, Anton Schlepp vendit le château à Joseph Berger, qui était moine au Bischenberg avant la révolution ; celui-ci fit démolir la partie avant du château. En partant, il a laissé le château à sa gouvernante Hélène Georg et à son enfant illégitime, Berger Lisel.

En 1858, le château passa, pour 6 000 francs, aux mains de la famille Gremmel, qui en est encore propriétaire aujourd'hui.

L'ancien jardin du château s'étendait jusqu'à l'actuelle Krummgasse (1924)⁴⁴⁷.

⁴⁴¹ Archives d'Alsace G 1086.

⁴⁴² Archives d'Alsace G 481.

⁴⁴³ Archives d'Alsace C150.

⁴⁴⁴ Archives d'Alsace C150.

⁴⁴⁵ Archives d'Alsace Q383.

⁴⁴⁶ Teilungsvertrag in Privatbesitz des Claus Eduard.Contrat de partage d'un bien appartenant à Claus Edouard.

⁴⁴⁷ Archives d'Alsace D 37.

Chapitre 18

Le sort du village durant les différentes guerres

Quiconque regarde aujourd'hui ce charmant village entouré d'une forêt de beaux arbres fruitiers ne sait pas qu'au cours des siècles passés, cet endroit a parfois été transformé en un désert de désolations par les cris sauvages de la guerre. Et pourtant les feuilles de papier jaunies nous racontent que la peur et la terreur régnaient si souvent ici, que le village était en feu et que les habitants durent fuir puis revinrent s'installer à nouveau chez eux sur leur terre natale, au prix d'indicibles sacrifices. Nous voulons lister ce que ces feuilles jaunies nous disent par ordre chronologique.

§1. Bischofsheim détruit par les Strasbourgeois en 1262

Après la chute des Hohenstaufen, le vat-en-guerre Walter von Geroldseck pensait pouvoir saisir cette opportunité pour faire passer les anciennes possessions des Hohenstaufen sous sa domination, en particulier sa ville résidentielle de Strasbourg. Mais Strasbourg voulait préserver son indépendance et la guerre éclata entre l'évêque et la ville. L'armée de l'évêque fut vaincue lors de la bataille de Hausbergen le 8 mars 1262. Dans cette bataille, trois chevaliers de Bischofsheim perdirent la vie, à savoir Walter Waffelarius et ses deux fils, qui furent enterrés après la bataille près de Dorlisheim⁴⁴⁸. Un autre chevalier Walter Flesche de Bischofsheim fut fait prisonnier par la ville de Strasbourg⁴⁴⁹. Comme l'évêque ne parvenait pas à obtenir la libération de ses chevaliers faits prisonniers, il interdit tout commerce avec la ville de Strasbourg. Seules quelques villes, dont Obernai, se sont conformées à cette interdiction.

Pour se venger de l'évêque, les Strasbourgeois, attaquèrent, après les moissons, les possessions de l'évêque, détruisant Obernai, Ingmarsheim, Bischofsheim et Dorlisheim, comme nous le raconte le chroniqueur de l'époque, Gottfried von Ensmingen⁴⁵⁰.

Dans la chronique de Jacob von Königshofen, nous trouvons le même récit : « Ensuite, ils se dirigèrent vers Ingmarsheim, Bischofsheim et de nombreux autres villages appartenant au diocèse et les détruisirent tous⁴⁵¹ ».

⁴⁴⁸ Gottfried von Ensmingen, relatio de conflictu in Hausbergen p 13.

⁴⁴⁹ Straßburg Urkbuch I nr 589.

⁴⁵⁰ Gottfried von Ensmingen, relation p 15.

⁴⁵¹ Chronique de Jacob von Königshofen.

§2. Le passage des Armagnacs

Un terrible désastre s'abattit sur le village à cause du passage des Armagnacs, ou des pauvres fous, comme le peuple les appelait. Ils commirent tout ce qu'une rapacité sauvage, combinée à une cruauté bestiale qui se régalait des convulsions de leurs victimes pouvait imaginer. Ils sont apparus pour la première fois dans cette région en 1439 avec environ 10 000 hommes. Ils ne sont restés que dix jours, du 25 février au 6 mars, mais ce court laps de temps a suffi à semer une misère terrible dans la région. Cinq ans plus tard, ils fondirent une seconde fois sur l'Alsace. Lors du jour de la Saint-Michel de l'année 1444, une bande de 4 000 hommes se présenta aux portes de la ville de Rosheim, qui n'osèrent opposer aucune résistance et leur ouvrirent immédiatement les portes. Le même jour, un détachement d'entre eux s'est rendu à Bischofsheim devant le château inférieur, qui leur a immédiatement ouvert les portes, comme le rapporte le chroniqueur de l'époque Jacob von Königshofen : « Lorsque Rosheim eut ouvert ses portes, le château près de Rosheim a également ouvert ses portes grâce à Trowerwort le jour de la St. Michel⁴⁵²». Depuis leurs refuges, les écorcheurs entreprirent alors des razzias, des meurtres et pillages dont les chroniqueurs de l'époque donnent des descriptions si choquantes. Tout fut volé aux habitants et amené dans les villes fortifiées. Les cruautés les plus inhumaines furent commises, notamment envers les femmes. Pendant la journée, les prisonniers devaient tirer et faire tourner les meules des moulins jusqu'au sang. Le soir, ils étaient enfermés dans des cages étroites, de sorte que beaucoup d'entre eux y étouffaient. D'autres qui avaient réussi à s'échapper erraient affamés dans les bois, constamment poursuivis par des écorcheurs avec des chiens méchants.

Obernai a résisté courageusement à ces hordes meurtrières et avait engagé une armée de mercenaires qui effectuait diverses sorties contre les écorcheurs, sous la direction de leur chef Clesel von Windenberg.

Au printemps 1445, le propriétaire du château inférieur, Jacob von Ramstein, conclut un contrat avec lui en vue de la reconquête du château, comme en témoigne un document des archives municipales d'Obernai de 1450 : « Claus Wilhelm déclara sous serment qu'il se souvenait encore du temps où Clesel von Windenberg et d'autres individus, que les gens appellent, ici en Alsace, les écorcheurs ou les pauvres fous.

Windenberg et ses compagnons étaient cantonnés à Oberehnheim et effectuaient de temps en temps des sorties. Ils combattaient si courageusement ces fous, que ceux-ci envisageaient de quitter le pays et de partir. Comme il avait eu vent du départ des écorcheurs, le Juncker Jacob von Ramstein, aujourd'hui malheureusement décédé, est venu vers lui et ses compagnons pour le prier de se rendre à Bischofsheim afin

⁴⁵² Chronique de Jacob von Königshofen.

de reprendre le château, pour ne pas permettre que d'autres personnes viennent s'y installer et dérobent ce que les écorcheurs y ont laissé.

Il fut convenu qu'il leur donnerait 30 ou 40 florins et tout ce qu'ils trouveraient dans le château et qui n'appartenait ni à lui ni aux habitants de Bischofsheim 453 sur quoi ils ont pris le château et le lui ont restitué ».

Cependant, il semblerait que les mercenaires ravirent tout ce qu'ils y trouvèrent. Car en 1460, les héritiers de Jacob, Werner et Lutold von Ramstein ont déposé des demandes d'indemnisation auprès de la ville d'Oberehnheim en raison des dommages causés par les mercenaires. Cependant, la ville a rejeté cette demande car Clesel von Windenberg avait effectué la sortie sans l'autorisation des autorités municipales⁴⁵⁴.

Le 16 mars 1445, les Armagnacs partirent. Le souvenir de leurs terribles atrocités perdura dans des expressions de la langue populaire pendant des siècles.

§3. Passage du prince d'Orange et de Wolfgang von Zweibrücken en 1569

Début 1569, le prince d'Orange passe par l'Alsace et arrive dans cette région fin janvier, mais heureusement il n'y resta pas longtemps. Lorsque la nouvelle de l'approche de son armée se répandit, les habitants mirent une partie de leurs biens en sécurité à Obernai⁴⁵⁵.

A peine cette armée fut-elle partie que Wolfgang von Zweibrücken apparut avec une armée auxiliaire indisciplinée. Comme il n'était pas en mesure de payer et de nourrir ses soldats, ceux-ci vivaient de vol et de pillage. Le village fut presque entièrement incendié⁴⁵⁶, l'église fut profanée et pillée⁴⁵⁷. Qu'est-ce qui a dû arriver aux pauvres habitants! L'armée étant en grande partie dissoute, l'évêque interdit aux « veuves ou jeunes filles » d'épouser un welsch dans ses villages⁴⁵⁸.

§4. Le passage des armées de 1579

La nuit du 20 au 21 octobre 1579 fut une nuit de désolation pour le village. Le soir, tout un contingent de l'armée est arrivé au village pour y passer la nuit. Mais au lieu de passer la nuit à dormir, les soldats en ont profité pour piller. Un

⁴⁵³ Archives d'Obernai E. E. 6.

⁴⁵⁴ GYSS histoire de la ville d'Obernai.

⁴⁵⁵ Archives d'Obernai E. E.10.

⁴⁵⁶ Réf. Arch.G 1086.

⁴⁵⁷ Archives d'Alsace G 1788.

⁴⁵⁸ Arch.Bischofsh. « Règlement officiel de la région de. Dachstein ».

immense registre, dont les explications détaillées seraient trop longues, consigne sur 8 pages tout ce qui a été volé aux habitants⁴⁵⁹. Les dommages ont été estimés à 1 426 livres. Ils dérobèrent, par exemple au maire Melchior Stolz : « 16 ohms de vin, 2,5 quarts de farine, 18 poulets, 8 canards, 1 oie, 5 onces de saindoux, 12 bougies, 4 lanternes, 3,5 quarts d'orge, 1 chariot de foin, 2 chargements de bois, 2 chevaux, 1 fusil, 1 épée, 2 pantalons, 2 paires de chaussures, 8 chemises, 8 couvertures, 3 nappes ». Les soldats dérobèrent tout ce qu'ils pouvaient emporter. En une seule nuit, le village fut pillé.

§5. Passage du Comte Palatin Johan Casimir en 1587

Fin juin 1587, la terrible nouvelle de l'approche d'une armée se répandit à nouveau dans le village. Sous la direction d'un colonel, un détachement de l'armée que le roi Henri de Navarre avait fait recruter par le comte palatin Johann Casimir occupa le village et y vécut pendant un mois entier. Les troupes mirent leurs menaces à exécution. Ils disaient vouloir incendier les maisons du diocèse de Strasbourg au point que les anges du ciel devraient relever leurs pieds.

Tout le village fut la proie des flammes⁴⁶⁰. Il n'est pas exagéré que le maire écrive après le départ de l'armée : « Nous sommes des pauvres gens, il est facile de savoir pourquoi⁴⁶¹. Les habitants n'avaient pu mettre à l'abri à Obernai que quelques biens, « ce qui restait a été volé, emporté et était perdu⁴⁶² ».

§6. La guerre des évêques de 1590-1592

Après la mort de Mgr Johann von Manderscheid, les membres du chapitre convertis au protestantisme élisent comme successeur le margrave Georges de Brandebourg, et les membres restés catholiques élisent le cardinal Charles de Lorraine. Tous deux essayèrent désormais de prendre le contrôle des possessions épiscopales par la force des armes. En 1592, le village était aux mains des Brandebourgeois, qui exigeaient du maire le registre de la cour domaniale⁴⁶³. L'ancien Freihof, qui appartenait alors à Valentin Artzheim, ancien chef des cours épiscopales de Hohenburg et de Niedermünster, fut incendié, comme le montre le passage d'un document : « Parce qu'en 1592, en raison des troubles de la guerre en

⁴⁵⁹ Archives d'Alsacefonds Zabern fasc. 65.

⁴⁶⁰ Archives d'Alsace fonds Zabern fasc. 65.

⁴⁶¹ Archives d'Alsace G 1082.

⁴⁶² Straßbg. Capitel-Arch. Liasse Bischofsheim N. 5.

⁴⁶³ Archives d'Alsace G 1082.

cours, cette ferme a été incendiée par les soldats de Brandebourg⁴⁶⁴ ». Le château inférieur a également été gravement endommagé, comme le prouve une plainte rédigée par le propriétaire de l'époque, Georg von Landsberg⁴⁶⁵. Cette fois-ci encore, une partie des habitants avaient mis à l'abri leurs biens à Obernai⁴⁶⁶.

§7. Passage du margrave Ernst de Brandebourg 1610

En 1610, le village fut dévasté et pillé par l'armée du margrave Ernst von Brandenburg. Le propriétaire du château inférieur, Georg von Landsberg, écrivait en 1614 qu'en 1610 les soldats de la guerre de succession de Juliers-Clèves avaient causé de gros dégâts au château inférieur et à tous ses autres biens et grains⁴⁶⁷.

On peut à juste titre supposer que les citoyens du village n'ont pas connu un sort meilleur.

§8. Sort du village pendant la guerre des Suédois (guerre de trente ans)

1) Le premier passage des Suédois en 1622.

Vaincu par l'armée impériale en Bohême, le célèbre aventurier Ernst von Mansfeld, poursuivi par Tilly, se dirigea avec le reste de son armée vers l'Alsace. Le 14 juillet 1622, il se tient avec 40 000 hommes devant Obernai, qui tombe après trois jours de combats. Les habitants de Bischofsheim qui s'étaient réfugiés dans la ville avec leurs biens ont dû les y laisser avec tout leur argent en guise de contribution de guerre⁴⁶⁸. Après la chute d'Obernai, Boersch et Rosheim furent pillés et incendiés. Bischofsheim partagea avec eux le même sort, comme le montrent divers rapports. Dans une lettre à l'évêque, la commune écrivait en 1623 : « *Vous savez combien nous avons été misérablement ruinés et brûlés par les mercenaires de Mansfeld* ⁴⁶⁹ ».

Dans une autre lettre de la même année, il est écrit : « *Vous savez à quel point nous avons été misérablement ruinés par soldats de Mansfeld et comment 102 de nos fermes ont été incendiées*⁴⁷⁰ ». Le château supérieur a également été gravement endommagé, mais le château inférieur a été épargné car son propriétaire, Georg von Landsberg, avait acheté une lettre de protection de Mansfeld pour une forte somme⁴⁷¹.

⁴⁶⁴ Archives d'Alsace G 1083.

⁴⁶⁵ Archives d'Alsace G 1085.

⁴⁶⁶ Archiv. Obernai E.E. 11.

⁴⁶⁷ Archives d'Alsace G 1085.

⁴⁶⁸ Arch. Obernai C. C; 70.

⁴⁶⁹ Archives d'Alsace G 1088.

⁴⁷⁰ Archives d'Alsace G 1088.

⁴⁷¹ Archives d'Alsace G 1088.

Bien que les suédois se soient retirés le 10 juillet, le ban de la commune avait été complètement piétiné par les troupes qui y avaient campé, de sorte que le 23 juillet 1623 on peut encore lire la plainte dans le registre de la commune : « Que Dieu ait pitié, les champs ont été dévastés⁴⁷² ».

La commune ne se remit que lentement du terrible sort de 1622. Cette année, elle écrivit à l'évêque : « Votre excellence n'est pas sans savoir à quel point les mercenaires de Mansfeld ont ravagé nos maisons. 104 fermes ont été réduites en cendre et à ce jour seuls 8 bâtiments ont été reconstruits ».

« C'est pourquoi, comme la ville de Boersch ne peut fournir ni chaux ni briques ni tuiles à cause des dommages qu'elle a subis elle-même et en raison de l'énorme détresse, nous avons construit une briqueterie afin que nous puissions donner un abri à nos pauvres femmes et enfants ⁴⁷³ ». A cause de leur pauvreté, les citoyens ont dû vendre leurs biens, de sorte que, comme l'écrivait le maire du village en 1629 : « de sorte que les étrangers de jour en jour, et de plus en plus souvent, achètent les biens des habitants obligés de vendre à cause des incendies et de la grande pauvreté dont ils souffrent. Ces étrangers possèdent déjà près de la moitié des biens des habitants du village⁴⁷⁴ ».

Au milieu de cette pauvreté, apparurent en 1631 les troupes impériales, destinées à protéger cette région contre l'avancée des Suédois, mais ils « protégèrent » la région de telle manière qu'à l'été 1632, Oberehnheim, Rosheim et Bischofsheim constituèrent une force de police armée pour sécuriser les champs durant les moissons et protéger les récoltes contre ces pillards⁴⁷⁵.

2) La deuxième invasion suédoise.

Malgré la protection des troupes impériales, les Suédois revinrent le 5 septembre 1632. Les citoyens ont été immédiatement chassés de leurs maisons et de leurs fermes et ont dû se réfugier dans les forêts, de sorte que tout le village était complètement vidé de ses habitants⁴⁷⁶. Les Suédois sont restés ici presque sans interruption pendant dix-huit longues années, parfois en plus grand nombre et parfois en plus petit nombre. Ce furent 18 années de misère la plus profonde, comme le village n'en avait jamais connue auparavant. Donnons la parole aux sources de cette époque : « Quand les Suédois sont arrivés, ils ont récolté le grain et l'ont emporté. L'année suivante, ils coupèrent le grain dans les champs et l'emportèrent. Peu de choses ont été semées les années suivantes. Une fois de

⁴⁷² Archives d'Alsace G 1088.

⁴⁷³ Archives d'Alsace G 1091.

⁴⁷⁴ Archives d'Alsace G 1083.

⁴⁷⁵ GYSS histoire de la ville d'Obernai II 117.

⁴⁷⁶ Archives Obernai C. C. 34.

plus, les champs sont restés en jachère. Après plusieurs années, les habitants ont commencé à retourner la terre à la houe mais cela donna peu de rendement : ce n'est qu'en 1645 que l'on recommença peu à peu à cultiver⁴⁷⁷». Il n'est pas étonnant que, dans de telles conditions, le village était complètement vidé de ses habitants, ainsi, le 9 avril 1638 il ne restait plus que 10 foyers dans le village.

Même parmi ces quelques habitants, la moitié n'avait pas de pain pour l'hiver, ils fabriquaient du pain à partir de glands moulus qu'ils récoltaient dans la forêt⁴⁷⁸.

À cela s'ajoutaient les contributions de guerre, si prohibitives qu'en 1637 la commune, qui n'était plus composée que de quelques habitants, dut vendre la briqueterie à Georg von Landsberg, le propriétaire du château inférieur, pour 1 000 Reichsthaler⁴⁷⁹. Mais l'année suivante, les fonds furent à nouveau épuisés et la commune dut vendre une partie des Schumatten à Rudolph von Berkheim pour 100 thalers le 9 septembre 1638. « Reeb le Heimburger devait utiliser tout cet argent, en ces temps difficiles, pour les contributions⁴⁸⁰ ».

Le fait que les habitants du village ont dû traverser des moments difficiles au cours de ces années ressort clairement des audiences judiciaires ultérieures. Ainsi témoigne par exemple, l'épouse de Hanns Jost au tribunal le 27 octobre 1651, affirmant « qu'elle ne pouvait pas conserver le champ qu'elle avait acheté avec son mari en 1635 « parce que les temps étaient devenus si durs qu'elle n'avait plus ni nourriture ni ressources et que ce champ était resté en jachère⁴⁸¹ ». De nombreux rapports similaires pourraient être cités sur la base des archives judiciaires des années suivantes.

En 1638, la misère du village avait sans doute atteint son paroxysme, mais elle se poursuivit sans relâche jusqu'en 1646, car dans les années 1645 et 1646, les champs restèrent pour la plupart en jachère en raison des troubles incessants dus à la guerre et produisirent très peu⁴⁸². A peine une horde de mercenaires était-elle partie, qu'une autre déferlait.

En 1638, vinrent les Croates sous les ordres du général Goetz, auxquels s'opposèrent les troupes françaises et celles de Weymar. Il y eu plusieurs affrontements dans la région.

L'année suivante en 1639, les Lorrains établirent leur camp ici.

En 1641, se sont les troupes impériales qui vinrent pour chasser les Suédois qui s'y trouvaient encore.

En 1642, le duc de Lorraine passa, pillant partout le moindre grain de blé.

⁴⁷⁷ Archives d'Alsace G 778.

⁴⁷⁸ Archives d'Alsace G1083.

⁴⁷⁹ arch. Bischofhs. Radbuch à partir de 1500 fol.

⁴⁸⁰ Radbuch à partir de 1500 fol. et Archives d'Alsace G1090.

⁴⁸¹ arch. Bischofhs Radbuch à partir de 1500 fols.

⁴⁸² Archives d'Alsace G1083 G778.

En 1643, le maréchal français Guébriant y cherchait du butin et des provisions pour son armée.

Durant l'hiver 1644/45, Turenne installa un détachement de son armée dans ses quartiers d'hiver dans le village, tout comme lors de l'hiver 1645/46⁴⁸³.

Vers 1643, le junker Rudolph von Berkheim a consolidé le château supérieur et les habitants pouvaient désormais au moins s'y réfugier avec leurs biens à l'approche des armées.

Juncker Rudolph von Berkheim écrivait le 24 octobre 1651 : « Je peux effectivement témoigner que j'ai maintenu pendant neuf ans les sujets épiscopaux et en particulier ceux de ce village dans leur état actuel, grâce au prêt de nombreux grains et l'argent, en les préservant du feu et de la ruine complète de leur village, de les protéger autant que possible en faisant en sorte que tous les citoyens avec femmes et enfants, avec chevaux, bétail et grains, ainsi que du vin à 200 quartiers et plus de 300 ohms puissent se réfugier dans mon enceinte inférieure. J'ai sauvé ici à la fois par ma personne et par la « Sauvegarde », que j'ai assuré à grands frais, afin que personne ne subisse un dommage, et encore moins que du grain ou du vin soit perdu⁴⁸⁴ ».

Le « Registre de la commune » montre également combien la vie du village a souffert pendant la guerre de trente ans, en particulier lors de la deuxième invasion. Du 21 septembre 1621, le jour de la Jean-Baptiste, juqu'en 1623, aucune réunion du conseil municipal n'est enregistrée. Puis les réunions reprennent jusqu'au 5 novembre 1631. Par la suite jusqu'en 1650, une seule réunion du conseil est mentionnée, à savoir en 1638, la réunion au cours de laquelle une partie des Schumatten fut vendue au Juncker von Berkheim. Ce n'est que lorsque les derniers Suédois quittèrent la région en 1650 que les réunions du conseil municipal reprirent et que le village commença à renaître.

§9. Passage du duc Charles de Lorraine en 1651

Dès le départ des Suédois, le duc Charles de Lorraine envahit cette région fin janvier 1651. Mais ses troupes sans morale ne valaient pas mieux que les Suédois.

Rosheim a été complètement pillé. Bischofsheim ne s'en sort pas mieux, comme le prouve l'estimation d'un montant de 1492 livres de dégâts causés au village par les Lorrains⁴⁸⁵.

⁴⁸³ Archives d'Alsace G 1085.

⁴⁸⁴ Archives d'Alsace G 1085.

⁴⁸⁵ Archives d'Alsace G 1086.

§10. Les différentes campagnes militaires de 1672 – 1710

Le village ne s'est relevé que lentement des décombres de la guerre de trente ans. De nombreux habitants ont péri à cause de la misère, d'autres qui avaient émigré ne sont jamais revenus. En 1659, seuls 80 sujets de l'évêque étaient répertoriés dans le village. D'après le registre des habitations du village de 1684 le 1684, un tiers des maisons étaient encore en ruines. Les campagnes militaires récurrentes ont empêché le village de se relever rapidement. En 1673, le marquis de Lucinge s'installe avec un important contingent, et après son départ une partie de l'armée de Turenne prend ses quartiers d'hiver dans le village.

À l'automne 1674, le village fut de nouveau occupé par les troupes pillardes de l'armée impériale, les soi-disant « Chenapans ». Lorsque Wolff von Oberkirch se plaint en 1674 488 d'avoir perdu la plus grande partie de la dîme à Bischofsheim à cause de l'armée brandebourgeoise, nous pouvons en déduire que les habitants ne s'en sortent pas mieux que les seigneurs de la dîme.

En 1675, d'importants contingents de l'armée française en déroute passent, poursuivis par le général Montecuculi, qui installe son camp sur le Glöckelsberg. Les habitants du village ont fui vers Obernai, où ils ont dû payer 38 livres d'argent pour leur « Sauvegarde 489 ». L'insécurité était si grande que Wolf von Oberkirch écrivit « qu'il n'aurait pas pu mettre les pieds dehors ni même fuir s'il avait vécu dans le village 490 ». Les champs furent pillés, les grains furent volés dans les granges, le même Wolff von Oberkirch rapporte : « Depuis que l'armée impériale du général Montecuculi a établi son camp dans cette zone, ce que je n'ai pas perdu dans les champs a été pillé par la suite lors de l'invasion des Croates 491 ».

En septembre 1675, l'armée impériale partit, mais l'armée française du prince de Condé la suivit immédiatement. Pour payer les contributions de guerre, la commune dut emprunter 90 florins à Diebold Reiß de Strasbourg, à qui elle donna comme garant la Neumatt⁴⁹² La dette fut rachetée en 1697 avec 50 ohms de vin.

En 1677, des parties des armées françaises et impériales se rencontrèrent dans la région de Bischofsheim et une escarmoucher eut lieu.

⁴⁸⁶ Archives d'Alsace G 1083.

⁴⁸⁷ Arch. Bischofsh.

⁴⁸⁸ Archives d'Alsace G 779.

⁴⁸⁹ Arch. Bischofsh. Radbuch 1590.

⁴⁹⁰ Archives d'Alsace G 779.

⁴⁹¹ Archives d'Alsace G 779.

⁴⁹² Arch. Bischofsh. Radbuch 1590.

En septembre de la même année, le maréchal de Créqui arriva ici pour prendre ses quartiers d'hiver. Ses armées étaient particulièrement prédatrices. Ce n'est qu'en 1679 que le village fut libéré du fardeau constant des quartiers d'hiver des armées et des pillages qui y étaient associés.

Bischofsheim a terriblement souffert du passage des armées, plus que toute autre village du baillage de Dachstein, comme le montrent les deux rapports survivants datant de cette époque. Dans l'un d'entre eux, il est dit : « On ne peut nier que le village de Bischofsheim, qui avant la guerre était composé de belles maisons et de fermes, dont 80 ont été incendiées, et ruinées avec toutes leurs dépendances. Ces dégâts étaient bien plus importants que ceux occasionnés à la ville de Molsheim. Bischofsheim a subi des dommages irréparables s'élevant à 62 656 florins⁴⁹³. Ce n'était donc pas une exagération lorsque la commune écrivait à l'évêque en 1681 : « Nous, pauvres suppliants, nous avons perdu, lors de la dernière guerre maisons, granges, étables et pressoirs. Que Dieu ait pitié de nous. Le spectacle pitoyable de nos demeures incendiées, prouve que nous ne pouvons pas reconstruire nous-mêmes nos maisons et nos fermes réduites en cendres et toujours encore abandonnées après toutes ces destructions, car nous manquons de chevaux et de charrettes⁴⁹⁴ ».

Mais même alors, les habitants ne purent pas se consacrer en toute quiétude à la reconstruction du village. Dans les années 1692 et 1693, des détachements de l'armée du marquis d'Huxelles y prirent leurs quartiers d'hiver, de sorte que la commune demanda à l'évêque de renoncer aux taxes sur le vin parce que « les dégâts causés par les quartiers d'hivers des troupes ne permettent pas de les payer 495 ».

Ces quartiers d'hiver se répétèrent en 1710. De plus, la commune a dû payer 1000 livres de contribution, qui leur ont été avancées par les Oberkirch⁴⁹⁶.

Nous avons ainsi décrit le sort du village dans les différentes guerres. Si nous avons dit au début de ce chapitre que la fureur de la guerre transformait parfois le village en désert, les documents cités ont confirmé ces affirmations. Puisse un destin miséricordieux protéger le village d'un tel désastre à l'avenir.

⁴⁹³ Archives d'Alsace fonds Zabern fasc 74.

⁴⁹⁴ Archives d'Alsace G 1778.

⁴⁹⁵ Archives d'Alsace Fonds Zabern fasc. 74.

⁴⁹⁶ Archives d'Alsace C 150.

Chapitre 19

Les victimes des procès de sorcières de Bischofsheim

Telle une épidémie spirituelle, la croyance aux sorcières s'est emparée des esprits de la plupart des pays européens dans la seconde moitié du XVI^e et la première moitié du XVII^e siècle. Personnes instruites et non instruites, tous souscrivirent à cette folie. Les terribles troubles religieux, politiques et sociaux de cette époque favorisèrent la propagation de la croyance aux sorcières. Celle-ci finit par pénétrer dans les villages les plus petits et les plus reculés. Les méfaits imputés aux sorcières étaient : une mauvaise croissance des plantes, des hausses de prix à cause de maladies et des malheurs parmi les personnes et le bétail. Les gelées printanières et la grêle dévastatrice, tout était l'œuvre des sorcières.

Cette croyance généralisée est devenue si désastreuse parce que les autorités ont également déclaré la sorcellerie comme étant un crime qui méritait la mort.

En effet, lors de la persécution des « sorcières », l'état a permis leur arrestation sur de simples soupçons et ne s'est pas appuyé sur des preuves recueillies auprès de témoins pour déterminer la culpabilité, mais plutôt sur les aveux de l'accusé, aveux obtenus sous la torture. Sous les terribles tourments, les accusés avouèrent ce qu'on leur demandait. Dès qu'ils avaient fait leurs « aveux », le verdict tombait : « coupable ».

Examinons maintenant de plus près le cas des pauvres victimes de cette folie, issus de Bischofsheim et voyons leurs prétendus méfaits. Le premier cas date de l'année 1563. A cette époque le maire Melchior Stolz a signalé la dame Barbara Recht auprès du prévôt de Dachstein comme suit : « Nous avons également appris à quel point cette femme a causé des dommages importants et réels aux personnes et au bétail » et il a demandé au prévôt de l'expulser et de l'enfermer⁴⁹⁷. Le prévôt a répondu qu'il devait faire une enquête détaillée sur les plaignants et lui faire parvenir son rapport. A la suite de ce rapport, le prévôt l'a fait incarcérer sous l'accusation de sorcellerie. Elle a été interrogée « sérieusement avec recours à la torture ». Mais malgré la torture, aucun aveu n'a pu lui être arraché et elle a donc été libérée⁴⁹⁸.

⁴⁹⁷ Archives d'Alsace Fonds Zabern fasc. 74.

⁴⁹⁸ Archives d'Alsace Fonds Saverne Fasc 65.

Elle est la seule accusée à qui il n'a pas été possible d'extorquer des aveux malgré la torture. Huit ans plus tard, en 1571, une autre femme de Bischofsheim, dont le nom n'est pas mentionné dans les archives, fut « jetée en prison, suspendue par le bourreau et interrogée sous la torture au sujet des mauvaises actions qu'elle avait commises⁴⁹⁹ ». La prisonnière de Bischofsheim avoue en sortant du tribunal que l'esprit maléfique lui est apparut près du grand tilleul devant le village, sous la forme d'un joli jeune homme, il voulait qu'elle renie Dieu et ses saints et attend d'elle qu'elle commette la fornication. Mais comme elle avait vu qu'il avait des pattes d'oie, elle cria « Jésus », après quoi il disparut ». Quelque temps plus tard, sur l'ordre du mauvais esprit, elle frappa l'enfant et le cheval de Diebolt Zorninger dans le champ avec un petit bâton, ce qui eut comme suite que l'enfant est mort 3 jours après et le cheval est devenu boiteux ». Ce sont là ses seuls aveux enregistrés. À cause de ses méfaits, elle fut « bannie du diocèse du miséricordieux Seigneur », c'est-à-dire bannie du pays.

En 1579, l'huissier Rettich de Dachstein rapporta que Kunigunde von Bischofsheim avait été arrêtée à cause de ses méfaits « *ici à Dachstein, elle fut torturée de la manière habituelle, puis interrogée dans la grande salle du château. Kunigunde ne s'est rétractée en rien après ses aveux et elle s'est ôté la vie avec son voile, le soir même en prison⁵⁰⁰ ».*

Nous n'avons aucune mention de prétendues sorcières, pour les années 1580 à 1620. Cela ne signifie pas que personne n'a été victime de la folle chasse aux sorcières durant cette époque. Vu les informations antérieures et les nombreux procès pour sorcières des années 1620 à 1624. On peut formuler l'hypothèse que la chasse aux sorcières a également fait des victimes entre 1580 et 1620.

Le « Bluotbuech der Stadt Molsheim* », (le registre des condamnations) déposé dans la bibliothèque municipale de Belfort*, nous donne un aperçu très détaillé des procès des sorcières de Bischofsheim des années 1620-1624.

Au cours de ces années, dix habitants de Bischofsheim, huit femmes et deux hommes, furent condamnés à mort pour sorcellerie devant le tribunal (*Malefizgericht*) de Molsheim. Les personnes suivantes ont été accusées de sorcellerie devant le ce tribunal de Molsheim :

- 1) le 22 août 1620, Cuelmann Agnès⁵⁰¹;
- 2) le 3 septembre 1620, Agathe, épouse de Thomae Syfried⁵⁰²;

⁴⁹⁹ Archives d'Alsace fods Zabern fasc. 78.

⁵⁰⁰ Arch. Bischofh.

⁵⁰¹ Bluotbuch der Stadt Molsheim Archives de Molsheim p 20.

⁵⁰² Bluotbuch der Stadt Molsheim Archives de Molsheim p 26.

- 3) le 24 février 1621, Salomé, femme au foyer de Hanns Friederich⁵⁰³;
- 4) le 6 mai 1621, Anstett Klein⁵⁰⁴;
- 5) le 26 août 1621, Anna Claus Schneen, femme au foyer⁵⁰⁵;
- 6) le 4 octobre 1621, la ménagère d'Urbain Weber⁵⁰⁶;
- 7) le 08 octobre1621, Margaretha, femme au foyer de Hanns Kutel⁵⁰⁷;
- 8) le 8 juillet 1623, Suzanne, la ménagère de Michel Walter⁵⁰⁸;
- 9) le 1^{er} octobre 1623, Peter Kessler⁵⁰⁹;
- 10) le 10 juillet 1624, Anna, la ménagère de Zorniger⁵¹⁰.

Inutile de détailler les aveux des méfaits commis par chaque accusé, ils sont tous exactement les mêmes. Le président du tribunal, auquel participaient également deux membres du tribunal de Bischofsheim, posait toujours les mêmes questions telles qu'elles étaient énumérées les unes après les autres dans le registre des questions, et la torture faisait que les accusés donnaient toujours les mêmes réponses. Ces dernières diffèrent les unes des autres sur des points mineurs.

Les principaux types d'aveux, qui reviennent dans le même ordre pour tous les accusés, sont les suivants :

- L'esprit maléfique, qui apparaît sous la forme d'un jeune homme habituellement avenant, impose la fornication à l'accusé(e). Mais comme ils le reconnaissent aux pattes de chèvre, d'oie ou de vache, ils crient « Jésus » et il disparaît aussitôt.
- 2) Quelques temps plus tard, il leur apparaît à nouveau sous la même forme que la première fois et leur demande de renier Dieu et ses saints, ce à quoi ils consentent.

Agatha, la femme au foyer de Thomae Sigfrid, avoue : immédiatement qu'après, le diable l'a forcée à renier le Dieu Tout-Puissant, la Sainte Mère de Dieu et tous les saints.

Anna Claus Schneen, femme au foyer, avoue : trois semaines plus tard, le diable est revenu vers elle et lui a demandé de renier Dieu et tous les saints, ce qu'elle a accepté.

⁵⁰³ Bluotbuch der Stadt Molsheim Archives de Molsheim p 79.

⁵⁰⁴ Bluotbuch der Stadt Molsheim Archives de Molsheim p 95.

⁵⁰⁵ Bluotbuch der Stadt Molsheim Archives de Molsheim p 138.

⁵⁰⁶ Bluotbuch der Stadt Molsheim Archives de Molsheim p 145.

⁵⁰⁷ Bluotbuch der Stadt Molsheim Archives de Molsheim p 152.

⁵⁰⁸ Bluotbuch der Stadt Molsheim Archives de Molsheim p 167.

⁵⁰⁹ Bluotbuch der Stadt Molsheim Archives de Molsheim p 174.

⁵¹⁰ Bluotbuch der Stadt Molsheim Archives de Molsheim p 184.

^{*} BLUTBUCH der Stadt Molsheim, manuscrit contenant 113 procès de sorcellerie 1620 à 1630.. -1993 SCHLAEFLI (Louis), « la sorcellerie à Molsheim (1589-1697), SHAME, 1993 p.3-158.

3) Puisque les accusés ont généralement des difficultés financières, le mauvais esprit leur donne de l'argent pour les réconforter. Mais l'argent est de la fausse monnaie, ils s'en rendent compte plus tard. Il se transforme en feuilles mortes ou en crottin de cheval. Anna Claus Schnee, femme au foyer, avoue : il y a environ 20 ans, lorsqu'elle voulait aller au marché d'Obernai, elle était vraiment triste parce qu'elle avait peu d'argent, lorsque le Méchant est venu vers elle sous la forme d'un homme près de la fontaine au hêtre, il lui a demandé la cause de sa tristesse, elle lui a confié qu'elle avait peu d'argent, puis le Méchant a dit qu'elle devait être patiente, si elle acceptait, de le suivre, il lui donnerait assez d'argent; puis il lui donna en récompense trois pièces, qui devinrent plus tard des feuilles mortes.

Anstett Klein dit: il y a environ 14 ans, alors qu'il voulait rentrer de Strasbourg, le diable est venu vers lui au Glöckelsberg et lui a demandé ce qu'il faisait, il a répondu que malheureusement il n'avait pas grand-chose à dépenser, l'ennemi maléfique lui a donné 2 Pfennigs, qui se transformèrent en crottin de cheval à la maison.

4) Le mauvais esprit leur annonce alors le mariage. La cérémonie identique se déroule soit sur le Bischenberg (Suelmann Agnes) ; le Bruderberg (Agatha, épouse de Thomae Syfried) ; dans la sablière (épouse de Claus Schneen) ; sous le tilleul devant le village (épouse de Susana Michel Walter) ; ou dans la forêt de Hohenburg (Salomé, la femme d'Urbain Weber).

Pour s'y rendre ils sortent par la cheminée sur un bâton ou une fourche graissée, ils chevauchent un bouc, un mouton noir ou une truie en invoquant les cent mille noms du diable.

Lors de ce mariage, auquel se rendent les sorcières de toute la région, les gens mangent et boivent, mais ne consomment ni pain ni sel. Le marié s'appelle soit Hemmerle, soit Federle, soit Belzebub. Lors du mariage des sorciers, le diable apparaît naturellement sous la forme d'une femme.

Lors du mariage, les sorcières reçoivent du diable leur pouvoir destructeur. Cuelamnn Agnès avoue « qu'elle s'est mariée avec le diable au Bischenberg, elle mangeait toutes sortes de viandes mais n'avait ni sel ni pain. Elle y est montée avec le mauvais esprit sur un bouc, le marié s'appelle Federle, il y avait beaucoup de choses à ce mariage. Il y avait des gens qui lui étaient en partie connus, en partie inconnus ».

Anstett Klein l'avoue : plus de huit jours plus tard, il a organisé un mariage au Bischenberg et y est allé là-bas sur une fourche graissée en passant par la cheminée et en invoquant cent mille noms du diable. Lors du mariage, ils mangèrent et burent, dansèrent et n'eurent ni pain ni sel.

Anna, la femme au foyer d'Andres Zorninger, avoue : puis l'ennemi maléfique lui a annoncé le mariage qu'elle a célébré cette même nuit sous le petit tilleul et il les a unis en invoquant mille noms du diable, ils ont mangé, bu et dansé. Le musicien était assis sur le tilleul.

5) Maintenant suivent les aveux des méfaits commis à l'encontre des gens par les sorcières à la demande du mauvais esprit.

D'une manière ou d'une autre, ils donnent à manger des mets diaboliques, ils leur soufflent dessus ou les touchent avec « la badine du diable » afin qu'ils meurent rapidement ou lentement. Ils ne peuvent pas faire de mal aux personnes qui se sont signés ou qui ont une « croix de cire consacrée » sur leur porte d'entrée.

Par curiosité, je citerai quelques-uns des méfaits commis :

Cuelmann Agnès avoue qu'« elle a, sous l'apparence d'un chat et avec ses pattes, caressé les oreilles de Cuentzen toute la nuit lui enlevant ainsi le cerveau. Elle a pris le cerveau de Gemel, mais comme son chat l'a mangé, elle ne pouvait plus l'aider ».

Cuentzen Lenzen, qui avait des soupçons à son sujet en raison d'une maladie qu'elle lui avait infligée, a imploré son aide à trois reprises, pour l'amour de Dieu, mais elle n'a pas pu venir jusqu'à lui car une croix en cire consacrée était apposée sur sa porte d'entrée.

De plus, à la demande du diable, elle a voulu rendre boiteuse la femme de Kieffer Jergen, ce qui ne fut pas possible parce qu'ils ont fait le signe de croix.

Susana, la femme au foyer de Michel Walter, « était censée tuer un enfant sous la contrainte du diable, mais comme il portait un agnus dei et était béni, elle ne pouvait pas l'approcher. Après quoi, sous l'apparence d'un Chat, elle a tué un lapin ».

Margaretha, l'épouse de Hanns Cutel, avoue qu'« il y a trois ans, à Bischofsheim, elle a soufflé au nom du diable sous le voile d'une parturiente, puis la femme est tombée malade, et est décédée au bout de six mois ».

6) Après leurs méfaits à l'encontre des gens, les sorcières confessent leurs méfaits à l'encontre du bétail. Elles les touchent généralement avec une « badine diabolique » afin qu'ils deviennent boiteux ou périssent.

Certains font les choses plus finement. Ainsi Anna, la femme au foyer de Claus Schneen, avoue par exemple qu'une nuit, elle a chevauché une vache jusqu'à la mort dans l'étable de Dorlisheim, puis qu'elle a elle-même chevauché une truie jusqu'à la mort. Salomé, l'épouse d'Urbain Weber, avoue que « à

l'instigation du diable, elle était censée nuire aux gens et au bétail, mais par pitié, elle ne voulait pas faire une telle chose, alors elle a tué plusieurs de ses propres animaux ».

Margaretha épouse de Hanns Kuttel reconnait, que « il y a deux ans, j'ai tué une vache rouge à Bischofsheim. La nuit la vache rentrait chez elle, elle l'a battue avec une badine diabolique ».

Sous la même apparence, Il y a un an, elle a battu et tué une truie d'un homme de Bischofsheim.

- « Cette année encore, elle s'est attaquée à une femme de Bischofsheim. Elle a frappé avec cette badine une truie, la paralysant et la tuant ».
- 7) Enfin, viennent les dégâts causés par la grêle, le gel et le brouillard. Le diable leur donne quelque chose sur une montagne voisine, qu'elles font bouillir dans un nouveau pot. Puis elles le renversent et le brouillard, le gel et la grêle se lèvent et se déplacent vers l'intérieur des terres. Si les sorcières ont pris du retard et que la cloche du matin commence à sonner avant que le pot ne se renverse et avant que le temps ne se dégrade, elles ne peuvent causer aucun dommage.

Susanna, la femme au foyer de Michel Walter, reconnaît entre autres que « elle et ses compagnes sur le Bischenberg, sur le terrain plat, cuisinaient toutes sortes de choses diaboliques dans un pot, en formant un cercle en automne quand les gens voulaient faire les vendanges, et elle a fait beaucoup de dégâts aux vignes ». Elle et ses compagnons ont fait un cercle de sorcières sur la Hard pour abîmer les vignes ; mais comme il faisait bientôt jour et qu'on commençait à sonner la cloche du matin, aucun dégât particulier n'a été causé.

A cause de son retard elle prétend avoir été durement rossée par le diable.

De même, il en va de même pour Solomea la femme au foyer de Urban Weber, qui « il y a un an et demi, alors qu'elle devait se rendre à une réunion de sorcières au Bischenberg et qu'elle était un peu en retard à cause de ses travaux domestiques, ell fut violemment rossée par le diable ».

Agatha Thomae, la femme de Sigfried avoue que le diable leur a également donné beaucoup de choses et des objets de sorcellerie tel que des excréments, qu'elles ont recueillis sur la montagne et, à la demande du diable, semés dans les champs. Ils se sont rapidement transformés en souris.

Ces principaux éléments reviennent dans cet ordre dans tous les « aveux » des accusés. Le verdict pour les dix accusés était tout aussi cohérent : « que l'accusé a été remis au bourreau, conduit par lui au lieu habituel d'exécution, ils ont été

condamnés de passer de vie à trépas et leurs corps réduits en cendres et en poudre que le bourreau devrait enfouir »..

Aucun et aucune des condamnés n'a été brûlé vif, car sous la sentence de chaque « sorcière ou sorcier » on lit le post-scriptum : « Exécuté et préalablement décapité par l'épée ».

La tristesse nous envahit lorsqu'on prend connaissance de ces « aveux » extorqués par la torture, à ces pauvres et innocentes victimes de la folie de la chasse aux sorcières.

La méchanceté humaine et la superstition ont amené des innocents à de terribles tortures suivies de mort. La haine et le ressentiment pouvaient célébrer leurs orgies odieuses.

Après 1624, on ne trouve plus aucune mention de procès de sorcières à Bischofsheim. La misère provoquée par la guerre de trente ans a peut-être guéri les esprits de leur folie, si bien que les dénonciations cessèrent.

Chapitre 20

Les conditions scolaires dans le passé

Comme dans d'autres lieux, le désir d'éducation dans le village s'est réveillé très tard. Vers 1530, la commune n'avait probablement pas d'école, sinon cela aurait été mentionné dans le registre des biens communaux de 1534. Le niveau d'éducation était donc en conséquence. Après la mort du maire Melchior Stolz en 1581, le bailli de Dachstein ne voulait tout d'abord pas proposer, à l'évêque Hanns Stolz, le fils de ce dernier comme maire, mais il n'eut pas le choix, parce qu'il était le seul habitant du village qui savait lire et écrire couramment⁵¹¹.

Ce n'est qu'en 1623 qu'il existe des preuves écrites de la présence d'un enseignant dans la commune. Il recevait un sester d'orge par charrue⁵¹². La première école de la commune se trouvait à l'emplacement de la grange actuelle, qui fait partie de l'école, comme le montre le registre des habitations de la commune de 1684 : « l'école communale, aujourd'hui reconstruite sur une parcelle incendiée. Elle est située d'une part à côté de la salle commune, de l'autre côté le long des terres communales, elle donne à l'avant sur Schmidplatz, et à l'arrière sur le Stubhof »⁵¹³.

A cette époque la situation de l'instituteur n'était pas vraiment rose, comme le montre une audience du tribunal du 24 septembre 1624, dont le procès-verbal se lit comme suit : « Johannes Knaufe, sacristain et maître d'école ici, se plaint [au tribunal] que en temps que sacristain et enseignant, il était supposé percevoir les frais de scolarité de 3 schillings chaque trimestre pendant 4 trimestres. Mais les citoyens n'ont payé que les trois quarts, les deux quarts à 3 schillings chacun et le troisième quart à 2 schillings.

Melchior Friederich, Hanns Stolz et Philipp Trostler ne voulaient pas non plus lui donner les 4 maas de vin, qu'ils lui devaient annuellement ».

Le tribunal a statué comme suit :

Parce qu'il n'y a pas école pendant six semaines pendant les récoltes, de même en automne, et parce qu'il soigne les malades et gagne de l'argent, il ne fait pas cours durant six semaines, que depuis les temps anciens jusqu'à récemment, il était toujours d'usage ici d'avoir quatre trimestres, en été et en automne 2 schillings, mais en hiver et au printemps 3 schillings chacun, il devait donc percevoir 10 schillings par an et par enfant.

⁵¹¹ Archives d'Alsace G 1083.

⁵¹² Arch. Bischofsh. Radbuch von 1590 fol.

⁵¹³ Behausungsbuch von 1684 fol. 18.

Il ne doit pas exiger de vin pour la scolarité des élèves qui sont partis en cours d'année ou pour ceux qui sont arrivés pendant l'année scolaire car ces situations ne sont jamais arrivées jusqu'à présent.

De plus, il est censé effectuer son service tout au long de l'année conformément au serment qu'il a juré, et si ce travail ne lui convient pas il est libre de chercher un autre emploi 514 ».

Cela prouve que le tribunal ne s'intéresse pas beaucoup à l'amélioration du niveau d'éducation intellectuelle.

[À l'époque, il était courant que les enseignants fassent du porte-à-porte pour demander leur salaire.]

Comme « la rémunération » n'était pas suffisante pour subvenir à ses besoins, l'enseignant faisait généralement office d'infirmier, comme le montrent déjà les rapports ci-dessus. Nous en avons d'autres preuves dans le procès-verbal du 23 août 1685, qui se lit comme suit : « M. Le procureur Hademer a nommé ici Andreas Fründ, maître d'école en ce lieu contre Barthel Reinert, citoyen ici représentant le fils accusé Hans Jacob, qu'il a guéri d'un gros abcès sous le bras droit pour 3 livres, Andreas Fründ demande qu'il soit enfin payé.

Avis du tribunal : le père doit payer au maître d'école plaignant, d'ici dimanche prochain, 2 livres 5 schillings pour les soins apportés à son fils⁵¹⁵.

Selon le budget communal de 1751, l'instituteur reçoit le salaire suivant : quatre stères de bois, 6 livres parce qu'il s'occupe de l'horloge de l'église et 8 livres pour s'occuper du linge d'église⁵¹⁶, ce qu'il doit percevoir pour chaque enfant scolarisé n'est pas indiqué ici.

En 1775, la commune construisit l'actuelle école de garçons.

En 1795, Jacob Reibel fut recruté comme instituteur dans les conditions suivantes : il a :

- 1) un logement gratuit,
- 2) du bois de chauffage gratuit,
- 3) 7,5 centimes par semaine pour chaque enfant scolarisé 517 :

⁵¹⁴ arch. Bischofsh. Radbuch von 1590 fol.85.

⁵¹⁵ arch. Bischofsh. Radbuch von 1590 fol.103.

⁵¹⁶ Archives d'Alsace G 708.

⁵¹⁷ arch. Bischofsh. Délibération du conseil municipal 1795.

Un salaire vraiment misérable pour un enseignant qui maitrisait trois Langues : l'allemand, le français et le latin.

Lors de l'agrandissement de l'église en 1835, la commune acheta le terrain sur lequel se trouve l'actuelle école de filles, construite entre 1838-1840.

En 1840, la direction de l'école de filles fut confiée aux sœurs de Ribeauvillé, qui depuis, travaillent sans interruption dans le village, pour le plus grand bien de l'éducation des jeunes filles.

Chapitre 21

Aperçu général des conditions économiques du village aux siècles précédents.

Il n'est pas possible d'avoir un aperçu précis des conditions économiques du village à partir des sources disponibles, nous devons donc nous contenter d'un aperçu plus général. Depuis les premiers temps où le village nous apparaît à la lumière de l'histoire, l'agriculture et la viticulture ont été la principale occupation des habitants. En raison de la situation du village au pied du Bischenberg, dont le sol calcaire, en grande partie propice uniquement à la vigne, alterne avec les terres arables fertiles de la plaine, les occupations des gens se sont faites tout naturellement

Les différentes zones de pâturage ont également permis un élevage intensif.

La route romaine de la montagne qui passait par le village était largement utilisée comme route commerciale⁵¹⁸, et permettait aux habitants d'échanger et de vendre leurs produits depuis les temps les plus reculés.

Examinons de plus près ces secteurs.

§1. Culture de la vigne

Bien entendu, il n'est pas possible de déterminer depuis quand les vignes étaient cultivées dans le ban de Bischofsheim. Peut-être que la colonie romaine autrefois basée dans le village l'avait déjà introduite? Elle ne peut être prouvée qu'à partir du X° siècle, alors qu'elle était probablement déjà pratiquée à une échelle relativement importante, car quatre des cinq donations mentionnées dans le Seelbuch (registre des décès) de l'église de Strasbourg⁵¹⁹ font référence à des vignes à Bischofsheim. Aux XI° et XII° siècles, sont mentionnés à Bischofsheim les vignobles du monastère de St Leonhard⁵²⁰, Baumgarten⁵²¹ et du chapitre Saint-Thomas⁵²².

⁵¹⁸ NÄHER, die röm. Militärstr. Und Handelswege. Les routes militaires et commerciales romaines P 2

⁵¹⁹ Article dans « Zeitschrift für Geschichte des Oberrheins N.F.Page 84 ss.

⁵²⁰ Als. Dipl. t I nr 401.

⁵²¹ Als. Dipl. t I nr 340.

⁵²² Als. Dipl. t I nr 307.

Cependant, ceux-ci sont revenus à ces institutions par le biais de legs, ce qui suggère encore une fois que les habitants cultivaient la vigne depuis fort longtemps.

Dans le cadastre de 1350, les vignes de l'évêque sont mentionnées dans le *Ramesberge*⁵²³ aujourd'hui *Handwerksbalgen* (un dérivé de l'ancien nom), dans le *Fronreben*⁵²⁴, dans le *Hove*⁵²⁵, dans le *Gebreiten* (champs)⁵²⁶ et dans le *Bitzen*⁵²⁷. À peu près à la même époque, dans le document le plus ancien qui nous est parvenu et datant de 1353, la commune a mis en gage ses vignobles de la « *Engegasse* » sur le *Waldweg* et du « *zu Buch* » (Buchbronnen)⁵²⁸ auprès du monastère d'Allerheiligen en Forêt-Noire.

D'autres vignes sont mentionnées en 1360 : au « *Letzenbrunnen*⁵²⁹ », en 1407 : dans la « *Steiggasse*⁵³⁰ », en 1410 : au « Castel⁵³¹ », en 1439, « dans la *Schleif*⁵³² », en 1457 : au « *Creutzbühl*⁵³³ » en 1465 : dans la « *Smidegasse*⁵³⁴ », en 1478 : au « *Teugelbrunnen*⁵³⁵ ». Vers la fin du XVI^e siècle, des vignes furent plantées dans les deux zones « *Gereuth* » et « *Halden* ». Comme ces parcelles appartenaient à l'évêque, les propriétaires du « *Gereuth* » devaient livrer environ 26 ohms par an au titre des loyers⁵³⁶, tandis que 13 ohms étaient dus pour la parcelle « *Halden*⁵³⁷ ».

La preuve que la viticulture était très répandue au XVe siècle est qu'en 1419 pas moins de 468 ohms de vin étaient livrés au titre de la dîme⁵³⁸. Alors que pour la dîme du vin étaient collectés un peu moins, à savoir 365 ohms de vin blanc et 65 de vin rouge⁵³⁹.

⁵²³ Archives d'Alsace G377 fol. 135a.

⁵²⁴ Archives d'Alsace G377 fol. 14a.

⁵²⁵ Archives d'Alsace G377 fol. 12b.

⁵²⁶ Archives d'Alsace G377 fol. 102a.

⁵²⁷ Archives d'Alsace G377 fol. 14b.

⁵²⁸ Arch Bischofsh...

⁵²⁹ Archives d'Alsace G 1082.

⁵³⁰ Archives d'Alsace H 1443.

⁵³¹ Archives d'Alsace D 84.

⁵³² Archives d'Alsace G 215.

⁵³³ Archives d'Alsace G 5274.

⁵³⁴ Archives d'Alsace G 6215.

⁵³⁵ Archives d'Alsace G 5274.

⁵³⁶ Archives d'Alsace G 1082.

⁵³⁷ Archives d'Alsace G 3524.

⁵³⁸ Archives d'Alsace G 10820

⁵³⁹ Arch.Bischofsh. Pétition de la commune à l'évêque contre les seigneurs de la dîme de 1583.

Certains prix des vins que nous avons trouvés mentionnés à Bischofsheim devraient également être cités ici :

En 1419, l'Ohmen valait 2 schillings⁵⁴⁰

En 1624, l'Ohmen valait 8 schillings⁵⁴¹

En 1626, l'Ohmen était évalué à 4 schillings

En 1630, l'Ohmen était évalué à 4 schillings

La commune fixa le montant du salaire pour le travail de la vigne comme suit : Séance du 22 février 1626 : « Il est reconnu qu'un journalier est payé 1 schilling 6 pfennigs pour tailler (la vigne), 16 schillings pour tailler la parcelle et la biner durant un 1 jour. 2 schillings 4 pfennigs, pour biner un champ 1 livre.

Tout citoyen qui contrevient à cela et donne plus, doit payer une amende de 10 schillings⁵⁴² ».

Le vin était vendu par les trois courtiers en vin, nommés chaque année par le tribunal communal et qui devaient jurer « de vendre fidèlement le vin des gens et ne faire refuser le vin de personne et de ne pas être envieux. Ils ne doivent pas empêcher les charretiers d'acheter du vin à quelqu'un parce qu'ils le méprisent ou en le calomniant, mais plutôt, selon le serment qu'ils ont prêté, ils doivent respecter la qualité ou le défaut de chacun »

Par chargement, l'acheteur leur doit 4 pfennigs et 2 maas de vin. Le vendeur leur doit du fromage, du pain et 2 maas de vin. Ils ne pourront cependant en faire la demande qu'une fois le vin chargé et après vérification de la facture⁵⁴³.

En 1794, les trois courtiers en vin étaient payés 5 centimes par Ohmen, mais s'ils renversaient du vin par négligence, ils devaient le payer⁵⁴⁴.

Qu'il soit permis de mentionner le vin servi au cabaret du village. L'évêque s'était réservé les revenus de ce cabaret⁵⁴⁵. Chaque année, le tribunal nommait le *Stubenwirt* (l'aubergiste), qui était la seule personne autorisée à servir du vin dans le cabaret de la maison communale du village. Lorsqu'en 1616, le maire de l'époque, Valentin Artzheim, voulut également exploiter le cabaret, le tribunal communal se plaignit auprès de l'évêque.

⁵⁴⁰ Archives d'Alsace Fonds Zab. fasc.88 fol 145.

⁵⁴¹ Arch.Bischofsh. Dinghofrechnungen.

⁵⁴² Radbuch voin 1590 Protokoll der Ratsitzungen.

⁵⁴³ Arch.Bischofsh. Amtsordnung der Pfegdt Dachstein.

⁵⁴⁴ Bischofsh, Protokolbuch der Ratsitzungen des Jahres 1794 fol.31.

⁵⁴⁵ Archives d'Alsace Fonds Zab.fasc.88 fol 145.

Il a été estimé qu'il serait plus judicieux, surtout à cause de la taxe sur le vin, puisque le cabaret était dans la maison commune, de permettre à quelqu'un d'autre de l'exploiter, car il y aurait plus de consommation⁵⁴⁶.

« Chaque fois que l'aubergiste ne sert pas le volume requis, il doit au seigneur une amende de 5 livres.

L'aubergiste, sa femme et ses enfants, ses serviteurs et servantes doivent jurer de ne pas frelater le vin et le cas contraire de payer une amende d'une livre.

Il n'est pas permis de mélanger du muscat ou autre vin noble avec du vin de qualité inférieure, sous peine d'une amende de 3 livres.

Il doit déclarer aux inspecteurs des taxes tout vin qu'il achète, ces derniers évaluent le vin et fixent le prix de vente. L'aubergiste doit payer 3 maas de chaque ohmen à l'évêque comme taxe sur le vin qu'il sert. En été, il n'est autorisé à servir du vin que jusqu'à 10 heures du soir et en hiver, il n'est autorisé à servir du vin que jusqu'à 9 heures du soir state du soir et en hiver, il n'est autorisé à servir du vin que jusqu'à 9 heures du soir state du soir et en hiver, il n'est autorisé à servir du vin que jusqu'à 9 heures du soir state du soir et en hiver, il n'est autorisé à servir du vin que jusqu'à 9 heures du soir state de la chaque on la chaque de la chaque de la chaque de la chaque de la chaque on la chaque de la chaque de la chaque de la chaque de la chaque on la chaque de la chaque de

Mais le tribunal du village est allé plus loin et a également fixé les prix que l'aubergiste pouvait facturer pour la nourriture servie. En 1625, il était stipulé : « L'aubergiste peut facturer 9 pfennigs pour la soupe, la viande et les légumes et 10 pfennigs pour les rôtis⁵⁴⁸ ».

En 1750, la commune tirait des revenus du cabaret (on ne sait depuis quand) et prélevait deux maas d'impôts sur chaque Ohm, ce qui rapportait environ 60 livres par an⁵⁴⁹.

§ 2. Agriculture

Comme partout ailleurs, à Bischofsheim, dans l'économie agricole des siècles précédents, prédominait l'assolement triennal, selon lequel un tiers des champs était plantés de céréales d'hiver, un tiers de céréales d'été, tandis que le dernier tiers restait en jachère et était utilisé comme pâturage. Autrefois, le seigle était principalement cultivé comme céréale d'hiver, et l'orge et l'avoine comme céréales d'été. Les loyers en nature les plus anciens étaient toujours payés avec ce type de céréales.

Ce n'est qu'en 1419 que l'on trouve pour la première fois mention du blé⁵⁵⁰.

Outre les céréales, des légumineuses, à savoir des haricots et des lentilles ainsi que du chanvre et du lin, sont cultivés⁵⁵¹. Dès que le chanvre était récolté, il était transporté jusqu'au Ried, où il restait jusqu'à l'automne.

⁵⁴⁶ Arch. Bischofsh. Radbuch von 1590 fol 21.

⁵⁴⁷ Arch. Bischofsh. Amtsordnung der pfgdt Dachstein

⁵⁴⁸ Arch, Bischofsh, Radbuch von 1590 fol D

⁵⁴⁹ Archives d'Alsace C 150

⁵⁵⁰ Archives d'Alsace G 3761.

⁵⁵¹ Archives d'Alsace G 778.

Les noms de champs les plus anciens du ban sont les suivants :

en 1295 : Streng, Sand, Grassweg, Frechte, Himmelgebreite⁵⁵²

en 1342 : Großes Feld, Lange Scheffen, Ordenberg⁵⁵³

en 1347 : der Fleschen Gebreite554

en 1350 : Geren⁵⁵⁵

en 1465 : Aftergraben, Kegenbach⁵⁵⁶

L'importance de la culture des céréales au XVe siècle ressort clairement du fait qu'en 1419, 384 quarts étaient livrés pour la dîme des céréales⁵⁵⁷.

En 1583, la dîme était de 315 quarts⁵⁵⁸.

À la suite de la guerre de trente ans, le village s'était tellement appauvri qu'un tiers des champs avait été vendus aux habitants des localités environnantes. En 1659, 1559 acres de champs étaient cultivés. De cette surface 367 acres appartenaient à Krautergersheim, 303 acres à Innenheim et 85 acres au Juncker von Berkheim⁵⁵⁹, au total il y avait donc 755 acres, soit environ la moitié de la superficie cultivée qui était aux mains de personnes étrangères au village. Cela entrainait également une perte d'environ 100 livres pour les impôts que le village devait payer chaque année⁵⁶⁰. Dès 1532, l'évêque Wilhelm avait accordé à la commune le droit de lever des impôts sur toutes les propriétés du ban⁵⁶¹. En1569, le maire Melchior Stolz, qui se rendait à Strasbourg, fut capturé par les Müllenheim, dont il avait mis les biens sous tutelle parce qu'ils avaient refusé de payer l'impôt. Il fut capturé et séquestré pendant cinq jours et ne fut libéré que grâce à l'intervention personnelle de l'évêque Érasme⁵⁶². Ses successeurs n'avaient apparemment plus envie de prendre un tel risque.

En 1671, contrainte par la nécessité, la commune exigea un schilling sur chaque champ appartenant aux propriétaires étrangers. Le paiement ayant été refusé, le maire leur a annoncé par messager que nul « ne peut récolter soumis à taxe avant de s'être acquité de cette taxe sous peine d'une amende de 5 livres⁵⁶³ ».

⁵⁵² Archives d'Alsace H1443.

⁵⁵³ Archives d'Alsace G 1561.

⁵⁵⁴ Archives d'Alsace Fonds Zab. Urk. 31.

⁵⁵⁵ Archives d'Alsace G 337 fol. 14a.

⁵⁵⁶ Archives d'Alsace G 1082.

⁵⁵⁷ Archives d'Alsace G 3761.

⁵⁵⁸ Arch Bischofsh, Kirchenakten.

⁵⁵⁹ Archives d'Alsace G 1082.

⁵⁶⁰ Archives d'Alsace G 1083.

⁵⁶¹ Archives d'Alsace G 1083.

⁵⁶² Archives d'Alsace G 1085.

⁵⁶³ Archives d'Alsace G 1083.

En 1672, dès le début des récoltes, le maire avait fait faucher la surfance correspodant à la taxe locale des champs appartenant aux propriétaires étrangers pour que la « taxe » soit couverte.

C'est pourquoi Krautergersheim se plaignit à l'évêque « qu'une telle quantité de récolte a été fauchée sur chaque champ que ce qui nous restait ne permettait pas de payer la dîme et qu'il ne restait rien pour nos semences et pour couvrir nos frais⁵⁶⁴ ».

Nous ne savons pas comment le différend a été réglé.

Les prix des céréales que l'on retrouve mentionné pour Bischofsheim sont les suivants :

En 1419, le prix du quart de seigle était de 3,5 schillings, celui du quart de blé était de 4,5 schillings, le celui du quart d'orge était de 2,5 schillings, celui du quart d'avoine était de 2 schillings⁵⁶⁵.

En 1662, le quart de seigle valait 1 livre 9 schillings, l'orge 18 schillings.

En 1682, le quart de seigle valait 1 livre 4 schillings, le quart d'orge valait 1 livre 1 schilling⁵⁶⁶.

Le conseil fixa comme suit les salaires pour les travaux agricoles en 1625 : « Il est reconnu que quiconque donne à un ouvrier qui battait le blé plus de 1 schilling 4 pfennigs par jour devra, pour autant de pfennigs qu'il donne de plus, donner une livre en guise d'amende⁵⁶⁷ ».

Tant que la récolte n'a pas été rentrée, elle ne peut pas être donnée en garantie, car il est dit dans le « Règlement officiel du Pfegdt (région administrative) Dachstein » : « Personne n'est autorisé à proposer des céréales ou de l'argent à autrui en échange de vin ou de céréales qui sont toujours dans les champs. Nul ne peut prêter à autrui, pour prix qu'il obtiendrait à la saint Martin, du grain ou de l'argent en échange de vin ou de céréales qui ne sont pas encore récoltés, sous peine d'une amende de 10 livres⁵⁶⁸ ».

Bischofsheim n'a jamais eu de moulin propre car il lui manquait l'énergie hydraulique nécessaire ; le grain était transporté sur le « Mühlpfad » (le sentier du moulin) à la Rosheimer Mühle (au moulin de Rosheim).

Le pain était cuit par le boulanger communal ou *Pfister* (boulanger à gage) dans le four communal. Ce four communautaire se trouvait dès les premiers temps, jusqu'au XIX^e siècle, sur le site de l'actuelle boulangerie Schambion⁵⁶⁹.

⁵⁶⁴ Archives d'Alsace G 1083.

⁵⁶⁵ Archives d'Alsace G 3761.

⁵⁶⁶ Arch. Bischofsh. Dinghofrechnungen...

⁵⁶⁷ Arch. Bischofsh. Radbuch von 1590 fol 5.

⁵⁶⁸ Arch. Bischofsh. Amtsordnung der pfegdt. Dachstein. F. 35.

⁵⁶⁹ Arch. Bischofsh. Allmendbuch von 1534 fol. 1.

Chaque citoyen devait payer pour construire et entretenir le four communal. Si quelqu'un refusait, l'accès au four lui était refusé, comme ce fut le cas, en 1521, du propriétaire du Freihof ⁵⁷⁰. Le boulanger était nommé chaque année par le conseil de la commune. Il était autorisé à prélever gratuitement le bois nécessaire dans la forêt. Il devait jurer qu'il cuirait fidèlement et honnêtement pour les riches comme pour les pauvres, et utiliserait leur pâte et leur farine pour en tirer le meilleur. Sur trente miches de pain, il peut en garder une pour lui pour son travail ou recevoir un schilling.

Chaque soir, il devra sonner une petite cloche. Tous les habitants qui veulent faire cuire le pain, doivent alors se rendre au fournil, où le boulanger doit peser chaque pâte, laquelle devait avoir doublé de volume le lendemain matin⁵⁷¹.

Si le boulanger voulait cuire du pain pour le vendre, il devait le faire valider par les deux inspecteurs mandatés par la commune avant de le vendre. Ceux-ci déterminent également le poids de pain qu'il doit cuire chaque semaine, en fonction du prix du blé le jour de marché précédent. Si le boulanger cuit le pain « trop petit, trop noir ou trop mou, il sera condamné à une amende de 15 schillings ». S'il vend du pain contre l'avis des deux inspecteurs, il sera condamné à une amende de 15 schillings la première fois, la deuxième fois il devra être dénoncé aux autorités pour être puni⁵⁷².

§ 3. Pâturage

De nos jours, l'agriculture pastorale a complètement disparu des exploitations agricoles du village, et pourtant elle a joué un rôle très important ces dernièrs siècles.

Trois grands pâturages fournissaient aux troupeaux une nourriture abondante :

- 1) le Ried, qui servait de pâturage aux chevaux car il était peu fauché,
- 2) la partie des champs en jachère destinée au pâturage des bovins et des moutons,
- 3) le pâturage de la montagne, également pour les bovins et les moutons.
- L'importance de ce pâturage est attestée par le fait qu'en 1732, à la demande des citoyens, l'intendant Feydeau de Bron interdit à certains qui y avaient créé des terres arables d'exploiter plus longtemps les parties labourées sous peine d'amende de 10 Thalers⁵⁷³ ».
- 4) Enfin, la quatrième zone de pâturage à mentionner est la forêt en tant que pâturage pour les porcs. Cela est attesté depuis le XV^e siècle⁵⁷⁴.

⁵⁷⁰ Arch. Bischofsh. Urkunde von 1521.

⁵⁷¹ Arch. Bischofsh. Radbuch von 1590 fol. 5.

⁵⁷² Arch. Bischofsh. Amtsordnung der pfegdt. Dachstein fol. 36.

⁵⁷³ Arch.Bischofsh.

⁵⁷⁴ Archives d'Alsace G 1082.

Chaque année, le conseil nommait les bergers, qui sont toujours mentionnés dans les procès-verbaux du conseil des XVIe et XVIIe siècles. La commune possédait également sa propre maison des bergers, où deux des bergers bénéficiaient d'un logement gratuit. Cette maison des bergers se trouvait en face de l'angle sud-ouest du jardin du château supérieur, c'est pourquoi la rue qui la traverse vers le sud s'appelait « *Hirtengasse* » (la rue des bergers)⁵⁷⁵. Au XVIIIe siècle, une maison des bergers est également mentionnée au Fronhof. En 1796, concernant les bergers, nous lisons ce qui suit dans les procès-verbaux du Conseil⁵⁷⁶:

- Antoni Heller, citoyen du village, de longue date, est accepté comme vacher pendant un an. Comme salaire annuel il recevra huit Viertel de céréales pour chaque tête de bétail, moitié méteil, moitié orge, mais les veaux de la première année sont exclus, pour ces derniers, le berger recevra la moitié de la somme.
- 2) Antoni Heller, le jeune, citoyen du village, de longue date, est accepté comme berger pour un an et doit recevoir chaque année une livre de céréale pour chaque mouton de son troupeau : 6 *Moltzer*, moitié Méteil, moitié orge, ainsi que 4 centimes.
- 3) Michel Wehrel est admis comme porcher, il perçoit pour salaire annuel 8 *metzlen*, moitié *Moltzer*, moitié orge, (méteil) ainsi qu'un quart de miche de pain pour chaque porc confié à son troupeau avant la Saint-Jean 1797. Mais en ce qui concerne les porcs, ceux amenés après la Saint-Jean doivent payer la moitié de la redevance ci-dessus.
- 4) Lorenz Friederich, est admis en tant que gardien de chevaux, il est tenu d'emmener les chevaux dans le Ried dès que le temps le permet. En outre, chaque fois que le temps le permet, il doit faire paître le bétail pendant la nuit dans le Ried et y rester jour et nuit aussi longtemps que le temps le permet.
 - Il lui est payé 6 Frcs pour acheter une paire de bottes. Pour chaque cheval, il recevra 8 Metzel de Méteil et 30 centimes.

⁵⁷⁵ Arch.Bischofsh. Allmendbuch de 1534 fol. 5.

⁵⁷⁶ Arch.Bischofsh.

Chapitre 22

La forêt de Bischofsheim

Quels bénéfices inestimables la commune tire de sa forêt, qui profite directement ou indirectement à chaque citoyen!

Ce n'est que grâce aux revenus de la forêt que la commune a pu réaliser les divers aménagements modernes qui ont été une si grande bénédiction pour le village.

Et pourtant, l'histoire de la forêt est presque totalement méconnue. Dans ce qui suit, nous tenterons donc de retracer brièvement l'histoire de la forêt dans la mesure où les informations dont nous disposons nous le permettent.

§ 1. L'origine des droits forestiers de Bischofsheim

D'où viennent les droits forestiers de Bischofsheim ? Il est plus facile de poser la question que d'y répondre. Des documents les plus anciens il ressort que les droits forestiers ne peuvent pas être attribués à Saint Rémy⁵⁷⁷. Et pourtant, le village possédait probablement déjà ses droits à l'époque de Rémy, c'est-à-dire vers l'an 500. Les tribus alémaniques qui vivaient alors en Alsace attribuaient à chaque clan une surface de champ, de pâturage et de forêt. Alors que les terres ont été réparties entre les membres en lots individuels, les pâturages et les forêts restèrent des biens indivis pour que tous les membres puissent les utiliser librement. Les droits forestiers du village doivent remonter à cette époque.

Mais comment expliquer le fait que jusqu'en 1799, les forêts actuelles de Bischofsheim et de Boersch appartenaient aux deux communes dans une proportion de 2/3 – 1/3. Nous avançons l'explication suivante. Soit la forêt était attribuée aux clans installés dès l'origine dans les deux localités dans un rapport de 2/3 – 1/3 en fonction du nombre d'habitants, ou, ce qui est plus probable, une partie des habitants avait quitté la commune d'origine pour en fonder une deuxième et conservait les droits sur la forêt commune toujours proportionnellement à son nombre d'habitants. Les droits forestiers des deux communes doivent remonter à une période antérieure de leur histoire. Ces droits, les communes les ont conservés même lorsqu'elles sont passées sous le contrôle des seigneurs.

Aucune autre explication ne peut être retenue. Le fait que les droits forestiers doivent provenir des premiers temps des villages, avant qu'ils ne soient soumis aux

⁵⁷⁷ Kapitel IV Bischofsheim und Remigius.

seigneurs, sont prouvés par le fait que ce sont les deux communes qui ont nommé, dès les premiers temps, les forestiers et non le seigneur, et que le droit de sanctionner les délits forestiers, appartient aux communes et non aux seigneurs, ce qui serait impossible si les droits forestiers des villages provenaient de leurs seigneurs.

Dans les procès forestiers ultérieurs, Bischofsheim attribua ses droits forestiers à l'évêque Hetzel, Boersch au comte Heinrich. Bischofsheim affirma que ses droits forestiers représentaient les deux tiers du droit de chasse accordé à l'évêque Hetzel par l'empereur Heinrich en 1059, Boersch, en revanche, dit que la forêt communale entière est le tiers de ce qui fut attribuée au comte Heinrich et qui lui revint. Qui avait raison? Pour répondre à cette question, il faut examiner de plus près le procès de 1059 entre l'évêque Hetzel et le comte Heinrich.

En 1059, il y eut un différend entre l'évêque Hetzel et le comte Heinrich au sujet du droit de chasse (Wiltbann). Dès Henri III, cette dispute avait éclaté à plusieurs reprises. Le verdict n'était peut-être pas favorable à l'évêque à l'époque. C'est pourquoi Mgr Hetzel se rendit personnellement à la cour et obtint la décision suivante de la tutelle de l'impératrice Agnès : « Nous Henri Roi, par la grâce de Dieu, faisons savoir que le vénérable Mgr Hetzel de Strasbourg est venu nous voir et nous a demandé de rendre une décision royale pour mettre fin au différend qui existe entre lui et le comte Heinrich à cause du droit de chasse dans la forêt de son diocèse. A la demande de l'impératrice Agnès, notre chère mère, spécialement pour la tranquillité d'esprit de l'empereur Heinrich, notre père, qui a déjà réglé le différend, nous accédons à la demande de l'évêque en présence de l'évêque Arnold de Worms, Conrad de Spire, Cuno d'Eichstätt nos princes et du comte Eberhard et accordons le droit de chasse dans la forêt de l'église de Strasbourg, au sujet duquel le litige est né, dans le comté d'Alsace dans le district du comte Heinrich et dans les limites suivantes : à partir du village du comte Otto, appelé Ottenrode le long de la rivière Argentza (Ehn) qui coule en bordure du village en remontant jusqu'à sa source

Et de là, à droite un chemin qui monte jusqu'au village de Flodelen, de là on monte le Miltenweg (Milzfeld ?), de là jusqu'au ruisseau Rotaha, de là jusqu'à la Bruche, de là à droite on gravit la montagne Wagenacker jusqu'à son sommet et puis jusqu'au Stillbach et de là, le long du ruisseau, jusqu'au village de Lenzingen. L'évêque Hetzel et tous ses successeurs sont propriétaires de deux parties pour l'usage de son église, mais la troisième partie appartient au comte Heinrich⁵⁷⁸ ».

Que ressort-il de cette décision ? Premièrement, la forêt de Bischofsheim et de Boersch se trouvait dans les limites indiquées mais ne formait qu'une petite

⁵⁷⁸ Archives d'Alsace G 440 Copie du XVIe siècle.

partie du droit de chasse contesté. Mais cela exclut-il les droits de propriété des communes de Bischofsheim et de Boersch sur leur forêt ? En aucun cas, car la partie médiane de la zone située entre la Magel et la Bruche était à cette époque une possession allodiale des comtes de Dabo-Eguisheim⁵⁷⁹.

Le litige concernait sans aucun doute les droits de chasse et d'exploitation forestière sur les forêts de la commune en question⁵⁸⁰, ce qui ne supprime en rien les droits de propriété existants sur diverses parties des forêts. Une référence à Mgr Hetzel ou au comte Heinrich concernant ces droits forestiers n'aurait une certaine justification que si la forêt de Bischofsheim-Boersch coïncidait avec la zone litigieuse. Dans ce cas on pourrait supposer qu'une donation aurait pu être faite par l'évêque respectivement par le comte.

Mais comme de nombreuses autres communes ont leurs forêts dans cette zone qui n'appartenaient politiquement ni à l'évêque ni au comte, aucune conclusion ne peut être tirée de la décision ci-dessus quant à l'origine des droits forestiers de Bischofsheim et de Boersch; bien au contraire, la décision ci-dessus prouve indirectement que les droits forestiers des deux communes doivent remonter à des temps antérieurs, sinon les droits forestiers de toutes les communes de cette zone sans exceptions seraient à attribuer à l'évêque ou respectivement au comte, ce qui est historiquement totalement impossible.

§2. La forêt propriété indivise de Bischofsheim et de Boersch

Nous savons que jusqu'en 1799 les deux communes possédaient conjointement leur forêt dans une proportion de 2/3-1/3.

Je pensais en avoir trouvé la première preuve dans le Dinghofrodel (rôle de la cour domaniale)⁵⁸¹ de Boersch, qui date du XII^{e 582} ou du XIII^{e 583} siècle. Curieusement, ce rôle contient non seulement les statuts du Dinghof, mais également toute la «constitution locale ». L'article 2 de ce rôle précise : « Le tiers de la forêt et le *Saalland* appartiennent à la cour et la cour doit nommer le forestier. La forêt, appelée *Forst*, appartient également à la ferme. Dans cette forêt est abattu chaque année le bois nécessaire à la cour. Les villageois sont autorisés à y couper du bois trois jours avant Noël et à aucun autre moment, et la cour y nomme le forestier. Dans cet article, sont mentionnées deux forêts. La forêt qui appartient entièrement à la cour et dont la cour tire le bois dont elle a besoin. Les villageois ne sont autorisés à y couper du bois que pendant trois jours ».

⁵⁷⁹ FRITZ, Territorium der Bischöfe von Straßbg. S 34.

⁵⁸⁰ FRITZ, Territorium der Bischöfe von Straßbg. S 35.

⁵⁸¹ Archives d'Alsace G3715.

⁵⁸² Archives d'Alsace G3715.

⁵⁸³ GRIMM Weißtürmer I 682.

En outre, le tiers d'une autre forêt fait partie de la ferme, elle y nomme le troisième forestier. Mais alors que les droits forestiers de la ferme sont clairement définis dans la forêt, tout comme le peu de droits des villageois, aucun droit forestier n'est mentionné dans cette partie de forêt. Les droits forestiers de la ferme ne sont pas mentionnés dans cette forêt.. Nous pouvons probablement en conclure que la cour n'a aucun droit dans cette partie. Cette forêt est probablement uniquement désignée comme appartenant à la ferme parce qu'à cette époque elle était le centre administratif du lieu et les droits du village étaient établis par la ferme. Appartenir à la ferme serait donc synonyme d'appartenance au lieu. Or on pourrait aussi objecter avec la même justification : « les droits des villageois dans cette forêt ne sont pas mentionnés non plus, donc ils n'en possèdent pas ». Mais la raison pour laquelle on ne mentionne pas les droits forestiers des villageois dans ce lieu est certainement dû au fait que cela ne relève pas du tout des prérogatives du Dinghof, ni de l'administration locale, elle ne pouvait le faire qu'avec l'accord du propriétaire des deux autres tiers de la forêt.

Mais qui est ce propriétaire ? Nous ne le trouvons pas mentionné dans le *Dinghofrodel* (rôle de la cour domaniale), bien que tous les droits locaux y soient répertoriés en détail. Mais il ressort d'un document de 1414⁵⁸⁴ que depuis des temps anciens, Bischofsheim et Boersch sont propriétaires de la forêt commune dans une proportion de 2/3 à 1/3, dans lesquels Bischofsheim doit nommer deux forestiers et Boersch en nommer un.

On peut donc supposer avec une grande probabilité que la forêt, qui appartient à 1/3 à la cour domaniale, appartient en fait pour le tiers à la commune de Boersch. C'est 1/3 de la forêt indivise Bischofsheim-Boersch. La cour domaniale nomme le troisième forestier, parce que toute l'administration locale était concentrée à cette cour. On ne trouve pas non plus de mention qui nomme les deux autres forestiers du Rodel (rôle de la cour domaniale) alors que le droit de nomination de tous les autres employés du village est défini avec précision.

Je crois également que cette circonstance peut être interprétée comme une preuve indirecte que leur nomination n'est pas de la compétence de Boersch, mais que les deux autres forestiers sont nommés par Bischofsheim dans la forêt commune. Sans faire violence au texte, je crois pouvoir considérer l'article 2 du Boerscher *Dinghofrodel* (rôle de la cour domaniale) comme la preuve la plus ancienne, quoiqu'indirecte, de la propriété communale de la forêt dans une proportion de 2/3 à 1/3.

Il ne faut pas s'étonner que la propriété partagée de la forêt ait donné lieu à des conflits entre les propriétaires. Autrefois les gens étaient comme de nos jours. Et

⁵⁸⁴ Arch. Bischofshn Waldakten.

nous ne voudrions pas nous priver de ces conflits aujourd'hui, car c'est en raison de ces conflits que les droits de la commune ont été documentés au fil des siècles.

Les premiers conflits entre les deux villages sont mentionnés en 1342. Ils sont nés à cause « des anciennes terres communes (*allmend*), et de la dîme que ces villages prélevaient ». Afin que la dîme tienne compte des droits des villages et qu'elle soit donnée à tous et avec tous les droits sur les mêmes terres communes⁵⁸⁵. Les anciens terrains communs étaient la partie avant de la forêt commune, d'une superficie d'environ 400 acres, dont une partie avait été cultivée et était soumise à la dîme. Des différends éclatèrent à propos de cette dîme, différents qui furent réglés par la décision de Mgr Berthold ci-dessus.

En 1414, nous retrouvons les deux communes en négociations devant le maire de Molsheim, Johannes Scherer, au sujet de la forêt. Le document d'arbitrage de cette année⁵⁸⁶ indique que jusqu'à présent, le magistrat de Bischofsheim venait une fois par an à Boersch avec les deux forestiers pour punir ceux qui avaient été surpris par ces forestiers en train de commettre des délits forestiers. Le lendemain, le tribunal venait de Boersch à Bischofsheim avec le forestier de Boersch pour traduire en justice les contrevenants forestiers arrêtés par le forestier de Boersch.

C'était la coutume jusqu'en 1414. Cette année-là, Bischofsheim ne voulait plus autoriser le tribunal de Boersch à tenir des séances, c'est pourquoi Boersch a intenté une action en justice auprès du tribunal de Molsheim. Bischofsheim justifiait son comportement en affirmant que Boersch avait employé trois forestiers dans la forêt, ce qui était contraire aux anciens droits. Si Boersch veut respecter les anciens droits, elle sera autorisée à tenir à nouveau sa séance du tribunal à Bischofsheim, mais pour l'année 1414, seulement 1/3 des délits forestiers signalés par les 3 forestiers de Boersch seront jugés parce que Boersch n'a le droit d'employer qu'un seul forestier. L'accord a été conclu à cette condition.

Afin de se protéger contre l'atteinte à ses droits forestiers, Bischofsheim dut s'adresser à l'évêque de Strasbourg en 1459, qui prit la décision suivante, le jour du paiement des fermages après Oculi de cette année-là (Troisième dimanche de carême)⁵⁸⁷, ce texte est très important car les anciens droits de la commune sur sa forêt ont été confirmés par l'évêque lui-même. Elle se lit comme suit :

« Nous, Ruprecht par la grâce de Dieu, évêque de Strasbourg et landgrave d'Alsace, faisons connaître par cette lettre à nous-mêmes et à tous nos descendants que nos chers et fidèles maire, jurés et commune de Bischofsheim

⁵⁸⁵ Archives d'Alsace G 1088.

⁵⁸⁶ Arch. Bischofsh. Copie von 1732.

⁵⁸⁷ Arch. Bischofsh. Copie von 1532.

sont entrés en conflit avec le bailli, le conseil et la commune de Boersch au sujet des terres communes et chacune des parties pense avoir un droit sur ces biens. Nos sujets de Bischofsheim nous ont appelés rapidement et ont demandé que nous examinions cette mésentente, pour qu'ils puissent les utiliser dans leurs droits traditionnels, qu'ils tiennent de leurs ancêtres et qu'ils ont également exercés eux-mêmes, et de ne pas accepter qu'ils en soient privés, voilà pourquoi nous avons accédé à leur demande urgente. Par cette lettre nous concédons aux habitants de Bischofsheim, qui y vivent maintenant ou plus tard, qu'ils pourront utiliser les communs et les forêts comme le faisaient leurs ancêtres. Ils ne se laisseront pas évincer par nous ou par nos successeurs, pas même par nos fonctionnaires ou qui que ce soit d'autre. Puisque les habitants de Bischofsheim et ceux de Boersch ont des forestiers dans les forêts depuis des temps immémoriaux, ils nous ont demandé de les soutenir pour que les punitions prononcées par ces forestiers soient reconnues. Ce que nous leur confirmons par cette de cette lettre ».

Mais on voit que l'évêque lui-même décrit les droits forestiers du village comme remontant aux temps les plus anciens.

De la même année, nous avons une autre décision de Mgr Rupprecht concernant la dîme pour les terres communales et la forêt, datée du vendredi qui suit la Saint Martin (11 novembre)⁵⁸⁸. Dans le préambule, il est dit que des différends ont éclaté entre les deux communes à cause de ce qu'on appelle la dîme des terres communales (*allmend*) dans le ban de Boersch et des terres communales que les gens de Boersch cultivent chaque année et à cause des forêts et des pâturages dans le Ban de Boersch. Différends qui ont été réglés comme suit :

- 1. Le vin de la dîme du vin que les gens de Bischofsheim n'ont pas voulu donner à Boersch depuis quelques années et qu'ils ont vendu à d'autres, doit revenir avant tout aux habitants de Bischofsheim, lorsqu'ils ne collectent pas le vin et ne l'utilisent pas eux-mêmes, mais souhaitent le vendre, ils doivent prioritairement le vendre aux gens de Boersch et pas plus cher qu'auparavent.
- 2. En ce qui concerne les forêts et les pâturages que les deux parties possédaient auparavant, l'ancienne coutume doit rester en vigueur selon laquelle ils les posséderont et les utiliseront toujours en indivision, tout comme leurs ancêtres les possédaient et les utilisaient.

Selon le registre de renouvellement des redevances des cens et de la dîme sur le vin de 1613⁵⁸⁹, Bischofsheim avait une part dans les dîmes du vin et du cens dans les lieux-dits suivants dans le ban de Boersch :

⁵⁸⁸ Arch. Bischofsh. Copie von 1736.

⁵⁸⁹ Arch. Bischofsh. Waldakten.

- a) au premier et onzième terrain communal (allmend)
- b) dans le lieu-dit *Spiegel*
- c) au lieu dit 7 Ackern
- d) au lieu dit Rytzmannszins, Bischofsheim en possède les 2/3, Boersch 1/3
- e) au lieu dit les Zipfelmatten.

Il se peut que le différend ait surgi à propos de ces loyers en 1459, car nous ne trouvons aucun autre droit mentionné pour Bischofsheim dans le ban de Boersch.

Des conflits éclatèrent entre les deux communautés à propos de la limite de la forêt commune en 1536. Un règlement amiable fut d'abord tenté, en vain, par l'évêque puis renvoyé devant un tribunal. Celui-ci ordonna qu'au fond de la vallée du *Mittelberg*, où de nouvelles bornes étaient placées, commençait la forêt communale, qui englobait les anciens terrains communs et toute la Hard, et appartenait aux communes dans une proportion de 2/3 à 1/3, depuis toujours⁵⁹⁰.

En 1536, afin de d'exploiter plus efficacement la forêt, les deux communes créèrent un règlement forestier. Ce n'était pas le premier, puisqu'il en existait déjà un en 1490, mais c'est le plus ancien qui nous soit parvenu. Comme il définit de manière très détaillée les droits des citoyens dans la forêt, il mérite d'être mentionné dans son texte original.

Règlement forestier de 1536⁵⁹¹

Il doit être connu et reconnu par tous que l'approbation et la permission du digne Mgr Wilhelm, évêque de Strasbourg et landgrave d'Alsace, ainsi que du vénérable Décan et du Chapitre du Haut Monastère de Strasbourg, avec les conseils et l'aide de ceux qu'ils désignent et avec l'accord des citoyens des deux villages de Bischofsheim et de Boersch, un règlement forestier concernant la forêt commune a été établi, pour lequel furent invités par notre gracieux seigneur de Strasbourg : les nobles Wolf von Landsberg, Samson von Rathsamhausen zu Stein, bailli à Molsheim et Jörg Körner, le clerc officiel, puis pour le chapitre de la cathédrale les vénérables seigneurs : Bernhart von Oberstein, trésorier, Hans Christoffel, Freyherr zu Zywern (baron), les deux chanoines du haut monastère et le très érudit Hans Tuschel, avocat de Sa Grâce, ainsi que quelqu'un de Bischofsheim, Sigmar Wolff ,bourgmestre, l'administrateur Bartholomäus Lienhard et Reyn Michel de la commune, puis quelqu'un de Boersch, le cordonnier Lienhard, le bailli, Lorenz Stocker le maire, Hans Eslinger l'administrateur et Lienhard von Haßlen.

⁵⁹⁰ Arch. Bischofhsh. Fichiers forestiers.

⁵⁹¹ Dans un souci de meilleure compréhension, je voudrais prendre la liberté de remplacer diverses expressions qui ne sont plus utilisées aujourd'hui par des expressions appropriées. (en 1924).

La réglementation forestière convenue est la suivante:

1) Dans le *Lutzelhard*, il est interdit de couper tout bois, chêne ou sapin, vert ou sec. Quiconque est pris, paie 1 livre pour chaque souche pendant la journée et 3 livres la nuit sans pitié. Si un forestier voit quelqu'un transporter ou porter une perche sur le chemin et pense que le bois se trouvait dans le *Lützelhard*, il doit suivre la trace ; si la perche était dans ce bois, il devrait être puni comme indiqué précédemment ; mais s'il donne sa parole d'honneur, selon laquelle il n'a pas coupé le bois et ne sait pas qui l'a coupé, alors si le bois est vert il devra payer 1 livre.

Les trois forestiers, les Heimburger et les jurés de Bischofsheim et de Boersch ainsi que tous ceux qui sont chargés de la surveillance des forêts ont le droit de verbaliser. À l'avenir, il ne devrait plus y avoir de distinction entre les hommes et les femmes, les enfants, les garçons et les personnes âgées en matière d'amende. La sanction ne doit être basée que sur l'infraction, quelle que soit la personne.

- 2) Quiconque se rend coupable de délit forestier doit payer l'amende qui lui est infligée; s'il refuse, il n'est plus autorisé à entrer dans la forêt et personne n'est autorisé à entrer dans la forêt en son nom ou pour lui jusqu'à ce qu'il ait réglé l'amende.
- 3) En cas de délit forestier au lieu-dit *Keel* près de la forêt de Rosheim jusqu'au Parnschen *Runtz*, en passant par la *Zipfelmatt*, le chemin forestier, le chemin équestre et jusqu'au *Wasen*, le contrevenant doit payer pour chaque souche une livre de jour et 3 livres de nuit, sans pitié. Si quelqu'un de Bischofsheim, Boersch ou Saint Léonard veut construire une maison, une grange ou une écurie ou un pressoir, il peut prélever 6 sapins dans cette forêt mais pas de chêne.
- 4) Au cours des 18 prochaines années, il devrait être permis de couper le bois d'affouage dans toutes les forêts et de couper le bois sec dans les forêts désignées du dimanche après la Saint-Guy (15.06) jusqu'à la Saint-Jean (24.06) et de Lucius (06.05) à la Saint Thomas l'Apôtre (03 07). Personne n'est autorisé à marquer plus d'un tronc. Ce n'est que lorsqu'il l'a façonné pour son transport ou son enlèvement manuel qu'il peut passer à un autre arbre. Avant l'ouverture de la forêt, personne n'est autorisé à y passer la nuit ou à ramasser du bois sous peine d'une pénalité de 1 livre, de même, personne n'est autorisé à allumer un feu dans la forêt ou à y entrer avant le lever du soleil sous peine d'une pénalité de 1 livre.
- 5) Personne ne doit marquer un tronc, ni poster un enfant ou un garçon devant un arbre si ceux-ci ne sont pas capables de l'abattre. Si cela devait être le cas, chacun pourra abattre cet arbre et le façonner.

- 6) A ceux qui veulent construire, l'on attribuera 6 sapins à l'écart du chemin forestier
- 7) L'abattage des jeunes chênes et sapins qui n'ont pas le volume d'un Klafter (3,33 stères), est interdit sous peine d'une amende de 1 livre par tronc abattu dans la forêt récente jusqu'à la forêt de Rosheim et le long de celle-ci jusqu'au *Hoppertmüntz* et de nouveau en avant jusqu'au *Lympbrunnen* et jusqu'au *Lymberg* jusqu'au chemin forestier; mais il sera permis aux barons de couper les chênes d'au moins 3 stères. Si une autre personne coupe un tronc de taille autorisée, que ce soit de jour ou de nuit, elle sera condamnée à une amende de 1 livre
- 8) Ceux de Bischofsheim et de Boersch devraient chacun avoir son propre enclos et son propre berger ; quiconque endommage l'enclos paiera une amende de 5 livres sans pitié.
- 9) Si une année il n'y a pas assez de glands pour nourrir deux troupeaux, les communes devraient convenir de ne garder qu'un seul troupeau commun. S'il y a plus de glands qu'il n'en faut pour deux troupeaux, les communes peuvent se mettre d'accord pour accepter des troupeaux de porcs étrangers. Les dépenses et les revenus qui en découlent reviennent à parts égales aux deux communes.
- 10) Il n'est pas permis aux bergers de couper du bois ou des bâtons, sauf pour leur feu, sous peine d'amendes citées plus haut.
- 11) Quiconque souhaite construire une maison, une grange, une écurie ou un pressoir à Bischofsheim, Boersch ou Saint-Léonard a droit à 12 chênes dans la forêt récente; Il doit demander l'autorisation aux deux maires de Bischofsheim et de Boersch, à savoir ceux de Bischofsheim au Heimburger de Boersch, ceux de Boersch au Heimburger de Bischofsheim, qui devraient lui faire jurer sur son honneur de ne pas couper plus que les 12 arbres approuvés. et de sortir les troncs de la forêt sous 15 jours; s'il ne peut pas faire cette dernière opération pour des raisons valables, on devrait lui accorder un délai plus supplémentaire.
- 12) Sur les 7 bocages, un devrait être ouvert chaque année pendant les 8 premiers jours de mai. Pendant cette période, chaque citoyen est autorisé à abattre deux arbres verts, mais pas plus. Si vous ne pouvez pas les couper vous-même, vous devrez engager quelqu'un pour le faire et le signaler au Heimburger. Aucun arbre ne peut être vendu. Les citoyens doivent signaler chaque vendeur comme le veux le serment qu'ils ont prêté. A part cela, il est interdit de couper du bois de toute sorte dans les autres bocages, sous peine d'une amende de 1 livre par jour et de 2 livres par nuit. Ce n'est qu'à partir de la Saint-André que le bois sec peut être retiré des forêts durant une période de 8 jours.

- 13) Les étrangers ne sont autorisés à participer à l'abattage du bois que si les citoyens concernés sont présents. Quiconque y contreviendra sera condamné à une amende d'une livre le jour et de deux livres la nuit par arbre abattu.
- 14) Quiconque cause des dommages de quelque nature que ce soit dans les 7 bocages paie une amende de 1 livre le jour et de 2 livres la nuit.
- 15) Il est également permis d'abattre les branches basses des grands et hauts sapins du *Leyberg* et du *Saustein* jusqu'à la moitié de la hauteur des sapins ; quiconque les coupe plus haut paie une amende d'une livre.
- 16) Quiconque coupe un sapin dans les bois et que celui-ci tombe sur un chêne, il laissera le chêne debout ; s'il tombe sur un sapin, il peut le couper et ainsi avoir ses deux arbres ; s'il ne veut pas cet arbre, il peut en couper un autre.
- 17) Il devrait y avoir un *Zymerhurst* ouvert chaque année. Si un forestier rencontre quelqu'un en train de traîner ou de véhiculer du bois de sapin vert, il doit le punir. S'il prétend qu'il provient de l'ancienne forêt et qu'il est suffisamment grand, il reste impuni; si ce n'est pas vrai, il paie une amende de 1 livre.
- 18) Les chemins suivants devraient être les voies à emprunter : Le premier descend le *Strutreyn* jusqu'au *Hagelbrunnen*.
- 19) En descendant les raidillons dans la jeune forêt jusqu'au *Leybrunnen* et le *Treyn*,

En remontant le Pfisterweg.

De *Geifferts Creutz* à *Saubrunnen* et *Leybrunnen* et jusqu'à l'ancienne forêt. De *Geifferts Creutz* jusqu'au *Sackwäsch* à côté du *Rosheimer Stangen* Le chemin forestier du milieu à travers le *Keelen* jusqu'au *Leyberg*.

- 20) Pour les délits forestiers concernant les sapins ou chênes de la forêt de Rosheim et du *Waldweg* au *Coppersmütz*, les trois forestiers punissent, sans pitié, d'une livre celui qu'ils surprennent à abattre du bois vert.
- 21) Dans les vieilles forêts, du *Dunkelpfad* au *grassichten Weg*, il a été mis en place une mesure de référence, pour indiquer quelle doit être la taille des sapins ; quiconque coupe du bois plus petit que cette mesure paie une amende d'une livre.
- 22) Nul ne doit y couper des madriers sans l'autorisation des Heimburger, sous peine d'une amende de 1 livre. Si un forestier rencontre quelqu'un avec un *thanhloder* vert (pointe de sapin), il paie une livre.
- 23) De même du lieu-dit *Leiberg* de *Hoppersmüntz* jusqu'à la *Kriegstheymer* montée et au *Neuloch* la forêt est une réserve de chênes pour bois de construction, quiconque y abat un arbre sans autorisation de construire paiera une amende d'une livre.

- 24) Dans le *Leyberg*, *l'Oberkeel*, le *Rittpfad*, les délits forestiers sont également punis d'une livre.
- 25) Le vacher de Boersch est autorisé à couper des arbres dans la forêt comme n'importe quel citoyen; il est censé faire la clôture autour de l'enclos avec des branchages et des fagots d'épineux.
- 26) La *Reyserhard* est ouverte de la Saint-Michel (29 septembre) à la Saint-Georges (23 avril), les contrevenants sont condamnés à une amende de 2 pfennigs. Sur les trois *Reyserhard*, une doit être ouverte chaque année.
- 27) Les branches, bâtons, baguettes et des mâts ne peuvent être coupés que si quelqu'un a l'autorisation sous peine de l'amende prévue.
- 28) Quiconque brûle ou écorce un arbre paie une amende de 1 livre.
- 29) Celui qui sera signalé plus tard paiera également.
- 30) Nul ne peut vendre du bois de sapin ou de chêne à d'autres qu'à des habitants de Bischofsheim, Boersch ou de St Léonard sous peine d'une amende de 1 livre; tout citoyen, de par son serment, doit dénoncer tous ceux qui agissent contrairement à cette disposition.
- 31) Tout citoyen de Bischofsheim, Boersch ou St Léonard qui vend des pieux à des étrangers, même s'ils ont des vignes dans son ban, paie une pénalité d'une livre.
- 32) Quiconque veut construire et a besoin de bois de chêne de la parcelle *Zymerhursten* doit se rendre chez le Heimburger à Boersch s'il est de Bischofsheim, s'il est de Boersch, se rendre chez le Heimburger à Bischofsheim et lui déclarer ce qu'il veut construire. Il donnera sa parole d'honneur qu'il ne coupera pas plus de bois que ce dont il a besoin. Il doit sortir le bois de la forêt sous un mois, sinon il le signalera au Heimburger, qui prolongera le délai. Le bois doit également être mis en place dans un délai d'un an.
- 33) Toute personne de Bischofsheim, Boersch ou St. Léonard qui a besoin de réparer ses bâtiments doit se voir attribuer quatre chênes dans la jeune forêt, mais les Heimburgers locaux doivent d'abord inspecter les réparations nécessaires.
- 34) Celui qui a besoin de bâtons, de gonds de portes, devrait être autorisé par le Heimburger à les couper dans le Thannen *Zymerhurst*, mais pas plus que ce dont il a besoin ; ils doivent être installés dans un délai d'un an sous peine d'une amende de 2 livres, le Heimburger doit s'en assurer lui-même.
- 35) Les arbres pour pressoir, accessoires de pressoir et les fonds de pressoirs en sapins peuvent être prélevés où vous le souhaitez, ainsi que les arbres pour la vis sans fin du pressoir et les parois de pressoir et berceaux et barreaux, mais vous ne devez les prélever qu'au lieu-dit *Tannzymmerhust*.

- 36) Si un domestique ou un enfant commet un délit forestier et que ce bois entre dans la maison du maître, c'est ce dernier qui est passible de l'amende, seulement l'amende ne doit pas être supérieure au salaire pour le temps pour lequel le maître l'a embauché. Un tel délit doit être signalé dans les trois jours.
- 37) Tout agriculteur de Bischofsheim ou de Boersch qui possède un chariot ou une charrette est autorisé à aller chercher avant la moisson et les vendanges le bois nécessaire pour les perches de blocage, les arbres pour les côtés des charrettes, les échelles et similaires à *Tannenzymmerhurst* après avoir demandé au préalable l'autorisation au Heimburger mais sans en couper plus qu'autorisé.
- 38) Tout citoyen est autorisé à aller chercher un « *Mayen* », un arbre de mai, dans la forêt le 1er mai, mais pas plus sous peine d'une amende de 1 livre. Personne n'est autorisé à dormir dans la forêt cette nuit-là ou à allumer un feu sous peine d'une amende de 1 livre.
- 39) Nul n'est autorisé à vendre des écorces de chêne provenant des forêts sous peine d'une amende de 2 livres.
- 40) Trois forestiers devraient être désignés pour surveiller la forêt, deux de Bischofsheim et un de Boersch. Ils devraient sanctionner tous les délits forestiers, sans favoritisme ou malveillance. Ils devraient être des gens pieux, jouir d'une bonne réputation et être rémunérés en conséquence.
- 41) Le seigneur de l'église, le bourgmestre, le responsable des caves, le *Pfister* (boulanger) à Bischofsheim ainsi que les maisons des citoyens, ainsi que les prêtres, le bailli, le bourgmestre, le métayer du Fronhof à Boersch et leur cabaret peuvent couper leur bois dans les forêts, des chênes dans la parcelle du Zymerhurst, à l'écart du chemin forestier, des chênes de taille requise, mais pas de sapins sous peine d'une pénalité de 1 livre. Les barons peuvent couper leur bois depuis le lieu-dit monté de *Kriegsheim* jusqu'au *Leyberg* et au *Hoppertsmüntz*, mais uniquement des chênes et pas de sapins. Quiconque coupe du bois plus jeune paie une amende de 1 livre. Quiconque leur dérobe le bois déjà coupé, paie une amende de 1 livre et des frais pour le façonnage.
- 42) Puisque Boersch a davantage besoin de bois pour les salles des tours, ils sont autorisés à couper trois Klaffter de bois pour ces salles.
- 43) Le Boulanger de Bischofsheim doit faire son bois sur le *Strutreyn* en hiver, des chênes de bonne taille, mais ne doit pas vendre de bois. En été, il doit chercher son bois dans les forêts où les Barons font leur bois. Si cela ne lui suffit pas, la commune peut lui permettre d'abattre un chêne dans la jeune forêt, un chêne que le Heimburger lui désignera.
- 44) Le jour du Dinghof, le métayer de Boersch est autorisé à abattre deux arbres dans la jeune forêt, mais pas d'avantage sous peine des sanctions indiquées.

- 45) Le tuilier de Boersch est autorisé à abattre deux sapins pour chaque feu dans le lieu-dit *Kalkofen* ou dans la forêt de chênes du *Zymmerhurst*; en contrepartie, il doit mettre ses marchandises à la disposition des deux communes, il doit signaler tout vidage du four et ne peut vendre que ce qui n'est pas commandé dans un délai de deux jours, sous peine d'une amende de 1 livre.
- 46) Si les nobles ont besoin de bois, ils doivent également demander la permission au Heimburger afin qu'ils n'endommagent pas la forêt.
- 47) Si les habitants de Bischofsheim ont besoin de bois pour leur église ou leur village, ils doivent en demander l'autorisation au Heimburger de Boersch, et vice versa pour ceux de Boersch, les communes étrangères ne sont autorisées à y couper du bois qu'avec l'autorisation des deux parties.
- 48) Les forestiers peuvent punir les fautifs pris avec du bois de chêne vert ou de sapin jusqu'au *Prendel* devant les portes de la ville, si quelqu'un vient par l'arrière, jusqu'au chemin de croix près de *l'Afftertor* (porte arrière) et pas plus loin.
- 49) Si un forestier surprend quelqu'un avec du bois vert dans la forêt de Rosheim ou d'Oberehnheim et que celui-ci lui donne sa parole d'honneur, comme quoi ce bois ne provient pas de ces parcelles, il reste impuni, sinon il paie 1 livre.
- 50) Si un forestier utilise une fourche, un bâton, et d'autres outils, ou mange et boit avec quelqu'un, ou l'aide dans les prés, il ne peut être puni pour cela.
- 51) S'il y a un incendie dans la forêt et qu'il est nécessaire de l'éteindre, les gens de Boersch doivent le signaler à la population de Bischofsheim; si ceux-ci viennent d'eux-mêmes, chacun supporte ses frais; s'ils ne viennent pas, ils doivent rembourser la moitié des frais aux Boerschois.
- 52) Avant que le bétail n'entre dans la forêt, les glands peuvent être ramassés mais non gaulés, autant qu'il en faut pour 2-3 jours, mais il ne peut en être vendu sous peine d'une amende de 5 schillings; si le bétail se trouve dans la forêt, aucun ramassage ne pourra être effectué sous peine d'une amende de 1 livre.
- 53) Si les chanoines de Saint-Léonard enfreignent le règlement forestier, ils doivent payer les mêmes amendes que quiconque sinon ils sont exclus de la forêt.
- 54) Bischofsheim doit recevoir 2/3 Boersch 1/3 de toutes les amendes.

Cette réglementation forestière doit s'appliquer pendant 18 ans. Si une modification est nécessaire, elle ne peut être effectuée qu'avec le consentement des deux parties.

Edicté la veille de la Sainte-Croix à Boersch 1536. (Le 14 09 1536)

Cette réglementation forestière nous montre combien de droits forestiers ont été retirés aux citoyens, surtout depuis 1870, alors qu'ils les avaient détenus pendant des siècles.

De 1692 à 1696, les deux communes étaient en conflit au sujet de la scierie d'Entenpfuhl. Le chapitre de la cathédrale avait permis à Theodor Ruhle de Boersch d'y construire une scierie et de défricher pour ce faire une grande superficie de forêt. Cependant, Bischofsheim constata que la scierie ne se trouvait pas dans la forêt du chapitre de la cathédrale mais dans la forêt communale indivise et protesta donc contre cet empiétement du chapitre sur ses droits.

Boersch se rangea du côté du chapitre de la cathédrale. Bischofsheim n'était pas satisfait du verdict du tribunal arbitral nommé par le chapitre de la cathédrale et demanda justice devant le Conseil Souverain. L'affaire fut réglée en 1696 par un règlement à l'amiable dans lequel Bischofsheim reçut 90 florins en compensation et la moitié du loyer de l'emplacement⁵⁹².

En 1705, un énorme incendie de forêt détruisit le *Laiberg* et les parcelles voisines. Les citoyens de Boersch ont alors complètement défriché une partie de la forêt brûlée et y ont créé des champs. Bischofsheim protesta contre cette décision et demanda à l'évêque de diviser la forêt. L'évêque y était également favorable et Bischofsheim dut envoyer ses titres de propriété au Grand Maître du Conseil Souverain à Haguenau pour examen, mais ils furent perdus lors de leur restitution. Suite à la demande de Bischofsheim de diviser la forêt, le conflit prit alors les formes les plus violentes.

Boersch confisqua le bois fait dans la forêt par les citoyens de Bischofsheim et exigea des voituriers le péage des ponts forestiers, péage qui n'avait jamais été perçu auparavant. Bischofsheim exigea alors les mêmes droits de passage chaque fois qu'un voiturier de Boersch se présentait à Bischofsheim et, en cas de refus, confisquait les bêtes de trait. Finalement, Boersch a refusé à la commune de Bischofsheim tout droit forestier

Bischofsheim intenta donc un procès devant le Conseil Souverain, qui lui confirma les anciens droits forestiers le 30 septembre 1710⁵⁹³. À la suite de cette décision, un règlement à l'amiable fut conclu entre les deux communes le 31 janvier 1711, dans lequel Bischofsheim reçut 283 florins en compensation pour l'utilisation des parcelles et Boersch renonça à la collecte des taxes de pont⁵⁹⁴.

⁵⁹² Arch. Bischofsheim Waldakten.

⁵⁹³ Arch. Bischofsheim Waldakten.

⁵⁹⁴ Arch Bischofsheim Waldakten

En 1721, Boersch revendiquait la propriété exclusive de la *Hubhütte*. Les deux communautés entament donc à nouveau des recours devant le Conseil Souverain, qui s'est prononcé en faveur de Rosheim le 1^{er} mars 1723⁵⁹⁵.

En 1766, Lors de la fixation des limites avec Rosheim, Boersch n'accepta pas que les armoiries de Bischofsheim soient également mises sur les bornes en limite de la forêt.

Les communes se retrouvèrent à nouveau devant le Conseil Souverain, qui a autorisé Bischofsheim à apposer ses armoiries sur les bornes car son droit de propriété sur la forêt était indépendant des droits du ban de la ville de Boersch⁵⁹⁶.

J'ai ainsi brièvement évoqué les relations qui ont existé entre les deux communes au fil des siècles. Bischofsheim défendait avec ténacité ses anciens droits forestiers, Boersch considérait Bischofsheim comme un intrus qui s'était approprié une grande partie de son ban et était naturellement désireux d'augmenter ses droits forestiers. Ce n'est que lorsque la forêt fut divisée que l'éternel conflit prit fin.

Avant d'exposer plus en détail la division de la forêt, nous voudrions évoquer brièvement l'atteinte aux droits forestiers des deux communes causée à l'occasion de la construction de l'usine d'armes de Klingenthal.

§3. Litiges avec la manufacture d'armes de Klingenthal

En 1730, sur ordre du gouvernement français, la manufacture d'armes de Klingenthal fut construite sur le *Strittmat*, qui appartenait au chapitre de la cathédrale de Strasbourg, mais dont Boersch avait la jouissance.

Les ouvriers appelés de Solingen étaient tous protestants, par rapport aux ouvriers locaux de la région, ils bénéficiaient d'un traitement préférentiel de la part de la direction de l'usine, qui en avait absolument besoin.

Les habitants des environs prirent donc le parti des ouvriers locaux et évitèrent tout contact et commerce avec les ouvriers protestants⁵⁹⁷. Cela mis ces derniers dans une situation difficile

Afin de remédier à cette situation, Wolff, le directeur de l'usine a donné aux ouvriers étrangers une partie de la forêt commune de Bischofsheim et Boersch, appelée *Rainfeld*, d'une superficie de 691 ares, afin qu'ils puissent y créer des potagers.

⁵⁹⁵ Arch. Bischofsheim Waldakten.

⁵⁹⁶ Arch. Bischofsheim Waldakten.

⁵⁹⁷ HELMER la manufacture d'armes blanches au Klingenthal p11.

Le procès intenté par les deux communes contre cette atteinte à leurs droits de propriété n'a pas abouti.

En outre, en 1748, les ouvriers de Solingen recevaient le droit de pâturage dans la forêt communale en échange d'une redevance annuelle de 2 francs pour chaque tête de bétail dans le pâturage⁵⁹⁸.

En 1753, le directeur de l'usine, Maupetit, fut autorisé par le gouvernement à attribuer aux ouvriers des terres cultivables dans la forêt commune en échange du paiement d'un loyer annuel⁵⁹⁹. Les deux communes protestèrent à nouveau et refusèrent de signer le contrat du 12 mars 1756 aux termes duquel le *Rainfeld* ne devait rapporter qu'un intérêt annuel de 80 frs en échange de la mise à disposition des terres aux ouvriers. Mais en vain.

Mais il y avait une autre raison pour laquelle les communes étaient furieuses contre les ouvriers et en premier lieu Bischofsheim. Klingenthal était devenu un marché secret pour le bois volé dans la forêt par les voleurs de bois. Bien que la direction de l'usine ait interdit en 1741, 1747 et 1748 aux ouvriers de couper eux-mêmes du bois dans la forêt, sous peine d'une amende de 300 francs, la forêt fut néanmoins gravement endommagée, comme le montrent les rapports des forestiers⁶⁰⁰.

En 1765, le gouvernement autorisa la direction de l'usine à couper du bois de construction et du bois de chauffage pour elle et les ouvriers dans la forêt. Le résultat fut qu'en 1779 la totalité de la forêt réserve de Klingenthal avait été abattue⁶⁰¹. En outre, les voleurs de bois amenaient généralement le bois jusqu'à Klingenthal afin de le faire partir de là, dès que l'occasion se présentait. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles Bischofsheim a insisté, en 1791, pour qu'ait lieu le partage la forêt.

§ 4. Le processus de partage de la forêt

Qu'est-ce qui a poussé Bischofsheim à exiger le partage de la forêt ?

Nous avons vu que la propriété commune conduisait souvent à des conflits, la raison profonde en était que Boersch considérait la commune de Bischofsheim comme un intrus pénible et ne prenait pas très au sérieux les anciens droits forestiers, raison pour laquelle Bischofsheim devait souvent intenter une action en justice.

⁵⁹⁸ Arch. Oberehnh. D D 103.

⁵⁹⁹ Arch. Oberehnh. D D 103.

⁶⁰⁰ Arch. Bischofsh. Waldakten.

⁶⁰¹ Arch. Bischofsh. Waldakten.

Au XVIII^e siècle, la tension devint encore plus forte en raison de la multiplication des délits forestiers, dans lesquels les citoyens de Boersch étaient souvent impliqués, comme le prouvent les procès-verbaux des forestiers de l'époque⁶⁰².

Les délits forestiers sont devenus si nombreux que la forêt était vouée à la destruction si des contre-mesures vigoureuses n'étaient pas prises. On lit par exemple dans le budget de la commune de 1751 : « La commune percevait autrefois environ 1000 livres de la vente de bois de la forêt, aujourd'hui c'est peu, la forêt est ruinée et dans 50 ans on ne pourra plus vendre de bois⁶⁰³ ». L'Ordonnance de l'Intendant de Justice du 1er juin 1753 autorisait les deux communes à abattre chaque année seulement 1 200 Klafter (1 Klafter= 3,339³) de bois dans la forêt parce qu'elle était en ruine, et ordonnait que tous les nouveaux bâtiments soient construits en pierre car les colombages consommaient trop de bois⁶⁰⁴.

Lorsque parut, en 1772, l'arrêté royal autorisant le partage de la propriété indivise des forêts et des pâturages, Bischofsheim, lassé des luttes incessantes et des abus, adresse le 4 juillet 1773 une demande de partage de la forêt communautaire au conseiller d'État Chevalier de Blair de Bloisement. Celui-ci renvoya la commune devant le tribunal qui, selon l'ordonnance de 1772, était seul compétent si les deux parties ne s'entendaient pas sur le partage. Cependant, Bischofsheim a d'abord voulu obtenir le partage du Ried et n'a pas tout de suite saisi les tribunaux en vue du partage de la forêt. Lorsque les intentions de Bischofsheim furent connues, les délits forestiers augmentèrent encore davantage. En 1782, 4 958 Klafter de bois furent retirées illégalement de la forêt en quelques mois. En 1789, Boersch déclarait que « la forêt est vouée à une ruine inévitable en raison de la liberté actuelle d'abattre les arbres⁶⁰⁵ ».

Le 8 mai, Bischofsheim a invité la ville de Boersch à une négociation amiable en vue du partage de la forêt. Mais Boersch ne voulait rien savoir de ce partage et Bischofsheim n'avait donc d'autre choix que d'obtenir la division par une décision de justice.

« Considérant que les délits forestiers commis jusqu'à présent augmentent de jour en jour et d'heure en heure, et surtout de la part des habitants de Boersch, étant donné que les habitants de Klingenthal se sont rangés du côté de la commune de Boersch ».

Klingenthal compte de plus en plus d'habitants qui contribuent également aux

⁶⁰² Arch. Bischofsh. Waldakten.

⁶⁰³ Archives d'Alsace G 708.

⁶⁰⁴ Archives d'Alsace G 353.

⁶⁰⁵ Archives d'Alsace G 708.

dégâts notables dans la forêt indivise, ce qui ressort du nombre de procès-verbaux des forestiers, sans compter les délits inconnus,

Considérant qu'il est très utile, tant pour notre commune que pour la commune de Boersch, que la forêt indivise soit partagée de manière à ce que chaque commune puisse protéger sa partie et la surveiller attentivement⁶⁰⁶, le 4 juin 1791 Bischofsheim déposa la requête en partage au tribunal de Sélestat.

Le tribunal a ordonné une inspection des forêts et de leur état le 30 juin1791. Lors de cette inspection, les experts désignés par le tribunal sont arrivés à la conclusion que leur ruine complète n'était qu'une question de quelques années et ont préconisé la division de la forêt comme étant la meilleure solution, car Boersch avait été extrêmement négligent dans la lutte contre les délits forestiers. Le tribunal a également ordonné que tous les procès-verbaux relatifs aux délits forestiers soient remis au greffier du tribunal de Rosheim, qui a été déclaré personnellement responsable des poursuites. Boersch avait laissé expirer les délais des procès-verbaux dans de nombreux cas. Les communes durent alors soumettre leurs titres de propriété concernant la forêt. Le tribunal commença aussitôt leur examen et, par un jugement du 29 avril 1793, prononça le partage de la forêt conformément aux droits forestiers antérieurs dans un rapport de 2/3 et 1/3⁶⁰⁷.

Boersch fit appel de ce jugement à Colmar le 21 mai 1793. Mais avant le début du procès, parut le 10 juillet 1793, la loi de l'arbitrage obligatoire, selon laquelle tous les litiges relatifs aux droits de propriété devaient être réglés par arbitrage. L'affaire en instance à Colmar a donc dû être réglée par arbitrage.

Les deux communes désignèrent alors leurs arbitres, qui se réunirent pour l'audience du 13 octobre 1794, mais ne parvinrent pas à s'entendre. Selon la loi, un troisième arbitre devait être désigné pour superviser les parties. Le tribunal de Rosheim fut désigné; mais comme ses deux assesseurs étaient à l'époque originaires de Bischofsheim, l'affaire fut transférée au tribunal d'Obernai.

Celui-ci, après diverses négociations, désigna comme troisième arbitre un certain Thannberger de Colmar.

Le 27 août 1794, Bischofsheim désigna comme arbitres MM. Depinay et Kiefer de Benfeld, Boersch, deux avocats de Colmar, Chauffeur et Schirmer. Schirmer avait été l'avocat des seigneurs de la dîme dans le litige des réparations de l'église et il y avait donc des relations tendues entre lui et la commune. Selon la loi, tout arbitre devait être titulaire d'un «certificat de civisme» délivré par le gouvernement. Bischofsheim découvrit alors que Schirmer ne disposait pas de ce certificat et suggéra donc à Boersch de choisir un autre arbitre, sinon le verdict du tribunal arbitral serait d'emblée invalidé. Boersch rejeta cette demande.

⁶⁰⁶ Archy. Bischofsh. Délibération du conseil municipal du 15 mai 1791.

⁶⁰⁷ Archy. Bischofsh. Waldakten.

Bischofsheim déclara alors le 8 février 1795 qu'elle ne reconnaîtrait pas le verdict du tribunal arbitral car l'un des arbitres était légalement incapable d'exercer la fonction d'arbitre. Néanmoins, le « Surarbitre » fixa au 26 février 1795 le jour du procès. Bischofsheim n'envoya pas ses arbitres à l'audience, mais les arbitres désignés par Boersch ont rendu un verdict avec le « Surarbitre » et ont attribué la moitié de la forêt à Bischofsheim et l'autre moitié à Boersch⁶⁰⁸.

Pour être valide, le verdict du tribunal arbitral devait être confirmé par le tribunal de Sélestat. En réponse à la protestation de Bischofsheim contre la décision du tribunal arbitral, le tribunal de Sélestat a exigé que Schirmer présente son « certificat de civisme » dans un délai de 30 jours. Une fois le délai écoulé, le tribunal de Sélestat déclara le 27 avril 1795 que la décision du tribunal arbitral du 26 février était invalide⁶⁰⁹

Le procès s'arrêta alors parce que Boersch refusa de nommer un nouvel arbitre, estimant que le procès s'était terminé avec le verdict du tribunal arbitral du 26 février, tandis que Bischofsheim invoquait le verdict du tribunal de Sélestat du 27 avril

Le 27 février 1796, les tribunaux arbitraux furent supprimés et toutes les affaires en instance furent renvoyées devant les tribunaux ordinaires.

Le 27 mars, Bischofsheim fit part au magistrat de Boersch qu'elle souhaitait désormais que le procès soit finalement tranché par les tribunaux ordinaires.

Boersch a répondu que l'affaire avait été réglée par la décision du tribunal arbitral. Bischofsheim a donc saisi la cour d'appel des Vosges à Epinal en vue du partage de la forêt.

Les premières séances du procès eurent lieu le 17 août 1796. Le tribunal a d'abord demandé une clarification de la situation juridique suite à l'objection de Boersch et a renvoyé l'affaire devant la Cour de cassation de Paris.

Le 17 septembre 1797, la Cour de cassation de Paris confirme la nullité de la sentence arbitrale du 26 février 1795 et la légitimité du pourvoi en cassation de Bischofsheim⁶¹⁰.

Après cette décision, le procès se poursuivit devant la cour d'appel d'Epinal, et le jugement définitif fut rendu le 7 août 1799, qui accorda à Bischofsheim les 2/3 et à Boersch 1/3 de la forêt précédemment indivise.

Les frais du procès s'élèvèrent à 28.652 francs, dont 2/3 à la charge de Bischofsheim et 1/3 à Boersch⁶¹¹.

⁶⁰⁸ Archy. Bischofsh. Waldakten.

⁶⁰⁹ Archy, Bischofsh, Waldakten,

⁶¹⁰ Arch.Bischofsh. Waldakten.

⁶¹¹ Arch.Bischofsh. Waldakten.

NB: Lors du procès forestier, afin d'obtenir un verdict équitable, la commune avait fait la promesse de prier 5 Notre Père tous les dimanches après l'office.

Chapitre 23

Le Bischofsheimer Ried

La grande importance du Ried pour la vie économique du village nécessite de porter également un regard historique sur celui-ci. Ce n'est qu'après 1784 que le Ried, dans sa taille actuelle, fait partie de la commune. Seule une petite partie du Ried actuel, à savoir la *Neumatt* et la *Ziegelmatt*, appartenait à la commune en pleine propriété avant 1784, tandis que le reste appartenait au «*Gemein Ried*», qui appartenait indivisément aux trois communes de Bischofsheim, Krautergersheim et Blaesheim. Il faut donc traiter les deux parties séparément.

§1. La partie du Ried qui appartient depuis toujours à Bischofsheim.

Le fait que la *Neumatt* et la *Ziegelmatt* étaient propriétés de la commune avant 1784, ressort du registre foncier de la commune de 1684⁶¹². Il est en effet possible de prouver qu'elles étaient la propriété de la commune bien plus tôt, car le 25 septembre 1625, le conseil municipal de Bischofsheim a donné en jouissance, à l'exploitant de la tuilerie nouvellement construite, 12 acres au lieu-dit *Obere Matt* dans le lieu-dit « *Neu Mat* ⁶¹³ » tant qu'il exploitera la tuilerie.

Dès lors, cette partie du lieu-dit « *neu Matt* » attribuée au tuilier s'appellera la *Ziegelmatt*. (La prairie du tuilier)

En 1662 (14 mars), la *Neumatt* fut donnée en location pour 6 ans par le conseil⁶¹⁴. Nous n'avons aucune information plus ancienne sur cette partie de la propriété communale. Mais les informations citées suffisent à prouver que la *Neumatt* a toujours été une propriété communale. Une décision unilatérale de la commune de Bischofsheim n'aurait jamais été tolérée par les deux autres copropriétaires si elle avait appartenu à la « Communauté du Ried ». Les explications des paragraphes suivants nous montreront avec quel sérieux les trois communes ont pris soin de leurs droits sur le Ried.

Outre la *Neumatt*, les *Schumatten* étaient également des pâturages et des propriétés communales. Bien qu'ils n'appartiennent pas au Ried, je crois pouvoir citer ici les informations reçues à leur sujet.

⁶¹² Arch.Bischofh.

⁶¹³ Arch.Bischofh.Radbuch de 1590 fol.

⁶¹⁴ Archy. Bischofsh. Schuldbuch de 1658 fol. 187.

On les retrouve mentionnés dès 1299 sous le nom de Schamatten⁶¹⁵ et il peut être prouvé qu'ils sont propriété de la commune en 1491. Il semble cependant que Krautergersheim les ait déjà utilisés à cette époque ou du moins ait revendiqué leur utilisation, car le document de 1491, du lundi après la naissance du Christ, déclare : « En ce qui concerne les Schofmatten, Bischofsheim doit déclarer s'il veut les garder pour elle, et si des bovins étrangers y sont surpris, eux seuls ont le droit de verbaliser⁶¹⁶ ». Selon toute vraisemblance, Bischofsheim a bientôt laissé à la commune de Krautergersheim le tiers des Schumatten en jouissance, car dès 1545, nous avons la preuve que « les gens de Bischofsheim reprenaient pour leur compte la troisième partie des Schumatten, que les habitants de Krautergersheim louaient depuis longtemps. Bischofsheim les divisait chaque année en parcelles à l'époque de la fenaison et avait l'habitude de les adjuger aux habitants⁶¹⁷ ». Cependant, Krautergersheim a continué - bien qu'illégalement – à faire paître son bétail sur les Schumatten. C'est pourquoi la commune s'est plainte à l'évêque en 1570 du fait que Krautergersheim « passait avec ses chevaux, ses bovins, ses veaux et ses moutons tôt le matin sur les *Schumatten* et gâtait délibérément les pâturages⁶¹⁸ ».

Afin de mettre fin aux frictions, l'évêque conseilla à la commune de Bischofsheim de donner en jouissance une partie des *Schumatten* à Krautergersheim. Les *Schumatten* furent alors divisés en deux parties par un fossé et la partie sud était laissée à Krautergersheim.

Cependant, le document de 1570 précise expressément que la cession ne porte que sur l'usufruit et non sur le droit de propriété de cette partie⁶¹⁹. Mais cette disposition fut vite oubliée.

À partir des droits d'usufruit sur la moitié des *Schumatten* accordés à Krautergersheim en 1570, leurs droits de propriété sur ceux-ci se sont installés, Krautergersheim restant désormais en possession sans contestation des *Schumatten*.

En raison de la terrible misère de la guerre de trente ans, la commune composée d'environ dix citoyens, fut contrainte en 1638 de vendre 38 acres des *Schumatten* à Juncker Rudolph von Berckheim pour 100 thalers afin d'utiliser cet argent pour payer les contributions de guerre⁶²⁰. Comme ces 38 acres avaient une valeur dix fois supérieure, la commune a contesté devant le tribunal la vente après la fin de la guerre et a obtenu la nullité de l'achat par un jugement du tribunal de la Chambre impériale de Spire, en date du 3 août 1661, car le la vente avait eu lieu, sous la contrainte du responsable suédois de Dachstein⁶²¹.

⁶¹⁵ Als. Dipl. II nr 812.

⁶¹⁶ Als. Dipl. II nr 812.

⁶¹⁷ Archives d'Alsace G 1089.

⁶¹⁸ Arch, Bischofsh, Riedakten.

⁶¹⁹ Arch. Bischofsh. Riedakten.

⁶²⁰ Archives d'Alsace G 1083.

⁶²¹ Archives d'Alsace G 1090.

§ 2. Le « Gemein », « Ried commun »

Jusqu'en 1784, la partie restante du Ried, y compris l'actuel Ried de Krautergersheim et le Ried de Blaesheim, était la propriété indivise des trois communes de Bischofsheim, Blaesheim et Krautergersheim. La question se pose désormais : comment ces trois communes sont-elles entrées en possession de ce Ried? Le plus ancien document concernant le Ried de 1491622 indique que les trois communes sont copropriétaires du Ried depuis les temps les plus reculés. C'est la seule réponse que l'on puisse apporter à la question de l'origine de la propriété du Ried. Les droits sur le Ried des trois communes doivent provenir de la période la plus ancienne de leur histoire, au cours de laquelle les trois clans alémaniques installés sur le site des villages actuels se sont vu attribuer le Ried comme zone de pâturage commune, état dans lequel il est resté même lorsque les villages ont été soumis à différents seigneurs. Une autre explication des droits sur le Ried relève de la fantaisie et ne peut être prise au sérieux.

Ce n'est qu'en 1491 que les droits des trois communes du Ried furent documentés par écrit. Cette année, Innenheim a également revendiqué des droits de propriété sur le « *Gemein Ried* », (le ried commun) ce qui a donné lieu à un procès devant le maître et le conseil de la ville de Strasbourg Jean Louis d'Endingen.

Le document du règlement du différend indique en préambule que les trois communes sont les seules propriétaires du Ried depuis les temps ancestraux. Par amitié et bon voisinage, ils étaient prêts à donner à Innenheim un droit de pâturage dans le Ried pendant 9 ans en échange d'un droit annuel pour chaque cheval de plus de 2 ans, mais Innenheim n'était pas autorisé à mettre des bovins dans les pâturages⁶²³. Les trois communes ne se doutaient probablement pas à l'époque que cette concession ouvrait la porte à de nombreux procès ultérieurs, car Innenheim tenta à plusieurs reprises de déduire des droits de propriété sur le Ried de ces droits de pâturage qui lui avaient été accordés, mais sans succès.

Après les 9 ans, le contrat a été renouvelé aux mêmes conditions. Griesheim était également autorisé à mener ses chevaux dans le Ried en payant le même droit de pâturage. Comme Bischofsheim, en raison de son éloignement, pouvait tirer beaucoup moins de profit du Ried que les deux autres communes, l'argent du pâturage de Griesheim lui fut laissé jusqu'en 1535, date à laquelle les deux autres communes ne voulurent plus tolérer de cheval de Griesheim dans le Ried⁶²⁴.

Au bout de 9 ans, les communes ne voulaient plus entendre parler de renouvellement car Innenheim avait un retard de paiement des droits de pâturage et revendiquait à nouveau la propriété du Ried, comme le montrent les audiences

⁶²² Arch.Bischofh. Riedakten.

⁶²³ Arch.Bischofsh. Urkunde von Montag nach Christi Geburt 1491.

⁶²⁴ Arch.Bischofsh.Riedakten.

tenues en avril 1512 devant le Conseil de la ville de Strasbourg. Il y est dit : « Innenheim doit payer l'argent des pâturages dû à ce jour, comme il l'a promis et qui est consigné dans les anciennes missives de la ville de Strasbourg. Mais si Innenheim estime détenir des droits de pâturage dans le Ried, il faudra qu'elle ait réglé ce litige avec les trois communes soit à l'amiable, soit devant le tribunal, d'ici au prochain *Gallustage* (Saint-Gall, 16 octobre). Si elle ne le fait pas, elle ne pourra plus mettre de chevaux dans le Ried à partir du jour de la Saint Gall de l'année suivante. Les trois commues ont alors le droit de capturer ces chevaux et de les vendre⁶²⁵ ».

Cependant, Innenheim n'était pas d'accord et prétendait avoir acheté des droits de pâturage à l'évêque pour 100 florins, ce qui était un mensonge.

C'est pourquoi deux chevaux de cette commune furent capturés et vendus en 1513.

Une action en justice pour ces faits a été rejetée par le conseil de Strasbourg en faisant remarquer que les frais de pâturage dus, devaient être payés et qu'il fallait demander aux trois communes de renouveler les droits de pâturage⁶²⁶.

À la demande d'Innenheim, le contrat a été renouvelé la même année.

En 1535, les trois communes eurent diverses disputes à propos du Ried, qui furent réglées par l'accord suivant⁶²⁷.

Le nouveau fossé creusé par Krautergersheim, qui n'a pas d'écoulement mais dirige l'eau dans le Ried, est destiné à être partagé par les trois communes, il doit être relié au nouveau fossé le long du ravin. Étant donné que divers citoyens de Bischofsheim ont récemment fauché le Ried à des moments inadéquats et que la récolte du foin est donnée à des étrangers qui ne sont pas des ayant droit au Ried, il est clair qu'à partir de maintenant, tous les étrangers, et non les citoyens des trois villages, ne devraient plus être autorisés à entrer dans la zone commune et une telle zone commune doit être fermée chaque année jusqu'à la Saint Sixt et si vous souhaitez y faucher dorénavant, vous ne devez pas le faire le matin avant le lever du soleil, afin que tous les autres participants puissent arriver. Et quiconque parmi les trois communes mentionnées ci-dessus veut faucher, doit le faire en personne ou en nommer un autre à sa place. Mais si un citoyen des trois villages du Ried veut faucher et vendre le foin, il ne doit pas donner le foin à n'importe quel étranger ou à n'importe qui d'autre « Si aucun ayant droit du Ried ne veut l'acheter, alors le foin peut également être proposé à l'achat à des étrangers. Et quiconque ne s'y conforme pas est passible d'une amende de 30 schillings ». Chaque année,

⁶²⁵ Arch.Bischofsh.Riedakten.

⁶²⁶ Arch, bischofsh, Riedakten.

⁶²⁷ Arch. bischofsh.Riedurkund vom 10 April 1535.

à la mi-carême, l'on organisait à tour de rôle une journée du RIED dans les trois villages au cours de laquelle l'exploitation du Ried pour l'année en cours devait être planifiée.

En 1589, les trois communes eurent à nouveau des différends avec Innenheim parce que ses chevaux piétinaient le chanvre du Ried et Innenheim les escroquait de l'argent du pâturage en faisant passer des chevaux de trois ans pour des chevaux de deux ans

Les communes ont également exigé une augmentation des droits de pâturage. Innenheim a refusé cette augmentation et les municipalités ont cédé car Innenheim avait promis une amélioration sur les deux autres points⁶²⁸.

En 1597, le noble Wolfshelm Bock de Blaesheim demanda aux trois communes de pouvoir creuser un fossé depuis le nouveau fossé jusqu'au *Scheidegraben* à côté d'Innenheim afin de remédier au manque d'eau, qui empêchait souvent son moulin de fonctionner. Les municipalités ont accédé à sa demande à condition qu'il paie ½ des frais et paie 2 livres par an de loyer pour l'eau⁶²⁹.

En 1589, le contrat de neuf ans avec Innenheim expira. Mais comme Innenheim continuait à faire paître ses bêtes dans le Ried sans renouveler son contrat, les communes procédèrent à la saisie de quelques chevaux. Après de longues négociations, un nouveau contrat de pâturage a été conclu pour 99 ans et le droit de pâturage a été augmenté à 3 schillings par cheval, mais ce montant ne pouvait pas être augmenté durant ces 99 ans⁶³⁰.

En 1718, les trois communes ne voulaient plus entendre parler d'un renouvellement du contrat de pâturage avec Innenheim, car elles avaient elles-mêmes besoin de toute la prairie du Ried pour leur bétail. Innenheim demanda donc une médiation au Conseil Général d'Alsace. Les experts mandatés par celui-ci arrivèrent à la conclusion que le Ried était suffisant pour le pâturage des quatre communes et ont conseillé un renouvellement du contrat. En 1719, les trois communes ont cédé le *Blindwinkel* à Innenheim contre un loyer annuel et lui ont également accordé des droits de pâturage dans le reste du Ried pour le montant antérieur⁶³¹.

En 1720, les Juifs résidant dans les trois communes obtinrent également le droit de conduire leur bétail au pâturage dans le Ried, mais il leur fut expressément interdit de laisser paître les bovins galeux ou atteints d'une maladie contagieuse⁶³².

Au cours d'un procès de quatre ans en 1740, les trois communes se sont

⁶²⁸ Arch. Bischofsh. Riedakten.

⁶²⁹ Arch. Bischofsh. Riedakten.

⁶³⁰ Arch. Bischofsh. Riedakten.

⁶³¹ Arch. Bischofsh. Riedakten.

⁶³² Arch. Bischofsh. Riedakten.

battues avec Innenheim, qui revendiquait désormais les droits de propriété sur le *Blindwinkel* qui lui avait seulement été loué.

Et affirmait que ce n'était pas le *Schiffbach* qui formait la frontière du « *Gemein Ried* », mais plutôt le *Speisgraben*, construit en 1558. Elle a cependant pu prouver qu'elle n'avait jamais payé de loyer pour le *Blindwinkel*, ce qui n'était que le résultat d'une négligence bon enfant des trois communes. L'affaire fut tranchée en 1744 devant le *Conseil général d'Alsace*, au détriment d'Innenheim et ses prétentions furent rejetées⁶³³.

§ 3. Le partage du Ried

En 1773, Bischofsheim demanda le partage du Ried commun, en raison de l'ordonnance du Conseil d'Etat du 15 avril 1772, selon laquelle toute propriété commune de forêts et de pâturages pouvait être répartie entre les propriétaires. Cependant, la raison de la division était plus profonde : le Ried entier était en grande partie exploité uniquement comme pâturage. En raison de leur proximité immédiate, Krautergersheim et Blaesheim ont pu utiliser les pâturages bien mieux que Bischofsheim, pour lequel le pâturage était principalement envisagé pour les jeunes chevaux. La demande de Bischofsheim fut donc approuvée par le Conseil d'Etat le 15 avril 1774 et un partage fut ordonné proportionellement au nombre d'habitants des trois communes⁶³⁴. Krautergersheim et Blaesheim ne voulaient rien entendre d'un partage.

Or Innenheim revendiquait également la propriété du *Blindwinkel*, c'est pourquoi il y eut un procès devant le Conseil Souverain, qui se termina le 6 octobre 1775 par le rejet des prétentions d'Innenheim⁶³⁵.

Après la fin de ce processus, Krautergersheim et Blaesheim se sont opposés à la division ordonnée. Il y a eu d'interminables négociations, qui n'aboutirent pas. En 1782, Bischofsheim tenta de persuader les deux communes de procéder à une division amiable en faisant les concessions suivantes :

- 1. Renoncer d'emblée à la meilleure partie du Ried, qui reviendrait à l'une des deux autres communes.
- 2. Renoncer à un partage proportionnel au nombre d'habitants et se déclara satisfait d'un tiers du Ried, alors qu'un tiers bien plus important lui revenait de droit⁶³⁶.

⁶³³ Arch. Bischofsh. Riedakten.

⁶³⁴ Arch. Bischofsh. Riedakten.

⁶³⁵ Arch. Bischofsh. Riedakten.

⁶³⁶ Arch. Bischofsh. Riedakten.

La réponse des deux autres communes à cette offre a été qu'elles avaient déjà reporté le partage du Ried de 9 ans, mais qu'elles pourraient facilement le reporter encore de 25 années supplémentaires⁶³⁷.

Bischofsheim se tourna alors vers l'évêque de Strasbourg pour demander à l'intendant De Galizière de procéder au partage, même contre la volonté des deux autres communes. L'évêque défendit vigoureusement les intérêts de sa commune auprès de l'intendant qui, le 20 avril 1782, chargea l'arpenteur Peyronnel d'élaborer un plan de partage. Après son achèvement, les trois communes ont été invitées à une réunion. Cependant, Krautergersheim et Blaesheim ne se présentèrent pas et protestèrent à nouveau contre le partage le 3 mai 1783. Mais lorsqu'ils apprirent que le partage serait effectué sans leur consentement, ils donnèrent leur consentement le 29 août 1783 à la condition que chaque commune reçoive 1/3 du Ried⁶³⁸.

Le partage fut réalisé en 1784. Chaque commune reçu 945 acres du Ried. La partie qui revenait à Krautergersheim étant la meilleure, Krautergersheim dut payer 1779 livres à Blaesheim et 3754 livres à Bischofsheim⁶³⁹.

⁶³⁷ Arch. Bischofsh. Riedakten.

⁶³⁸ Arch. Bischofsh. Riedakten.

⁶³⁹ Arch. Bischofsh. Riedakten.

Chapitre 24

Bischofsheim pendant la Révolution française

Par les résolutions de l'Assemblée nationale du 4 août 1789, les droits souverains des seigneurs et le système des fiefs sont abolis. Cela signifiait que l'ancienne domination de l'évêque sur le village prenait fin brutalement. Le village ne pouvait certainement pas se plaindre de cette domination. Si nous la comparons avec le régime d'autres seigneurs, il nous faut encore aujourd'hui être d'accord avec le dicton : « Sous la crosse, il fait bon vivre ». Certes, certaines conditions du passé nous semblent aujourd'hui étranges, mais ces conditions sont nées des époques et ne pouvaient être modifiées sans d'énormes bouleversements dans d'autres domaines

On ne pouvait nier que les évêques de Strasbourg traitaient les gens avec équité et clémence et essayaient de promouvoir leur bien-être par tous les moyens. Seul quelqu'un qui n'avait aucune connaissance de l'administration des possessions de l'évêque pouvait nier cela. La meilleure preuve que le village était heureux sous le règne de son prince spirituel est le dévouement et la loyauté qu'il lui a témoignée lorsque la révolution a introduit une nouvelle époque et un nouvel esprit, ce qui n'a suscité que peu de sympathie dans le village. Dans les premiers temps de la révolution, le chef de la paroisse était un vénérable vieillard, Bernhard Lix, qui se retira de ses fonctions en 1792 en raison de sa vieillesse. Il devait être déporté en 1795, mais les commissaires eux-mêmes déclarèrent qu'il ne pouvait être expulsé du village sans qu'il ne meure en chemin, il fut donc simplement placé sous la surveillance de la municipalité du village⁶⁴⁰.

Jusqu'en 1793, les conditions dans le village étaient assez calmes, pour autant qu'on puisse dire cela. Le 8 février 1793, un esprit maléfique arriva dans le village sous la forme du prêtre constitutionnel (jureur) Ludwig Beck. Nous lisons dans le livre du conseil local de cette année⁶⁴¹.

« Aujourd'hui, le 8 février 1793, à la séance du conseil municipal dans la maison commune de Bischofsheim, a comparu le citoyen Ludwig Beck, curé, qui nous a expliqué que certains citoyens de cette commune avaient demandé au citoyen Brendel, évêque auxiliaire du Bas-Rhin, un curé pour la commune pour servir ici, et Beck a été envoyé ici par le procureur général pour inspecter les lieux

⁶⁴⁰ Arch. Bischofsh. Délibération du conseil municipal 25 avril 1795.

⁶⁴¹ Arch. Bischofsh. Délibération du conseil municipal 8 février 1793.

et connaître l'avis des citoyens et parce qu'il nous a affirmé qu'il a déjà rencontré un bon nombre de citoyens qui lui ont certifié par écrit qu'ils souhaitaient qu'il soit curé ici. En conséquence et sur la base de cette déclaration, le conseil municipal a délibéré et conclut que si le département le nomme curé et le juge apte à servir la commune, nous n'avons rien contre, ceci afin de nous conformer à la loi ».

Dans cette déclaration, l'on sent combien il a été difficile pour le conseil municipal d'accepter ce curé jureur, mais il n'avait pas d'autre choix. Le 24 février, Beck a emménagé et a prêté serment à l'église de « Soutenir l'égalité et la liberté, accomplir correctement les devoirs officiels et être fidèle à la nation et à la loi⁶⁴²».

Beck est décrit ainsi : « Environ 53 ans, haut de 5 pieds de 1 pouce (1,53 m), cheveux et sourcils gris, yeux bleus, nez tombant, menton rond et bouche moyenne»

Son premier combat concerna l'instituteur de la commune, Lorentz Wolff, qu'il a dénoncé parce qu'il n'avait pas prêté le serment constitutionnel et refusé de soutenir le curé dans ses fonctions sacerdotales. L'enseignant a été révoqué et envoyé en prison à Sélestat. La commune a alors rédigé un mémoire de défense de l'enseignant, a également envoyé une demande de libération aux autorités. Elle a de plus soutenu la famille de l'instituteur dans tous les domaines.

Beck s'est alors vengé du maire de l'époque, Martin Kirmann, qui suite à sa dénonciation, a été emprisonné au monastère Saint-Jean de Sélestat. Le 23 juillet, le conseil municipal a envoyé une pétition à la direction du district de Barr pour sa libération⁶⁴³.

Suite à cela, Beck dénonça également le conseil municipal, qui fut révoqué le 8 août 1793, « parce qu'il était du côté de l'autocratie et du fanatisme ».

La publication des lois a été extrêmement négligente, il permettait que soit insulté le prêtre jureur sans intervenir, voire de l'insulter et de se moquer de lui et de prendre ouvertement parti pour l'instituteur révoqué Wolff.

Les noms des membres démis du conseil sont : Martin Kirmann, Leonard Muntz, Antoine Hartz, Georges Fischer, Nicolas Geißel, Peter Heß, Jean Georges Braun, Jacob Clar, Jean Jost, Jacob Kirmann, Lorentz Huck, Louis Riffel, Josepf Hattemer, Georges Metz, Joseph Haberer, André Spitznagel, Jean Pierre Clauss, Joseph Sommer⁶⁴⁴.

Un nouveau conseil municipal fidèle à la révolution fut alors nommé, mais il ne comprenait que 6 membres, les seuls que Beck a qualifiés de fiables. Cependant, ils usèrent tellement de leurs pouvoirs officiels qu'ils procédèrent à des confiscations

⁶⁴² Arch. Bischofsh. Délibération du conseil municipal 8 février 1793.

⁶⁴³ Arch. Bischofsh. Délibération du conseil municipal 8 février 1793.

⁶⁴⁴ Arch. Bischofsh. Délibération du conseil municipal 8 février 1795.

non seulement pour l'État, mais aussi pour eux-mêmes, de sorte que le maire et l'adjoint furent emprisonnés à Sélestat le 2 juin 1795⁶⁴⁵. Le curé jureur se rendit alors compte qu'il ne pouvait rester plus longtemps dans le village et prit la poudre d'escampette en juin 1795.

Beck a quitté le village, aimé de personne et maudit de tous. Après son départ, la commune a osé organiser à nouveau des offices dans l'église pour Noël.

Car le 29 décembre, l'agent de l'époque, Michel Rieffel, écrit qu'il « a lu, annoncé et affiché publiquement les décrets qui m'avaient été envoyés concernant les prêtres à déporter, et a également ordonné leur exécution dans les termes les plus forts possibles. Mais il m'a été rapporté que la majorité des citoyens locaux a osé chercher un ecclésiastique et le forcer à célébrer un office dans l'église, ce qui était un acte illégal que je n'ai pas pu interdire ou empêcher, mais pour ne pas engager notre responsabilité nous avons transmis ce rapport à l'administrateur départemental du Bas-Rhin afin qu'il soit informé de l'affaire et qu'il agisse selon le droit 646 ».

Le 22 février 1797, le culte religieux public reprit dans l'église.

Il y aurait d'autres détails intéressants à rapporter sur cette époque, mais je préfère les ignorer pour certaines raisons.

Quoi qu'il en soit, l'attitude de la commune pendant la révolution fut tout à fait digne et l'esprit révolutionnaire y trouva peu d'écho. Les nombreuses contributions exigées de la commune, dont l'énumération serait trop ennuyeuse, étouffèrent également dans l'œuf tout enthousiasme pour la nouvelle époque.

Plus tard, la commune acclama avec beaucoup plus d'enthousiasme Napoléon I^{er}, et contribua pour 40 000 francs à son trésor de guerre. En 1810, à la naissance de son fils, le roi d'Italie, elle installa un banc au Kilbs⁶⁴⁷.

⁶⁴⁵ Arch. Bischofsh. Délibération du conseil municipal 8 février 1795.

⁶⁴⁶ Arch. Bischofsh. Délibération du conseil municipal 8 Février 1795.

⁶⁴⁷ Arch. Bischofsh. Délibération du conseil municipal 1810.

Chapitre 25

Le procès des biens nationaux 1796-1829

§ 1. Origine du procès⁶⁴⁸

Le 2 novembre 1789, l'Assemblée nationale de Versailles déclara tous les biens ecclésiastiques bien nationaux. Par cette confiscation, l'Assemblée nationale souhaitait résorber le lourd fardeau de la dette de l'État. Le succès fut cependant mitigé : les biens de l'église furent vendus, mais les bénéfices restèrent entre les mains d'affairistes et spéculateurs.

Malgré son injustice inhérente, la loi n'aurait pas été désastreuse pour les habitants de Bischofsheim si elle n'avait pas donné lieu à de nouvelles injustices de la part des organes exécutifs de l'administration.

Comme nous l'avons vu, l'évêque de Strasbourg et divers autres congrégations religieuses possédaient d'importants domaines à Bischofsheim. Bien avant la Révolution française, la grande majorité avait été vendue ou louée à perpétuité. Seule une partie minime restait encore propriété épiscopale. Cela a été mis à soumission par l'État en 1796.

Le 16 juillet 1796, un certain Bruder, marchand à Barr, soumit pour l'acquisition de 22 lots de ce genre se trouvant dans plus de 30 bans. Dans le lot n° 9 figurait le lot du ban de Bischofsheim et était décrit dans la soumission comme suit : un ensemble de biens ou plusieurs ensembles de domaines et fiefs épiscopaux, constitués de vignes, prairies, champs et forêts, loués à plusieurs particuliers. L'origine en était le cardinal de Rohan, le monastère de Hohenburg, appartenant aujourd'hui au diocèse. Les composants du lot étaient situés à Bischofsheim et dans les villages environnants de Boersch, Obernai, Krautergersheim Griesheim et Rosheim.

Cependant, sous cette forme, la soumission de Bruder était invalide parce qu'elle était illégale, car la loi du 24 mai 1795 stipulait que, dans la soumission, chaque article devait être décrit avec précision selon sa nature et son étendue.

⁶⁴⁸ Les documents utilisés se trouvent dans deux liasses de dossiers de la période révolutionnaire pas encore entièrement classées aux archives départementales et dans les archives de Bischofsheim. Comme ces dernières ne sont pas encore classées, les numéros individuels ne peuvent pas être cités avec précision.

Conformément à l'exigence légale, selon laquelle le soumissionnaire doit déposer un quart de leur valeur présumée avec la soumission, Bruder a donc déposé 600 francs. Il ressort clairement de cela qu'il a estimé la valeur totale de la marchandise à 2 400 francs, ce qui ne pouvait donc pas constituer un ensemble de biens très important.

Le 16 juillet 1796, il déposa encore 600 francs, le 15 août 1796 à nouveau 600 francs, mais le 20 novembre 1796, il déposa 113 601 francs.

Il est plus que douteux que ce dernier dépôt ait eu lieu à cette date, car au cours du processus ultérieur, l'original de la soumission n'a plus été retrouvé. Bruder et ses ayants droit n'ont par la suite pu produire qu'une copie certifiée conforme d'une copie non certifiée conforme de la soumission originale, comme preuve de leur soumission, et sur la copie non certifiée le paiement des 113 601 francs avait été ajouté en marge par une autre main. Selon toute vraisemblance, ces 113 601 francs ont été versés bien plus tard par Teutsch, Memet et Prost afin de faire enregistrer à cette date leurs droits avec l'aide de leurs complices à la préfecture.

En décembre 1796, Bruder adresse une requête à l'administration départementale pour obtenir un sursis pour les biens auxquels il avait soumissionné. Celle-ci lui a répondu qu'il devait décrire plus précisément les biens sur lesquels il souhaitait se renseigner. Bruder a décrit ces biens comme suit :

- 1. Environ 40 acres de champs et de vignes situés à Bischofsheim, loués à Jean Riffel, pour un intérêt annuel de 20 quarters, moitié grain, moitié orge, que le baron émigré, von Bodeck, recevait auparavant, le tout appelé « Voltzsich Ramsteinergut ».
- 2. 20 acres de champs et 7 acres de vignes loués contre un intérêt annuel de 11 Viertel de grains et 15 ohms de vin, que le baron von Mühlenheim recevait auparavant. Ce domaine s'appelle *Zuckmantellehn* et provient du diocèse de Strasbourg.

Au total, Bruder revendiquait alors 67 acres. Bien que ces 67 acres ne représentaient que la dixième partie de ce que les successeurs légaux de Bruder réclamèrent plus tard, cette revendication était d'une injustice flagrante car la moitié de ces biens étaient depuis longtemps devenus propriété privée.

En 1789, le lieu-dit *Ramsteinergut* ne comprenait que les parties suivantes :

- 1. 8 acres de vignes au lieu dit Frohnreben;
- 2. 29,5 acres au Ramersberg;
- 3. 2/3 de la dîme du vin du « Gereut » (environ 7 ohms);
- 4. 8 quarts d'acres de grains.

A cette époque, le *Voltzischgut* était composé de 20 quarts d'acres de grains, répartis sur diverses propriétés, et 40 quarts d'acres de grains, venant d'un seul ensemble de biens, mais les biens eux-mêmes étaient donnés en bail perpétuel. Le domaine de *Zugmantel* était totalement inconfiscable car il appartenait au baron Von Burlach et non aux Müllenheim.

La loi permettait de confisquer :

- 1) Les 37,5 acres qui appartenaient encore à l'évêque à cette époque.
- 2) Les différents loyers du *Ramsteinergut* et du *Vollzischgut*, mais pas les biens eux-mêmes, car ceux-ci étaient soit propriété privée, soit donnés en bail perpétuel, comme mentionné dans le cadastre de 1669.
- 3) Le 28 mai, Bruder reçoit de l'administration départementale l'avis suivant :
 - a. La soumission pour l'ensemble des biens *Voltzisch* et *Ramsteinergut* est justifiée, car il s'agit d'un domaine de l'ancien évêque ; le contrat d'achat lui sera remis prochainement.
 - b. La soumission sur le domaine *Zuckmantellehn* serait maintenue et les propriétaires de la propriété devraient lui accorder les renseignements nécessaires, sinon ils y seraient contraints par la force des armes.

Selon ce règlement, Bruder pouvait revendiquer tous les biens du *Kamersteinerlehn, Voltzischlehn* et du *Zuckmantelslehn*, même si la plus grande partie était depuis longtemps devenue propriété privée et n'était soumise qu'à un loyer annuel.

Comment la direction du département a-t-elle pu prendre une telle décision ?

Dans divers documents, l'ignorance de la signification du mot « *Lehn* » (fief), identifié avec *Lehnung* (bail), est citée comme cause ; mais on peut, à juste titre, supposer qu'il y avait des intrigues à l'époque.

Les propriétaires de ces biens n'ont pas été peu surpris lorsque Bruder a fait valoir ses prétentions. Mais toutes ces discussions n'ont servi à rien. Bruder a insisté sur ses prétendus droits. Et les propriétaires ont dû intenter une action en justice.

§ 2. Le déroulement et la prolongation du procès

Dès que les citoyens concernés eurent connaissance de l'expropriation de leurs biens, ils ont protesté auprès de l'administration départementale. L'administration départementale nomma alors, le 24 juillet 1798, le notaire Christmann de Molsheim comme commissaire, chargé de déterminer quels biens, à Bischofsheim, devaient être attribués à Bruder en raison de sa soumission. Christmann rapporta le 15 août 1798 qu'il n'avait trouvé à Bischofsheim aucun document autorisant le transfert de propriété à Bruder.

Or, sur la base de l'ordonnance du 28 mai 1798, Bruder exigea de Christmann un extrait du registre foncier de Bischofsheim de toutes les propriétés inscrites au nom de l'évêque ou des anciens vassaux de l'évêque. Christmann prépara l'extrait, mais le 28 août, il demanda à l'administration départementale de déterminer lesquels des biens inclus dans l'extrait étaient déjà propriété privée et lesquels étaient des biens ecclésiastiques qui pouvaient être légalement confisqués.

Le 20 novembre, Bruder se présente au village avec un lieutenant et 50 hommes, se basant sur le relevé fait par Christmann prétendant qu'il s'agisait là de tous les biens qu'il avait acquis par sa soumission et demanda au maire Michel Schlepp et à l'adjoint Jean Riffel de lui donner description exacte de tout ces biens.

Ces deux notables se mirent immédiatement au travail, répertoriant chaque lot selon son origine, sa taille, ses charges et ses propriétaires. Le 27 janvier, ils terminèrent leur tâche.

Sur la base de ce travail, Bruder se rendit compte que l'ensemble des biens auxquels il avait légalement droit était minime et par la suite il ne s'intéressa plus guère à sa soumission à Bischofsheim.

Le 3 mars, Bruder vendit un sixième de sa soumission à Bischofsheim à un certain Teutsch, négociant en vins à Strasbourg, qui crut que c'était l'occasion de faire une bonne affaire, il en achète donc un autre sixième le 1^{er} octobre et un troisième le 10 octobre, de sorte qu'il possédait désormais la moitié de la soumission de Bruder.

Il demanda alors à la préfecture de délivrer un acte de vente pour les biens soumissionnés par Bruder, acte qui n'a toujours pas été établi.

Mais la préfecture elle-même ne savait pas encore quel était le statut juridique de ces biens et le 4 septembre 1803, elle chargea le notaire Christmann de déterminer une seconde fois la situation juridique de ces biens.

« Cette déclaration est nécessaire, dit la lettre, parce que Bruder n'a spécifié aucun bien en détail dans sa soumission, parce que plusieurs domaines de l'évêque

et du lieu dit *Ramsteiner* ont déjà été vendus, et qu'un grand nombre des biens réclamés par Bruder sont soit uniquement grevés d'un loyer de base ou sont des propriétés privées sous forme de prêt héréditaire ».

Le 4 juillet, Christmann répondit que pour établir les faits, il avait examiné les registres des ventes aux enchères du district de Sélestat et constaté que la majorité des biens confisqués à Bischofsheim avaient été vendue en partie lors d'autres soumissions et en partie par achat, soit avant soit après la soumission de Bruder et le reste qui revient encore à Bruder est extrêmement faible. Et c'était effectivement le cas. Le 16 octobre, l'État a vendu le loyer du domaine *Voltzisch* aux propriétaires du domaine. Le 24 octobre 1800, le baron von Bulach fit lever la confiscation de la propriété *Zugmantel* par décision du tribunal de Sélestat. Le 16 mai, le directeur des domaines a vendu le loyer du domaine *Ramsteiner* à ses propriétaires, affirmant que cela les protégerait d'une confiscation. Les 8 acres de l'évêque dans le lieu-dit *Frohnreben* avaient également été vendus.

Malgré cette réponse du notaire Christmann et les ventes réalisées par l'Etat lui-même, la préfecture accorda le 18 août à Burder et Teutsch la cession de la totalité du domaine *Ramsteiner* et *Voltzisch*, tel que décrit dans le registre du maire du 27 janvier 1799.

Le 17 octobre, Teutsch achète à Bruder tous les droits pouvant découler de sa soumission pour la somme de 9 000 francs. Il dépose alors les 113 601 francs sur la soumission de Bruder, qui est enregistrée avec l'aide de ses complices à la préfecture en date du 20 novembre 1796, afin de prouver ainsi la légitimité de ses prétentions.

Teutsch était alors rejoint par deux autres comparses Mennet et Prost, tous deux banquiers à Strasbourg, et l'affaire devenait alors terriblement sérieuse.

Les trois associés, Teutsch, Mennet et Prost, demandèrent aussitôt que soit dressé l'acte de vente des biens vendus à Bruder par soumission et dont les droits leur avaient été transférés. Celui-ci leur fut délivré le 28 janvier 1807 par la Préfecture de Strasbourg.

Mais cet acte de vente était la fraude la plus honteuse et l'injustice la plus flagrante commise au nom de la loi.

Il comprenait non seulement les propriétés des domaines *Ramsteiner* et *Voltzisch*, dont il était uniquement question auparavant, mais aussi 545 titres d'autres propriétés qui, il y a des siècles, avaient appartenu à l'évêque, ou à ses vassaux ou à des ordres religieux, mais étaient devenus propriété privée depuis des siècles.

Ces 545 titres comprenaient :

- Toutes les parties du domaine Ramsteiner qui avaient été vendues aux XVII^e et XVIII^e siècles ;
- 2. le *Zuckmantelehn*, pour lequel le baron von Bulach avait pourtant obtenu la levée des confiscations par une décision de justice en 1800 ;
- 3. 48 acres ayant appartenu à la famille de Gail;
- 4. 16 acres, grevés d'une rente foncière au *Türkheim*, et qui étaient propriété privée ;
- 5. 14 acres de fief épiscopal de *Reineck*, dont les détenteurs n'avaient à payer qu'un intérêt annuel fixe et immuable ;
- 6. 15 acres appartenant au monastère Saint-Nicolas de Strasbourg ;
- 7. les terrains de l'hôpital de Strasbourg dans le ban de Bischofsheim ;
- 8. les 8 acres de l'évêque en vignes au lieu-dit Fronreben, déjà vendus par la préfecture en 1804 ;
- 9. une partie des anciens *Quintnerlehns*, sur laquelle reposait une rente de grains et de vin, mais qui était propriété privée ;
- 10. 2 hectares et demi appartenant au *Oberkirch*, qui avait émigré. Bien déjà vendu comme bien national ;
- 11. 1,5 acre de l'abbaye de St Stephan, également déjà vendu ;
- 12. 1 acre appartenant au déserteur Georges Gremmel, également vendu ;
- 13. plusieurs vignes au lieu-dit *Rogelbrunnen* pour lesquelles il fallait payer un loyer aux Andlau, mais ces biens étaient devenus propriété privée ;
- 14. un ensemble de biens de 24 acres qui appartenait autrefois aux Rathsamhausen, mais qui avait été vendu depuis longtemps ;
- 15. le domaine de Valentin d'Andlau, qui s'étendait sur 64 acres mais avait été vendu depuis longtemps ;
- 16. l'ensemble du « Gereut », grevé d'une rente de vin mais propriété privée.

Au total, il y avait 642 acres, dont seulement 37 ½ auraient pu être légalement vendus. Plus de 400 citoyens de Bischofsheim et des villages environnants ont été lésés à la suite de cette fraude.

La fraude est encore plus odieuse quant au regard de l'argent qui a été versé à la soumission. Légalement, environ 5000 francs auraient pu être payés en assignats sur les 113 601 francs, mais au lieu de 5000 francs, 91 800 francs ont été payés en

assignats qui avaient une valeur réelle de 275,40 francs. Au lieu des 131 601 francs, en réalité seulement 22 077 francs ont été versés, de sorte que le prix l'acre revenait à environ 35 francs.

On se demande comment de telles manipulations ont été possibles! Elles ont été possibles grâce aux agissements inqualifiables d'un secrétaire nommé Rieding, qui s'est suicidé plus tard lorsque le scandale devint public.

Teutsch et Mennet font alors valoir leurs droits découlant de l'acte de vente et mettent en demeure les propriétaires des biens, soit d'y renoncer, soit de les racheter. Le désarroi des citoyens fut terrible lorsqu'ils apprirent que leurs biens avaient été confisqués. Les personnes concernées ont contacté la préfecture et présenté leurs titres de propriété.

Le secrétaire Rieding présenta l'affaire au Conseil préfectoral comme s'il s'agissait uniquement des biens dont la propriété de l'État était prouvée par l'ordonnance du 28 mai 1798 et dont la vente avait été confirmée par l'ordonnance préfectorale du 18 août 1804.

Sans vérifier dans le détail l'acte d'achat, le conseil préfectoral confirma celuici le 28 janvier 1807 et débouta les citoyens plaignants.

Ces derniers se sont alors tournés vers le Conseil d'Etat. Celui-ci demanda un avis au Directeur des Domaines du Bas-Rhin sur l'ensemble du dossier. Le 18 août 1810, celui-ci déclara au Conseil d'État que tous les biens vendus appartenaient autrefois à l'évêque, comme le prouve avec certitude le cadastre du village.

Donc la même personne qui en 1804 avait appelé les citoyens à racheter les loyers grevant leurs biens pour éviter le danger d'une confiscation imminente, écrivait maintenant au Conseil d'État que les citoyens n'avaient racheté les loyers que pour pouvoir mieux dissimuler leur vol.

Le Conseil d'État crut naturellement le rapport et confirma la vente du 28 janvier 1807 le 13 novembre 1810.

Par la suite les compères Teutsch, Mennel et Prost se montrèrent encore plus impitoyables, étant donné que la plus haute instance juridique s'était prononcée en leur faveur.

De nombreux citoyens n'ont appris la confiscation de leurs biens que lorsqu'on leur a demandé de s'en défaire ou de les racheter. S'ils n'obéissaient pas immédiatement à cette injonction, ils étaient contraints de le faire par la force des armes, menacés d'emprisonnement, voire punis d'emprisonnement.

Afin de prouver leur bon droit, les citoyens, si durement éprouvés, ont fait établir une expertise par quatre juristes impartiaux de l'Université de Strasbourg. Le 16 mai 1811, ceux-ci publièrent le rapport suivant :

- 1) La soumission de Bruder du 6 juin 1796 est illégale dans sa forme et donc invalide.
- 2) Si elle devait néanmoins être déclarée valide, l'acte de vente de 1807 ne pourrait être maintenu sans violer les droits de propriété les plus sacrés. En regard de la soumission de Bruder ou de ses successeurs légaux, ne peuvent leur être transférés que les biens suivants :
 - a. champ dans le *Frohnreben*,
 - b. 29,5 acres à Ramersberg,
 - c. une rente de 8 quarts de grains,
 - d. une rente de 40 quarts de grains.

Ce rapport a été transmis au Conseil d'État. Le baron von Bulach avait également protesté contre la décision du 13 novembre 1810 et le procès fut de nouveau admis en 1813 par le Conseil d'État, qui interdit temporairement toute vente des biens. Le procès eut lieu le 15 mars 1815 avec le verdict selon lequel la vente de 1807 ne pouvait être maintenue que si le tribunal compétent avait déterminé que les biens étaient propriété de l'État. Avec cette décision, les citoyens avaient à nouveau l'espoir de pouvoir conserver leurs champs.

Le 20 mars 1815, à la suite du retour de Napoléon, eut lieu le grand chamboulement dans l'état.

Sans que le tribunal ait fixé la situation juridique, l'achat de 1807 fut reconfirmé par un décret de l'administration des domaines du 19 mai 1815, et Teutsch et ses comparses obtinrent le droit d'exiger une compensation pour l'usage des biens à partir de 1807.

Cependant, le décret contenait une clause selon laquelle, si la propriété privée des citoyens faisait partie de ces biens, ils auraient le droit de demander une indemnisation auprès de l'État. Après la destitution de Napoléon, un arrêté royal confirma tous les décrets des trois derniers mois.

En 1816, les citoyens, qui n'avaient plus aucun espoir de faire valoir leurs droits, tentèrent de parvenir à un accord à l'amiable avec Teutsch et ses amis, mais sans succès à cause de leur cupidité. Les citoyens refusèrent naturellement de céder leurs biens et de payer les intérêts d'usufruit. Lorsque les huissiers voulurent s'en emparer, ils furent accueillis avec colère. L'armée a donc été appelée et de nombreuses arrestations ont été effectuées. L'acte d'achat a été réalisé par la force.

Au cours des années suivantes, les citoyens ont adressé cinq pétitions à la Chambre et sept au Conseil d'État, apportant toujours de nouveaux éléments pour leurs droits. C'était en vain. Le 2 février, le Conseil d'État rejette la demande de révision du processus et reconfirme la vente de 1807.

§3. Le jugement

Il n'était plus question d'annuler la vente. Les citoyens lésés entament alors un nouveau procès contre l'État et exigent une compensation pour les biens qui leur ont été confisqués, conformément au décret du 19 mai 1815. Malheureusement, les tribunaux doivent maintenant se pencher sur la situation juridique des biens qui ont été vendus en 1807. Cette enquête impartiale a révélé l'intégralité de la fraude. Une perquisition au domicile du secrétaire Rieding s'est avérée si compromettante pour lui qu'il s'est immédiatement suicidé⁶⁴⁹.

Le 3 juillet, les réclamations des plaignants ont été déclarées justifiées. Cependant, l'État ne leur demandait que la compensation correspondant à ce qu'il avait gagné pour les biens.

Les citoyens ont donc engagé une seconde action en justice afin d'obtenir une juste compensation. Après de longues négociations, la même chose leur fut accordée par arrêté royal du 11 août 1829 pour un montant de 546 582,42 francs, qui leur fut versé les années suivantes⁶⁵⁰.

Il y avait une grande joie dans le village après de si longues années de peur, des fêtes publiques furent organisées. Une seule personne dans le village ne pouvait pas se réjouir, celui qui avait mené tout le procès et mis 14 000 francs de sa poche. C'était le noble prêtre GUTZEIT. Le travail accompli par ce noble homme au cours des nombreuses années du procès est presque surhumain.

Tous les dossiers du procès partaient de chez lui et revenaient vers lui. On lui avait promis le remboursement de ses dépenses. Mais dans le tumulte des fêtes populaires, plus personne ne pensa à lui, et sa grandeur d'âme fit qu'il renonça à ses droits. Mais cette ingratitude lui brisa le cœur et il décéda bientôt.

Une simple pierre avec une croix tout aussi simple marque le lieu où repose la dépouille mortelle de l'homme qui a sacrifié sa force vitale, sa richesse et sa santé pour sa paroisse et n'a reçu en retour que de l'ingratitude.

⁶⁴⁹ Straßbg. Capitels Archiv. Bischofsh. N110.

NB : Pour s'assurer une fin équitable du procès, la poiroisse prommit de réciter chaque dimanche aux vêpres 5 Notre Père.

⁶⁵⁰ Archives d'Alsace Revolutionsakten Liasse 55.

Chapitre 26

François-Antoine Kirmann. Baron de l'Empire 1768-1850 651

Enfin, je voudrais consacrer quelques lignes à un célèbre Sabreur de Bischofsheim qui mérite d'être cité, il s'agit de François-Antoine Kirmann. Né le 2 octobre 1768 de parents pauvres, il devient à l'âge de 17 ans hussard au Régiment Colonel-Général (4° Régiment de Hussards), où il est promu maréchal des logis. Le 1^{er} mars, il entre comme maréchal des logis-chef au 20° Régiment des chasseurs à cheval, devint sous-lieutenant le 1^{er} avril et lieutenant le 6 juin et participa désormais à toutes les campagnes des diverses armées, où il se distingua partout par sa bravoure chevaleresque.

Le 19 juin 1794, il est promu capitaine, mais six jours plus tard, il est blessé à la mâchoire inférieure par un coup de fusil lors de la bataille de Fleurus. Lors de la bataille d'Erbach, il reçut l'ordre du général Decaen de couvrir l'artillerie, qui se trouvait dans une situation très critique. Dès qu'il fut dans sa nouvelle position, les Autrichiens lancèrent une terrible attaque avec une colonne de 800 hommes. Le capitaine Kirmann a non seulement tenu sa position avec son détachement, mais a mis les Autrichiens en déroute ; à cette occasion son cheval fut tué. Peu de temps après, il attaqua une colonne ennemie de 500 hommes, la traversa à la force de son épée et captura le drapeau ennemi de sa propre main, et son deuxième cheval fut tué.

Le 16 décembre 1801, lors de la bataille de Neumarkt, il reçut l'ordre d'attaquer l'infanterie ennemie à la tête de son détachement. Il s'est lancé dans une course folle et a fait 1 500 prisonniers. Un coup de fusil de chasse lui arracha l'annulaire de la main gauche. Informé de son comportement courageux, le premier consul Napoléon lui remit, en reconnaissance, une épée honorifique.

En 1803, il devient Chevalier et en 1804 Officier de la Légion d'honneur. En 1807, il fait partie du Régiment des chasseurs de la Garde impériale à la bataille de Friedland.

Lorsque son régiment courrut le danger d'être anéanti par la cavalerie ennemie. Kirmann lança une attaque de sa propre initiative et mit en déroute les sauvages hordes russes. Pour ce haut-fait il fut promu chef d'Escadron et fut à la tête du

⁶⁵¹ Extrait de la Schulkronikde Bischofsheim et Sitzmann, dictionnaire des hommes célèbres de l'Alsace II p 30 qui dépendent l'une de l'autre.

détachement des Mamelouk en Espagne en 1808 et en Allemagne en 1809, puis de nouveau en Espagne en 1810 et 1811.

En 1812, il était à la tête de son escadron dans la campagne de Russie et se distingua particulièrement lors de la bataille de Taroslawitz (Malojaroslavets) au cours de laquelle il fut blessé à la hanche gauche par une balle. Napoléon le félicita dans une lettre manuscrite et le nomma baron de l'Empire.

Lors de la bataille de Leipzig, le 18 octobre 1813, il fut blessé d'un coup de sabre à la tête et de plusieurs coups de lance dans le corps. Bien que ces blessures fussent très grandes, elles guérirent rapidement car aucun organe vital n'avait été touché.

Après la chute de Napoléon, il entra au service des Bourbons et fut nommé Chevalier de Saint Louis par Louis XVIII. Sa bravoure et ses actes héroïques furent glorieusement célébrés. C'était un véritable un homme de guerre sans peur et sans reproche, dont tout le corps était couvert de cicatrices.

Après avoir quitté l'armée, il fut d'abord maire de Rosheim, où il épousa une Mademoiselle Hen. En deuxième noce, il épousa Hélène Georg de Bischofsheim, où il fut président de la fabrique de l'église en 1838. Il rendit de grands services au curé Kuhn. Il décéda le 16 octobre 1850 à l'âge de 82 ans. Il est inhumé au cimetière de Bischofsheim.

Imprimerie Atelier de la Communication, Saint Nabord Tiré à 150 exemplaires Dépôt légal : 4° trimestre 2025

